

**Après un semestre de mobilisations  
sociales et de campagne européenne**

# **Où en est la gauche sociale et politique ?**

**Sophie Béroud, Stathis Kouvélakis, Karel Yon**

**Services publics**

## **L'Hôpital et l'Université ne sont pas des entreprises**

**André Grimaldi, Daniel Bensaid,  
Mathieu Bonzom, Keith Dixon**

**44 - 17 + 14**

**Une nouvelle inédite de  
Tristan Garcia**

# **CONTRE**

# **TEMPS**

Nouvelle série

**N° 3**

**EDITIONS  
SYLÉPSE**

[www.contretemps.eu](http://www.contretemps.eu)

# CONTRE TEMPS

**Revue de critique communiste**

**N° 3 - 3<sup>e</sup> trimestre 2009**

Nouvelle série

SYLÉPSE<sup>EDITIONS</sup>

# Sommaire

## ACTUALITÉ

**Stathis Kouvélakis** Notes sur la séquence électorale et sociale p. 5

**Sophie Béroud, Karel Yon** Face à la crise,  
que fait le mouvement syndical ? p. 15

## L'ÉCOLE ET L'HÔPITAL NE SONT PAS DES ENTREPRISES

**André Grimaldi** Sauver l'hôpital public ! p. 27

**Daniel Bensaïd** Faut-il défendre l'université ? p. 35

**Keith Dixon** De Thatcher à Péresse p. 47

**Mathieu Bonzom** Un semestre de mobilisations obstinées p. 55

## INTERVENTIONS

**Bruno Bosteels** La révolution de la honte p. 63

**Razmig Keucheyan** Figures de la défaite p. 73

## MILLE MARXISMES

**Isabelle Garo** Le socialisme introuvable de Marx p. 83

**Stathis Kouvélakis** Hommage à Georges Labica  
Parcours d'un intellectuel communiste p. 95

La violence émancipatrice p. 99

## LITTÉRATURES

**Tristan Garcia**  
*44 - 17 + 14* p. 105

**Angelo Rinaldi** La fin des faims p. 143

## LIVRES EN DÉBAT

**Michel Lequenne** Elvire Maurouard,  
*Juifs de Martinique et Juifs portugais sous Louis XIV*  
et *Les Juifs de Saint-Domingue (Haïti)* p. 147

**Noëlle Burgi** Philippe Marlière,  
*La Social-démocratie domestiquée. La voie blairiste* p. 149

**André Tosel** Stathis Kouvélakis (dir.),  
*Y a-t-il une vie après le capitalisme ?* p. 154

## **ContreTemps**

Revue de critique communiste

Site : [contretemps.eu](http://contretemps.eu)

### **Directeurs de publication (revue)**

Daniel Bensaïd, Stathis Kouvélakis, Francis Sitel

### **Secrétariat de rédaction (revue et site web)**

Antoine Artous, Louis-Marie Barnier,  
Daniel Bensaïd, Grégoire Chamayou,  
Séverine Chauvel, Philippe Corcuff, Jean Ducange,  
Cédric Durand, Isabelle Garo, Franck Gaudichaud,  
Vincent Gay, Bettina Ghio, Ambre Ivoll,  
Razmig Keucheyan, Stathis Kouvélakis, Thierry Labica,  
Robert March, Lilian Mathieu, Clément Mouhot,  
Danièle Obono, Jérôme Oudin, Ugo Palheta,  
Sylvain Pattieu, Francis Sitel

### **Conception graphique et réalisation**

Jérôme Oudin

Illustrations de Gala Vanson, Nicolas Filloque et Adrien Zammit

### **Conseil éditorial international**

Arturo Anguiano (Université Autonome de Mexico),  
Paulo Arantes (USP São Paulo),  
Uraz Aydin (Université de Marmara, Istanbul),  
Attilio Boron (Buenos Aires),  
Alex Callinicos (King's College, Londres),  
Carine Clément (Moscou),  
Roland Denis (Caracas),  
Fabio Frosini (Université d'Urbino),  
Claudio Katz (Buenos Aires),  
Zbigniew Kowalewski (directeur de la revue *Revolucja*, Lodz),  
Michaël Kraetke (Université de Lancaster),  
Francisco Louça (Lisbonne),  
Warren Montag (Occidental College, Los Angeles),  
Miguel Romero (directeur de la revue *Viento Sur*, Madrid),  
Spyros Sakellerapoulos (Université Panteion, Athènes),  
Maria-Emilia Tijoux (Santiago du Chili),  
Stavros Tombazos (Université de Chypre)

### **Sites partenaires**

Europe solidaire sans frontières

[www.europe-solidaire.org](http://www.europe-solidaire.org)

Séminaire Marx au XXI<sup>e</sup> siècle

[www.marxau21.fr](http://www.marxau21.fr)

La revue *ContreTemps* est éditée par les éditions Syllepse

69, rue des Rigoles - 75020 Paris

[www.syllepse.net](http://www.syllepse.net)

© La discordance des temps 88, rue de Bagnolet - 75020 Paris

ISBN : 978-2-84950-241-9

## **ACTUALITÉ**

### Notes sur la séquence électorale et sociale

*Stathis Kouvelakis*

LES PREMIÈRES ÉLECTIONS à l'échelle de l'UE après l'éclatement de la crise capitaliste avaient valeur de test. Si les éléments d'instabilité et de radicalisation, de rigueur dans ce type de conjoncture, sont bien au rendez-vous, ils ne se conforment pas au schéma attendu de divers côtés, de la polarisation politique ou de la « montée aux extrêmes ». En fait, l'élément qui révèle sans doute le mieux le caractère potentiellement explosif de la situation n'est pas à chercher dans tel ou tel aspect des résultats, mais dans la vague sans précédent de l'abstention. Plus assumée que par le passé, massive parmi les jeunes et les classes populaires, l'abstention progresse de façon spectaculaire dans les pays à tradition de civisme dans ce type de scrutin (Grèce, Italie, Portugal, Pays-bas, Danemark), tout en poursuivant sa progression là où elle était déjà importante (« grands pays » centre-européens, et Europe de l'Est où elle dépasse en général les 70 %).

#### **Europe, un tournant à droite ?**

Parfois manipulée par des gouvernements soucieux d'éviter le vote-sanction (notamment Sarkozy), cette abstention traduit avant tout la défiance croissante aussi bien vis-à-vis de l'Union et de la « construction européenne » que des élites politiques dans leur ensemble. Elle a valeur de verdict accablant contre le projet d'Europe libérale imperturbablement mis en œuvre depuis l'Acte Unique de 1986 et jusqu'à l'actuel traité de Lisbonne. La quasi absence de campagne officielle est la conséquence de cette faillite : les partisans de cette Europe ne pouvaient défendre ni leur bilan passé (loin de protéger de la crise, la dérégulation boursière, les privatisations, la libre circulation spéculative des capitaux lui ont ouvert la voie), ni un projet inexistant (les critères de convergence confirmés par le traité de Lisbonne restent sur le papier la règle, alors qu'ils sont dans la réalité rendus caducs par l'explosion des déficits et de l'endettement).

La vague de défiance ainsi exprimée emporte en premier lieu la social-démocratie, y compris ses partis les plus solides du Nord ou du Sud, avec des scores systématiquement inférieurs à 30 % - voire même 20 % - comme en France, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, ou les atteignant péniblement comme le SPD allemand ou le SPÖ autrichien. Seules, et relatives, exceptions dans ce tableau, la Grèce, où le Pasok est en tête avec un score néanmoins médiocre, et l'Espagne où Zapatero est battu mais sauve la mise en se maintenant à plus de 38 %. Lessivée par des décennies de cogestion loyale du néolibéralisme, la social-démocratie apparaît aujourd'hui comme le grand malade du système politique européen. C'est donc relativement à cet effondrement que la droite classique semble tirer

son épingle du jeu, bien que ses scores soient en réalité à peu près partout moyens, voire mauvais <sup>1</sup>.

Tel est contexte dans lequel il faut apprécier les « gagnants relatifs » du scrutin, et tout d'abord, les écologistes. La progression du vote vert est assurément alimentée par la perception croissante des dégâts environnementaux engendrés par le système, dont la gravité bien réelle ne doit toutefois pas occulter le fait qu'ils agissent aussi comme un dépositaire d'angoisses plus générales, (pour aller vite : dues à la montée de l'insécurité sociale). Dans certains pays – essentiellement la France, la Belgique wallonne, et, dans une moindre mesure l'Allemagne et la Grande-Bretagne – le vote écologiste a ainsi pu fonctionner comme un outil de désapprobation *soft* de la social-démocratie par un type d'électorat traditionnellement mobilisé lors des scrutins européens (essentiellement de classes moyennes urbaines). Force politique essentiellement subalterne, les écologistes ne sont porteurs d'aucune dynamique de redéfinition forte de l'agenda et/ou du champ politique. Loin de briser les logiques de centre-gauche, leur succès renforcera les tendances à l'intégration de la social-démocratie dans une nébuleuse de centre gauche à l'instar du cas italien.

L'extrême-droite apparaît comme l'autre gagnant de ce scrutin. Sa poussée est toutefois loin d'être générale (en France, par exemple, le tassement du FN se poursuit) ou de grande ampleur. Même là où la décrue semble se confirmer, son influence se maintient à un niveau élevé, particulièrement dans les classes populaires. Son pouvoir de nuisance s'inscrit dans les tendances lourdes (autoritaires, racistes et xénophobes) de la période précédente, auxquelles la crise vient donner une ampleur nouvelle. Son audience, persistante ou plus récente, dans les couches ouvrières et les jeunes, y compris dans des pays où elle était traditionnellement faible (Grande-Bretagne, Grèce) indique qu'il y a de ce côté un début d'accumulation de forces, le potentiel d'une future poussée d'une ampleur bien plus significative, en fonction de l'évolution de la situation sociale et politique.

S'il y a donc bien *certain*s éléments limités de polarisation (recul du « centre », avant tout du centre-gauche, résilience de l'extrême-droite), le schéma est infirmé par la performance globalement décevante de la gauche radicale (si l'on inclut sous ce terme l'ensemble des partis se situant à gauche de la social-démocratie, des PC les plus traditionnels aux nouveaux courants anticapitalistes). Ces formations ne sont pas parvenues à créer une véritable dynamique autour d'elles, à la remarquable exception du Portugal, où le succès du Bloc de gauche ne doit pas faire oublier la progression sensible du PC. Ce dans un contexte marqué à la fois par la crise du capitalisme, la défiance vis-à-vis du système politique, le fort recul

de la social-démocratie, que certains imaginaient plus favorable aux idées anticapitalistes. Se trouve ainsi confirmée la leçon historique quant à l'absence de rapport univoque

<sup>1</sup> Inférieurs à 30 % pour l'UMP en France ou pour les conservateurs britanniques, en recul de 7 % pour les chrétiens-démocrates allemands et la droite grecque, inférieurs aux attentes pour le parti de Berlusconi, etc.

entre crise économique et processus politique, et, surtout, entre crise capitaliste et radicalisation à gauche.

Certes, les scores (souvent cumulés) ne sont pas négligeables : supérieurs parfois à 10 % (France, Grèce), voire à 20 % (Chypre, Portugal), ils se situent la plupart du temps entre 5 % et 8 % (Allemagne, Pays-Bas, Suède, Finlande, Italie). Pourtant, même s'ils ont enregistré dans certains cas des progressions par rapport au précédent scrutin européen, ces résultats sont en général en deçà des attentes, parfois excessives et entretenues par l'illusion des sondages : c'est tout particulièrement le cas de Syriza en Grèce, de Die Linke en Allemagne et du NPA en France. Si elle dispose bien d'une base pour un développement futur, la gauche radicale paraît, pour l'instant, davantage partager, et subir, la crise générale de la représentation politique qu'offrir une issue à celle-ci. Autrement dit, elle fait davantage partie du problème que de sa solution.

### **La séquence sociale française**

Si l'on resserre la focale sur la France, les résultats, dans leurs grandes lignes, s'inscrivent dans les tendances mentionnées auparavant, souvent de manière amplifiée. L'abstention y atteint des taux records. Le fait même que Sarkozy et son gouvernement puissent plastronner avec un score inférieur à 30 % – alors que les retraités (le noyau dur de l'électorat UMP) constituent près de 30 % des participants à ce scrutin –, traduit l'état de délabrement d'un système politique incapable de produire l'apparence même d'une opposition parlementaire. Structurellement plus fragile qu'ailleurs (absence de configuration social-démocrate classique en France), affaibli par une crise d'orientation et de leadership, le PS français est parmi les plus affectés par l'affaissement social-démocrate. Il libère de ce fait un espace significatif à l'opportunisme habile des écologistes et, dans une moindre mesure, à celui, en l'occurrence plus maladroit, du centrisme de Bayrou. Plus dure et autoritaire qu'ailleurs, la droite française tire profit de l'unification de ses diverses fractions sous la houlette sarkozienne et parvient toujours à contenir l'extrême-droite.

Il est cependant impossible de rendre compte de la séquence électorale en la détachant de la séquence sociale très riche qui s'est dessinée à partir de la fin 2008. Après un premier recul partiel du gouvernement, reportant d'un an la réforme Darcos face à la pression des lycéens et à l'impact de l'insurrection de la jeunesse grecque de décembre 2008, se sont égrenées, tout au long du semestre qui suivit, d'importantes luttes sociales, principalement sur trois fronts :

les mobilisations dans la fonction et le secteur public contre les réformes néolibérales menées par le pouvoir actuel : avant tout dans les universités, l'hôpital et le secteur de l'énergie ;

l'extraordinaire grève générale des Antilles, le mouvement social le plus important mené sur ces territoires depuis les années 1960 ;

les mobilisations contre les licenciements dans le secteur privé, fragmentées mais très déterminées, adoptant parfois des formes d'action par-

ticulièrement radicales (séquestrations de patrons ou de cadres, attaques de bâtiments publics).

C'est sous la pression de ces luttes sectorielles que se tiennent les journées d'action nationale, appelées par l'ensemble des confédérations syndicales, qui ont d'abord mobilisé des millions de personnes le 29 janvier et 19 mars. Le résultat en a été à peu près nul, hormis la preuve faite de l'incapacité actuelle du mouvement syndical à ouvrir des perspectives. C'est donc le sentiment d'impuissance qui l'a emporté, tout particulièrement à partir du 1<sup>er</sup> mai, lorsque les courbes de l'affluence aux manifestations ont amorcé un déclin tout à fait prévisible, avant de plonger sans gloire dans le fiasco du 26 mai et du 13 juin.

Les scénarios, que d'aucuns jugeaient « pessimistes », quant aux conséquences de la victoire de Sarkozy à l'élection présidentielle de 2007 se sont ainsi, jusqu'à présent du moins, confirmés. Le projet stratégique du pouvoir actuel – créer une base de consentement en transformant « structurellement » (selon sa propre terminologie) la société française – a marqué des points. Malgré son usure évidente et la faiblesse de son soutien populaire, le gouvernement a su remporter la bataille pour la maîtrise du temps (éviter la synchronisation et la convergence des luttes) en tirant parti d'un calendrier démobilisateur des directions syndicales : l'unité, après avoir été un tremplin ou un levier en janvier février, est devenue un piège et une machine à démobiliser. Si la bataille est loin d'être finie, Sarkozy a ainsi pu gagner une première manche.

Était-ce inévitable ? Les stratégies des directions syndicales confédérales ont assurément pesé lourd : dès les mobilisations de l'automne 2007, il était clair, CGT en tête, qu'elles étaient hostiles aux grèves reconductibles, à toute construction de rapport de forces passant par de véritables moments d'affrontement (autres que purement locaux, et encore...). Prolongeant une tactique expérimentée lors du mouvement contre la réforme des retraites du printemps 2003 (avec les résultats que l'on sait...), puis reprise, prétendument avec succès, lors de la lutte anti-CPE du printemps 2006, les journées d'action « unitaires » se sont substituées à l'action gréviste : « Nous avons démontré que nous pouvons être forts sans faire la grève », déclarait, en avril 2006 déjà, François Chérèque <sup>2</sup>. A l'exception pourtant du contexte très particulier du printemps 2006, où la présence d'un mouvement étudiant massif aux avant-postes de la mobilisation lui assurait une permanence, on sait quel a été le succès de cette orientation.

Le décalage entre les possibilités et les perspectives concrètes d'action est devenu évident au fur et à mesure que se déroulait le prévisible scénario des « ballades (en masse) d'un jour » à répétition, soigneusement étalées sur plusieurs mois. Pourtant, malgré les dissensions apparues au sein de l'intersyndicale lors de la phase déclinante des journées d'action, aucune proposition alternative et concrète n'a véritablement émergé. Il y eut bien les appels à la « grève générale », venant notamment du NPA et des courants d'extrême-gauche, ac-

<sup>2</sup>/ « Entretien avec François Chérèque », *Libération*, 12 avril 2006.

cueillis avec sympathie et parfois repris dans certains cortèges. Mais ils sont apparus comme assez abstraits, voire « utopiques » comme l'affirmait la signature « utopiste debout » d'un autocollant à succès proclamant le « rêve général ». D'où l'enfoncement dans l'impuissance de ce côté de la barricade, et la satisfaction non dissimulée du côté gouvernemental et patronal <sup>3</sup>.

Le tableau d'ensemble qui se dessine est celui d'une intériorisation profonde de l'affaiblissement du mouvement syndical par ses directions et ses cadres, y compris dans ses ailes les plus radicales <sup>4</sup>, assorti d'un divorce d'avec toute perspective politique de changement social. La seule perspective qui paraît dès lors se dégager est la quête d'un renforcement de l'acteur syndical dans le cadre du néolibéralisme dominant, c'est-à-dire par une ligne de « rassemblement » visant à contrecarrer la notable – voire mondialement unique – fragmentation du paysage syndical français. Mais cette ligne « unitaire » ne peut s'appliquer et se stabiliser qu'en généralisant le « recentrage » syndical entamé par la CFDT à la fin des années 1970, relayé plus tard par la CGT (adhésion à la CES, refus obstiné de constituer un pôle de syndicalisme combatif dans la foulée du mouvement de décembre 1995). La sombre perspective qui se profile est celle d'une rupture historique dans le syndicalisme français, marqué par des traditions combatives et par la référence à un horizon politique de transformation sociale. Lui succèderait alors un modèle de syndicalisme en tant qu'institution de régulation des relations professionnelles dans le cadre intangible du capitalisme néolibéral. Le profond désarroi syndical face à la stratégie offensive assumée du pouvoir sarkozyen et du patronat (aggravée par le contexte de la crise capitaliste) devient dès lors pleinement compréhensible. L'espace nécessaire au déploiement d'une telle stratégie se dérobe sous les pieds de ses promoteurs, condamnés à des gesticulations visant à cacher leur impotence croissante <sup>5</sup>.

Le constater lucidement ne doit pas conduire, pour autant, au confort de la simple dénonciation, mais plutôt à souligner l'ampleur des problèmes auxquels sont confrontés les militants attachés à une perspective de lutte de classes. La reconstruction d'un syndicalisme de combat est une œuvre de longue haleine, combinant détermination et capacité de rassemblement, en butte à la fois aux tendances lourdes de l'évolution des stratégies syn-

<sup>3</sup>/ Il y a là davantage qu'une seule question de choix erronés ou, plus profondément, de « trahison » renvoyant aux intérêts d'appareils bureaucratiques coupés de leur « base », même si cette dernière dimension est bien présente. Cf. sur ce point, dans ce numéro de *ContreTemps*, l'article de Sophie Bérout et Karel Yon.

<sup>4</sup>/ Tout particulièrement Sud et Solidaires, qui subissent le contrecoup des échecs des mobilisations de 2003 et 2007 et cherchent à éviter le risque de marginalisation en s'insérant dans la configuration « unitaire » modelée par les principales confédérations.

<sup>5</sup>/ cf. par exemple Bernard Thibault qui croit comprendre à la fin mars que « Nicolas Sarkozy est dans une posture défensive », qu'« il est bien obligé de lâcher du lest sur certains sujets » et que le « gouvernement est un peu déstabilisé par cette situation ». Avant de conclure, confiant, sur « l'issue du mouvement » : « Ce n'est pas parce que le gouvernement dit vouloir éviter toute négociation avec les syndicats qu'il y parviendra. Face à un mouvement durable, certaines choses deviendront incontournables. » Entretien avec Bernard Thibault, *L'Humanité dimanche*, n° 154, 26 mars au 1<sup>er</sup> avril 2009, p. 15 et 17.

dicales évoquées ici et aux difficultés « objectives » exacerbées par la crise (et l'offensive du patronat et de l'Etat), qui rendent difficile la convergence des luttes sectorielles marquantes de la dernière période.

La question de la « grève générale » doit être replacée dans ce contexte. Une force anticapitaliste conséquente ne peut accepter la séparation des rôles parti/syndicat (qui caractérise en fait une conception étroitement parlementaire de la politique), ni renoncer à critiquer une stratégie aboutissant à une impasse complète. Mais l'unification des luttes ne peut être que le résultat d'un travail de construction assez complexe et prolongé, autour d'axes concrets élaborés par les secteurs sociaux eux-mêmes.

Il convient de rappeler à ce propos quelques leçons de l'exemplaire lutte des travailleurs et de la population des Antilles, telles que les formulait le dirigeant syndical Alex Lollia : « A partir des années 1980, du fait de la mondialisation, [...] la question de l'indépendance perd de sa vigueur et les mouvements nationalistes ou d'extrême-gauche perdent du terrain. Mais c'est précisément leur affaiblissement qui va paradoxalement favoriser le soulèvement social de masse, parce qu'il n'y a plus d'offre ni de perspective politique. Le terrain est essentiellement occupé par les syndicats. Ce sont eux qui sont à l'avant-garde du mouvement de protestation et de revendication <sup>6</sup>. » Bel exemple de renversement dialectique, dans lequel se reconnaîtraient de nombreux militants latino-américains (on pense tout particulièrement aux paysans boliviens), qui voit le mouvement syndical occuper le terrain déserté par les organisations politiques et élaborer une véritable « ligne de masse », articulant dans une plate-forme à la fois concrète et « totalisante », base de classe, revendications matérielles et revendications culturelles et identitaires, ancrées dans la longue durée du combat anticolonial.

Uni sur une plate-forme claire, le LKP a pu parler au nom de la société guadeloupéenne en tant que telle (du « pays » comme le dit Lollia), forger un « bloc populaire » aspirant à l'hégémonie, gagner la bataille du temps par une grève obstinée de pratiquement deux mois, et développer une légitimité alternative à l'initiative institutionnelle du pouvoir colonial. C'est le fondement politique de ce système, dans sa forme de lien étatique avec la France, que la lutte sociale a remis en cause, remettant ainsi sur le chantier la perspective de l'indépendance. Sarkozy lui-même l'a, du reste, reconnu à sa façon lors de son récent voyage aux Antilles, en déclarant qu'une consultation populaire était nécessaire sur la nature du lien avec la France.

Si la dimension anticoloniale de sa lutte n'est à l'évidence pas transposable à la métropole, le mouvement des Antilles peut par contre être une source féconde d'inspiration pour une nouvelle configuration des rapports entre la gauche sociale et la gauche politique, articulant base de classe et perspective d'ensemble, revendications concrètes et remise en cause du cadre politique dominant. Une configuration aspirant à l'hégémonie, montrant aux classes dominées la voie non seulement de la résistance et de la

limitation des dégâts mais d'une alternative de société : la possibilité de revendiquer et de conquérir pour

<sup>6</sup>/ « Les Antilles debout contre la *pwofitasyon* », entretien avec Alex Lollia, *ContreTemps*, nouvelle série, n° 2, p. 10.

elles-mêmes le pouvoir aujourd'hui aux mains des maîtres à *pwofitasyon*. Assurément la barre est haut. Aux anticapitalistes de relever le défi.

### Du côté de la gauche de gauche

De ce côté, si des forces appréciables sont là, les problèmes le sont tout autant. Bien que fortement relativisé par le niveau de l'abstention (et par sa composition), l'un des enjeux des élections européennes résidait, en effet, dans la configuration politique à gauche du PS. L'image qui en ressort est mitigée. Parti de très bas en début de campagne, handicapé par les désastres électoraux successifs du PCF et par la faiblesse organisationnelle du Parti de gauche (PG), le Front de gauche (FG) retrouve en France métropolitaine à peu près le niveau du seul PCF de 2004, et le dépasse légèrement grâce à l'apport de l'outre-mer. Il remporte ainsi une manche dans la compétition qui l'opposait au NPA en apparaissant avec un profil plus « unitaire ». La présence de Jean-Luc Mélenchon, qui s'est étoffée au cours de la campagne, lui a donné un mordant qui fait cruellement défaut au discours du PCF. Elle a également rendu crédible l'idée d'un « front » associant un arc de forces à gauche du PS, là où, en 2007, Marie-George Buffet, formellement candidate de la « gauche populaire et antilibérale », avait complètement échoué à être autre chose que la candidate du PCF (avec la circonstance aggravante de s'être acharnée à manipuler le cadre des comités unitaires issus de la campagne du non de 2005).

Malgré une campagne dynamique, le FG a cependant surtout rassemblé un électorat déjà structuré, très âgé<sup>7</sup>, de ce fait moins porté vers l'abstention, et assez faible dans le cœur des classes populaires actives<sup>8</sup>. Sa répartition géographique épouse, pour l'essentiel, les lignes générales de l'influence du PCF, sans parvenir à l'élargir. Formée de deux composantes principales, le FG se retrouve à présent confronté à des défis majeurs en termes de cohérence interne et de choix stratégiques : comment concilier l'approche plus offensive à l'égard du PS (et plus généralement des dispositifs d'alliance de « centre-gauche ») de Mélenchon, avec le discours prudent de dirigeants communistes, qui, soucieux de préserver leur contingent d'élus, se sont empressés de rejeter en mars la proposition du NPA d'un « front durable » et restent disposés, comme ils l'ont répété au cours de la campagne, à gouverner de nouveau avec le PS ? Comment préserver la capacité de disputer au NPA l'espace à gauche du PS tout en poursuivant avec ce dernier la cogestion généralisée du pouvoir municipal et régional et en s'alignant sagement derrière les choix des directions syndicales ? Les prochaines régionales obligeront sans aucun doute à clarifier ces lignes de tension.

Avec le NPA, l'image s'inverse en quelque sorte. S'il ne dépasse pas l'aire d'influence électorale atteinte en France par l'extrême-gauche depuis 1995, il se situe incontestablement dans la fourchette haute (à l'exception toutefois des scores cumulés du premier tour de la présidentielle

<sup>7</sup>/ Constitué à 43 % de retraités selon CSA et même à 47 % selon TNS Sofres. Selon ces deux sondages « sortie des urnes », la part d'électeurs du FG de 30 ans est inférieure à 10 % (TNS Sofres), ou 20 % (CSA).

<sup>8</sup>/ Autour de 5 % parmi les employés et les ouvriers, selon TNS Sofres et CSA ; 8 % chez les ouvriers et 3 % chez les employés selon OpinionWay.

de 2002). Il atteint quasiment à lui seul le résultat des listes communes LCR-LO de 1999 et progresse fortement par rapport à celui, faible il est vrai, de 2004. C'est surtout la première fois qu'une force issue de l'ex-LCR atteint un score égal ou supérieur à celui réalisé par son populaire porte-parole, lors du scrutin très particulier d'un premier tour d'élection présidentielle. Se trouve ainsi confirmée, sur la durée relativement longue d'une décennie et demi, la disponibilité d'un électorat ouvrier et populaire au message politique de la gauche de la gauche. Une disponibilité que, dans la foulée des derniers résultats de la LCR, le NPA semble en mesure de capter pour s'installer de façon durable dans le paysage politique.

Cet enracinement est confirmé par le profil de son électorat. C'est très clairement celui d'un vote de classe, avec une forte dimension ouvrière, et même « col-bleu », qui transparaît à la fois dans la sociologie du vote <sup>9</sup> et dans sa répartition géographique, avec des scores significatifs dans les régions ouvrières de la moitié nord de la France : Nord, vallée de la Seine, Ouest breton et Est industriel (Ardennes, Lorraine, les zones ouvrières de « Peugeot-ville »). Déjà perceptible dans la cartographie du vote Besancenot de 2007, ces résultats indiquent une inversion de tendance notable par rapport au tropisme méridional de 2002. La comparaison avec le résultat quasi identique des listes LCR-LO de 1999, indique une permanence de la dimension vote de classe/ouvrier <sup>10</sup>, mais deux déplacements significatifs : tout d'abord, une progression dans les zones rurales <sup>11</sup>, comme le montrent notamment les résultats de la région Centre (tout particulièrement dans la Creuse), mais également un clivage générationnel plus net : l'électorat NPA de 2007 est sensiblement plus jeune que celui de l'extrême-gauche d'il y a dix ans. Si ces données confirment un véritable ancrage social, elle en montrent aussi certaines limites : des scores assez moyens dans les très grandes villes (notamment dans les banlieues populaires d'Ile-de-France, malgré quelques bons résultats dans certaines cités), et un électorat peu structuré, marqué par un fort turn-over (de 60 à plus de 70 %, selon les estimations, des électeurs de Besancenot de 2007 n'ont pas voté pour le NPA).

Au niveau politique, le NPA a donné des signes de faiblesse. Malgré son ambition de s'affirmer comme l'opposant le plus résolu du sarkozysme, il n'a pas su politiser les contradictions de la conjoncture, polariser le débat sur des thèmes forts et se faire porteur d'une perspective potentiellement hégémonique dépassant le niveau économique des luttes immédiates dans

une initiative politique d'ensemble porteuse de victoires possibles, même partielles, pour des secteurs populaires aux prises avec une situation très dégradée. Alors que la courbe des mobilisations sociale connaissait, à partir de mai, un fléchissement net, il a continué à se présenter comme le « parti des luttes » et de la radicalité sociale,

<sup>9</sup>/ 9 % et 5 % chez les ouvriers et les employés selon CSA, 11 % et 9 %, respectivement, selon TNS Sofres, 12 % et 9 % selon OpinionWay ; dans ces catégories, le NPA devance significativement le Front de gauche.

<sup>10</sup>/ Mais qui caractérisait surtout la composante LO, comme l'attestent les résultats d'Arlette Laguiller de 1995 et 2002, et, dans une large mesure, ceux de LO aux régionales de 1998.

<sup>11</sup>/ Le sondage « sortie des urnes » CSA donnait 0 % à la liste LCR-LO parmi les agriculteurs en 1999, contre 6 % au NPA.

sans réussir à proposer une alternative globale à la politique du pouvoir actuel, ni à faire apparaître les complicités dont elle bénéficie dans l'ensemble de la « classe politique », tout particulièrement du côté du PS ou de Cohn-Bendit (qui se félicite de la réintégration complète dans l'Otan et n'a rien à objecter aux privatisations). En dépit des arguments développés dans son matériel et ses réunions publiques, la tonalité générale de sa campagne est restée « syndicale », martelant le thème des licenciements, de la défense des services publics et de la nécessité des luttes, combinée à une pédagogie anticapitaliste sur la crise, sans parvenir à articuler la dimension revendicative légitime aux grands enjeux politiques de l'élection. Si l'insuffisance des thèmes écologiques, ainsi que des thèmes « européens », est reconnue dans son propre bilan, on pourrait en dire autant des thèmes politiquement brûlants de l'éducation (le mouvement des universités a notamment été laissé dans sa grande solitude), de l'autoritarisme inquiétant du pouvoir sarkozyen et de l'Etat punitif qu'il façonne avec méthode, du racisme dégoulinant de toute part ou de la réintégration de la France dans le giron otanien – terrain sur lequel le NPA s'était pourtant fortement impliqué lors de la manifestation de Strasbourg en avril dernier.

Le projet que le NPA entend incarner a aussi pâti de la difficulté à faire entendre sa position sur la question unitaire. Placé dès octobre 2008 devant le fait accompli de l'accord entre le PG et le PCF, il ne pouvait préjuger de l'orientation adoptée au terme d'un débat tranché à son congrès de fondation de janvier 2009. Avancée *mezzo voce* et tardivement défendue, sa proposition d'un front durable a été peu audible. Malgré la légitimité souvent reconnue de son refus de toute cogestion institutionnelle avec le PS, il est donc apparu mal à l'aise face à la pression que le Front de gauche a d'emblée exercée sur le thème de l'unité. D'autant qu'au moment où une droite dure est à l'offensive et où déferlent les vagues de la crise capitaliste, la division des forces à gauche de la social-démocratie, ou le fait de paraître se résigner à une telle division, apparaissent comme un luxe à de larges secteurs populaires et militants de la gauche.

Plus généralement, la configuration des rapports de forces à l'échelle de l'UE, confirmée par ce dernier résultat électoral, indique qu'en France comme dans les autres pays où existe un espace visible à gauche de la social-démocratie, il est occupé par toute une palette de courants, aux orientations souvent instables – donc relativement ouvertes –, qui incluent aussi bien des forces provenant de la gauche social-démocrate ou des PC que des formations issues de l'extrême-gauche. Pour le NPA en particulier, la question des rapports politiques avec ce type de courants, en rupture avec le consensus néolibéral, mais dont le positionnement à l'égard de la social-démocratie reste ambigu, se posera avec acuité au cours de la période à venir. Elle ne saurait se régler par un simple arbitrage entre souplesse et fermeté dans le cadre de négociations au sommet – encore que ces moments de négociation soient indispensables. Elle implique une véritable bataille politique et idéologique combinant volonté unitaire et clarté quant aux conditions de cette unité. Une bataille visant à convaincre de façon large

## ACTUALITÉ

que la rupture avec les logiques social-libérales et de centre-gauche ne relève en rien d'un purisme ou d'un maximalisme gauchiste, qu'elle est, au contraire, une condition décisive pour la survie même d'une gauche digne de ce nom, en France comme partout ailleurs.

La question est désormais posée de savoir quelles seront les suites de cette séquence sociale et politique du premier semestre 2009 : si, après un resac, les mobilisations sociales rebondiront à l'automne contre l'accélération des réformes gouvernementales (sur les retraites, le travail du dimanche) ou à l'occasion de la grande mobilisation lors du sommet de Copenhague sur le climat ; et si les discussions engagées dans la perspective des élections régionales de mars permettront de tirer les leçons des européennes et de clarifier les démarches unitaires et les politiques d'alliance.

Paris, 7 juillet 2009

## Face à la crise, que fait le mouvement syndical ?

### Quelques éléments de réflexion sur l'évitement relatif d'une stratégie de confrontation

Sophie Bérout, Karel Yon

LE 13 JUIN DERNIER, environ 100 000 personnes ont défilé dans les rues à l'appel de ce qu'il est maintenant convenu d'appeler le « G8 syndical »<sup>1</sup>. Avec sept à huit fois moins de manifestants que lors du 1<sup>er</sup> mai, lui-même bien en deçà des mobilisations précédentes du 29 janvier et du 19 mars, cette journée d'action a questionné le leitmotiv de l'intersyndicale : faire tenir sur la durée un « haut niveau de mobilisation » pour forcer gouvernement et patronat à entamer des négociations dans le contexte de crise économique. 175 000 emplois ont été supprimés au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2009, sans compter les formes invisibles de licenciements collectifs, telle la non-reconduction des contrats d'intérim. Pourtant, la mobilisation sociale est bel et bien retombée, suscitant des dissensions dans l'intersyndicale comme dans les organisations, de la part d'équipes militantes locales qui s'interrogent sur la pertinence de la stratégie suivie. Si des protestations s'élèvent et prennent la forme de textes et de tribunes, elles nourrissent aussi des formes de désengagement chez ceux qui attendaient d'autres prolongements à des initiatives ayant réuni plusieurs millions de travailleurs.

Le tableau s'assombrit encore si l'on souligne que, contrairement aux espérances affichées des porte-parole syndicaux, aucune avancée majeure n'a été obtenue. Nicolas Sarkozy a refusé d'avancer sur le contrôle des licenciements ou sur le pouvoir d'achat. A rebours des propositions syndicales, François Fillon et Laurence Parisot se retrouvent pour prôner un nouvel allongement de la durée de cotisation pour les retraites. Et le Smic n'aura même pas profité, au 1<sup>er</sup> juillet, d'un quelconque « coup de pouce »

Si l'enchaînement d'une victoire politique de l'UMP aux européennes et de l'échec syndical du 13 juin a permis de conforter le pouvoir dans son cap de « réforme », les ténors de la majorité se sont cependant bien gardés d'enfoncer les organisations syndicales. L'exaspération sociale ayant été canalisée, à la veille de l'été, vers les arènes de la négociation sociale, ils ont sans doute jugé inutile de s'acharner. Mais la conscience existe aussi que les dégâts encore à venir avec la crise et la poursuite du mandat de contre-réforme sarkozyste peuvent facilement remettre le feu aux poudres. Il n'est pas certain, d'ailleurs, que la droite et le Medef aient besoin d'une victoire à la « Thatcher » contre les syndicats qui, de leur point de vue, servent aussi à encadrer une exaspération sociale latente.

Comment en est-on arrivé là ? Comment analyser les ressorts d'une stratégie syndicale finalement partagée malgré la diversité interne du « G8 » ?

<sup>1</sup> L'intersyndicale réunit huit organisations : la CGT, la CFDT, la CFTC, la CFE-CGC, FO, la FSU, Solidaires et l'Unsa.

Une explication courante, au moins dans les discours produits « à chaud » dans les rangs militants,

consiste à pointer la distance qui sépare la « base », soit les salariés et syndicalistes « de terrain », des appareils dirigeants qui gouvernent le « sommet » des organisations. La bureaucratisation de ces derniers les conduirait à privilégier d'autres intérêts que ceux qu'ils affichent officiellement, et ce au mépris d'un potentiel de lutte. Les directions, et en particulier celle de la confédération à l'heure actuelle la plus puissante, la CGT, seraient-elles en train de « trahir » alors même qu'elles disposent d'un important rapport de forces ? La question résonne d'autant plus fort qu'ailleurs, et en particulier en Guadeloupe, l'épreuve de force prolongée avec le gouvernement s'est incarnée dans un mouvement social d'ampleur exceptionnelle.

Une telle critique est bien sûr fondée, mais elle n'épuise pas la compréhension des logiques à l'œuvre. De plus, la focalisation sur la « trahison des directions » contribue bien plus souvent à conforter les convictions des militants partisans d'un syndicalisme « de lutte » qu'à déstabiliser réellement la ligne de dirigeants réduits à l'identité de cyniques professionnels. Car si des protestations existent, il n'en reste pas moins que la stratégie d'action de l'intersyndicale a quand même été largement relayée par les équipes intermédiaires, dans les fédérations et les structures territoriales. Pour le dire autrement, une alternative crédible à une orientation fondée sur la succession de mobilisations ponctuelles n'a pas réussi à prendre forme. Il faut donc essayer de comprendre ce qui se joue dans le mouvement syndical en termes de représentations partagées.

Nous proposons d'avancer dans cet article un certain nombre d'éléments d'interprétation en réfléchissant, en premier lieu, à la genèse de l'intersyndicale et à ses logiques internes. Nous verrons ensuite combien les représentations de la crise du syndicalisme pèsent sur la façon dont les organisations envisagent leurs possibilités d'action. Enfin, c'est dans le rapport à la production d'une rationalité alternative au néolibéralisme qu'il faut chercher, à notre sens, des clefs de lecture des choix syndicaux contemporains.

### **Le « G8 syndical » ou l'unité qui tourne à vide ?**

L'établissement d'un cadre unitaire à partir de janvier 2009 a fait l'objet d'appréciations fortement contrastées : valorisé par certains comme une alliance indispensable pour doter le syndicalisme d'une nouvelle crédibilité, il est mis en cause par d'autres pour avoir constitué une sorte d'étouffoir de la mobilisation. L'unité est souvent valorisée en soi, comme un horizon à atteindre pour un syndicalisme français historiquement miné par ses divisions. Pour autant, l'épisode que nous venons de vivre montre combien une stratégie unitaire n'est pas suffisante en elle-même, tant elle est porteuse de contradictions, elles-mêmes liées à la façon dont chaque organisation voit sa place dans le champ syndical.

Les raisons qui ont conduit à l'établissement d'un cadre unitaire relativement exceptionnel – puisqu'il réunit l'ensemble des organisations, confédérées ou non – sont à rechercher du côté de l'intensité des mobilisations. Dans le contexte de crise économique, l'importance des conflits localisés et des luttes sectorielles au cours du premier semestre 2009, avec la forte

visibilité médiatique des occupations et des séquestrations de dirigeants d'entreprise <sup>2</sup>, a été telle qu'il était inenvisageable, y compris pour les composantes les moins tournées vers la protestation, de ne pas attester de la disponibilité du syndicalisme pour exprimer le mécontentement des salariés. L'expérience de la mobilisation victorieuse contre le CPE en 2006 offrait un modèle de réponse : l'unité syndicale sans exclusive réalisée alors, à rebours des pratiques traditionnelles, fut considérée comme un facteur essentiel de la réussite du mouvement. Même une organisation comme la CFDT avait tout intérêt en 2009 à s'inscrire dans une intersyndicale appelant à la mobilisation. Cette organisation avait rompu le cadre unitaire en 2003 pour négocier avec le gouvernement sur les retraites et montrer ainsi sa capacité à « obtenir des résultats ». Mais elle a subi en contrecoup un réel affaiblissement sur le plan numérique et militant, comme l'atteste son recul relatif aux élections prud'homales de décembre 2008 <sup>3</sup>. Pour d'autres composantes d'un syndicalisme plutôt tourné vers la recherche immédiate du compromis, comme la CFTC et la CFE-CGC, la crainte de paraître en déphasage comptait d'autant plus après la réforme de la représentativité.

La conscience des coûts d'une éventuelle marginalisation s'est effectivement exacerbée après l'adoption de la loi du 20 août 2008 modifiant les règles de la représentativité et substituant les résultats électoraux au principe de présomption irréfragable. Avant le CPE, le rassemblement des cinq confédérations qui bénéficiaient de représentativité à priori (CFDT, CFTC, CGC-CFE, CGT et FO) avec les autres organisations syndicales (FSU, Solidaires, Unsa) ne s'était jamais réalisé. Le « club des cinq » considérait qu'une telle ouverture devait être repoussée, car risquant de légitimer l'existence de ces organisations et leur prétention à les concurrencer dans certains secteurs d'activité. Or, la réforme de la représentativité permet d'une certaine manière de pérenniser ce qui avait été exceptionnel en 2006. Les membres du « club des cinq » peuvent d'autant moins considérer le clivage entre représentatifs et non-représentatifs comme pertinent qu'il va dépendre de conditions bien plus objectivées (obtenir 10 % aux élections professionnelles dans l'entreprise) que la seule reconnaissance symbolique que confère le fait d'être reçu par le gouvernement. Ces anticipations ont très certainement dissuadé les organisations syndicales minoritaires de s'engager sur une voie dissidente, de peur d'entraîner des sanctions électorales pour leur organisation.

Lié à l'intensité des luttes, consolidé par les stratégies d'attente des uns et des autres, le cadre unitaire n'en possède pas moins une certaine originalité.

<sup>2</sup>/ Les logiques de la médiatisation seraient, ici, à étudier, le long conflit des agents d'EDF et de GDF étant, par exemple, loin de bénéficier de la même attention.

<sup>3</sup>/ Les résultats aux élections prud'homales du 3 décembre 2008, avec un taux d'abstention de 74,5 %, sont les suivants : CGT 33,8 % (+1,6 points par rapport à 2002), CFDT 22,1 % (?3), FO 15,9 % (?2,3), CFTC 8,9 % (?0,7), CFE-CGC 8,2 % (+1,2), UNSA 6,6 % (+1,2), Solidaires 3,8 % (+2,3).

Constitué à partir de la déclaration commune du 5 janvier 2009, précisé dans la plateforme revendicative du 25 mai, il se décline en plusieurs axes qui touchent autant aux revendications pour l'emploi et les salaires qu'à une réorientation des politiques publiques,

notamment en matière industrielle et fiscale. De la sorte, comme y insistent les dirigeants de la CGT, cette plateforme se différencie des précédentes en ceci qu'elle ne s'est pas constituée autour du refus d'une réforme en particulier, mais qu'elle esquisse le projet d'une politique économique alternative. Mais dans le même temps, le maintien d'une intersyndicale à huit suppose un compromis permanent entre des positions divergentes, aboutissant à des prises de position parfois floues. C'est ce qu'illustre, en particulier, l'absence de tout chiffrage précis des revendications. Ce compromis minimal permet aux porte-parole syndicaux de disposer de marges de manœuvre dans leurs discussions avec le patronat et les pouvoirs publics, sans être tenus vis-à-vis des salariés par des revendications précises. Dans la situation présente, les potentialités antilibérales de la mobilisation syndicale apparaissent ainsi comme latentes, portées par la situation bien plus que résultant de la confrontation, au sein de l'intersyndicale, entre des visions différentes.

### **Une conscience aiguë de la crise... du syndicalisme**

Après le mouvement de 1995, l'idée qu'il existait un clivage entre des organisations « réformistes » et d'autres plus combattives, entre une logique antilibérale et une logique d'accompagnement, a souvent été énoncée dans les analyses militantes ou plus académiques. Or, il n'est pas certain que ce clivage constitue une grille de lecture aujourd'hui pertinente. D'une part, il est loin de constituer le principal cadre de pensée de celles et ceux qui font la politique – au sens concret du terme – des organisations syndicales. D'autre part, ce clivage s'exprime au travers d'autres enjeux : la façon de comprendre la crise syndicale et les possibilités de la dépasser, la façon de penser la connexion entre les arènes de la négociation sociale et celles des mobilisations.

Élément central, la forte valorisation de l'unité renvoie à l'intériorisation par les équipes dirigeantes de la faible représentativité du syndicalisme français dans le salariat, résultante d'une « crise » dont le taux de syndicalisation apporterait la preuve indiscutable : 8 % de syndiqués dans la population active salariée, soit le plus faible taux des pays de l'OCDE. Cette approche est particulièrement prégnante à la CGT où la question du « syndicalisme rassemblé » fournit un des axes stratégiques de la centrale depuis le milieu des années 1990. Durant la séquence qui a suivi le mouvement social de l'automne 1995, cette revendication a servi à la CGT à relativiser, d'une part, son rapprochement avec la CFDT (que rendait nécessaire sa demande d'adhésion à la Confédération européenne des syndicats) et à se démarquer, d'autre part, de la construction d'un « pôle radical », en lien avec la FSU, Solidaires et, dans certaines configurations,

FO<sup>4</sup>. De ce fait, le projet de « syndicalisme rassemblé » n'a jamais été synonyme à la CGT d'un syndicalisme de lutte, tourné vers la contestation des réformes néo-libérales. Il

4/Sophie Bérout, « La décennie des « victoires défaites » (1995-2007) ou les effets du découplage entre mobilisations sociales et dynamiques syndicales » in Bertrand Geay, Laurent Willemez (dir.), *Pour une gauche de gauche*, Broissieux, Ed. du Croquant, 2008, p. 19-34.

renvoie à l'idée que, les facteurs endogènes étant au cœur de la crise du syndicalisme, celui-ci devrait trouver en lui-même les ressources pour rebondir. L'unité est perçue comme une condition essentielle pour redonner crédit au syndicalisme. Derrière cette analyse se trouve la conviction que les salariés se désintéresseraient des syndicats à cause de leurs luttes intestines, de leurs divisions et, en dernière instance, de leur politisation.

De ce point de vue, les résultats des élections prud'homales n'ont pas considérablement modifié la donne. Avec un taux d'abstention de 74,5 % et, parmi les suffrages exprimés, un avantage relatif plus marqué pour la CGT, ils confortent à la fois l'idée d'une crise globale de légitimité du syndicalisme et le caractère incontournable de la CGT. S'ils conduisent à relativiser l'image de « trois grandes confédérations » (CGT, CFDT, FO), ils n'ont aucune raison d'être interprétés, en interne, comme un signe que la re-composition syndicale pourrait être accélérée par une dynamique volontariste de rassemblement des syndicats les plus combattifs. Bien que l'amélioration du score de la CGT puisse être lue, en termes politiques, comme un soutien apporté à un syndicat globalement « antisarkozyste », il est surtout interprété par la direction comme un encouragement à persévérer dans sa ligne de relative « dépolitisation ». D'où la négation, dans le discours cégétiste, de relations privilégiées avec telle ou telle organisation pour des raisons « idéologiques » et, au contraire, la mise en avant de relations diversifiées et non exclusives, censées manifester la volonté de défendre les intérêts de tous les salariés avant ceux d'un « camp ».

Au regard de cette situation, il semble étonnant que des acteurs plus périphériques, dont la position n'est pas complètement consolidée dans le champ syndical, n'en contestent pas plus ouvertement les règles et surtout les modalités de fonctionnement implicites. Pour formuler l'idée autrement, pourquoi Solidaires – qui avait à plusieurs reprises appelé à la « grève générale » en 2003 –, ou la FSU – dont bien des secteurs étaient mobilisés dans le primaire et dans le supérieur – n'ont-ils pas davantage fait entendre une voix dissonante ? De même, pourquoi les dirigeants de FO ont-ils accepté l'issue des intersyndicales le 30 mars, puis le 4 mai, alors qu'ils avaient reçu mandat de leur CCN de défendre le principe d'une journée de « grève franche » de 24 heures ?

Plusieurs facteurs agissent, là encore, de façon interdépendante. En premier lieu, le précédent de la mobilisation de 2003 a laissé des traces sur le plan individuel et collectif. L'atonie actuelle dans le secteur de l'enseignement secondaire – outre qu'il est nourri par une position ambiguë du Snes sur la maîtrise – se comprend aussi au regard du sentiment de défaite qui a suivi les longues semaines de lutte du printemps 2003. A la suite de celui-ci, le bureau de Solidaires tirait également un bilan critique sur l'incapacité de l'organisation à pousser la CGT à accélérer le rythme du mouvement, en raison même de la difficulté rencontrée par les militants des différents SUD à élargir la grève dans leurs propres secteurs d'activité. Et la conviction selon laquelle la CGT détiendrait les clés d'un appel à la grève générale est, paradoxalement, d'autant plus forte à FO que les res-

pensables de cette organisation récusent toute forme de mobilisation des salariés « par le bas », qui échapperait d'une manière ou d'une autre à la « démocratie de délégation » incarnée par les organisations syndicales représentatives. Si le « G8 » est critiqué pour ses insuffisances, aucune organisation ne conçoit une orientation qui se passerait de ce cadre pour toucher l'ensemble des salariés.

Un autre élément qui résulte aussi, en partie, de l'épisode de 2003 est la nécessité pour une organisation comme Solidaires de se consacrer à son propre renforcement. Sans que cela ne soit dit de façon explicite, la représentation partagée de Solidaires comme structure transitoire dans le cadre d'un mouvement de recomposition plus large revêt moins de sens pour ses militants. C'est bien une nouvelle confédération, même si elle ne porte pas ce nom, qui est en construction. Il en résulte un travail militant de type différent – et l'intense préparation des élections prud'homales l'a bien montré –, moins tourné vers la jonction avec d'autres mouvements sociaux et davantage guidé par les contraintes des luttes de positions dans le champ syndical. Les Solidaires locaux ont mené ce combat au quotidien pour obtenir une place dans les intersyndicales au niveau des villes, ce qui semble aujourd'hui relativement acquis. La direction nationale de Solidaires le fait également depuis plus d'une décennie, et de ce fait le « coût » de sortie ou de démarcation du « G8 » pouvait apparaître comme trop important ou contre-productif au regard de ces efforts accumulés pas à pas. Le choix qui fut alors fait – suscitant d'importants débats dans l'organisation – était d'investir la mobilisation au niveau local, en multipliant les initiatives et les formes d'action, mais sans bousculer le cadre unitaire à l'échelon national.

La situation de la FSU est sans doute plus spécifique, dans la mesure où des logiques centripètes, celles des syndicats nationaux, l'emportent aux dépens de la fédération. L'éventualité d'une sortie de l'autonomie, c'est-à-dire de l'entrée dans une confédération – en l'occurrence la CGT –, apparaît comme une possibilité pour une partie des militants et se cristallise peu à peu en ligne de clivage interne, dans un contexte de crise de la fédération et de fonctionnement déficient de celle-ci.

### **Une grève générale hors de portée ?**

Une formule est devenue rituelle parmi les cadres syndicaux : « La grève générale ne se décrète pas. » Si ce genre de propos sert souvent à disqualifier une telle perspective comme irréaliste à priori, elle n'en contient pas moins un noyau de vérité. A la différence d'autres traditions syndicales dans le monde, le syndicalisme français se distingue par sa faiblesse structurelle en matière de mobilisation coordonnée des travailleurs. La distinction précoce des activités syndicale et mutualiste, la prise en charge de la protection sociale par des organismes étatiques ou para-étatiques, un droit du travail n'autorisant aucune dérogation conventionnelle ou législative au bénéfice des syndiqués ont historiquement borné le syndicalisme français au terrain revendicatif, le privant ainsi des masses d'adhérents « captifs » qui ont fait la force des syndicalismes belge, allemand ou scandinave. De ce fait, les syn-

dicats français n'ont pas les ressources ou le degré de centralisation des organisations d'autres pays. En dehors de secteurs professionnels délimités se faisant de plus en plus rares, les organisations syndicales n'ont pas les moyens militants de construire une grève de manière volontariste, ni les moyens matériels de la tenir (à l'aide, par exemple, de caisses de grève conséquentes). Si des impulsions syndicales furent à l'origine d'importants épisodes de grève, particulièrement dans le secteur public (de 1953 à 2003, en passant par 1995), les deux principaux épisodes de mobilisation interprofessionnelle, en 1936 et 1968, furent quant à eux largement spontanés.

L'absence relative de mobilisation dans le secteur privé et la crainte de renforcer la représentation dominante d'un secteur public comme lieu privilégié de la grève sont un motif qui a pu guider, en 2003, la stratégie suivie par la CGT. Si ce type de représentation, largement diffusée par les médias, repose sur une connaissance partielle et en partie erronée de ce qui se passe dans les entreprises privées, il n'en reste pas moins que le clivage public/privé est intériorisé par une partie des directions syndicales<sup>5</sup>. L'hypothèse d'un « déphasage » avec ce que vivent les salariés du privé est souvent présentée comme l'une des raisons de la faible syndicalisation. A nouveau, la prégnance du thème de la crise du syndicalisme se fait ici sentir. Celle-ci entrerait en résonance avec une crise plus large des identifications collectives. Les salariés se seraient ainsi d'autant plus éloignés des organisations syndicales qu'ils seraient devenus plus individualistes. En 1995, la notion de « grève par procuration » avait été proposée pour souligner le rapport ambivalent des salariés à l'action collective. Après ce mouvement, une partie des organisations qui avaient été à la pointe du mouvement (CGT et FO) ne connurent pas de remontée de leurs effectifs. C'est au contraire la CFDT qui tira son épingle du jeu grâce à une politique de développement impulsée antérieurement. En retrouvant en 2002 le nombre maximum d'adhérents atteint au milieu des années 1970, sa croissance semblait conforter une stratégie de resyndicalisation pensée dans les termes de la proximité et du service aux adhérents<sup>6</sup>. La condamnation des actions minoritaires et l'impératif de modération se justifient, dès lors, par la nécessité de renouer avec une progression des effectifs. La construction d'un tel raisonnement, tel qu'il peut être avancé par la direction confédérale de la CGT, reproduit effectivement sur certains points des arguments qui ont alimenté le processus de recentrage dans la CFDT à l'orée des années 1980. La direction confédérale de la CGT s'oppose ainsi ouvertement à l'idée d'une grève générale et reconductible ; si elle « comprend »

les actions radicales comme les séquestrations, elle met en garde ses militants contre leurs limites et leur instrumentalisation par des minorités « politiques » et elle évoque des formes d'action nouvelles, plus « médiatiques », censées conquérir « l'opinion publique ».

<sup>5</sup>/ Baptiste Giraud, « Au-delà du déclin. Difficultés, rationalisation et réinvention du recours à la grève dans les stratégies confédérales des syndicats », *Revue Française de Science Politique*, 56 (6), 2006, p. 943-968.

<sup>6</sup>/ Il est intéressant que la syndicalisation à la CFDT continue à fonctionner comme « modèle » alors même qu'elle fait l'objet d'une critique « officielle » dans l'organisation *via* le rapport Grignard de juin 2009.

### **Le caractère impensable de la crise... politique**

La situation actuelle se différencie pourtant des séquences conflictuelles antérieures en raison des grèves dans les entreprises privées, de la visibilité médiatique des formes d'action qui y sont menées et d'une participation effective de ces salariés aux grandes journées d'action. Les effets de la crise ne créent-ils pas, justement, les conditions pour dépasser le clivage public privé par des mots d'ordre communs, notamment sur le plan des revendications salariales ? On pourrait donc penser que le préalable de la mobilisation du privé pèse d'un poids beaucoup plus réduit dans l'élaboration des stratégies syndicales. C'est peut-être le cas, mais d'autres considérations qui, là encore ne sont pas nouvelles, contribuent à cet évitement d'une situation de confrontation ouverte avec le gouvernement.

Pousser l'épreuve de force jusqu'à la grève générale, c'est risquer d'entrer dans une logique de délégitimation du pouvoir politique. Or, pour la quasi-totalité des organisations membres de l'intersyndicale, le fait de se retrouver *de facto* dans le rôle d'une opposition au gouvernement est une situation à éviter, et ce d'autant plus que la logique même de la plateforme revendicative, qui met en cause la politique économique du sarkozysme, porte en soi un potentiel important de politisation. Elle a, par exemple, donné prise à l'appel unitaire des dix organisations de la gauche anticapitaliste en soutien aux mobilisations du 29 janvier. Au lendemain de cette date, les responsables de la CFDT mettaient d'ailleurs en garde contre le risque de « globalisation ». La croyance dans l'autonomie du champ syndical va de pair avec cette idée que la politisation du mouvement conduirait à déporter les syndicats vers un terrain qui n'est pas le leur ou, du moins, qui ne devrait plus l'être. On rencontre ici un autre aspect d'un sens commun syndical structuré par l'omniprésente crise du syndicalisme, tant les équipes dirigeantes que de nombreux militants de terrain ont intériorisé la nécessité d'une nette coupure entre syndicalisme et politique. La défiance qu'expriment au quotidien nombre de salariés à l'égard du personnel politique incline d'autant plus les syndicalistes à se démarquer de cet univers, ce qu'ils traduisent d'abord par une mise à distance des partis politiques.

Ainsi, ce qui ressort notamment des actions et des prises de position de la direction confédérale de la CGT depuis l'ère Viannet est une adhésion renforcée – une *illusio* – aux principes de fonctionnement du champ syndical et, plus largement, à l'idée d'une autonomie relative de l'espace des relations professionnelles. La remise en cause des liens avec le PCF et la crise de celui-ci se sont traduites pour la direction de la confédération et pour une partie des équipes syndicales par la disqualification de l'idée même d'un projet de société ou d'un programme ayant une envergure politique. S'en tenant à des « repères revendicatifs », la CGT entend ainsi se prémunir de toute dépendance partisane et laisser derrière elle la logique de courroie de transmission. Cette position est loin de faire l'unanimité en interne, qu'elle soit combattue de façon explicite par des militants qui, de fait, transposent une partie des luttes internes du PCF dans la CGT, ou

qu'elle soit démentie, en actes, par des militants qui transfèrent aux élus la responsabilité de faire de « bonnes lois » (comme celle de renationaliser EDF et GDF), dans l'attente d'un nouveau gouvernement d'une hypothétique gauche plurielle.

Dès lors, ce qui compte avant tout pour les directions confédérales relève de leurs positions internes dans le champ syndical, des canaux de légitimité spécifiques qu'a engendrés son institutionnalisation : les élections professionnelles et les multiples positions de pouvoir situées dans les institutions sociales, par opposition à une intervention directe dans le champ politique. Cette démarcation se traduit également, au plan symbolique, par une certaine neutralisation du discours syndical, les porte-parole d'organisation récusant un registre « idéologique » (et notamment marxiste) qui risquerait de les attirer vers leur passé autant que de les situer sur le même terrain que certains acteurs du champ partisan. Paradoxalement, la contrepartie de la relative « radicalisation » de FO au plan confédéral se trouve justement dans la préservation de cette *illusio* d'un monde syndical totalement déconnecté du monde des partis, au crédit de laquelle cette organisation a précocement contribué <sup>7</sup>.

A la différence de la CFTD, l'orientation de la CGT reste cependant ancrée dans une rationalité économique alternative – comme, dans une certaine mesure, celle de la confédération FO. Cette posture est valorisée par les dirigeants cégétistes auprès de leurs militants comme étant plus exigeante que celle de leurs concurrents. Elle n'en conduit pas moins, en excluant un affaiblissement du pouvoir politique tel qu'il puisse entraîner sa chute, à subordonner la mobilisation à la négociation plutôt que l'inverse. La légitimité supposée du syndicalisme dépendant de sa capacité à exister comme « partenaire social », éventuellement exigeant, mais « responsable », les calculs des représentants syndicaux sont bornés par les arènes du dialogue social : leurs temporalités et leurs attentes s'ajustent à celles de leurs interlocuteurs, pouvoirs publics et employeurs, plus qu'aux demandes des salariés. Un élargissement du conflit au-delà des arènes institutionnalisées du dialogue social risquerait, en effet, de mettre en cause les frontières apparemment stabilisées entre les ordres d'activité – ce qui est le propre d'une crise politique <sup>8</sup>. La ligne d'action partagée par la plupart des équipes syndicales dirigeantes repose ainsi sur l'hypothèse que des négociations puissent s'ouvrir sur divers chantiers, entraîner des échanges assez longs et nécessiter une mobilisation de longue haleine. D'où l'intérêt de maintenir une pression suffisamment forte sur le gouvernement et le patronat pour les contraindre à négocier, mais suffisamment espacée pour éviter toute dynamique de « débordement ».

Par cette valorisation croissante du « dialogue social », le syndicalisme

<sup>7</sup>/ Karel Yon, « Quand le syndicalisme s'éprouve hors du lieu de travail : la production du sens confédéral à Force ouvrière », *Politix*, 85, 2009, p. 57-79.

<sup>8</sup>/ Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP, 1992.

français, malgré sa diversité interne, ne serait-il pas en train de s'engager sur la voie d'une politique de « pactes sociaux », d'échanges ritualisés et canalisés entre le pouvoir

et les représentants professionnels du monde du travail<sup>9</sup> ? C'est à une forme d'intégration durable du mouvement syndical dans les modes de régulation du système capitaliste que nous assisterions, intégration qui s'exprimerait dans les modes de pensée des responsables syndicaux, dans leurs façons d'envisager à la fois la légitimité de leur organisation, mais aussi les possibles qui s'ouvrent à elle. Le paradoxe d'un tel processus est cependant qu'il s'opère à contre-courant des évolutions dans d'autres pays européens. Des pratiques durablement installées de « pactes sociaux » ont justement été remises en cause ou dénoncées par une partie des syndicats, en raison même de leur perte de contenu dans le régime de production néolibéral. Celui-ci, à la différence de ce que permettait le keynésiano-fordisme, n'accorde en effet aucune place au compromis social. Dès lors, l'implosion de ces stratégies de négociation nationale a donné lieu, soit à l'intégration renforcée d'un mouvement syndical coupé des formes de conflictualité et co-gestionnaire de la crise, comme en Espagne, soit à un redéploiement critique de certaines organisations ou de composantes de ces dernières. Les exemples allemand et belge sont ici intéressants, car ils renvoient à des formations sociales où ce type de politique, rendue possible par la puissance du mouvement social-démocrate ou socialiste, a été mené et connaît aujourd'hui une profonde mutation. La remise en cause des liens avec le SPD et l'implication de syndicalistes dans la création de Die Linke atteste d'une reconfiguration partielle du rapport au politique et de la recherche de nouvelles alternatives.

### **Retrouver les voies de la critique**

Plutôt que d'accuser les directions syndicales de refuser une stratégie ascendante de mobilisation, nous espérons avoir montré l'intérêt de se demander pour quelles raisons elles la refusent. Nombre de syndicalistes, aux différents niveaux des hiérarchies organisationnelles, sont marqués par une conscience aiguë de la fragilisation du syndicalisme, coordonnées qu'oublie parfois certaines critiques. Mais cette omniprésence de la crise syndicale, prisme à travers lequel les équipes dirigeantes abordent les enjeux de la crise capitaliste, conduit souvent à accepter comme allant de soi certaines prémisses qui demanderaient pourtant à être discutées. Si la crise du syndicalisme est loin de n'être qu'un fait de discours, les effets rétroactifs de ce discours sont d'autant plus certains que les organisations syndicales tendent à se déposséder de leurs capacités critiques. L'injonction à se démarquer des logiques politiques (aussi bien partisans qu'idéologiques) par souci de représenter l'ensemble du salariat conduit à accepter, *in fine*, que le syndicalisme n'assume plus un rôle dans la définition d'une « vision du monde ».

<sup>9</sup>/La sociologie des relations industrielles consacre une large part de sa production à l'analyse de ces pactes sociaux. Pour une synthèse sur les années 1990 : Giuseppe Fajertag, Philippe Rochet (dir.), *La Nouvelle Dynamique des pactes sociaux en Europe*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2001.

Les difficultés à faire émerger une stratégie alternative à celle mise en œuvre lors du printemps 2009 incitent, en effet, à réfléchir aux conditions d'une critique syndicale

qui se donne les moyens d'une véritable autonomie idéologique. Si la plupart des syndicalistes ont renoncé à l'illusion que puissent exister des « intérêts objectifs » du salariat dont ils seraient les représentants « naturels », beaucoup en sont venus à voir dans des objectivations concurrentes (celles de l'opinion publique ou des « experts ») les intérêts « spontanés » des salariés, sans questionner les processus de fabrication qui sont derrière ces expressions « naturalisées ». Or, l'opération qui fait passer des paroles individuelles au résultat agrégé d'une « opinion salariale » relève autant de la ventriloquie sociale que dans le modèle antérieur (« classiste »), sauf que les ventriloques changent : non plus les représentants ouvriers, mais les « interprètes de l'opinion », journalistes et autres professionnels du sondage. Cette approche conduit d'ailleurs souvent les syndicalistes à restreindre, par décalque, leur rapport au monde universitaire à une logique d'expertise, sans qu'il y ait de réels espaces de co-production d'analyse (ni parfois de volonté de les mettre en place).

Pour dépasser cette injonction contradictoire entre la logique de l'action militante et celle de l'opinion publique, entre les nécessités de convaincre et de se conformer, il importe de réhabiliter le caractère nécessairement conflictuel de la définition des intérêts et les dynamiques collectives qui permettent de les faire exister. Cette nécessité est pourtant loin d'être partagée. Les débats internes sur les changements à opérer – notamment dans la CGT – portent beaucoup plus sur des transformations organisationnelles, afin de mieux coller à la réalité du salariat et aux mutations du système productif. Des mutations telles que la redéfinition du rôle des structures territoriales et des champs fédéraux sont à l'heure actuelle indispensables, tout comme la réflexion sur les pratiques mises en œuvre. Pour autant, le toilettage des structures ne saurait occuper tout l'espace et se substituer à une réflexion collective sur la façon dont le syndicalisme se dote de ses propres instruments de pensée afin d'être en capacité de participer, avec d'autres forces et mouvements sociaux, à la production en actes d'un projet d'émancipation sociale.



## L'ÉCOLE ET L'HÔPITAL NE SONT PAS DES ENTREPRISES

### Sauver l'hôpital public !

Entretien avec André Grimaldi \*

**ContreTemps :** Dans votre livre, vous dites que « la mort de l'hôpital public est annoncée pour 2012 ». Le propos n'est-il pas trop alarmiste ?

**A.G. :** 2012 était la date programmée pour réaliser la convergence des tarifs entre le public et le privé. Pour les mêmes pathologies, le financement des hôpitaux et des cliniques privées devait devenir identique, ce qui grosso modo signifiait une diminution de 30 % des crédits de l'hôpital public. Donc le coulage de l'hôpital public. Les conséquences en chaîne sont, en effet, évidentes : si des opérations, par exemple de la cataracte, de la prothèse de la hanche, ou relevant de tout autre geste technique, sont déficitaires à l'hôpital, elles ne s'y feront plus et donc elles n'y seront plus enseignées, et ce sera du même coup la fin des CHU !

Le résultat positif du mouvement de mobilisation contre la loi Bachelot est le report de cette échéance à 2018. L'échéance de 2012 avait été actée par une loi parlementaire. Le directeur de cabinet de Roselyne Bachelot, après nous avoir expliqué que le ministère n'était pas accroché à cette date, nous a dit qu'il était exclu qu'elle le déclare publiquement car elle « sauterait dans les quinze jours ». Jean-Marie Roland, rapporteur UMP de la loi, nous a expliqué qu'une telle remise en cause provoquerait la « révolution au Parlement », ajoutant : « Vous ne connaissez pas les lobbys du Sud ? »... Il s'agit des cliniques privées du sud de la France, dont l'influence au Parlement est telle qu'il n'était pas question de mettre en cause ce qu'elles avaient réussi à imposer. Bref, la mobilisation a permis de rendre possible ce qui était considéré impossible.

Il faut préciser que ce succès ne résulte pas de la seule mobilisation. Les rédacteurs de la loi, la Fédération hospitalière de France, présidée par Claude Evin, le demandaient également. Il faut dire que la convergence des tarifs est pratiquement inapplicable tant que le mode de rémunération des chirurgiens – qui réalisent 80 % des activités des cliniques privées – ne sera pas le même dans le privé et dans le public. Alors que les salaires des chirurgiens hospitaliers sont inclus dans le tarif de l'acte réalisé, dans les cliniques les honoraires des chirurgiens sont à part, de même que le coût de leurs assurances en partie pris en charge par la Sécurité sociale : la clinique loue ses locaux et ses moyens, mais le chirurgien paie sa secrétaire, gère ses honoraires (et ses dépassements d'honoraires), qui ne sont pas compris dans les tarifs de la clinique. Donc, tant que la structure du coût de l'acte médical n'est pas comparable, la convergence des tarifs n'est pas réalisable.

La loi vise à les rapprocher, par des paiements à l'activité pour les chirurgiens hospitaliers, ce qui leur

\* Professeur de médecine, André Grimaldi vient de publier *L'Hôpital public malade de la rentabilité*, Fayard, avril 2009.

permet d'intervenir le matin à la clinique et l'après-midi à l'hôpital, et en envisageant même la pratique des honoraires libres à l'hôpital. Reste à réaliser la convergence des statuts et des modes de financement. C'est d'autant plus délicat que, dans le privé, les dépassements d'honoraires peuvent être extrêmement différents, par exemple entre 300 et 1 500 euros pour une cataracte. Il faut donc arriver à fixer des limites, introduire une certaine régulation dans cette jungle... Ces difficultés expliquent le recul de la ministre face aux exigences de la Fédération hospitalière du privé et des internes de chirurgie qui menaçaient d'entrer en action contre la loi.

La date de 2012 n'est donc pas maintenue. Reste que la mort de l'hôpital public, au sens où nous l'entendons, est programmée. Elle est portée par ce mot d'ordre de la convergence entre le public et le privé, qui amène à introduire du privé dans le public et quelques règles « publiques » dans le privé pour parvenir à un système unique. Du fait des difficultés rencontrées et de la mobilisation, la mort de l'hôpital public a bien été retardée, et l'agonie en sera plus longue... Mais ne l'oublions pas : ce que la volonté présidentielle a annulé en un jour, elle peut le rétablir un autre jour avec le même arbitraire. Tout dépendra de la situation et de la capacité à privatiser le service public.

*On entend beaucoup évoquer la « T2A » : que signifie ce sigle mystérieux ?*

**A.G. :** Le cadre du budget alloué à la santé est fermé : l'enveloppe est votée par le Parlement, et elle est commune au privé et au public. La T2A [Tarification à l'Activité] est une technique de financement, une transposition à l'hôpital du paiement à l'acte. Technique qui permet de stimuler l'activité, à condition qu'elle soit rentable : il faudrait aussi souhaiter qu'elle soit utile (voir la multiplication des césariennes, des endoscopies, des pacemakers, des angioplasties...). Certains pays l'ont adoptée en la corrigeant par des coefficients différents. Ici on l'applique à 100 %, ce qui fait que les missions de service public se voient allouer 12 % de l'enveloppe budgétaire nationale, sans justification rationnelle : en fait, c'est ce qui restait !

Plusieurs modes de financement sont possibles : le paiement à la journée (pratiqué jusqu'en 1983), le paiement par budget global en fonction des activités, le paiement à l'acte. Sans doute conviendrait-il de faire jouer ces divers modes : les soins palliatifs ou la psychiatrie (qui n'est pas entrée dans la T2A) relèvent logiquement du paiement à la journée, les actes techniques du paiement à l'activité. Les budgets avec coefficients en fonction des bassins de santé ou des pathologies ont été appliqués dans certains pays et ont, par exemple, permis de réduire les listes d'attente. Il s'agit là d'outils techniques dont on peut faire ce qu'on veut. Dans notre cas, on veut utiliser la T2A pour créer un pseudo marché, à partir d'un coût moyen national fixé par une échelle des coûts révisée chaque année. Ce qui conduit à ce que 50 % des hôpitaux soient, par définition, en déficit, situation qui amène à leur demander de développer des activités rentables et à se débarrasser de celles qui ne le sont pas, et si cela ne suffit pas à mettre en place des plans sociaux, autrement dit des suppressions d'emplois.

*En matière de santé, et au regard des réformes envisagées, les enjeux financiers apparaissent déterminants.*

**A.G. :** On nous explique que l'application de la réforme ne créera pas de problème, dès lors que le malade est bien soigné et remboursé de la même façon. Mais le coût de la santé ne sera plus du tout le même, il variera selon les pathologies, les risques et les moyens de les financer. C'est cela l'enjeu.

Le budget de la santé, c'est en France 11 % du PIB, derrière les Etats-Unis (16 %) et la Suisse, et devant l'Allemagne. Si on laisse de côté la dimension proprement économique du problème, à savoir comment tout cela est calculé et surtout ce que cela signifie, reste que nous avons été éduqués dans l'idée que la médecine coûte. Et que la collectivité, dont les moyens ne sont pas illimités, paye pour chacun, donc que ce qui est gaspillé d'un côté est retiré de l'autre : l'excès de dépenses en médicaments explique le faible remboursement des soins dentaires ou des lunettes...

Le code de déontologie médicale a établi la règle que si le médecin doit rechercher le juste soin pour le patient, il doit chercher à l'obtenir au moindre coût, et cela pour des raisons éthiques. Donc le souci économique existe pour les médecins.

Les financeurs, eux, raisonnent en termes de rentabilité, estimant qu'il y a des choses qui rapportent et d'autres non. Pour déterminer cela, il faut créer un marché, diminuer les coûts de production et créer des besoins de consommation dont la solvabilité sera fournie par le malade ou par les assureurs.

Pourtant, en médecine, il existe beaucoup d'activités rentables parfaitement inutiles ! Par exemple le paiement à l'acte peut conduire le médecin, qui estime devoir défendre son niveau de revenu – la question de savoir combien un médecin doit gagner dans une société donnée reste ouverte –, à multiplier des consultations uniquement pour renouveler une ordonnance sans utilité avérée.

Mais surtout s'impose un nouvel acteur : les assureurs, les actionnaires, qui exigent une part croissante de la distribution de la rente santé payée par la collectivité

*Comme dans d'autres secteurs, en particulier l'université, il semble qu'un des axes essentiels de la réforme soit la question dite de la gouvernance...*

**A.G. :** La spécificité de l'hôpital public est l'existence de différents métiers qu'on ne saurait confondre. A la différence de l'université, où les responsables sont tous issus de la même corporation, à l'hôpital public le directeur est un gestionnaire, formé par une école spécifique, qui ne connaît pas grand-chose à la médecine ; et, à l'inverse, les médecins ne sont a priori pas capables de gérer un hôpital avec toute sa logistique complexe, par exemple ici la nécessité de nourrir trois fois par jour 1 500 personnes, ou là d'assurer l'entretien et la modernisation des locaux et planifier les investissements.

Pour le gouvernement, c'est une vraie difficulté. Pour appliquer une nouvelle politique de « retour à l'équilibre financier », la pratique efficace est celle de la cogestion, qui permet d'impliquer les médecins dans la logique comptable. Elle permet une collaboration entre des directeurs et des méde-

cins. Or la loi a interrompu ce mouvement, en donnant un pouvoir absolu aux directeurs. Un Chef et un seul ! On sait ce que donne cette fascination pour le pouvoir à l'allemande : une pratique à l'italienne !

Cette loi impose une extrême centralisation du pouvoir : le Président nomme en Conseil des ministres douze directeurs d'agences régionales de santé (ARS), qui ont tout pouvoir sur les directeurs d'hôpitaux, qui à leur tour ont tout pouvoir sur les médecins gestionnaires auxquels incombe, en bout de ligne, d'appliquer les suppressions d'emplois. Mais ces derniers ne se voient pas en chefs d'entreprise, et ce rôle ne correspond en rien à leur statut et à leur salaire.

D'où une fragilité importante du projet. Je prends l'exemple de l'hôpital où j'exerce, la Pitié-Salpêtrière, avec ses onze pôles qui regroupent chacun cinq à six services : si on demande aux chefs de pôles de supprimer des postes, huit sur les onze vont dire que ce n'est pas leur job. Et si le directeur veut passer en force, ils remettront leur tablier sans que personne ne les remplace. La situation est différente dans les établissements privés à but non lucratif – qui, en France, sont très minoritaires – où les médecins ont un statut contractuel : ils ne prennent pas la parole, ne manifestent pas, car ils peuvent être remerciés. A l'hôpital Saint-Joseph, avec 400 suppressions d'emplois, qui succèdent à 400 autres, et la fermeture des services, tout le monde se tait. C'est pire dans le privé à but lucratif : à la Générale de Santé, tout va bien ! Ce n'est pas encore notre situation, notre garantie de l'emploi nous permet une certaine liberté de parole et d'action. Il est vrai que l'évolution actuelle du service public tend à imposer un « devoir de réserve », une autocensure, comme dans le privé.

N'empêche que lorsqu'il s'agira, avec la nouvelle loi, de privatiser, licencier, fermer des services, les médecins des hôpitaux publics n'auront plus aucune raison de se sentir impliqués et d'être les exécuteurs des décisions des autres. Face à des gestionnaires du type *businessmen*, les choses sont assez claires, alors que la cogestion brouillait davantage les cartes. Lorsqu'on annonce, cette année, la suppression de 1 200 emplois à l'Assistance publique de Paris, pour des raisons purement comptables, les syndicats des médecins et des chirurgiens s'y opposent, avec les syndicats des personnels, et un vote commun se fait, ce qui n'est pas habituel. Alors qu'on voit le président de la Commission médicale, investi dans la gestion, voter pour, au nom de la politique du moindre mal, tout comme certaines associations de patients.

Finalement le budget a été adopté à une faible majorité. On voit l'utilité de la cogestion. Il n'a été repoussé qu'à Rouen et à Caen. Il est vrai que la loi prévoit que les médecins n'auront plus à voter, ce sera plus simple ! Mais du même coup ils n'auront plus à relayer les décisions.

On ne saurait sous-estimer la cohérence de la politique qu'on veut nous imposer. Elle vise à créer de force un pseudo marché, à donner tout le pouvoir à un décideur lui-même révocable. Cette loi repose sur le principe qu'il n'y a pas d'autre motivation que l'argent et le pouvoir. Un antihumanisme assumé qui va à l'encontre de l'idéologie médicale. D'autant que, dans une première phase, le discours libéral était qu'il fallait en finir avec l'esprit de sa-

cerdoce des médecins passant leur vie à l'hôpital. Les mêmes accusent maintenant les hospitaliers de ne pas travailler assez, d'être des fonctionnaires et donc par définition des paresseux. D'où le choc en retour de ceux qui considèrent qu'ils travaillent beaucoup trop pour ce qu'ils sont payés. Finalement, nombre de jeunes spécialistes n'envisagent pas de rester à l'hôpital. La catastrophe, c'est-à-dire la fin du service public hospitalier, se prépare.

*Quels sont les enjeux en termes de politique de santé auxquels la réforme prétend répondre ?*

**A.G. :** L'arrière-fond de ces réformes, c'est une vision « techniciste » de la médecine, sur laquelle se greffe une marchandisation. L'exercice de la médecine est réduit à une somme de gestes techniques et de procédures, donc quantifiable, donc numérisable, donc marchandisable... Il suffit de créer un marché !

Il y a là une part de vérité, liée aux progrès techniques en médecine. Bien des actes médicaux sont proches des actes techniques, répétitifs, permettant une spécialisation de plus en plus poussée. Le médecin comme technicien supérieur ou comme ingénieur. Mais ce n'est qu'une partie de la réalité, pas la globalité de la médecine. Quelqu'un comme Claude Le Pen, économiste libéral de la santé, a, au contraire, une vision purement technique de la médecine. Pour lui, soigner un malade, c'est comme réparer une voiture. Il s'insurge contre le maintien d'un artisanat médical aléatoire. Même si les écarts de pratiques sont souvent injustifiables, penser ainsi est une folie.

Car, à côté de cette évolution technique, il y a la maladie chronique, qu'on soigne mais qu'on ne guérit pas. Le malade atteint de maladie chronique doit prendre lui même des décisions thérapeutiques, il y a un partenariat avec les soignants. Les malades sont informés. Le médecin doit prendre en charge une personne qui a un rapport singulier à la maladie, au médicament, aux autres... C'est un rapport humain, qui inclut la médecine comme science du vivant, mais aussi la pédagogie, pour expliquer ce qu'on fait et apprendre au patient à faire, et la psychologie, portant notamment sur les représentations et les changements de comportements. Dans un monde mondialisé, il faut aussi prendre en compte les traditions culturelles. Tout cela n'est conscientisé par les « décideurs » que dans le prisme du « ça coûte très cher ! ». Ils se plaignent que 10 % des assurés consomment 60 % du budget santé, ce qui est logique puisqu'il s'agit de maladies graves, évolutives, dont il s'agit de prévenir les complications. Ils veulent appliquer à ces 10 % le modèle de la chirurgie ou de la médecine interventionnelle.

Evidemment ça ne marche pas !

Une vraie réforme du système de santé est nécessaire puisque, malgré des progrès considérables, il suscite bien des insatisfactions. Elle doit partir de cette double évolution : d'un côté, une spécialisation croissante ; de l'autre, la nécessité d'une prise en charge globale des patients. Cela nécessite d'introduire dans la médecine une formation à la relation humaine, à la pédagogie et à la psychologie. A quoi il faut ajouter que la pratique médicale ne peut plus se résumer à la consultation chez son médecin, avec un paiement

à l'acte, mais nécessite l'intervention de plusieurs médecins et de paramédicaux, un travail collectif qui remet en cause les principes ancestraux de la médecine libérale.

*Peut-on parler d'un nouveau type de patient ?*

**A.G. :** La maladie aiguë, lorsque le malade sait qu'il peut mourir, entraîne une régression, un appel au secours, pour une prise en charge par un médecin qu'on espère compétent et auquel on va faire confiance. La maladie chronique, c'est très différent : 90 % des décisions sont à prendre par le malade. C'est lui qui fait ou qui ne fait pas. Pourquoi ? Peut-être parce qu'il ne sait pas, alors il faut lui apprendre. Ou parce que cela met en cause sa relation au travail, aux autres, à soi, et le conduit à ne pas se soigner, quitte à se détruire, et il faut qu'il puisse l'exprimer et donc que le médecin puisse l'entendre.

Le sida a représenté un grand tournant dans la perception de cette réalité : il s'agissait d'une maladie mortelle, comme le diabète jusqu'en 1923, mais dans un temps record le virus responsable a été découvert et le traitement établi, ce qui l'a transformée en une maladie chronique. On a alors constaté que certains malades, jeunes, intelligents, informés ne prenaient pas leurs médicaments. Par ailleurs 25 % des rejets des greffes du cœur découlent d'une non prise des médicaments. Donc il faut admettre qu'il s'agit d'une question importante. Le malade doit savoir, savoir faire et il doit faire... Le problème du médecin est comment l'aider à ces trois niveaux. Lui apprendre, c'est plus que lui montrer, c'est lui faire faire. Les patients deviennent des partenaires. ? Tout cela est très chaotique : le niveau de connaissance de la population a considérablement augmenté, mais l'hétérogénéité est considérable, car on trouve tout sur internet, le meilleur et le pire, auxquels il faut ajouter les bons conseils des amis et des voisins.

*Le monde de la médecine paraît très hétérogène, parcouru de multiples fractures...*

**A.G. :** Trois courants s'affrontent. D'abord celui de la médecine libérale, qui se revendique de principes éthiques et de principes économiques pour défendre la liberté d'installation et la liberté de fixation des honoraires, selon des pratiques extrêmement variables. Les syndicats de la médecine libérale ont œuvré cyniquement pour le *numerus clausus*, selon l'idée qu'un faible nombre de médecins était la condition pour être en position de force sur le marché et augmenter les revenus.

Il y a ensuite le courant né avec la Sécu et issu de la Résistance. Robert Debré en fut la grande figure : il a développé l'hôpital public et le CHU, en y mettant le prix en termes de modernisation des hôpitaux, d'attractivité des plateaux techniques, et de statuts des médecins hospitaliers, tout en autorisant un exercice privé limité au sein de l'hôpital. Des chefs de clinique de grande compétence ont ainsi été formés en nombre. Ce sont eux qui ont développé des centres régionaux et de proximité de haut niveau. Aujourd'hui, ce modèle doit être révisé, tout le monde ne peut plus tout faire, pour beaucoup de spécialités il convient de regrouper les moyens humains et techniques.

Le troisième courant est celui des financeurs et *businessmen* qui ont investi l'Etat. Ils font des va-et-vient entre le privé et le public, dirigent la Générale de Santé, Axa, Médéric, et les cabinets ministériels. Ils sont aux commandes et se servent de l'Etat pour créer un marché. Face à leur politique, les uns crient à l'étatisation « soviétique », d'autres s'insurgent contre la privatisation. Cette confusion résulte du fait que les deux choses sont vraies : pour fermer des hôpitaux publics, ouvrir des cliniques, opérer une redistribution des services publics, ils utilisent l'Etat et viennent d'aménager la loi. On ne doit pas sous-estimer la cohérence de la politique de ces nouveaux *managers* néolibéraux qui combattent le vieux libéralisme médical. Lorsqu'ils étaient à la tête du service public, ils ont cherché à réguler de façon autoritaire le libéralisme médical et ils ont échoué ; à présent ils veulent y parvenir par la puissance de l'argent. Pour eux, l'ennemi c'est le médecin boutiqueur, et ils pensent le contraindre par la grande entreprise.

Il s'agit donc d'une partie à trois : face à l'attaque du néolibéralisme contre le service public et le libéralisme médical, on a retrouvé dans la rue, sur la base minimum de la défense de l'hôpital public et de l'égalité d'accès à des soins de qualité, les partisans du service public et les médecins libéraux qui réagissaient à l'agression. Les syndicats des personnels, pour leur part, ont appelé à la mobilisation sur les mêmes mots d'ordre de défense de l'hôpital public et de l'égalité d'accès aux soins. D'où une mobilisation qui s'est faite sous le signe de la défense du service public et non d'une défense de la médecine libérale.

*Peut-on dire que, extérieure aux décisions étatiques, la réforme médicale, celle qui est socialement nécessaire, est en marche ?*

**A.G. :** Une réforme est nécessaire : sans doute vaudrait-il mieux parler d'adaptation aux progrès de la médecine et aux évolutions des besoins de la population. Un des problèmes de l'espèce humaine est de savoir s'adapter aux changements qu'elle crée. C'est très difficile, les distorsions sont inévitables. Et pourtant, il s'agit d'une course de vitesse. Les réformes doivent aider à cette adaptation, mais pas en niant l'histoire et en jouant avec les personnes comme s'il s'agissait de pions qu'il suffit de déplacer, jeter, changer. La médecine, c'est des études très longues, mais cela continue toute la vie. Une bonne infirmière dans un service de diabétologie c'est quinze ou vingt ans de métier, des connaissances acquises considérables. Le pédiatre Bernard Grenier disait : « Ce qui est dur en médecine, ce sont les quatre-vingt premières années, mais après ça va tout seul ! ».

Une réforme devrait s'appliquer en plusieurs domaines. La hiérarchisation des soins, par exemple, est rendue nécessaire par les progrès médicaux : les médecins généralistes compétents doivent être en capacité de régler les problèmes usuels et d'orienter, si nécessaire, les patients dans la bonne filière spécialisée ; certains malades hospitalisés ne peuvent être renvoyés chez eux, pour diverses raisons, même s'ils n'ont pas besoin de soins de haute technicité. Il faut donc des soins immédiats et des maisons de retraite médicalisées.

On voit se dessiner quatre ou cinq niveaux différents qui doivent collaborer entre eux, ce qui implique une cohérence médicale et une cohérence financière du point de vue du remboursement des soins. Et il existe une imbrication croissante des disciplines: par exemple, 30 % des malades du cœur sont aussi diabétiques; dans le même ordre d'idées, le vieillissement de la population génère de multiples problèmes et pose la question d'une formation gériatrique pour nombre de médecins.

Autre dimension: l'Europe, et la mise en concurrence généralisée qui se prépare. Faut-il assurer la liberté de chacun d'aller se soigner au meilleur prix n'importe où? Faut-il mettre en concurrence la Sécu française et les assurances allemandes? Est-il normal que 10 000 médecins étrangers soient invités à venir combler le déficit de médecins en France, conséquence du *numerus clausus*, privant ainsi leur pays de leurs compétences, alors que dans le même temps on interdit à leurs concitoyens de venir se faire soigner en France?

Le chantier de la réforme est gigantesque. C'est pourquoi, face à cette réforme qui avance aujourd'hui de manière rampante, en exploitant les excès du libéralisme médical et les défauts du service public, on ne peut se contenter d'opposer un front du refus, il faut proposer une alternative: il est nécessaire de faire évoluer les structures hospitalières.

*Comment expliquer que des enjeux aussi importants que ceux de la médecine donnent lieu à si peu de débats dans la société?*

**A.G.:** Nos hommes politiques libéraux ont acquis un grand savoir-faire: ne pas proposer de politique d'ensemble, mais avancer par petits pas au nom du pragmatisme en occultant tout débat d'orientation. C'est une grande différence avec la loi Debré de 1958 qui avait rassemblé les différents ministères et institutions concernés pour proposer et appliquer une réforme globale. Aujourd'hui on a une loi qui parle de tout (de l'hôpital et des cigarettes au bonbon), et on se focalise sur une question partielle, le pouvoir du directeur, en escamotant le problème de la finalité de ce pouvoir. Un pouvoir pour quoi faire? Pendant ce temps, une commission du ministère de la Recherche concocte un texte sur les CHU qui n'a rien à voir avec la loi Bachelot. Le gouvernement fait une petite cuisine d'amendements et fait adopter tout cela selon la procédure d'urgence parlementaire. Le vrai débat oppose les courants que j'ai évoqués, mais il n'est pas mené publiquement. On entretient une cacophonie qui empêche l'opinion de se saisir des questions de la santé et de l'hôpital, perçues comme des affaires de spécialistes. Et, pendant ce temps, le Président décide souverainement. Toujours dans le même temps, on voit qu'il introduit dans le jeu les assureurs privés, en utilisant, sous la menace, les mutuelles qui vont servir de paravents et, hélas, d'intermédiaires.

Propos recueillis par Francis Sitel

# Faut-il défendre l'université ?

## Entre contraintes marchandes et utopie académique

Daniel Bensaïd

*« Il apparaît de grand prix d'affronter et de pouvoir gagner des plus jeunes par la voie du discours vivant : mais le lieu où cela se produit et le nombre réduit des hommes qu'il touche n'est pas indifférent ; et si certain qu'il soit qu'en dehors des universités il n'en existe pas encore aujourd'hui qui assure la fécondité de l'action, il est certain aussi me semble-t-il que l'université elle-même trouble de plus en plus la limpidité des sources de son enseignement. »*

Walter Benjamin, *Correspondance I*, Paris, Aubier, 1979, p 365

APRÈS L'ADOPTION durant l'été 2007 de la loi LRU, dite d'autonomie des universités, nombre d'universitaires, choisissant d'ignorer le caractère orwellien de la rhétorique sarkozyste, ont complaisamment confondu le mot et la chose : en Sarkozie, l'autonomie, c'est l'hétéronomie ; et la loi Pécresse, l'autonomie contre l'autonomie : moins de pouvoir pédagogique aux enseignants, plus de pouvoir bureaucratique et administratif, plus de dépendance envers les financements privés et les diktats du marché. Il y a plus de dix ans, l'Areser dénonçait déjà la confusion entre autonomie concurrentielle et liberté académique : « L'invocation de l'autonomie des universités est devenue aujourd'hui une arme administrative pour justifier le désengagement global de l'Etat et pour diviser les établissements concurrents entre eux du point de vue de la distribution des moyens financiers <sup>1</sup>. »

### L'autonomie sauce bolognaise

Au lendemain de mai 1968, les ministères Faure et Guichard détournaient l'aspiration du mouvement contestataire au profit d'une « adaptation de l'université aux besoins de l'économie capitaliste » : « Les mots clefs de cette reconversion sont l'autonomie et l'autogestion. Il s'agit de réduire le « corps dans l'Etat », qu'était l'université traditionnelle nantie de ses franchises, à une série d'unités associées aux économies régionales et de ramener le mou-

vement étudiant à un corporatisme provincialisé. » L'autonomie proclamée par les rénovateurs était déjà un prétexte pour « mettre fin à l'autonomie périmée de l'université libérale et pour ouvrir l'université à ses usages patronaux » <sup>2</sup>. C'est ce que signifiait en clair la formule al-léchante « d'ouverture aux forces vives de la nation ». De réforme

<sup>1/</sup> Areser (Association de réflexion sur les enseignements supérieurs et la recherche), *Quelques diagnostics et remèdes urgents pour une université en péril*, Paris, Liber – Raisons d'agir, 1997, p. 21. Parmi les universitaires consultés pour ce diagnostic figurait Laurent Batsch... actuel président de l'université de Paris Dauphine et zélé défenseur de la loi LRU.

<sup>2/</sup> Daniel Bensaïd et Camille Scalabrino, *Le Deuxième Souffle. Problèmes du mouvement étudiant*, Paris, Cahiers rouges Maspero, 1969, p. 46-48.

avortée, en réforme abrogée, il aura fallu quarante ans pour y parvenir. L'Europe libérale et le processus de Bologne aidant, nous y sommes.

La Magna Charta adoptée en 1998 par les recteurs des universités européennes à l'occasion du neuvième centenaire de l'université de Bologne, rappelait encore ce principe fondateur d'une université qui, « de façon critique, produit et transmet la culture à travers la recherche et l'enseignement ». Ironie ou cynisme, c'est encore à Bologne que fut initié, un an plus tard, le processus de réformes, inspiré du rapport <sup>3</sup> livrant les universités aux logiques marchandes : Bologne contre Bologne ! Le grand saccage des universités découle directement de ce processus visant à créer « l'économie de la connaissance la plus dynamique et compétitive du monde », initié il y a dix ans en conformité avec la « stratégie de Lisbonne » de l'Union européenne.

À l'automne 2007, un quarteron de présidents réformateurs exultait : « La mise en place de l'ensemble des nouvelles dispositions suscite un élan nouveau dans nos établissements et la communauté universitaire s'est rapidement mobilisée pour les traduire en perspective de progrès décisifs pour nos étudiants et nos équipes de recherche <sup>4</sup>. » Depuis, la mobilisation a changé de camp ! A supposer que ces présidents aient eu la naïveté de croire tenir, grâce à leur pouvoir personnel renforcé, un équilibre entre le service public et les exigences du marché, les réformes du statut des enseignants-chercheurs, du contrat doctoral, et la masterisation ont tiré les choses au clair.

Le juriste Olivier Beaud a bien résumé le sens du texte ministériel : il contribue « à réaliser une lente mise à mort de l'université française parce qu'il aspire à transformer les universitaires en employés de l'université et en sujets des administrateurs professionnels » <sup>5</sup>. Sous couvert d'autonomie s'institue ainsi, comme dans la réforme hospitalière, une double hétéronomie autoritaire de l'université, envers l'encadrement administratif et envers la commande des marchés.

### **De la nouvelle misère en milieu étudiant.**

La brochure situationniste *De la misère en milieu étudiant*, expression d'un profond malaise du milieu étudiant, préfigurait en 1966 le soulèvement de 68. Elle illustrait le refus d'une partie des étudiants, bénéficiaires de cette première séquence de massification de l'enseignement supérieur, de devenir les nouveaux chiens de garde de la bourgeoisie ou les idéologues d'un Occident enlisé dans ses guerres coloniales. Guy Debord était catégorique : « Nous sommes bien d'accord : il n'y a pas pour nous d'étudiant intéressant en tant qu'étudiant ; son présent et son avenir planifié sont également méprisables <sup>6</sup>. »

<sup>3/</sup> « Pour un modèle européen d'enseignement supérieur », rapport commandé l'année précédente à Jacques Attali par Claude Allègre.

<sup>4/</sup> *Le Monde*, 15 novembre 2007. « Il faut dire et redire », écrivait deux jours plus tard Alain Renaut, « qu'une société modernisée est une société où l'Etat sait imposer à sa puissance, à la puissance publique, un certain nombre de limites et où, à

chacune de ces limitations, surgit un secteur plus autogéré. » (*Le Monde*, 17 novembre 2007). Les grévistes obstinés, des présidents universitaires aux personnels Biatoss, ont pu apprécier les délices de cette version pécessienne de l'autogestion.

<sup>5/</sup> *Le Monde*, 3 février 2009.

<sup>6/</sup> Guy Debord, *Œuvres*, Quarto Gallimard, 2006, p. 733.

Les choses ont bien changé. La plupart des étudiants ne se vivent plus aujourd'hui comme des « intellectuels en devenir », accumulant à l'université du capital symbolique. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles la mobilisation étudiante a été beaucoup plus massive en 2005 contre le contrat première embauche (CPE) qu'au printemps 2009 contre les mesures d'application de la LRU. Selon un collectif d'étudiants italiens, l'évaluation des études selon une unité de mesure du temps (le crédit européen ECTS) configurerait, un « idéaltype » d'étudiant <sup>7</sup>.

L'accélération et l'intensification des rythmes d'étude, l'introduction de classes obligatoires et la multiplication des cours, séminaires et examens, viseraient ainsi à « l'assujettissement disciplinaire au marché du travail et la réduction de la condition étudiante au statut de précaire en formation <sup>8</sup> ». Un nombre croissant d'étudiants, contraints de gagner leur vie, sont en effet des étudiants à temps partiel ou des intermittents de l'université, de plus en plus nombreux à s'inscrire aux Restaus du cœur tandis que la prostitution étudiante atteint des proportions particulièrement préoccupantes.

Le processus d'assujettissement des études et des étudiants aux commandes du marché du travail s'est amorcé dès les années 1960 avec la première massification de l'université. La logique des métamorphoses universitaires est alors clairement perceptible : « Le rythme d'innovation technologique, la croissance constante des besoins de main d'œuvre qualifiée mettent en relief le rôle de l'Université et de l'École dans le développement des forces productives. Cette fonction n'en demeure pas moins indissociablement et contradictoirement liée à la perpétuation des rapports capitalistes de production par la diffusion de l'idéologie bourgeoise qui les dissimule aux yeux de futurs exploités <sup>9</sup>. »

La tension s'intensifie alors « entre le niveau de formation requis par le développement des forces productives et le niveau de formation qu'exige le maintien et la reproduction des rapports hiérarchiques dans l'entreprise et des rapports d'exploitation dans la société en général ; d'où la sélection, la spécialisation hâtive, l'orientation forcée, la formation en miettes ». Le retentissement du livre de Bourdieu et Passeron, *Les Héritiers*, ainsi que les débats tumultueux, au sein d'un syndicalisme étudiant en quête de légitimité après sa grande période de radicalisation contre la guerre d'Algérie, sur la possibilité ou non de départager division technique et division sociale du travail, illustraient cette grande mutation universitaire.

L'université était confrontée aux contradictions explosives résultant d'un travail hautement socialisé et de l'intégration massive du travail intellectuel au procès de production, telles que Marx les envisageait dans les *Manuscrits de 1857-1858* : « A mesure que

se développe la grande industrie, la création de la richesse réelle dépend moins du temps de travail employé que de la puissance des agents mis en mouvement au cours du temps de travail, laquelle n'a elle-

<sup>7</sup>/ Aringoli, Calella, Corradi, Giardullo, Gori, Montefusco, Montella, *Studiare con lentezza. L'università, la precarietà et il ritorno delle rivolte studentesche*, Rome, Edizioni Alegre, 2006.

<sup>8</sup>/ Judith Carreras, Carlos Sevilla, Miguel Urbán, *Euro-Universidad. Mito y realidad del proceso de Bologna*, Madrid, Icaria, 2006.

<sup>9</sup>/ *Le Deuxième Souffle*, op. cit.

même aucun rapport avec le temps de travail immédiatement dépensé pour les produire, mais dépend bien plutôt du niveau général de la science et du progrès de la technologie, autrement dit de l'application de la science à la production <sup>10</sup>. »

La quantification marchande et monétaire du travail intellectuel prolétarisé devient alors de plus en plus problématique et lourde de contradictions, auxquelles s'efforcent de répondre des procédures d'évaluation, plus grotesques les unes que les autres, appliquées au travail universitaire et à la recherche tout comme au travail médical et hospitalier. Elles visent à quantifier l'inquantifiable et à mesurer l'incommensurable en attribuant une valeur marchande individuelle à une connaissance résultant d'un travail social hautement coopératif <sup>11</sup>.

La contradiction inhérente à la double fonction de l'université – contribuer d'une part au développement des forces productives par la production et la transmission de connaissances; à la reproduction des rapports de production par son adaptation à la division du travail et par la diffusion de l'idéologie dominante, d'autre part – n'a cessé de produire de grandes mobilisations, en 1968, en 1986 (contre la loi Devaquet), puis de manière accélérée en 2005 (contre le CPE), 2007 (contre la LRU), 2009 (contre les réformes Darcos/Pécresse). Les réformes en cours s'inscrivent dans le cadre du processus de privatisation généralisée du monde et de boulimie capitaliste faisant marchandise de tout, des services, du savoir, du vivant. Dès 1998, l'OCDE estimait que « le système d'enseignement doit s'efforcer de raccourcir son temps de réponse, en utilisant des formules plus souples que celles de la fonction publique ».

En 2002, le Forum Etats-Unis/OCDE sur le « marché des services d'enseignement » (sic !) concluait que « le commerce des services éducatifs n'est pas une excroissance accidentelle visant à enrichir l'éducation par l'échange international, mais est devenu une part significative du commerce mondial des services ». En 2004, enfin, le rapport « Education et formation » de l'Unice (Union des industries de la communauté européenne) dictait les exigences patronales en matière d'enseignement : « Les employeurs pensent que l'on devrait accorder plus d'importance à la nécessité de développer l'esprit d'entreprise à tous les niveaux dans les systèmes d'éducation et de formation. C'est la condition préalable pour que les systèmes d'éducation et de formation contribuent à faire de l'économie de la connaissance européenne la plus compétitive du monde. »

L'enjeu est ni plus ni moins que de savoir si la connaissance et l'éducation

sont des biens communs de l'humanité ou si elles doivent devenir des marchandises comme les autres <sup>12</sup>. Si l'université est une composante inaliénable de l'espace public, ou une entreprise de production soumise à « l'économie de la connaissance ».

<sup>10</sup>/ Karl Marx, *Grundrisse*, II, Paris, Editions sociales, 1980, p. 192. Voir à ce propos Ernest Mandel, *Les Étudiants, les Intellectuels et la Lutte de classes*, Paris, La Brèche, 1979.

<sup>11</sup>/ Voir à ce sujet sur le site [www.contretemps.eu](http://www.contretemps.eu) les « Petits conseils aux enseignants-chercheurs qui voudront réussir leur évaluation », par Grégoire Chamayou.

<sup>12</sup>/ Daniel Bensaid, *Les Dépossédés*, Paris, La Fabrique, 2006.

### Hétéronomie choisie

Les réformes gouvernementales ont habilement essayé de présenter la loi sur l'autonomie comme l'émancipation d'un enseignement supérieur traditionnellement soumis à la tutelle d'un Etat jacobin centralisateur. C'est l'interprétation – naïve ou perverse – qu'a bien voulu en donner Bruno Latour, nouveau converti au darwinisme universitaire : « On peut trouver tous les défauts à la réforme actuelle, mais elle a l'avantage de donner enfin le goût aux universités de se passer de leur tutelle et de commencer à régler leurs affaires par elles-mêmes en récupérant les capacités de recherche que l'on avait dû créer en dehors d'elles à cause de leur lourdeur et de leur passivité [...] Les mauvaises universités disparaîtront enfin, libérant des ressources pour les autres ; ce n'est pas à la gauche de défendre les privilégiés de la noblesse d'Etat <sup>13</sup>. »

La liberté académique, de ceux qui enseignent comme de ceux qui sont enseignés, ne se confond pourtant pas avec l'autonomie. Il peut y avoir autonomie sans liberté, et liberté sans autonomie. Contre « le parti universitaire » et son corporatisme, Péguy soutenait que l'université « reçoit beaucoup plus de véritable secours de son dehors que de son dedans », n'en déplaise au « pouvoir bureaucratique de la rue de Grenelle, aux bureaucrates qui perdent les lettres [*La Princesse de Clèves*] et ne gagnent point la science » <sup>14</sup>. Au fil de ses métamorphoses, la dépendance matérielle, administrative et idéologique de l'université envers son dehors n'a cessé depuis de se renforcer sans que le dedans y gagne en vitalité.

Face à cette soumission à l'hétéronomie marchande se fait jour la tentation d'une utopie universitaire, dont la « communauté » se consacrerait à la culture du savoir de façon totalement gratuite et désintéressée <sup>15</sup>. Cet idéal de désintéressement, cette exigence d'un enseignement aussi « fondamental » que la recherche du même nom, sont certes nécessaires dans des sociétés où l'évolution des capacités de chacun face au progrès accéléré des savoirs et des techniques exige un socle de connaissances fondamentales solide plutôt que des spécialisations précoces à rendements éphémères. Ce n'est pas, dit-on, en commandant des recherches sur la bougie qu'on a inventé l'ampoule électrique. Faut-il en faire, pour autant, « l'essence » exclusive de l'université et lui attribuer le privilège exorbitant d'avoir à définir « la vie qui vaille » ? Où s'arrête alors l'autonomie et où commencent le ghetto, l'enfermement, la tour d'ivoire ?

La Déclaration d'indépendance des universités, initiée par le département de philosophie de Paris 8, illustre cette ambiguïté <sup>16</sup>. Partant du

<sup>13/</sup> *Le Monde*, 26 février 2009.

<sup>14/</sup> Charles Péguy, *Œuvres en prose complètes III*, Paris, Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, 1992, p. 315.

<sup>15/</sup> On en trouve l'écho dans le texte de Plinio Prado, *Le Principe d'Université*, consacré à « défendre le droit inconditionnel à la liberté de chercher et d'apprendre » : « L'autonomie de la pensée critique, la responsabilité devant celle-ci, et l'exigence éthique dont elle est indissociable (la recherche d'une vie qui vaille) requièrent que soit absolument préservée dans l'Université une zone d'activité, d'expérimentation, d'investigation et d'enseignement non finalisés : gratuits, désintéressés, non-utilitaires, infonctionnels, non-rentables. C'est l'essence de ce qu'on appelle Université. » Livre à paraître à l'automne 2009, aux éditions Lignes. Une première version est disponible sur le site de cet éditeur [www.editions-lignes.com](http://www.editions-lignes.com)

<sup>16/</sup> Voir le site [www.univ-paris8.fr](http://www.univ-paris8.fr)

principe qu'il « n'y a pas de contraintes supérieures en force à celles que l'esprit humain exerce sur lui-même sous forme de la pensée », elle affirme que l'exercice de l'indépendance de la pensée « n'a de bornes que celles qui en assurent aux autres la possibilité d'en éprouver, attester, évaluer la validité ». Elle proclame que « l'Université définit un espace qui interrompt la continuité avec les espaces où l'ordre est assuré par les forces publiques », et conclut que « toute société, tout Etat qui contreviendrait à ces principes, serait réputé ne pas avoir d'Université ».

La défense intransigeante de l'indépendance universitaire semble ainsi prendre le contre-pied de la contestation étudiante des années 1960. Sous les mots d'ordre d'université critique (Berlin), d'université négative (Trente), d'université rouge (Paris), elle cherchait à sortir l'université de ses murs pour l'ouvrir à la société. Ce fut alors notre angle d'attaque contre « la ligne universitaire » d'un syndicalisme étudiant prétendant fonder une pratique syndicale universitaire sur l'autonomie de l'université classique. Si la défense des franchises universitaires, parties prenantes d'un espace public critique, fait pleinement partie de la défense de libertés démocratiques de plus en plus menacées, « l'interruption de la continuité avec les espaces où l'ordre est assuré par les forces publiques » est très relative, dès lors que l'université reste un service public sous financement public.

L'alternative à cette dépendance consisterait à pousser jusqu'au bout la logique de l'autonomie financière, ce qui reviendrait à troquer une dépendance pour une autre. Il s'agit plutôt de viser à établir une sorte de dualité de pouvoir et de légitimité au sein même de l'institution : refuser que l'Etat se mêle de ce qui ne le regarde pas et empiète sur l'autonomie pédagogique, et s'ouvrir en revanche à tous ceux que cela regarde, aussi bien aux étudiants et aux personnels qu'à tous les autres interlocuteurs possibles hors de l'enclos académique. Au prix, bien sûr, de provoquer des divisions et des oppositions au sein de la mythique « communauté universitaire » dont l'unité supposée escamote toutes sortes de clivages sociaux et de désaccords politiques qui la traversent.

Si de plus en plus d'enseignants et de chercheurs sont appelés à se vivre comme des salariés de l'entreprise universitaire, ce qu'écrivaient Bourdieu et Passeron à propos des étudiants vaut en effet pour l'ensemble de cette « communauté » imaginaire : « Plus proche de l'agrégat sans consistance que du groupe professionnel, le milieu étudiant présenterait tous les symptômes de l'anomie si les étudiants n'étaient qu'étudiants et s'ils n'étaient pas intégrés à d'autres groupes (famille ou partis) <sup>17</sup>. »

Envers qui et devant qui l'université, en tant que composante de l'espace public (voire en tant qu'« espace public oppositionnel » <sup>18</sup>), engage-t-elle le principe de responsabilité fallacieusement proclamé par la loi LRU ?

Dans les années 1960, le projet d'université critique de Berlin, inspiré de l'École de Francfort, rappelait que la légitimité du savoir ne réside pas dans le savoir lui-même,

<sup>17</sup>/ Pierre Bourdieu, Jean-Claude Passeron, *Les Héritiers*, Paris, Minuit, 1965, p. 60.

<sup>18</sup>/ Selon la formule d'Oskar Negt. Voir le dossier « Feu sur l'université » dans le n° 11 de la *Revue internationale des livres et des idées*, mai 2009.

mais dans ses fonctions sociales ; et que « le travail scientifique est inconcevable, sans une réflexion libre sur les conditions politiques de ce travail lui-même et sans une définition critique et pratique de la place de l'université dans la société ». A l'apogée de ses luttes revendicatives étudiantes, le mouvement étudiant défilait en 1963 à Paris sous la banderole : « L'université que nous voulons est celle de tous les travailleurs ».

Une université de plus de deux millions d'étudiants (31 millions pour l'ensemble des pays concernés par le processus de Bologne !) ne saurait se concevoir comme une université d'élite, ou comme un sanctuaire de gratuité dans un océan de concurrence acharnée et de calcul égoïste. Avec la seconde massification des années 1990, la place des disciplines classiques s'est réduite au profit de nombreuses filières techniques ou administratives, spécialisées et « professionnalisantes »<sup>19</sup>.

Il serait plus que jamais erroné de prendre la partie pour le tout, et de confondre les seules « humanités » d'antan avec l'université dans son ensemble, sous peine d'isoler les « humanités » des autres savoirs, et d'introduire de nouvelles divisions parmi les personnels. L'activité de pensée n'est après tout qu'une des modalités de l'activité humaine et de la production sociale des savoirs. On ne saurait donc imaginer l'avenir de l'université sur le modèle d'une vaste UFR d'arts et de philosophie, et les étudiants en arts ou en philosophie eux-mêmes, ne vivent pas que de beauté, de concepts, et d'eau fraîche.

Inversement, en essayant de faire avec réalisme la part des choses, l'Areser assignait à l'université la double tâche de former « des citoyens éclairés », mais aussi « des « travailleurs compétents » par « une vraie formation et de vrais diplômes ». Les auteurs reconnaissent aller ainsi « sur le terrain de la politique au point même de [se] substituer, au moins sur le papier, aux instances exécutives et législatives et d'agir en législateurs ». Ils prétendaient certes y aller « très strictement en intellectuels autonomes. » C'était reconnaître l'hétéronomie du champ universitaire tout en revendiquant l'autonomie de l'intellectuel au nom de la scientificité de son travail pour soutenir la proposition d'une « autogestion rationnelle du système d'enseignement »<sup>20</sup>.

Ambition délirante, s'interrogeaient aussitôt les auteurs ? L'enfer libéral est en effet pavé des meilleures intentions démocratiques : quand les rapports de forces sont en faveur du capital, le patronat dicte les critères de la compétence et détermine la valeur des diplômes. L'autogestion rationnelle rêvée se transforme alors en cauchemar bureaucratique, sous la double tutelle de l'Etat et des marchés.

### **Faut-il qu'une université soit ouverte ou fermée ?**

Péguy opposait déjà le « dehors » de l'université, le vent du grand large social, à son « dedans » confiné poussiéreux. En 1968, nous voulions l'ouverture

sur la société au nom du nécessaire passage « de la critique de l'université bourgeoise à la critique de la société capitaliste ». Avec la

<sup>19</sup>/ Voir Christophe Charle et Charles Soulié (dir.), *Les Ravages de la modernisation universitaire en Europe*, Paris, Syllepse, 2007.

<sup>20</sup>/ Areser, *op. cit.*, p. 9 et 10.

contre-réforme libérale et la détérioration des rapports de forces, cette ouverture à la vie est détournée en ouverture au marché.

Geoffroy de Lagasnerie rappelle que « les grands hérétiques » (Deleuze, Foucault, Derrida, Bourdieu), encouragèrent dans les années 1960 l'insurrection des savoirs contre le conservatisme institutionnel universitaire ou contre la machine à reproduire héritage et héritiers. Les vents de la réforme ayant tourné, ils plaidèrent à la fin des années 1970 la restauration des prérogatives de la forteresse universitaire face à l'assaut concurrentiel des médias et des doxosophes<sup>21</sup>. En plaçant la source de la pensée critique et créatrice tantôt hors, tantôt dans l'espace universitaire, ils auraient ainsi contribué à perpétuer le tourniquet infernal « dedans/dehors » au lieu de le remettre en cause. Ces oppositions entre l'intérieur et l'extérieur, la science et l'opinion, le travail et l'imposture, rejouent en effet à l'infini la scène originelle de la confrontation entre le philosophe et le sophiste.

Opposant Bourdieu à Bourdieu, Lagasnerie voit dans sa défense tardive de l'institution – ce « geste critique retourné en son contraire » – une réaction corporative face à la menace de déchéance et de déclassement du corps enseignant. Le « droit d'entrée » inhérent à l'autonomisation du champ universitaire est censé garantir un espace de discussion où la vérité scientifique est susceptible d'émerger grâce à la reconnaissance par les pairs. Pour Lagasnerie, ce serait sous-estimer l'effet de reproduction sociale lié à des critères d'évaluation qui confondent titres et compétences, fétichisent le diplôme, reconduisent le cercle vicieux de la reconnaissance mutuelle (sanctifié aujourd'hui par la bibliométrie et la comptabilité des citations). Le jugement des pairs est davantage celui des « reproducteurs sur les producteurs » que des producteurs sur les producteurs, et le processus d'autonomisation de l'institution s'accompagne d'effets de censure, de connivence, de professionnalisation, et de fermeture sur une légitimité sous garantie étatique. C'est bel et bien l'État qui, en dernière instance, trace la frontière entre le dedans et le dehors de l'espace universitaire.

La critique semble pertinente, mais elle ne prend pas assez en compte le contexte de la lutte et de la résistance. De sorte que la conclusion en forme « d'éloge de l'hétéronomie » rechute dans l'opposition simpliste qu'elle était censée dépasser : alors que l'université « favorise les savoirs conservateurs », ce sont « les exclus et les rejetés aux marges » qui seraient le mieux à même « d'introduire des innovations hérétiques ». Comme si les conservatismes, les effets idéologiques, les routines n'opéraient pas aussi « dehors », comme si « l'insurrection des savoirs assujettis » prônée par Michel Foucault ne pouvait éclater

que du dehors, et comme si la production sociale des savoirs n'avait pas de multiples sources et ressources, dont notamment celles de l'université, à condition d'en contrarier pied à pied la logique dominante, en matière de programmes, de pédagogie, de division du travail.

<sup>21</sup>/ Geoffroy de Lagasnerie, *L'Empire de l'université. Sur Bourdieu, les intellectuels et le journalisme*, Paris, Amsterdam (éd.), 2007. Lagasnerie rappelle aussi le contexte intellectuel de ce revirement : la montée en puissance d'un marketing philosophique illustré par les « nouveaux philosophes » (Deleuze), la prolifération « d'ouvrages d'opinion » au détriment du travail sérieux (Foucault), la promotion de « producteurs déclassés » soustraits au jugement des pairs (Bourdieu).

Inspiré d'une conférence donnée en 1998, l'essai de Derrida sur *L'Université sans condition*, semble s'orienter dans une direction opposée en déclarant d'emblée sa « foi en l'Université » et « en les Humanités de demain »<sup>22</sup>. L'université devrait se voir reconnaître « une liberté inconditionnelle de questionnement et de proposition, voire, plus encore, le droit de dire publiquement ce qu'exige une pensée de la vérité », car elle « fait profession de vérité » et « promet un engagement sans limite envers la vérité ». Derrida sait que cette idée de vérité prête à bien des controverses, mais cela se discute, dit-il, justement « de façon privilégiée » à l'université. Ce privilège d'origine incertaine est plus spécifiquement accordé dans l'université aux « départements qui appartiennent aux Humanités ». Il y aurait donc, dans l'université, un saint des saints, où résiderait l'âme de la vénérable institution, « un ultime lieu de résistance critique », un sanctuaire protégeant un « principe de résistance inconditionnelle » à tous les pouvoirs, étatiques, économiques, religieux, qui « limitent la démocratie à venir ».

Derrida reconnaît que cette « indépendance inconditionnelle », conçue comme « une sorte de souveraineté, une espèce très originale, une espèce exceptionnelle de souveraineté » n'a jamais été effective. En tant que souveraineté « à venir », elle constituerait cependant une sorte d'horizon régulateur nécessaire pour distinguer « l'Université *stricto sensu* » de toutes les institutions d'enseignement et de recherche « au service d'intérêts économiques de toutes sortes ». Cette université *stricto sensu* risque fort de s'avérer très restrictive et de rejeter en son dehors bien des productions, des transmissions et des pratiques des savoirs.

Alors que le processus de Bologne débutait à peine, l'alerte lancée par Derrida n'en était pas moins lucide et pertinente. Car « quelque chose » était bel et bien « en train d'arriver à l'université » classique-moderne et à ses humanités, quelque chose qui « bouscule ses définitions », de même que « quelque chose de grave » était alors « en train d'arriver à ce que nous appelons travail ». Derrida s'empresse de préciser qu'il s'agissait de défendre l'université, « non pas pour s'y enfermer », mais pour « trouver le meilleur accès à un nouvel espace public transformé par les nouvelles techniques de communications, d'information, d'archivation et de production de savoir ». Car il doutait « qu'on ait jamais su identifier un dedans de l'université, c'est-à-dire l'essence propre de l'université souveraine ». La limitation selon laquelle on devrait pouvoir dire publiquement tout ce que l'on croit vrai, mais « seulement à l'intérieur de l'université », n'a en effet « jamais été tenable et respectable en fait et en droit ». Et la transformation du cyberspace public la rendait encore plus « archaïque et imaginaire que jamais ».

Cet espace académique, insistait cependant Derrida, n'en doit pas moins subsister « symboliquement protégé par une sorte d'immunité absolue, comme si son dedans était inviolable ». La subtilité du « comme si... » permet d'esquiver la contradiction sans la surmonter. L'université idéale « à venir » « serait ce qu'elle aurait toujours dû être ou prétendu représenter, c'est-à-dire, dès son principe et en principe une cause autonome, in-

<sup>22</sup>/ Jacques Derrida, *L'Université sans condition*, Paris, Galilée, 2001.

conditionnellement libre dans son institution, dans sa parole, dans son écriture et dans sa pensée ». C'est pourquoi cette idée doit « être professée sans cesse, même et surtout si elle ne doit pas nous empêcher de nous adresser en dehors de l'université ». Nous adresser pour donner, mais aussi pour recevoir ?

Dedans/dehors, on n'en sort pas ! Car c'est à sa frontière incertaine « que l'université est dans le monde qu'elle tente de penser ». C'est donc, ni dedans ni dehors, mais « sur cette frontière qu'elle doit négocier et organiser sa résistance. Et prendre ses responsabilités. Non pour se clore et pour reconstituer le fantasme abstrait de souveraineté, dont elle aura peut-être commencé à déconstruire l'héritage théologique ou humaniste, si du moins elle a commencé à le faire. Mais pour résister effectivement en s'alignant à des forces extra-académiques <sup>23</sup>. » Car « l'université sans condition ne se situe pas nécessairement ni exclusivement dans l'enceinte de ce qui s'appelle aujourd'hui l'université » : elle « cherche son lieu partout où cette incondicionalité peut s'annoncer ».

### **De quoi l'université est-elle aujourd'hui le nom ?**

La question est donc posée de ce qu'on entend aujourd'hui par université, et de sa spécificité par rapport aux écoles, instituts, collèges, et autres institutions en charge de la transmission des savoirs et des savoir-faire. Pour défendre l'université, la tentation est grande d'en réduire le périmètre aux « humanités » fussent-elles élargies aux « humanités à venir » proposées par Derrida, et « d'externaliser » toutes sortes de filières et de formation, au risque de renforcer une division arbitraire entre « monde de l'esprit » et savoirs pratiques.

« Ce qu'on appelle en France par commodité, par habitude et par imitation des pays voisins, les universités, n'existe pas réellement, si l'on donne à ce mot le sens qu'il revêt dans la plupart des pays d'Europe. Hors de France, une université est en général une institution encyclopédique qui dispose d'une réelle marge de manœuvre en matière de personnel et de budget » et qui « est située dans un environnement de concurrence relative », rappelait l'Areser <sup>24</sup>, s'inquiétant que, « du fait de leur spécialisation relative – qui renvoie plus ou moins, avec des aberrations tenant aux conflits politiques de l'après mai 68 aux anciennes facultés – les universités françaises, en tant qu'établissements supposés autonomes, se présentent à armes égales sur le marché des formations » (sic).

Les auteurs concluaient cependant sur la nécessité d'organiser la résistance en s'adossant à ce qui pouvait survivre d'indépendance académique : « Avec l'effondrement de ce lieu de concurrence et de mise en question des savoirs qu'est encore l'enseignement supérieur, c'est une forme irremplaçable d'esprit critique et civique, d'esprit civique critique qui viendrait à disparaître, atrophiant toute réflexion générale capable de passer les limites des spécialisations disciplinaires et des compétences économiquement fonctionnelles, et enlevant à toute une partie de la jeunesse cette

<sup>23</sup>/ *Ibid.*, p. 78.

<sup>24</sup>/ Areser, *op. cit.*, p. 13.

part de distance critique à son destin social qui est la condition d'une vie culturelle éclairée et d'une participation active à la démocratie. »

Pour défendre cette distance critique, plutôt que s'isoler dans la cité universitaire interdite, il est nécessaire de s'allier aux « forces extra-académiques » évoquées par Derrida. Mais lesquelles ? Contre les impératifs marchands et les contrôles bureaucratiques, les forces critiques au sein de l'université devraient chercher à se liguer avec tous les foyers de production de connaissance : mouvements sociaux, sociétés, clubs, éditeurs, libraires indépendants pour coopérer à la reconfiguration d'un espace public laminé par l'horreur économique de la logique néolibérale<sup>25</sup>. Autrement dit, opposer une hétéronomie coopérative choisie à l'hétéronomie marchande imposée, assumer dans la clarté les « branchements extérieurs » qui, selon Foucault, connectent l'université, non seulement aux champs médiatiques, éditoriaux, militants, mais aussi au champ social et au champ politique.

<sup>25</sup>/ Voir Wendy Brown, *Les Habits neufs de la politique mondiale. Néolibéralisme et néo-conservatisme*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2007.



## De Thatcher à Péresse

Réflexions françaises sur les « réformes »  
universitaires britanniques 1979-2009

Keith Dixon

DANS UN ARTICLE RÉCENT sur l'envahissement du champ universitaire britannique par des acteurs issus du secteur privé, publié par le quotidien britannique de centre-gauche, *The Guardian*<sup>1</sup>, le journaliste-écrivain George Monbiot pointait le nombre impressionnant d'industriels qui occupent actuellement des postes de premier plan dans le pilotage ou l'évaluation de la recherche publique britannique. La liste est longue, de Lord Drayson, ancien patron de l'entreprise pharmaceutique Powder-Ject et actuel ministre de la Science et de l'Innovation dans le gouvernement de Gordon Brown, à Sir Chisholm, ancien patron d'une société de logiciels militaires et actuellement président du Conseil de la recherche médicale, en passant par Lord Sainsbury, fidèle soutien financier du parti néo-travailliste et désormais l'un des principaux responsables de la recherche scientifique publique, après avoir édifié sa fortune personnelle dans la création d'une chaîne de supermarchés.

L'avenir de la recherche britannique relève donc, en grande partie, d'hommes et de femmes dont la carrière professionnelle s'est déroulée dans le monde des affaires. Cela rappelle à quel point l'« entrepreneur », avec ses propres « valeurs » et sa prétendue connaissance du « monde réel », est devenu une figure centrale dans toutes les institutions britanniques : que ce soit au service national de santé, dans les écoles primaires en difficulté, dans le monde des arts ou dans le champ universitaire, on fait désormais appel aux connaissances patronales et aux pratiques du secteur privé pour résoudre les problèmes de la Grande-Bretagne contemporaine.

Cela permet aussi de mesurer la distance parcourue depuis 1979 et l'arrivée au pouvoir des conservateurs radicaux regroupés autour de Margaret Thatcher, dont l'ambition – utopique à l'époque – était de transformer la vieille société social-démocrate britannique en société de marché. La croyance centrale qui animait ce groupe était que le marché détenait la solution à tous les maux de l'économie et de la société et qu'il suffisait de libérer les énergies entravées par l'interventionnisme étatique et le « monopole » syndical sur le marché du travail pour que la Grande-Bretagne soit transformée, et nécessairement en mieux. Pour effectuer cette transformation dans des institutions qui n'étaient pas directement soumises aux mécanismes du marché, les gouvernements successifs sous la direction de Margaret

<sup>1</sup> George Monbiot, « These men would never have given Charles Darwin a grant to set sail », in *The Guardian*, 12 mai 2009 [« Ces hommes n'auraient jamais accordé un financement à Charles Darwin pour prendre la mer »].

Thatcher ont initié ce déploiement d'hommes d'affaires et la promotion de leurs pratiques qui sont aujourd'hui monnaie courante sous le régime néo-travailliste.

### **Le thatchérisme et le monde universitaire**

Au début de la période thatchérienne la question universitaire qui nous occupe ici, et celle, plus générale, de l'éducation, étaient considérées comme subsidiaires par les néo-libéraux au sein de la mouvance conservatrice et surtout par le groupe dirigeant conservateur. Non qu'ils aient négligé l'importance de ces questions pour leur projet transformateur, ou qu'ils aient manqué d'idées à cet égard – au contraire, leurs *think tanks* avaient beaucoup travaillé sur ces questions depuis les années 1960 et préconisaient un certain nombre de ruptures profondes avec les pratiques existantes. Mais ils avaient d'autres chats à fouetter dans les premières années d'exercice du pouvoir.

Lors du premier gouvernement Thatcher (1979-1983) l'hégémonie néo-libérale était encore loin d'être assurée au sein du parti conservateur, voire au sein du gouvernement. Et puis, il y avait l'opposition syndicale. Si les conservateurs nouvellement élus n'avaient pas grand-chose à craindre de l'opposition parlementaire travailliste, le mouvement syndical restait néanmoins puissant. Thatcher a donc procédé avec prudence pendant ces premières années d'exercice du pouvoir, introduisant, certes, dès 1980 une législation sur les pratiques syndicales destinée à enfermer le mouvement dans un carcan légal fortement contraignant, mais dont les premiers effets furent tellement modestes que certains des radicaux commençaient à douter de la volonté de leur leader d'en finir avec le pouvoir syndical. Thatcher était tellement prudente qu'elle a même reculé en 1981 (un fait trop souvent oublié) devant la menace d'une grève nationale lancée par la direction du NUM contre un plan de fermetures de mines : le temps de la confrontation « maîtrisée » n'était pas encore venu.

Il vint en 1984-1985, lorsque le NUM a été finalement battu par le pouvoir conservateur après une grève qui a duré un an et a laissé le syndicat exsangue, les mineurs profondément divisés, et l'industrie du charbon prête pour le démantèlement rapide qui devait suivre. Cette grève a été à la fois une « pédagogie de la défaite » pour le mouvement syndical britannique qui, depuis, évite la confrontation directe avec le gouvernement et un tournant dans la politique thatchérienne. Libérée de la menace syndicale, Thatcher pouvait à la fois radicaliser sa politique et étendre celle-ci à d'autres domaines, considérés jusque là comme non-essentiels. C'est donc à partir du milieu des années 1980 que le thatchérisme, fort de ses victoires successives et libéré de la contrainte syndicale, a pu montrer son vrai visage : le gouvernement, débarrassé des éléments non-thatchériens, accélère alors les « réformes » économiques, avec un vaste programme de privatisation comme élément central. Il étend les « principes de marché » à des domaines jusque là relativement épargnés, dont le système universitaire <sup>2</sup>.

Quelle est la vision thatchérienne de l'éducation, et plus spécifiquement de l'enseignement supérieur, qui s'épanouit dans cette deuxième moitié de la décennie ? Pour la comprendre, il faut rappeler que That-

<sup>2/</sup> Voir notamment à ce sujet Fred Falzon, « Thatcher, Blair et les défaites de la gauche britannique. Leçons du néo-gramscisme », *ContreTemps*, nouvelle série, n° 1 et 2.

cher était non seulement une militante néo-libérale, persuadée du bien-fondé de l'introduction des mécanismes du marché, et donc de la concurrence, dans tous les domaines de la vie économique et sociale, mais aussi un produit particulier de l'éducation britannique. A la différence de la très grande majorité des dirigeants du parti conservateur (et travailliste...), Thatcher n'avait pas été éduquée dans le secteur privé – les *public schools* – mais dans une *grammar school* – lycée public sélectif –, et ensuite à l'Université d'Oxford. Elle était moins sensible aux arguments proprement conservateurs émanant d'une partie de son entourage, qui considérait la démocratisation de l'enseignement comme étant nécessairement une mauvaise chose (« *more means worse* ») et qui défendait les privilèges des *public schools* et des universités d'élite (Oxford et Cambridge) dont ils étaient issus.

C'est effectivement pendant les années Thatcher qu'un mouvement de massification des universités britanniques a été réalisé (un quasi doublement du nombre d'inscrits entre le milieu des années 1980 et le milieu des années 1990, qui a d'abord bénéficié à ce qu'on appelait encore les *polytechnics*, établissements de l'enseignement supérieur plutôt spécialisés dans des formations professionnalisantes). Si les réformes des conservateurs radicaux vont effectivement renforcer à terme la place du secteur privé au sein de l'enseignement primaire et secondaire (par l'encouragement fiscal du « choix » parental dans ce domaine), elles vont également déstabiliser les pratiques anciennes d'un certain nombre d'universités traditionnelles : en transformant les modes de financement des universités, dès le premier gouvernement Thatcher, elles vont créer des difficultés de gestion pour toutes les institutions du supérieur, y compris pour les institutions d'élite. Ceci permet de comprendre la rancune des enseignants chercheurs de l'Université d'Oxford qui, en 1985, suite aux coupes sombres dans le financement de leur université (comme de toutes les autres) prirent la décision inhabituelle de ne pas accorder, comme la coutume le voulait, un doctorat *honoris causa* à l'ancienne étudiante, Margaret Thatcher, devenue Premier ministre.

### **L'austérité imposée aux universités**

La première mesure à toucher le fonctionnement universitaire sous le régime thatchérien relevait de la stratégie monétariste, adoptée par le gouvernement conservateur dès son arrivée en 1979, visant à freiner l'augmentation des dépenses publiques, et autant que possible (comme dans le secteur universitaire) à les réduire. La conséquence immédiate de cette austérité imposée aux universités, dont le budget global subit une baisse de 15 % programmée sur trois ans à partir de 1981, fut de leur imposer une réorganisation interne draconienne – une « rationalisation » de l'utilisation des fonds publics. Cette rationalisation fut l'un des objectifs de l'austérité gouvernementale, les néo-conservateurs considérant la gestion universitaire comme nécessairement inefficace car non soumise aux effets bénéfiques de la concurrence. Cette stratégie permettait également de transférer la responsabilité des décisions difficiles vers les gestionnaires

universitaires eux-mêmes. On voit donc disparaître, à cette époque, un nombre significatif de formations désormais considérées comme non-rentables (cela fut particulièrement le cas, par exemple, des départements de langues qui ont été fortement affectés pendant cette période), avec une forte pression sur les enseignants – dont beaucoup avaient encore la sécurité d'emploi – poussés à prendre des retraites anticipées ou à se recycler vers d'autres secteurs. On prépare aussi le terrain et les esprits, dès cette époque, aux réformes futures qui vont accentuer l'autonomie financière des établissements, les contraignant au managérialisme devenu depuis le mode opératoire de toutes les universités britanniques, et parfois mis en œuvre par des managers universitaires directement recrutés dans le secteur privé.

Un des changements prémonitoires des tendances à venir fut l'autorisation, donnée par le gouvernement Thatcher, dès 1980, d'augmenter les frais d'inscription jusqu'au « prix coûtant » pour les étudiants étrangers. Non seulement, cela ouvrait la voie à l'augmentation ultérieure des frais d'inscription pour tous les étudiants, étrangers ou non, mais cela incitait certains établissements à construire des cursus spécifiques destinés à attirer des « clients » américains, japonais ou en provenance des pays du Golfe, non nécessairement détenteurs d'un bagage universitaire, mais titulaires d'une carte de crédit bien remplie. Ce fut le début d'un processus de marchandisation qui a atteint sa vitesse de croisière sous les gouvernements néo-travailleurs de ces douze dernières années.

Cela dit, la première réforme à proprement parler de l'institution universitaire britannique par les conservateurs radicaux date de la période du thatchérisme triomphant : lors du troisième gouvernement Thatcher (1987-1990) on a introduit une législation (*Education Reform Act* de 1988) visant surtout à transformer les règles de fonctionnement de l'enseignement secondaire, mais comprenant aussi des préconisations sur le statut des universités et des universitaires. Le système de financement des universités est alors profondément modifié : on distingue désormais le financement de l'enseignement de celui de la recherche (cette dernière étant soumise à des évaluations régulières) et le tout nouveau *Universities Funding Council* (Conseil du financement universitaire), chargé de superviser l'utilisation des fonds publics par les universités, est composé pour moitié de membres non-universitaires (pour en finir, bien sûr, avec le « corporatisme » universitaire). On met en place un système de contractualisation des universités qui les soumet plus directement au contrôle central par le biais de contrats : pour recevoir des fonds publics les universités doivent désormais répondre aux appels d'offres du Ministère et se conformer aux critères imposés par celui-ci. Déjà, en 1986, le premier « exercice d'évaluation de la recherche » (*Research Assessment Exercise*) avait été lancé, qui mettait les universités en concurrence pour l'obtention des fonds publics. Deux ans plus tard, dans le nouveau cadre législatif, les universités sont priées de changer de régime philosophique, d'être plus attentives au monde économique et à la pertinence de leurs formations en relation avec celui-ci. Les universitaires, quant

à eux, perdent leur sécurité d'emploi, et passent sous un régime général de contrats à durée déterminée. C'est la fin de la titularisation à la britannique. Elle vient compléter des pratiques déjà mises en place par des gestionnaires universitaires eux-mêmes. Soucieux de boucler leur budget en régression, ils ont fait de plus en plus appel à des enseignants recrutés pour de très courtes périodes et/ou sur la base d'un travail à temps partiel. La précarisation des salariés, qui a été une des caractéristiques générales du marché du travail britannique sous le thatchérisme, n'a donc pas épargné le travail universitaire.

C'est en particulier à cette époque que, par la généralisation de la pratique de la contractualisation, une autre caractéristique du régime universitaire néo-libéral prend donc forme : la surveillance accrue de l'activité universitaire par le biais des évaluations de plus en plus envahissantes. Il y a, en quelque sorte, un double mouvement concernant les universités : à la fois un retrait de l'État pour ce qui concerne le financement des activités universitaires (le financement par étudiant décroît) poussant les universités elles-mêmes à faire des économies (réduction du coût du travail, par exemple, par l'embauche de salariés précaires) ou à générer de nouvelles recettes ; et un renforcement du rôle de l'État quant à l'organisation même du travail universitaire, soumettant les universitaires à la double pression de la « culture des résultats » pour ce qui concerne le travail de recherche et de la « qualité du service rendu » en invitant les étudiants à évaluer les bénéfices obtenus de telle ou telle formation et la performance de tel ou tel formateur.

Si la législation de 1988 a été un moment marquant dans l'évolution des universités britanniques, beaucoup des changements qui ont profondément modifié la pratique universitaire ont été introduits (et internalisés) par touches successives, suivant la marche générale de la société britannique en pleine transformation néo-libérale. Le modèle de l'entreprise privée devient peu à peu prédominant : les universitaires sont priés de s'y conformer en rendant compte de l'utilité économique et de la rentabilité de leurs formations, en recherchant eux-mêmes des sources de financement, public ou privé, à leurs activités de recherche, et en tenant le plus grand compte de ces nouveaux « consommateurs » que sont leurs étudiants. C'est aussi à partir de cette époque que les universités britanniques développent une pratique de lobbying au sein des institutions européennes, recrutant des spécialistes chargés de récolter des fonds européens, qui viendraient combler le manque à gagner national.

### **La question des frais d'inscription**

Étant donné les contraintes imposées par l'austérité gouvernementale des années Thatcher et la difficulté rencontrée par certaines filières (en sciences humaines par exemple) pour trouver des sources satisfaisantes de financement en dehors de celui fourni sous condition par l'État, la question de l'augmentation des frais d'inscription devenait incontournable comme suite logique au tarissement du financement public. Ce tarissement se fait d'au-

tant plus sentir que, par une nouvelle loi sur l'enseignement supérieur de 1992 (*Higher Education Act*), la distinction entre universités de plein droit et *polytechnics* disparaît et toutes les institutions de l'enseignement supérieur britannique se trouvent en concurrence accrue pour des fonds publics dispensés au compte-goutte.

La question de l'auto-financement partiel par le biais des frais d'inscription n'a été tranchée qu'après le départ des conservateurs en 1997, sans doute parce que ces derniers craignaient les effets négatifs d'une telle mesure sur leur base électorale – les couches moyennes étaient effectivement en ligne de mire – déjà fragilisée par la récession du début des années 1990. Le deuxième gouvernement de John Major (1992-1997) avait néanmoins commandité une série d'études sur l'état de l'enseignement supérieur britannique à une commission présidée par Ronald Dearing, ancien chancelier de l'Université de Nottingham, qui rendit son rapport en 1997 au nouveau gouvernement néo-travailliste. Celui-ci s'est empressé d'abonder dans le sens du rapport Dearing qui préconisait, entre autres, la fin de la gratuité des études pour les étudiants britanniques et une augmentation significative des frais d'inscription universitaires, qui pourraient prendre la forme de prêts remboursables après la fin des études. Intéressant à cet égard est l'argumentaire néo-travailliste en faveur de l'augmentation des frais d'inscription. C'est en mobilisant la rhétorique de l'« équité sociale » que les blairistes ont défendu cette mesure, arguant du fait que les enfants des couches moyennes et supérieures de la société britannique étaient sur-représentés dans la population estudiantine et que ceux et celles qui passaient par l'université avaient la garantie (statistique) d'un revenu relativement plus élevé que ceux et celles qui n'avaient pas cette chance. Il s'agissait donc, selon l'argumentaire néo-travailliste, de faire assumer un investissement dans l'avenir à ceux qui avaient largement les moyens de le faire (argument déjà employé par Keith Joseph, le mentor intellectuel de Margaret Thatcher lors des débats internes au parti conservateur sur cette question au début des années 1980).

Cette mesure va non seulement profondément diviser le parti travailliste lors de la discussion parlementaire sur la question, qui vit une partie des députés travaillistes voter contre leur gouvernement, mais elle va en outre constituer une divergence importante entre le gouvernement et les syndicats de l'enseignement supérieur (enseignants et étudiants). Comme on pouvait s'y attendre, une fois le principe d'une augmentation significative des frais d'inscription admis, le montant maximal de ces frais est devenu une pomme de discorde permanente entre les gestionnaires universitaires (et surtout ceux du Russell Group qui réunit un certain nombre d'universités aux ambitions internationales) soucieux de maximiser les rentrées financières et les organisations syndicales des enseignants et des étudiants britanniques. De 1 000 £ en 1998, on est passé à 3 000 £ en 2004 (*Higher Education Act*) et il est question aujourd'hui de porter les frais maximum à 5 000 voire 7 000 £ par an. Au sein du Russell Group, l'idée d'une libéralisation totale des frais d'inscription gagne d'ailleurs du terrain.

### **Pécresse à l'école Thatcher**

On voit ici que bien avant le déclenchement du « processus de Bologne », qui date de la fin des années 1990 et qui a conduit aux « réformes » Pécresse, le système universitaire britannique avait subi une transformation dont vont s'inspirer les néo-libéraux européens : retrait du financement étatique ; surveillance accrue des activités universitaires (et diminution parallèle de l'autonomie intellectuelle des universitaires) ; privatisation partielle par le biais à la fois des partenariats public-privé (dont les gouvernements successifs de Blair et de Brown ont été les grands promoteurs) et recherche de financements privés ; transformation managériale des modes de gestion universitaires ; destruction du statut et de la sécurité d'emploi des enseignants-chercheurs ; augmentation vertigineuse des frais d'inscription pour les étudiants, avec une focalisation particulière sur des étudiants étrangers perçus comme des ressources financières privilégiées <sup>3</sup>. Le climat général dans lequel se déroule l'activité universitaire a également changé : les universitaires britanniques sont désormais sommés, par leurs propres administrateurs autant que par les gouvernements successifs, d'être attentifs aux débouchés économiques de leurs recherches, à la « pertinence » de celles-ci. Ils subissent en même temps des pressions provenant de la transformation des étudiants en consommateurs <sup>4</sup>. Force est de constater que malgré quelques résistances syndicales et un mécontentement diffus dans tout le système universitaire britannique, un nouveau sens commun néo-libéral fraye son chemin, selon lequel il n'y aurait pas de salut hors de la concurrence généralisée. Dans ce système concurrentiel, qui joue les universités et les universitaires les uns contre les autres, il y a bien sûr toujours, chez certains, l'espoir d'être du côté des gagnants dans la course au financement (c'est l'ambition revendiquée du Russell Group), même si, pour la grande masse des universitaires britanniques et de leurs étudiants, un tel espoir est statistiquement peu fondé.

<sup>3</sup>/ Dans un article publié en juin 2007, *The Guardian* révélait les écarts significatifs entre les frais d'inscription pour étudiants britanniques (et provenant de l'Union européenne) et ceux des étudiants hors Union européenne : à l'Université d'Oxford, à l'Imperial College de Londres et au Royal Veterinary College, les étudiants provenant de pays hors de l'Union européenne payaient plus de 17 000 £ par an, à comparer aux 3 070 £ payés par les étudiants britanniques.

<sup>4</sup>/ Une des conséquences de l'augmentation des frais d'inscription a été l'émergence d'activités de lobbying parmi les étudiants britanniques réclamant une amélioration de la « qualité de l'enseignement » en compensation des frais accrus. Il va de soi que la pression s'exerce ici sur les enseignants et non pas sur les gestionnaires responsables de l'augmentation des frais.

## **L'université britannique, entre chômage et délation**

DEPUIS MARS DERNIER et sur une période de douze mois, en Grande-Bretagne, entre en vigueur un système d'immigration à points (*point-based immigration system*). Il s'agit de la principale refonte de la législation depuis quarante ans. Le nouveau système (en partie inspiré du modèle australien) distingue cinq catégories de ressortissants hors espace économique européen (les vingt-sept plus l'Islande, le Lichtenstein et la Norvège). Les catégories 1-3 reposent sur des critères de qualification ; le niveau 1 regroupe les travailleurs hautement qualifiés ayant vocation à « contribuer à la croissance et à la productivité » ; le 2 concerne les travailleurs qualifiés détenteurs d'une offre d'emploi et en capacité de « combler des manques » sur le marché du travail britannique ; le 3 concerne les travailleurs peu qualifiés pouvant satisfaire des besoins spécifiques et temporaires. Le niveau 4 regroupe les étudiants et le 5, les séjours de durée limitée des jeunes, des travailleurs temporaires, des échanges universitaires.

L'autorisation d'entrée est conditionnée pour chaque demandeur, selon sa catégorie, par l'obtention du nombre de points nécessaires. Ses points sont attribués « en fonction d'attributs permettant d'anticiper sur la réussite du migrant sur le marché du travail britannique et/ou des facteurs de contrôle permettant de juger de la disposition du demandeur à se conformer aux conditions de son autorisation d'entrée ». Les universités et les établissements d'enseignement supérieur, lieux de passage d'une importante proportion de visiteurs (enseignants et étudiants) étrangers, devront prendre elles-mêmes en charge le travail de renseignement, en contrôlant la circulation et le comportement des étrangers alors placés sous leur responsabilité.

Ces institutions devront donc tenir à jour des listes de leurs ressortissants étrangers, garder des copies de leur passeports biométriques, informer la UK Border Agency à la dixième absence d'un étudiant (ce qui correspond à deux semaines de cours dans une école de langue par exemple). À l'université, où l'on ne tient pas, d'habitude, de registre de présence, il faudra signaler les absences ou les devoirs non remis. Au Goldsmith College de l'Université de Londres, les enseignants sont déjà requis de mettre leurs listes de présence en ligne. Les établissements qui ne se conformeront pas à ce cadre ne pourront plus accueillir d'étudiants étrangers (qui en Grande-Bretagne, payent les frais d'inscription maximaux – de trois à cinq fois plus qu'un étudiant britannique ou de l'Union européenne – et représentent donc un apport financier d'une importance cruciale pour les budgets des établissements). A cette nouvelle conception du « rayonnement international » de l'enseignement supérieur vient s'ajouter une vague de licenciements prévus pour les mois à venir (140 à Cardiff et Strathclyde, 550 à la London Metropolitan University...). Deux tiers au moins des établissements devraient être touchés.

Thierry Labica

---

# Un semestre de mobilisations obstinées contre le saccage de l'université et de la recherche

Entretien avec Mathieu Bonzom \*

**ContreTemps :** *On est au lendemain, ou dans les derniers prolongements d'un grand mouvement dans l'enseignement supérieur et la recherche... Où en est l'université après plus de quatre mois de grèves et de mobilisations ?*

**M. B. :** C'est encore difficile à dire. Dans l'immédiat, les universités sont en train de s'occuper de la validation des diplômes, l'une des dernières choses à régler suite au mouvement puisque c'est la dernière des étapes de l'année (ensuite, il s'agit de préparer la suivante). Là où la grève des cours a été forte et prolongée, elle ne peut être ignorée, la validation doit au moins être fortement aménagée. On essaie de maintenir un certain rapport de forces pour des modalités aussi favorables que possible aux intérêts de tous... ce qui fait encore partie du mouvement. Mais il y a aussi un certain nombre d'universités qui ont repris les cours depuis un moment. On a senti une unité large, notamment parmi les enseignants-chercheurs, mais aussi une diversité de modalités d'action, d'intensité de la grève, selon les établissements et les catégories de personnels. Et la préparation de l'année prochaine est très compliquée... on a donc un peu de mal à savoir comment cristalliser les acquis liés au mouvement lui-même, en l'absence de réelle victoire sur les revendications.

*Mais pour l'instant ces acquis existent ?*

**M. B. :** Oui. Là encore, les situations locales varient mais la force de la mobilisation des enseignants-chercheurs et des étudiants, les formes d'auto-organisation mises en place ou renouvelées, doivent permettre de sortir du mouvement la tête haute et d'envisager collectivement l'avenir. Cela ne concerne d'ailleurs pas que les enseignants et enseignants-chercheurs. Si le mouvement est venu un peu à contretemps par rapport à ceux menés par les étudiants ces dernières années, leurs acquis et ceux des personnels vont devoir être combinés. Il faudra aussi apprendre des erreurs de ce mouvement en la matière. On est toujours convaincus d'avoir raison contre les réformes, à nous maintenant de trouver les moyens d'agir après une forte grève qui ne gagne pas. De nombreux collègues comprennent aujourd'hui l'importance de se replacer dans le contexte général des luttes sociales, ce qui n'était pas si souvent le cas auparavant. Le premier mouvement qui avait vu la naissance de Sauvons la recherche (SLR), en 2004, s'appuyait bien plus sur un sentiment d'« exception » de la recherche par

\* Doctorant ATER à l'université Paris 10 Nanterre, Mathieu Bonzom a été porte-parole de la Coordination nationale des universités (CNU).

rapport au reste du secteur public et du monde du travail... on a fait du chemin.

## **Le mouvement vu par un enseignant-chercheur en formation**

*Revenons sur les événements : un tel mouvement dans les universités et la recherche, comment est-il vécu par un doctorant en sciences humaines ?*

**M. B. :** Comme souvent pour les doctorantes et doctorants, la réponse à une question générale est « ça dépend ». Par exemple, on n'a pas toujours un rattachement réel à un lieu de travail (autre qu'une bibliothèque). Ça varie d'un individu à l'autre, d'une discipline à l'autre. Le seul point commun à l'activité de tous les doctorants, c'est de faire de la recherche. Mais ce n'est pas vraiment la même activité partout, et ça peut être une activité très solitaire, en sciences humaines en particulier. C'est aussi un point commun avec les enseignants-chercheurs titulaires, mais les rapports avec eux ne sont pas forcément horizontaux, et même si au fil des années on peut quand même dire qu'on fait le même travail (on est apprenti, disons), ce n'est pas forcément pleinement reconnu par nos pairs.

*Et l'enseignement ?*

**M. B. :** Le fait d'enseigner est, à mon avis, ce qui peut le mieux nous amener à être intégré à un collectif de travail, ce qui est déterminant en cas de grève. Bien sûr, ce n'est pas systématique, des rapports de subordination existent, mais là aussi la mobilisation peut avoir des effets positifs. Je n'étais dans mon université actuelle que depuis six mois quand le mouvement a commencé, mais je me sentais assez bien inséré, par l'enseignement avant tout et par les discussions sur les réformes, déjà. Il faut dire que je suis arrivé dans un département qui avait déjà des pratiques collectives plutôt favorables de ce point de vue, ce qui n'est pas le cas partout. Parmi les doctorants de sciences humaines, il y a aussi beaucoup de précarité. On est parfois embauché sur des contrats attribués localement, par un établissement, ou on fait notre recherche sans contrat, comme si on était simplement étudiants. Tout cela renforce l'isolement et la subordination.

*Qu'est-ce que le mouvement a pu changer pour toi et pour les doctorants ?*

**M. B. :** Lors des précédents mouvements, qui étaient principalement des mouvements étudiants, j'avais connu un certain isolement. J'ai senti la différence cette année, parce que ma nouvelle situation m'a permis de m'investir et d'être reconnu, par un certain nombre de collègues titulaires, comme acteur du mouvement au même titre qu'eux. En même temps, avec le collectif de doctorants, on avait parfois plus de liens que les titulaires avec les étudiants, même si ça ne pouvait suffire à réduire les décalages entre étudiants et enseignants – décalages de revendications, d'expériences, de rythmes et, tout simplement, la distance propre au rapport prof/élève. Le mouvement a permis des avancées, mais il y a encore du chemin à faire, et on n'a pas forcément beaucoup de marges de manœuvre face à l'accélération de toutes les contre-réformes, et à la situation générale du pays.

Entre doctorantes et doctorants, on a créé notre propre coordination, parce que le mouvement s'est assez vite construit sur des bases concernant toutes

les catégories. La CNU (Coordination nationale des universités) a joué un rôle, au moins partiel, de direction du mouvement, en s'appuyant en partie aussi sur les autres coordinations spécifiques qui ont existé autour d'elle : personnels administratifs et techniques, étudiants, laboratoires, IUT, IUFM... Et le fait d'apprendre à se coordonner entre salariés de plusieurs catégories et de toute la France, dans ce mouvement, a été une réelle avancée. Du côté des doctorants, on a organisé des réunions par lieu de travail mais aussi par zone géographique parfois, pour répondre à l'isolement de certains. Ça ne remplace pas la pleine insertion dans un collectif de travail, mais ça permet de participer, au-delà des manifs, et ça réduit la frustration, voire l'envie d'abandonner.

*Quelles étaient vos revendications spécifiques ?*

**M. B. :** C'était d'abord le refus de la proposition piégée de « contrat doctoral unique » (CDU). En gros, le contrat n'est pas réellement un nouveau statut commun à tous : il tend à individualiser les conditions de travail et les salaires, tout en accompagnant très bien le manque de postes et le démantèlement de certaines filières faute de financements publics indispensables (c'est particulièrement vrai en sciences humaines). Le manque de financements pour les doctorants s'aggrave. Le recrutement sur ce contrat perd toute dimension nationale, comme pour d'autres catégories de personnels, tout à fait dans l'esprit de la LRU. Si ces problèmes pouvaient préexister au CDU, ce contrat en introduit de nouveaux : une période d'essai et des tâches n'ayant rien à voir avec l'enseignement et la recherche (on imagine que ce sera difficile de les refuser, alors qu'on est censé être en formation dans ces deux domaines seulement). Et pour quel salaire ? Ces tâches supplémentaires ne seraient pas forcément limitées en durée ni compensées de façon fixe, puisque le contrat impliquerait une rémunération individualisée. Le mouvement a aussi été l'occasion de revisiter les différences entre disciplines, les inégalités, les différentes formes de précarité et toutes sortes de problèmes, pour avancer dans la perspective d'un statut de salarié commun à tous, qu'il faudra arracher dans le cadre d'un plan pluriannuel de création de postes, et de hausse de budgets pour les services publics.

*Dans ce CDU, on reconnaît la logique générale des « réformes » actuelles de l'enseignement supérieur et de la recherche...*

**M. B. :** Oui, et même au-delà. C'est pourquoi les revendications des doctorants recourent directement celles des autres catégories de salariés et d'étudiants mobilisés. Il y a la mise en place des entretiens individuels d'évaluation des personnels administratifs et techniques (Biatoss, ITA...), la modulation soi-disant « volontaire » des services des enseignants-chercheurs... alors que la pénurie de postes statutaires pousse tout le monde à travailler plus ou à faire travailler plus ses subordonnés : les personnels sous la pression de la présidence, à laquelle s'ajoute celle des titulaires pour les doctorants et tous les précaires. Pour finir le tour d'horizon des projets auxquels ce mouvement s'est opposé, la réforme du recrutement des enseignants du primaire et du

secondaire va aussi individualiser leur formation et brouiller les cadres nationaux existants, pour développer les inégalités et le recrutement hors postes de fonctionnaires, ce que le démantèlement du CNRS produit déjà dans la recherche publique.

### **La recherche dans la tourmente des contre-réformes**

*Comment les contre-réformes actuelles affectent-elles l'activité de recherche ?*

**M. B. :** Il y a différents effets, notamment selon les disciplines, mais il y a aussi des logiques d'ensemble. La recherche est une activité très différente selon les domaines. J'ai déjà parlé un peu de la division du travail, qui implique plus de travail collectif mais aussi parfois plus de hiérarchie dans ce qu'on appelle les « disciplines scientifiques ». Il peut aussi y avoir de grands écarts entre les disciplines présentes dans l'enseignement secondaire ou même primaire, et qui sont donc liées à des concours de recrutement d'enseignants pour ces écoles publiques. On l'a vu dans ce mouvement où le recrutement des enseignants était en jeu.

Les raisonnements idéologiques qui sous-tendent les contre-réformes tentent de trouver une certaine prise sur ces différences. Cela débouche sur une remise en cause de l'utilité de certaines de nos activités, en fonction notamment des disciplines et des types de recherche. Dans l'esprit des contre-réformes du moment, l'histoire de l'art ou la philosophie, par exemple, seraient réduites à un supplément d'âme à transmettre à quelques étudiants privilégiés. L'idée générale est de ne pas maintenir en masse des enseignants-chercheurs avec un statut et un salaire décents, dans les « lettres » et les « humanités ». Un des leviers pour peser sur nous est la pression du marché du travail lui-même. Comme si l'université était responsable de la situation de l'emploi, on assiste à une contestation de la légitimité de toute activité n'étant pas immédiatement destinée à former des travailleurs ou à produire des connaissances monnayables. Du coup, la pression porte aussi sur la recherche fondamentale en général.

*Que peut-on dire pour la défense de ce type de recherche ?*

**M. B. :** D'abord, qu'elle n'est pas réellement dissociable de la recherche dite « appliquée ». Quand on se penche sur le fonctionnement réel de la recherche, on constate à quel point les transformations en cours sont idéologiques, guidées par la volonté d'économies immédiates plus que par une réelle politique de recherche publique. Une recherche dont le but est d'étendre la connaissance d'un certain objet ou domaine ne peut prévoir à l'avance ce qu'elle va trouver ; même si on cherche toujours quelque chose au départ, il y a une part importante d'imprévu. C'est même ce qui justifie de faire cette recherche ! C'est sur la base des vastes connaissances ainsi produites que l'on peut greffer tout un tas de projets d'application. On retrouve quand même les différences de disciplines : en sciences sociales, par exemple, l'application n'existe pas forcément. En même temps, du point de vue des stratégies de pouvoir, étatiques ou économiques, on peut assurément trouver

son compte dans les sciences sociales qui peuvent être – et sont souvent – mises au service de l’encadrement des salariés, des consommateurs, ou encore des populations d’un quartier. Je ne sais pas si le lien avec la recherche est le même que pour la production d’une molécule ou le développement d’une machine. Quoi qu’il en soit, on peut lier recherche et pratique sans devoir déboucher sur des biens marchands, et c’est clairement l’esprit de nos mobilisations récentes.

Dans certaines disciplines, le mot application n’a pas forcément de sens, ce qui ne signifie pas que le mot utilité n’en ait pas (certes, ce ne sera pas le sens que lui donnent ceux qui privatisent l’université et la recherche). Je pense que l’on peut s’approprier la notion d’utilité pour dire que les sciences sociales, les lettres, etc., peuvent être tout aussi socialement utiles que les autres disciplines, qu’elles sont un instrument d’émancipation individuelle et collective. Ce sont des disciplines qui se donnent des critères de fonctionnement, qui permettent de mettre en place une pratique scientifique collective. Nier l’utilité de l’histoire est sans doute l’une des pires formes d’obscurantisme. Et si le grand public peut être plus perplexe face à la notion de recherches littéraires, elles sont en fait très intégrées au domaine des sciences humaines en général, où elles jouent un rôle important (théories du texte et sciences sociales sont assez indissociables, par exemple). En outre, dans la crise actuelle, on constate que la façon dont nos sociétés décident de l’utilité d’une activité ne fonctionne pas forcément très bien, c’est un peu le sens d’un des slogans diffusés par une université d’Île-de-France, « Plus de chercheurs, moins de traders ! ».

*En plus de l’accusation d’inutilité, n’y a-t-il pas aussi une volonté de reprise en main politique ?*

**M. B. :** Si. Et c’est d’ailleurs très dangereux dans toutes les disciplines, parce qu’une recherche qui se donne des objectifs pour la connaissance a plus de chances de servir les besoins de toute la société, que celle qui naît de l’initiative des puissances politiques et économiques. Par exemple, celles-ci n’ont pas pour objectif de rendre le fruit de la recherche accessible à tous. On le voit avec l’usage des brevets et de toutes sortes de clauses de confidentialité dans les contrats de financement dès que de l’argent privé est en jeu (et les entreprises publiques imitent de plus en plus ce modèle quand elles financent de la recherche). La recherche fondamentale, financée sur ressources publiques nécessaires et libre de ses orientations, peut être un domaine où des projets et des principes sociaux et politiques se développent, à condition que ce soit l’autonomie du débat public, pas celle de l’entreprise privée, qui s’impose. L’autonomie d’une recherche réellement publique est menacée malgré la novlangue qui dit le contraire. Restreindre la diversité de cette recherche est une régression politique pour toute la société. L’affaire Geisser est peut-être l’exemple le plus récent de la reprise en main politique à l’œuvre. Qu’un fonctionnaire de Défense soit chargé, auprès du CNRS, d’évaluer la « dangerosité » du travail universitaire de cet enseignant-chercheur et que cela puisse l’exposer à une sanction disciplinaire, c’est sans doute un cas extrême

mais dans la continuité de ce qui peut se mettre en place partout. C'est dans cette logique qu'on nous impose de nouveaux modes d'évaluation.

*De quoi s'agit-il ?*

**M. B. :** La transformation ou la création de processus d'évaluation est un outil très utilisé ces dernières décennies pour dévaloriser et intensifier le travail. Les formes d'évaluation existantes pour nous impliquaient des procédures nationales, anonymes, collectives (laboratoires), menées par des instances désignées par et parmi les collègues compétents et légitimes dans les recherches qu'ils évaluaient. Quels qu'en soient les résultats, il n'était pas question de forcer quelqu'un à enseigner plus sur la base d'une mauvaise évaluation, parce qu'on considérait qu'on avait besoin d'enseignants-chercheurs, maintenant un lien vital entre les deux activités. Aujourd'hui, la création d'agences d'évaluation dont la composition et les critères n'ont rien de scientifique accompagne le démantèlement du CNRS et l'affaiblissement du Conseil national des universités. Un des exemples marquants des nouveaux critères est la tentative d'imposer des classements hiérarchisés des revues où l'on publie notre travail, ce que beaucoup de collègues refusent. Ces classements sont censés faciliter une évaluation de la quantité de travaux publiés par les chercheurs. On est donc incité à faire jouer les réseaux de cooptation, les hiérarchies, pour multiplier les publications, plutôt que de se consacrer pleinement à la recherche. On est loin de toute « concurrence vertueuse ».

Plus généralement, on sent bien que les critères appliqués sont aussi des critères de gestion comptable dans un contexte de réduction des budgets. On rejoint là les usages actuels de l'évaluation dans tous les secteurs du monde du travail : réduire la reconnaissance du travail, nier sa réalité. Il est difficile d'intensifier le travail intellectuel ou de service comme on accélère une chaîne de montage. L'évaluation joue donc un rôle peut-être plus central encore pour étendre le fameux « travailler plus pour gagner moins » aux enseignants et aux chercheurs. C'est vrai aussi pour les personnels administratifs et techniques. Ils ont dénoncé le fait d'être rendus « invisibles » dans nos établissements, alors que s'ils arrêtent de travailler, tout est au point mort. Là encore, l'arme employée contre eux tient à l'évaluation – l'entretien individuel par le supérieur hiérarchique – instrument de dévalorisation du travail par excellence.

*Le mouvement a-t-il permis d'esquisser des alternatives à ces évolutions profondes ?*

**M. B. :** Il nous a d'abord donné l'occasion de mieux nous connaître au-delà de toutes les différences dont j'ai parlé. Parfois pour mesurer des fossés, mais aussi pour les réduire et agir ensemble. Il nous a permis de réaffirmer ce lien entre enseignement et recherche, qui est menacé. Dans l'ensemble, si le mouvement a révélé une grande colère face aux conditions de travail et aux pratiques qu'on nous impose, il n'a pas forcément déclenché de réflexion profonde pour développer d'autres pratiques de recherche et d'enseignement, sauf peut-être sur un mode demeuré individuel, comme si l'on res-

tait dans une logique un peu refermée sur elle-même. De plus, la grève a reposé assez logiquement sur la grève de l'enseignement, plus efficace, même si elle s'accompagnait parfois, de fait, d'une grève au moins partielle de la recherche, inévitable pour se mobiliser. Mais si certains ont tenté des « cours alternatifs », je n'ai pas eu connaissance de mise en pratique de « recherches alternatives ».

Il y aurait pourtant beaucoup à dire et à faire pour développer et généraliser des pratiques de travail plus collectives, plus solidaires et égalitaires. Il n'est pas vrai que les disciplines « littéraires » et « humaines » ne le permettent pas. En tant que jeune chercheur issu d'un milieu où le travail universitaire n'est pas bien connu, il me semble que le travail collectif réel, durable et équilibré est trop rare ou trop peu lisible, ce qui renforce les effets de sélection sociale à l'entrée de ces carrières où la « formation initiale » est de très longue durée. Je crois que les principaux obstacles à ces innovations sont en partie extérieurs au monde de la recherche et de l'enseignement, et qu'ils impliquent qu'on se tourne toujours plus vers l'extérieur. Sur ce point le mouvement n'aura pas été inutile. Il a permis de se poser concrètement la question des liens avec l'extérieur, dans la mobilisation et dans notre activité quotidienne. C'est un thème que le gouvernement s'approprie beaucoup, mais dans un esprit de professionnalisation et de mainmise politique et marchande. Pour lui, la société civile, c'est le patronat. Pour nous, l'enjeu est de créer des liens de solidarité contre les politiques actuelles, parce que seule une victoire significative sur ce terrain-là nous permettrait de mettre en place une autre université, une autre recherche, vraiment liées à la société et vraiment autonomes à la fois. Les initiatives de solidarité et d'extension vers les autres secteurs de l'enseignement ou encore les hôpitaux, n'ont pas été aussi réussies qu'on pouvait l'espérer, mais elles nous ont beaucoup appris. La découverte des similitudes entre la loi sur les hôpitaux dans la santé et la loi LRU à l'université ou le démantèlement du CNRS a eu un effet très fort sur les collègues des différents secteurs.

*Que peut-on construire sur ces bases ?*

**M. B. :** Cette prise de conscience n'a pas suffi à obtenir une grande mobilisation victorieuse, et elle ne la remplace pas. Mais elle aura son utilité si on sait en tirer les conséquences. Pour déployer pleinement toutes les alternatives nécessaires, il faudra un changement de logique à l'échelle de la société. Dans l'état actuel de la société, le marché du travail fait pression sur les diplômés et réduit la possibilité d'une université émancipée des impératifs « professionnels ». Le démantèlement du service public ne pourra pas être enrayé si tous ceux qui sont concernés continuent de se battre secteur par secteur. On prend chaque jour un peu plus conscience du fait que cette dynamique n'épargne ni les étudiants ni les personnels de notre secteur. Si nous ne prenons pas une vraie place dans les mobilisations de toute la société, on pourra dire adieu à tous les beaux projets pour une autre université.

Entretien réalisé par Thierry Labica



## INTERVENTIONS

### La révolution de la honte

*Bruno Bosteels*

LE 2 OCTOBRE 1968, une violente répression mit fin à cent vingt-trois jours d'activisme étudiant et populaire qui tout au long de l'été avait traversé les rues de la capitale du Mexique. L'armée envahit le quartier résidentiel de Tlatelolco autour de la place des Trois Cultures (dont le nom est dû à la superposition, comme sur un palimpseste, des ruines précolombiennes, de l'église coloniale et des grands immeubles supposés représenter la modernité du Mexique aux yeux du monde), des soldats occupèrent la place et, prenant rapidement des positions de combat, commencèrent à ouvrir le feu sur la foule et sur les bâtiments dans ce qui serait plus tard justifié comme une réponse légitime et nécessaire aux « francs-tireurs » qui auraient été installés (ou infiltrés comme « agents provocateurs ») sur les toits et parmi les dirigeants au balcon. A la nuit tombée, près de deux cents cinquante étudiants, sympathisants et habitants du quartier, y compris des enfants, auraient été tués. Dix jours plus tard, grâce à une trêve accordée par le Comité national de grève, toujours actif – ne fût-ce que de façon clandestine –, le président Gustavo Díaz Ordaz inaugura les Jeux Olympiques, à quelques pas à peine de l'université et des écoles préparatoires où, au mois de juin, tout avait commencé.

« El 2 de octubre » ou « Tlatelolco, » comme on dit le plus souvent pour se référer au massacre, a aussi affecté rétroactivement toute interprétation des événements menant à la répression brutale. A cause des morts et des nombreuses arrestations qui ont suivi, l'histoire des retombées de 1968 au Mexique et en France n'est pas comparable. Tandis que mai 1968 à Paris a produit presque immédiatement toute une série d'interprétations – aujourd'hui canoniques et dûment rééditées pour chaque anniversaire, avec une nouvelle préface de l'auteur – présentant des lectures venant de disciplines établies aussi bien que d'autres entièrement nouvelles, au Mexique il semble que l'expérience de 1968 devait forcément passer par des modes d'expression beaucoup plus expérimentaux, parmi eux des douzaines de poèmes, des romans, des témoignages individuels ou collectifs, ainsi que des mémoires. Ce n'est qu'assez récemment, avec la parution de documents inédits, que les « faits » ont commencé à dissiper un tant soit peu les rumeurs et les théories du complot qui pendant des dizaines d'années continuaient à entourer l'année pivot de 1968 au Mexique. Je dirais même qu'en dépit des attaques de Nicolas Sarkozy contre mai 1968 en France, attaques qui ont de quoi flatter les nostalgiques en même temps qu'ils réjouissent les renégats, c'est au Mexique que le legs de 1968 est encore tout à fait ouvert.

Si nous mettons de côté, pour un instant, les faits historiques et sociologiques, comment les événements de cette année ont-ils été vécus au niveau subjectif, disons, en pensant la politique en intériorité ? Et dans quelle me-

sure le désarroi de la gauche dans une bonne partie du monde est-il, en quelque sorte, préinscrit dans la façon dont des événements tels que le 2 octobre ont été subjectivés il y a quarante ans ?

### Paz avec Marx

Peu de textes, en vérité, nous permettent de comprendre cette expérience presque psychanalytique mieux que le poème qu'Octavio Paz a composé le lendemain du massacre de Tlatelolco, et qui porte le titre *Intermittences de l'Ouest* (3). A l'époque, Paz était ambassadeur du Mexique en Inde et c'est de cette espèce d'exil volontaire et professionnel qu'il réfléchit sur le mythe révolutionnaire dans une série de quatre poèmes, comme autant d'« intermittences » ou d'« interventions » de l'Occident dans l'Orient. Ainsi deux poèmes sont-ils consacrés aux révolutions russe et mexicaine, et les deux autres aux révoltes de 1968 au Mexique et en France. Le troisième poème s'inspire, en fait, d'une des lettres de Karl Marx à son ami Arnold Ruge écrites cinq ans avant les insurrections de 1848. A cette époque, le coauteur du futur *Manifeste communiste* vit également en exil, mais, même en Hollande, il ressent une honte collective devant l'état déplorable dans lequel se trouve l'Allemagne :

« La défroque d'apparat du libéralisme a été dépouillée et le despotisme le plus répugnant s'étale dans toute sa nudité aux yeux du monde entier [...]. Vous me regardez en souriant et vous me demandez : à quoi cela nous avance-t-il ? On ne fait pas de révolution avec la honte. Je réponds : la honte est déjà une révolution [...]. La honte est une sorte de colère : celle par quoi on s'en prend à soi-même. Et si toute une nation avait vraiment honte, elle serait le lion qui se ramasse pour se préparer à bondir. »

L'histoire, sans doute, se répète. Mais après la tragédie, ce n'est pas le tour de la comédie ni de la farce, mais bien plutôt celui de la mélancolie. Ce qui, dans les lettres de Marx, est encore un pari subjectif pour révolutionnariser la honte, contre le scepticisme tenace de philosophes comme Ruge, devient chez Paz un acte ambigu d'introspection concernant la honte inhérente à l'idée même de vouloir faire la révolution.

Paz envoya son poème au supplément *La cultura en México*, du magazine *Siempre !* où il ne fut publié qu'après la cérémonie de clôture des Jeux Olympiques. Dans le même temps, il envoya sa lettre de démission en tant qu'ambassadeur au président Díaz Ordaz.

Voici le poème, d'abord en espagnol, puis en traduction française :

INTERMITENCIAS DEL OESTE (3)  
(MÉXICO: OLIMPIADA DE 1968)  
A DORE Y ADJA YUNKERS

LA LIMPIDEZ  
(quizá valga la pena  
escribirlo sobre la limpieza  
de esta hoja)

INTERMITENCE DE L'OUEST (3)  
(MEXICO: OLYMPIADE DE 1968)  
A DORE ET ADJA YUNKERS

LA LIMPIDITÉ  
(peut-être vaut-il la peine  
de l'écrire sur la pureté  
de cette page)

no es límpida:  
 es una rabia  
 (amarilla y negra  
 acumulación de bilis en español)  
 extendida sobre la página.  
 ¿Por qué?

*La vergüenza es ira  
 vuelta contra uno mismo:*  
*si*  
*una nación entera se avergüenza  
 es león que se agazapa  
 para saltar.*

(Los empleados  
 municipales lavan la sangre  
 en la Plaza de los Sacrificios.)  
 Mira ahora,  
 manchada  
 antes de haber dicho algo  
 que valga la pena,  
 la limpidez.

n'est pas limpide :  
 C'est une rage  
 (jaune et noire  
 accumulation de bile en espagnol)  
 étendue sur toute la page.  
 Pourquoi ?

*La honte est une colère  
 retournée contre soi-même :*  
*si*

*une nation entière a honte  
 c'est un lion qui se ramasse  
 pour bondir.*

(Les employés  
 municipaux lavent le sang  
 sur la Place des Sacrifices.)  
 Vois maintenant,  
 tachée  
 avant d'avoir dit quelque chose  
 qui en vaille la peine,  
 la limpidité.

Plusieurs tendances sont en lutte dans ce poème, structuré comme il l'est autour du parallélisme entre le sang sur la place publique et l'encre sur la page blanche. Entre ces deux substances, nous trouvons la bile, à la fois jaune et noire. Avec la rage ou la colère, la honte constitue le terme circulant du texte, celui qui, subjectivement, articule politique et poésie. A la différence du sang et de l'encre, cependant, la bile n'a pas d'endroit où se déverser. Cette absence ou ce blocage marque le moment du lion qui se ramasse pour bondir. C'est le moment où la honte devient rage ou, plutôt, le moment où la rage se retourne sur soi-même, contre soi-même, pour devenir de la honte. Toute la question, alors, est de savoir si ce retournement sur soi-même produit un ressort suffisamment fort pour donner lieu, après tout, à un saut, voire à un assaut. Ce saut serait justement un saut dans le vide, puisqu'il n'aura jamais de lieu stable à sa disposition, pas d'ancrage sur la place publique, pas plus que sur la page en blanc du poète.

Or, le poème semble également insinuer une étrange et inquiétante congruence entre l'histoire officielle qui veut à tout prix effacer les traces de la violence, même si pour l'essentiel la pluie s'en était déjà occupée pendant la nuit du 2 au 3 octobre, et la procédure poétique que Paz, dans un autre poème – Lettre à León Felipe – de l'année précédente, sur la mort d'Ernesto « Che » Guevara, appelle « inédire » ou « désécrire » ce qui est écrit. Ici, comme dans presque toute son œuvre, Paz suit une procédure essentiellement mallarméenne de soustraction, de rature ou d'évanouissement. Ecrire veut dire soustraire un mot à un autre ; se précipiter sans cesse vers l'instant fugitif quand le déjà-écrit s'évanouit et que la présence laisse place à l'absence ou au manque. De ce genre d'abolition, il

## INTERVENTIONS

résulte que le réel n'arrive jamais pleinement à se représenter ; il est plutôt, ce qui fait irruption dans les interstices du représentable. C'est ici que l'opération poétique semble étrangement congruente avec un processus politique. La disparition de Che Guevara, par exemple, pourrait bien marquer le site d'un possible événement politique ; mais si cette possibilité apparaît dans un poème, c'est que son processus lui aussi donne lieu à un terme évanouissant, pareil à l'inachèvement, *el inacabamiento*, propre à la poésie selon l'interprétation de Paz. La politique aussi interviendrait dans le social selon un principe de déliaison, comparable à l'écriture poétique quand la dernière défait les liens entre les mots pour s'établir dans l'espace même du déchirement.

La facilité avec laquelle ces textes affirment leurs propres principes métapoétiques devrait nous mettre en garde contre le fait que nous nous trouvons devant une approche purement structurale. Une telle perspective peut bel et bien exposer le manque constitutif à n'importe quel système de représentation, mais sans pour autant excéder ni outre-passer la pure reconnaissance de ce manque. Autrement dit, le processus peut très bien révéler le site d'un événement possible, mais ce site n'est jamais soutenu par aucune fidélité postérieure. Le vide est ici le chemin vers la reconnaissance de ce que nous sommes toujours déjà, en indiquant ce qui dès l'origine nous fait défaut, mais sans que personne n'ose se lancer dans un saut vers l'affirmation de ce que nous serons devenus.

Dans le poème d'Octavio Paz, apparaît une complicité formelle, voire plus que formelle, entre la limpidité et la pureté. Aussi la honte qui est ici conjurée peut-elle se lire de plusieurs façons. La façon la plus évidente lie la honte au sort de l'ambassadeur, si ce n'est au peuple mexicain entier, devant l'intervention despotique de leur gouvernement. Une autre lecture rattacherait la honte à la tâche du poète, incapable de dire quelque chose qui vaille la peine, *algo que valga la pena*, où *pena* en espagnol mexicain peut aussi signifier honte. Ce sont les mots qui provoquent chez le poète la sensation d'être de trop, comme si, tout d'un coup, il se sentait inepte. Finalement, même dans ce poème, souvent cité comme le dernier moment de gloire du poète dans son engagement à gauche, nous pouvons lire que c'est le mouvement étudiant lui-même qui n'a rien dit qui en valut la peine.

La même ambiguïté réapparaît dans le court poème consacré à 1968 en France (écrit en français par Octavio Paz) :

INTERMITENCE DE L'OUEST (4)  
(PARIS : LES AVEUGLES LUCIDES)

*Dans l'une des banlieues de l'absolu,  
les mots ayant perdu leur ombre,  
ils faisaient commerce de reflets  
jusqu'à perte de vue.*

*Ils se sont noyés  
dans une interjection.*



## INTERVENTIONS

*La faute qui s'ignore comme faute,  
l'innocence,  
fut le délit majeur.*

Il ne reste alors qu'une seule voie : combiner la pensée critique dans la tradition libérale avec une version revitalisée de l'art moderne. « C'est vrai, la critique n'est pas ce dont nous rêvons », conclut Paz, « mais elle nous enseigne à distinguer les spectres de nos cauchemars des vraies visions. La critique c'est l'apprentissage de l'imagination au second degré, l'imagination guérie des fantaisies et déterminée à regarder les réalités du monde en face. »

Par contre, nous pouvons inférer que le mouvement étudiant et populaire, ou le radicalisme des années 1960 et 1970 en général, était l'apprentissage de l'imagination au premier degré : innocente, fantaisiste, et malade.

En 1970, l'année même où Paz publie ses conférences sur « L'autre Mexique », Jacques Lacan donnait une leçon somme toute assez similaire à ses étudiants dans son séminaire *L'envers de la psychanalyse*. Apparemment familier, lui aussi, de la correspondance de Marx avec Ruge, Lacan s'adresse aux soixante-huitards en leur lançant une provocation typique :

« Vous me direz : La honte, ça sert à quoi ? Si c'est ça l'envers de la psychanalyse, c'est très peu. A quoi je réponds : Vous avez assez. Si vous ne le savez pas encore, faites-vous une tranche, comme on dit. »

Finalement, il ajoute :

« Le point c'est de savoir pourquoi les étudiants se sentent de trop avec les autres. Il ne semble pas du tout qu'il y voient clair. Je voudrais qu'ils se rendent compte qu'un aspect essentiel du système c'est la production – la production de la honte. Ceci se traduit : c'est l'impudeur. »

Paz et Lacan semblent tous les deux suggérer que l'envers du projet subversif est le désir d'un nouveau absolu. Une analyse ou une critique vraiment lucide, par contre, serait capable d'aborder la honte sans peur de buter là contre un point de l'impossible, c'est-à-dire, sans peur de découvrir dans la honte un abri – peut-être le seul après celui de l'angoisse – pour que la vérité se cache. L'envers de la psychanalyse, ce serait donc le sentiment d'une incontournable honte.

### **La politique continue**

Il me semble, en outre, que ces lectures-là de 1968 nous laissent prévoir le chemin de l'itinéraire mélancolique de tant de courants radicaux de la pensée politique d'aujourd'hui. Le spectre fonctionne comme une sorte d'analyseur tout au long de ce parcours, révélant la présence sinistre d'un vide au milieu de l'ordre social. A propos de l'apparition du despotisme dans l'Allemagne soi-disant libérale, Marx avait écrit à Ruge :

« Cela aussi est une révélation, ne fût-ce que à l'envers. C'est une vérité qui, au moins, nous enseigne à reconnaître le vide de notre patriotisme et l'anormalité de notre système étatique, et qui nous fait cacher notre visage de honte. »

Pour Marx, bien sûr, l'analyse ne peut aucunement en rester à la reconnaissance du vide du lieu du pouvoir, tout comme il ne suffit pas de rougir ou de se couvrir le visage. Il est encore requis de révolutionnariser la honte elle-même, de sorte qu'on excède la place vide grâce à la transformation de la structure en tant que telle. Il faut sauter. Ou faire que ça saute. Mais si l'accent est mis sur le manque comme étant le point essentiel du système, alors la politique à venir et qui pourra toujours se vanter de sa radicalité consistera à continuer dans la honte sans se permettre l'impudeur de vouloir remplir la place vide du pouvoir avec un autre état des choses, c'est-à-dire sans céder jamais à la tentation dite métaphysique ou théologico-politique de faire en sorte que la justice s'incarne effectivement et prenne chair.

Telle est la réponse avec laquelle Ruge en fait anticipe beaucoup de critiques actuelles de Marx :

« Il est doux d'espérer et amer d'abandonner toutes les chimères. Le désespoir exige plus de courage que l'espoir. Mais c'est le courage de la raison, et nous sommes arrivés au point où nous ne pouvons plus nous faire des illusions. »

Aujourd'hui, il semble en effet que le seul courage de la raison, pour une grande partie de la gauche dans le monde entier, consisterait à persévérer héroïquement dans le désespoir – ou dans l'euphorie, qui n'est peut-être que l'autre face du même processus mélancolique. Comme le dit Slavoj Žižek : « L'enthousiasme et la résignation, alors, ne sont pas deux moments opposés : c'est la « résignation » elle-même, c'est-à-dire, l'expérience d'une certaine impossibilité, qui incite à l'enthousiasme. » Le lion ne devrait jamais sauter, mais cela ne semble pas empêcher qu'il continue à faire du bruit, ou à rugir comme Ruge. Afin de garder nécessairement vide ou désœuvrée la place du pouvoir, s'appellera alors radical celui qui se réfugie dans le retrait du politique ou dans sa finitude essentielle. Tournée contre soi-même, la honte cache encore beaucoup de petits coins où l'on accumulera la réserve d'un radicalisme sans fin. Ce n'est plus alors la colère accumulée avant l'assaut ; c'est la honte comme la rage de la défaite, mise au service d'une nouvelle lucidité philosophique.

Citons une dernière fois *Nocturne de San Ildefonso* :

La rage  
devint philosophe,  
sa bave a recouvert la planète.

Jaune avant, la bile maintenant devient noire. Selon la théorie des quatre humeurs, elle ne produit plus de la colère mais de la mélancolie, c'est-à-dire, étymologiquement, de la bile noire.

Freud n'a-t-il pas décrit cette tendance du mélancolique à devenir philosophe en scindant sa conscience selon une instance critique capable de représenter en tant qu'objet cette autre part d'elle-même qui ressent la perte, qu'elle soit réelle ou imaginaire ? Ce processus décrit assez précisément la trajectoire de beaucoup d'ex-enthousiastes de 1968, qu'ils soient renégats

trotskystes ou radicaux oppositionnels. Après le constat de la défaite, il semble qu'il n'y faille qu'un petit pas pour proclamer l'inexistence originale de la cause perdue – ou pour affirmer que ce ne sont jamais que les causes perdues qui méritent notre service.

Giorgio Agamben, en écrivant lui aussi de l'exil sur les scandales de la corruption et les *pentiti* (repentis) dans l'Italie des années 1990, ressent le besoin de fustiger ou du moins de corriger un tant soit peu l'optimisme de Marx. « Marx avait encore quelque confiance dans la honte », rappelle-t-il : « A Ruge qui lui objectait qu'on ne fait pas les révolutions avec la honte, il répond que la honte est déjà une révolution, et la définit comme « une sorte de rage tournée contre soi ». Mais celle dont il parlait était la « honte nationale », qui concerne tous les peuples dans leurs rapports les uns aux autres, et les Allemands vis-à-vis des Français. Primo Levi nous a montré, au contraire, qu'il y a aujourd'hui une « honte à être des hommes », une honte dont chaque homme a été en quelque sorte souillé. » Si, après Auschwitz, la honte marque une condition humaine sans au-delà, et si, en plus, sont absents ceux qui auparavant auraient pu transformer la honte en une marche vers cet au-delà, faute d'une nation ou d'un peuple qui se déclare, alors il semble bien que la conclusion qui s'impose pour toute politique à venir serait un retrait, ou un exode, de l'idée même de révolutionnariser la honte.

Mais le poème de Paz ne traque pas seulement le chemin mélancolique de beaucoup d'ex-soixante-huitards maintenant à la retraite ; il annonce également la possibilité d'une autre réponse, résumée dans le titre d'une autre collection, publiée au Mexique, *La Ténacité de la politique*. « Faire appel à la ténacité de la politique, c'est se référer à la résistance aussi bien en théorie que dans la pratique politique face aux diverses manières de déclarer sa péremption ou sa fin », expliquent les éditeurs : « Car malgré le diagnostic ou le désir de son dépérissement, la politique reste, tenacement. » Si nous voulons éviter la complicité de la page blanche avec la fausse limpidité de l'histoire officielle, cela requerra non pas tellement une figure de soustraction mais bien plutôt une torsion. Au lieu d'inécrire l'écrit, il s'agirait d'écrire l'inécrit. Peut-être est-ce là ce que les étudiants et les sympathisants mexicains ont aussi compris lorsque, en l'un des moments de leur mouvement, le 13 septembre 1968, des milliers de gens marchaient dans les rues de la capitale jusqu'au Zócalo pendant la « manifestation silencieuse », leurs bouches fermées avec de l'adhésif pour montrer le degré de leur colère contrôlée. « Cette manifestation du silence sert de réponse à l'injustice », déclara finalement un des rares orateurs : « Nous avons commencé la tâche de construire un Mexique juste, parce que la liberté, c'est ce que nous gagnons tous les jours. Cette page-ci est limpide et claire. »

Même l'utopie ne peut ignorer la vérité entrevue avec une particulière lucidité par le courant mélancolique de la philosophie politique, à savoir que le saut du lion a lieu dans le vide. Un sujet politique n'a pas d'endroit ou de fondement où s'ancrer : aucune identité stable et aucun lien social. Au contraire, le lion se ramasse pour bondir justement là où l'angoisse, voire la honte, révèlent une déliaison de la société d'avec elle-même. Mais

le sujet surmonte la mélancolie là où il tourne la honte en un accès de colère pour qu'autre chose puisse avoir lieu. Le désordre, ou le dérèglement dans l'ordre qui est en place, produit le *coraje*, dans le double sens du mot mexicain : courage mais également colère, rage mais également ténacité. « L'angoisse est manque de place, le courage assume le réel par où la place se divise en deux », écrit Alain Badiou : « Le courage accomplit positivement le désordre du symbolique, la rupture de la communication, tandis que l'angoisse en appelle à la mort. » En le vide de l'ordre symbolique, la honte court toujours le risque de tomber dans l'autre extrême, qui consoliderait la nécessité éternelle de la structure même de ce manque comme étant une partie intégrale de la condition humaine. La ténacité, par contre, consiste à parier sur le réel d'un ordre différent.

Cela exige aussi d'écrire l'histoire non pas du côté de l'Etat, mais du principe d'égalité qui résiste au pouvoir excessif de l'Etat. C'est toute la différence entre ceux qui fatalement privilégient le massacre de Tlatelolco et ceux pour qui la vitalité du mouvement, pendant les trois mois qui précédèrent le 2 octobre, était capable de traverser de façon contagieuse tout le reste du Mexique.

Références :

Octavio Paz, *Intermitencias del Oeste*, in *Obra poética*, 1935-1988, Seix Barral, 1990.

« Lettre de Marx à Arnold Ruge », mars 1843, in Marx, Engels, *Correspondance*, tome I (nov 1835-déc 1848), trad. dirigée par G. Badia et J. Mortier, Paris, Editions sociales, 1977, p. 286-287.

Octavio Paz, *Le Labyrinthe de la solitude*, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, collection de la Pléiade, 2008.



# Figures de la défaite

## Sur les conséquences théoriques des défaites politiques

Razmig Keucheyan

UNE THÉORIE peut s'avérer fausse, mais elle peut aussi être « défaite ». Dans le premier cas, son évaluation révèle le caractère erroné de son contenu. La logique qui préside à cette évaluation est du ressort de l'histoire et de la philosophie des sciences, l'administration de la preuve elle-même relevant, quant à elle, de chaque science particulière. Dans le second cas, rien n'est dit de la correspondance de la théorie avec la réalité, ou de sa cohérence interne. Son destin y est indépendant de sa valeur explicative ou prédictive ; il se décide, pour l'essentiel, dans le champ politique. Qu'une théorie soit défaite ne signifie pas qu'elle disparaît de la « carte cognitive » des époques suivantes. Elle s'y maintient le plus souvent moyennant des altérations plus ou moins substantielles qui concerneront aussi bien la situation des producteurs de la théorie – les théoriciens – que son contenu, c'est-à-dire les idées qu'elle véhicule.

La trajectoire des théories qui ont subi une défaite, ou dont l'état actuel est le produit de la défaite, présente un grand intérêt du point de vue de l'histoire des idées. Elle fait clairement apparaître la double détermination qui pèse sur tout ensemble doctrinal : d'une part, une détermination interne, dont la capture épistémologique s'opère classiquement par l'entremise de concepts tels que la « vérité » ou la « justification » ; d'autre part, une détermination externe, qui rend les théories tributaires de leurs conditions sociopolitiques d'élaboration et de circulation. Ces deux déterminations sont en principe indépendantes l'une de l'autre<sup>1</sup>, comme en témoigne le retour en grâce de certaines doctrines, autrement dit le passage de déterminations externes négatives à des déterminations externes plus favorables.

Cet article présente quelques hypothèses sur le rapport entre les défaites et les théories en s'appuyant sur trois cas. Le premier a trait à l'Argentine du XX<sup>e</sup> siècle, et notamment au rapport qui s'y établit entre les champs intellectuel et politique. Le deuxième, à l'histoire du marxisme, et plus particulièrement du marxisme « occidental », c'est-à-dire de la période qui va de 1918 à 1968. Le troisième, à la piraterie des Caraïbes des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, dans son rapport avec la Révolution anglaise. Rien ne réunit à première vue ces trois cas. L'espace-temps dans lequel survient chacun d'eux est singulier, et résulte de processus historiques spécifiques. Leur confrontation permet cependant de mettre au jour certains aspects du rapport qu'entretiennent les défaites et les théories.

<sup>1</sup> La récusation de cette indépendance est une caractéristique des épistémologies dites « constructivistes ». Voir par exemple Bruno Latour, *Pasteur, guerre et paix des microbes*, Paris, La Découverte, 2001.

### L'université des catacombes

L'histoire contemporaine de l'Argentine est celle d'une longue dictature entrecoupée de brèves éclair-

cies démocratiques. En 1930, le général José Félix Uriburu amorce le mouvement en destituant le gouvernement légitime du président radical Hipólito Yrigoyen. En 1955, la révolution dite « libératrice » met un terme brutal au deuxième mandat de Juan Domingo Perón, avec l'appui de fractions significatives de la gauche qui considèrent à l'époque le péronisme comme une variété latino-américaine de facisme. En 1966, la *Revolución argentina* du général Juan Carlos Onganía instaure un régime dictatorial d'obédience catholique intégriste, qui se prolongera jusqu'en 1973. En 1976, enfin, après le retour et le décès de Perón, se produit le coup d'Etat qui donnera lieu à l'une des plus sanglantes dictatures du XX<sup>e</sup> siècle (30 000 « disparus »), connue sous l'appellation pudique de « Processus de réorganisation nationale » – ou plus simplement *Proceso* – et qui s'achèvera en 1983.

Ces dictatures, dont les mécanismes d'apparition et de fonctionnement ne sont pas identiques selon les époques, se caractérisent par leur dimension fortement anti-intellectuelle. Les dictatures sont rarement favorables aux intellectuels. Leur répression a toujours absorbé une part considérable des énergies des militaires argentins. Le premier péronisme lui-même, parvenu au pouvoir de façon constitutionnelle en 1946, fut profondément anti-intellectuel. « ¡Alpargatas sí, libros no ! », disait un fameux slogan de l'époque. Les *alpargatas* étant les sandales typiques de l'ouvrier péroniste, ce mot d'ordre opposait les livres et les catégories de la population qui en font usage. C'est au cours des années 1960 et 1970 qu'une classe d'intellectuels péronistes révolutionnaires apparaît, intégrée à des organisations politico-militaires – les Montoneros notamment – et qu'une jonction s'opère avec certains secteurs du prolétariat et de la paysannerie.

Le caractère anti-intellectuel des dictatures argentines a donné lieu à un phénomène connu sous le nom d'*université des catacombes*<sup>2</sup>. Une fois une nouvelle dictature installée, l'université réprimée, l'édition censurée, et fermées les librairies progressistes, le champ politique et intellectuel de gauche se disperse, pour se reformer progressivement à la lisière de l'espace public. S'organisent alors, dans les « catacombes » des grandes villes, des ateliers de lecture clandestins, des revues passant de main en main, des cours discrets de théorie politique et des imprimeries souterraines. Les jeunes générations sollicitent l'appui d'intellectuels et de militants plus expérimentés, formés à l'exercice sous la dictature précédente, pour animer ces activités. L'historien Horacio Tarcus, étudiant dans les années 1970, raconte ainsi avoir demandé à la critique littéraire Beatriz Sarlo – intellectuelle déjà reconnue à l'époque – de diriger un séminaire d'esthétique clandestin<sup>3</sup>. Ces séminaires n'ont pas nécessairement trait à la politique proprement dite. Dans ce contexte, la lecture d'un poème ou l'exécution d'une sonate revêt un caractère de résistance à l'oppression.

Avec l'éclaircie démocratique suivante, une fois la dictature renversée ou décrédibilisée, l'université des catacombes cesse d'exister comme telle. Le champ intellectuel

<sup>2/</sup> Voir Oscar Teran, *Nuestros años sesenta. La formación de la nueva izquierda argentina, 1956-1966*, Buenos Aires, El Cielo por Asalto, 1993.

<sup>3/</sup> Voir Javier Trimboli (éd.), *La izquierda en la Argentina*, Buenos Aires, Manantial, 1998, p. 255.

de gauche réinvestit l'espace public, et ses protagonistes reprennent possession des fonctions qu'ils occupaient antérieurement dans l'université, l'édition, les revues, voire les ministères. L'atmosphère politique redevient pour un temps respirable et l'activité intellectuelle renoue avec la publicité. Il semble que, même au cours de la dictature des années 1976-1983, qui fut pourtant qualitativement différente des précédentes par la brutalité et l'ampleur de la répression qu'elle déclencha, une vie intellectuelle souterraine ait pu subsister. Les « exilés de l'intérieur » sont parvenus, dans une certaine mesure, à développer des formes de « résistance moléculaire » au régime militaire <sup>4</sup>.

L'université des catacombes est un produit de la défaite. C'est l'éternel retour des dictatures qui conduit le versant gauche du champ intellectuel, ainsi que les partis et syndicats (lorsqu'ils ne négocient pas en sous-main avec la dictature), à devoir régulièrement désertier leurs positions dans l'espace public. Ces allers-retours de part et d'autre de la frontière de cet espace ont influé sur les sociabilités politico-intellectuelles propres à la gauche argentine. Les séjours prolongés dans les catacombes ont d'abord contribué à la fragmentation des collectifs qui en relèvent. Les servitudes de la clandestinité ont rendu nombre d'entre eux « rigides » sur le plan organisationnel, le manque de discipline et de solidarité coûtant cher dans ces circonstances. Le pendant doctrinal de cette rigidité est le dogmatisme. Il résulte à la fois de la nécessité de mettre à l'abri un héritage théorique dans l'attente de temps meilleurs, et de l'impossibilité – conséquence directe de la clandestinité – d'y insuffler des éléments nouveaux issus des évolutions sociales.

La récurrence des dictatures dans l'histoire argentine du XX<sup>e</sup> siècle a par ailleurs suscité la militarisation d'une fraction de son champ intellectuel. Les penseurs argentins, à l'instar de nombre de leurs homologues latino-américains, ont traversé le siècle « entre la plume et le fusil », selon le titre d'un ouvrage de Claudia Gilman <sup>5</sup>. L'abandon du travail intellectuel au bénéfice de l'activité politico-militaire, la forme la plus tragique d'« hétéronomie » – pour parler comme Pierre Bourdieu – fut le choix effectué par nombre d'entre eux <sup>6</sup>. Les tentatives répétées visant à parvenir à une jonction entre le marxisme et le nationalisme, en particulier le péronisme, sont également à mettre en rapport avec les défaites subies par la gauche. Ces tentatives traduisent la recherche de solutions face à l'omniprésence politique de l'armée, et au soutien qu'elle reçoit d'une fraction non négligeable de la population – notamment des classes moyennes – au moment des coups d'Etat. Le rapprochement entre marxisme et nationalisme s'opère à partir des années 1960 dans le cadre du « péronisme révolutionnaire », selon lequel Perón réaliserait une partie des tâches historiques de la gauche (journée de huit heures, droit de vote des femmes,

4/ Pour une évocation littéraire de cette « résistance moléculaire », voir Andrés Neuman, *Una vez Argentina*, Barcelone, Anagrama, 2003.

5/ Claudia Gilman, *Entre la pluma y el fusil. Debates y dilemas del escritor revolucionario en América Latina*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2003.

6/ Le cas le plus connu est celui de Rodolfo Walsh, l'un des écrivains les plus intéressants de sa génération. Voir Michael McCaughan, Eduardo Galeano (préf.), *True Crime. Rodolfo Walsh and the Role of the Intellectual in Latin American Politics*, Londres, Latin America Bureau, 2002.

congés payés), et qui recourt à des catégories marxistes tout en s'inscrivant pleinement dans le mouvement péroniste <sup>7</sup>.

### Le marxisme occidental

Dans *Sur le marxisme occidental*, Perry Anderson a montré comment l'échec de la révolution allemande de la période 1918-1924 a produit une importante rupture au sein de l'histoire du marxisme <sup>8</sup>. Les marxistes de la génération classique, d'Engels à Lénine et Rosa Luxemburg, en passant par Kautsky et Plekhanov, manifestaient deux caractéristiques principales. D'abord, ils étaient historiens, économistes, sociologues, ils s'occupaient de sciences positives, et c'est de celles-ci que relevaient leurs publications, qui étaient, pour une part significative, des écrits de circonstance. Ensuite, les marxistes de la période classique étaient des dirigeants de partis, c'est-à-dire des stratèges confrontés à des problèmes politiques réels. Carl Schmitt affirme ainsi, dans sa *Théorie du partisan*, que l'événement le plus important de l'ère moderne fut la lecture de Clausewitz par Lénine <sup>9</sup>. L'affirmation est sans doute exagérée. Il est certain cependant qu'elle s'applique non seulement à Lénine, mais à l'ensemble des marxistes de la génération classique.

Parce qu'ils étaient des dirigeants politiques, les marxistes classiques avaient besoin de savoirs positifs – « l'analyse concrète de situations concrètes » évoquée par Lénine – pour prendre des décisions. À l'inverse, leur rôle de stratèges a constamment nourri leurs réflexions de connaissances empiriques de première main. On constate donc, dans la génération classique du marxisme, un rapport particulier entre la production de certains types de savoirs et l'engagement des intellectuels/dirigeants qui les élaborent au sein des organisations ouvrières.

Le « marxisme occidental » désigne la période de l'histoire de ce courant qui succède au marxisme classique. Comme son nom l'indique, il est développé pour l'essentiel par des auteurs d'Europe occidentale, le marxisme classique étant plutôt centre et est-européen. Au milieu des années 1920, les organisations ouvrières sont partout battues. L'échec de la révolution allemande marque un coup d'arrêt aux espoirs de renversement du capitalisme <sup>10</sup>. Le processus de reflux du

mouvement ouvrier qui commence alors voit se mettre en place un nouveau rapport entre intellectuels/dirigeants et organisations marxistes. Gramsci, Lukács et Korsch sont les premiers représentants de cette nouvelle configuration.

Avec Adorno, Sartre, Althusser, Della Volpe, Marcuse et quelques autres, les marxistes qui dominent le cycle 1918-1968 possèdent des caractéristiques contraires à ceux de la période précédente. D'abord, ils

<sup>7</sup>/ Sur le « péronisme révolutionnaire », voir l'œuvre de John William Cooke, et notamment sa correspondance avec Perón, *Correspondencia Perón-Cooke*, Buenos Aires, Papiro, 1972.

<sup>8</sup>/ Perry Anderson, *Sur le marxisme occidental*, Paris, Maspero, 1977, paru en anglais en 1976. Pour une réévaluation de ses thèses par l'auteur, voir Perry Anderson, *In the Tracks of Historical Materialism*, Londres, Verso, 1983.

<sup>9</sup>/ Carl Schmitt, *La Notion de politique. Théorie du partisan*, Paris, Flammarion, 1999.

<sup>10</sup>/ D'autres défaites sont subies par la suite : celles du Front populaire et de la République espagnole à la fin des années 1930, et l'incapacité des mouvements de résistance socialistes et communistes à transformer leur prestige en régime politique après la Seconde Guerre mondiale.

n'ont plus les mêmes rapports organiques avec le mouvement ouvrier, et en particulier avec les partis communistes. Ce qui est certain est qu'ils n'y occupent pas de fonctions de direction. Dans les rares cas où ils sont membres de partis communistes (Lukács, Althusser, Della Volpe), ils entretiennent avec eux des liens problématiques, comme en témoigne la trajectoire d'Althusser au sein du PCF. Des formes de « compagnonnage » peuvent être observées, illustrées par la figure de Sartre dans les années 1950. Mais une distance irréductible se creuse entre intellectuels et partis communistes.

La rupture caractéristique du marxisme occidental entre intellectuels et organisations ouvrières a une cause et une conséquence notables. La cause est que se constitue, à partir des années 1920, un marxisme orthodoxe faisant figure de doctrine officielle de l'URSS et des partis communistes. La période classique du marxisme avait été une période d'intenses débats, consacrés notamment à la nature de l'impérialisme, à la question nationale, au rapport entre le social et le politique, ou au capital financier. A partir de la seconde moitié des années 1920, le marxisme « conformiste » se fige <sup>11</sup>. Cette situation place les intellectuels dans une situation structurellement insoutenable, puisque l'innovation dans le domaine de la pensée leur est dorénavant quasiment interdite. C'est l'une des causes de l'écart grandissant qui les sépare des partis ouvriers <sup>12</sup>.

La conséquence de cette nouvelle configuration réside en ce que les marxistes occidentaux développent des savoirs *abstraits*, contrairement à ceux de la période précédente. Ils sont pour la plupart philosophes, et souvent spécialistes d'esthétique ou d'épistémologie. De même que la pratique de sciences positives était liée au fait que les intellectuels de la période classique exerçaient des fonctions de direction au sein des organisations ouvrières, de même l'éloignement par rapport à ces fonctions provoque chez eux une « fuite dans l'abstraction ». Ils produisent désormais des savoirs hermétiques, inaccessibles au commun des prolétaires, et relevant de domaines sans rapports directs avec la stratégie politique. Pendant les cinq décennies suivantes, le marxisme se caractérise par une rupture – tragique, du point de vue des fondamentaux du marxisme – entre la théorie et la pratique. Comme dans le cas de l'université des catacombes argentine, des défaites politiques produisent donc un certain type de doctrine, en l'espèce une doctrine caractérisée par l'abstraction.

### Pirates des Caraïbes

L'histoire de la piraterie, particulièrement celle de la piraterie caraïbe, constitue un troisième cas intéressant d'interaction entre défaite et théorie. Les principales sources dont on dispose la concernant sont *l'Histoire des aventuriers flibustiers* d'Alexandre Cœmelin, parue en 1684, œuvre d'un pirate français qui se fit le chroniqueur des coutumes de ses congé-

<sup>11</sup>/ Russell Jacoby, *Dialectic of Defeat. Contours of Western Marxism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

<sup>12</sup>/ L'une des hypothèses formulées par Perry Anderson en 1976 est que la période historique ouverte par 1968 résorberait l'écart entre intellectuels et organisations marxistes. Anderson reconnaît le caractère erroné de cette hypothèse dans *In the Tracks of Historical Materialism*, op. cit., chap. I.

## INTERVENTIONS

nères ; l'*Histoire générale des plus fameux pirates* de Daniel Defoe, l'auteur de *Robinson Crusoe*, publiée en 1724 sous le pseudonyme de Charles Johnson ; et *The Pirate's Own Book. Authentic Narratives of the Most Celebrated Sea Robbers*, texte plus tardif, paru en 1837, de la plume de Charles Ellms. Une part de ces récits relève sans doute de la mythologie, mais les spécialistes de la période – notamment les historiens Christopher Hill et Marcus Rediker – leur accordent tout de même un crédit important.

Selon ces sources, bien des pirates souscrivaient à des idées radicales pour leur temps. Au cours des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles – l'âge d'or de la piraterie atlantique – l'élection des capitaines par les équipages, le partage équitable des butins et des tâches sur les bateaux, les libérations d'esclaves, et une fraternité placée sous le signe du *Jolly Roger* – le célèbre drapeau noir de la piraterie – étaient courants parmi les pirates. Si elle est aussi le fruit d'une construction rétrospective, l'imagerie populaire faisant du pirate un chantre de liberté et d'insoumission comporte en ce sens une part de vrai <sup>13</sup>. Les pirates ressemblent à certains égards aux « bandits sociaux » évoqués par Eric Hobsbawm dans son ouvrage du même nom <sup>14</sup>. Comme eux, ils sont des « révolutionnaires traditionalistes ». C'est d'idéaux comme l'honneur, le courage, la justice et la dignité, plus que d'un programme révolutionnaire orienté vers le futur qu'ils se réclament. A l'instar des bandits sociaux, ils apparaissent le plus souvent dans les phases de transition d'un « système-monde » à un autre, par exemple du féodalisme au capitalisme. Ils s'immiscent dans les zones d'« anomie » politique et économique que ces phases ne manquent pas de susciter.

L'égalitarisme pirate a des fondements objectifs, pour certains aisément repérables. Il s'explique au premier chef par le mode d'existence propre à la piraterie. Les océans des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles sont périlleux ; y survivre et y prospérer implique des formes contraignantes d'autodiscipline et de solidarité sur les navires. L'arraisonement et le pillage de bateaux supposent des manœuvres nécessitant la coordination des volontés. C'est ce qui explique l'émergence progressive d'une « conscience collective » pirate, qui s'exprime notamment dans un code moral et un dialecte spécifiques. A l'instar des classes ouvrières européennes, qui commencent à voir le jour au même moment, ce « prolétariat maritime » se construit ainsi, peu à peu, une identité propre.

L'égalitarisme des pirates excède cependant le strict égalitarisme nécessaire à leur survie en mer. OExmelin et Defoe évoquent des cas de flibustiers mus par une haine si résolue de l'autorité que les explications de type « fonctionnaliste » – l'égalitarisme pirate comme fonction de leurs conditions d'existence – en sont débordées. La trajectoire du capitaine Misson est exemplaire à cet égard. Officier de marine provençal naviguant sous

pavillon français vers la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, il fait la rencontre à Rome d'un frère dominicain dénommé Caraccioli qui témoigne d'un penchant prononcé pour une

<sup>13</sup>/ Voir Marcus Rediker, *Between the Devil and the Deep Blue Sea. Merchant Seamen, Pirates, and the Anglo-American Maritime World, 1700-1750*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

<sup>14</sup>/ Eric Hobsbawm, *Les Bandits*, Paris, La Découverte, 1999.

forme égalitaire de déisme. Caraccioli est de ceux qui ont décidé d'assumer dans toutes ses conséquences l'idée que les hommes sont égaux devant Dieu <sup>15</sup>. Misson fonde au nord de Madagascar une colonie libertaire passée à la postérité, à laquelle il donne le nom de *Libertalia*. Ses membres renoncent à leur nationalité, se font appeler *Liberi*, et proclament leur allégeance à « Dieu et à la liberté », mais à rien d'autre. Concevant leur entreprise comme un retour au paradis perdu, cherchant à se préserver de la corruption de la civilisation et des religions dominantes, les *Liberi* entourent leur colonie d'un enclos. Ils inventent une forme d'*espéranto*, composé d'un mélange de langues européennes et africaines. Que les pirates aient expérimenté des formes novatrices de sociabilité politique fait donc peu de doute.

Mais d'où vient leur penchant pour l'expérimentation politique ? Qui dit piraterie moderne dit Caraïbes. Aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, les pirates pullulent dans la région. Le contrôle qu'y exercent les puissances de l'époque est lacunaire. Les luttes acharnées qu'elles se livrent pour asseoir leur autorité empêchent que la domination de l'une d'elles sur l'ensemble de l'archipel s'instaure durablement <sup>16</sup>. Cette situation engendre des espaces de liberté que s'empresse d'occuper la flibuste. Les Caraïbes se situent de surcroît au carrefour des routes commerciales transatlantiques. Il en va de même de Madagascar, point de passage incontournable pour rejoindre les Indes, et de la côte occidentale de l'Afrique.

Les Caraïbes ne sont cependant pas seulement un repaire de flibustiers. L'archipel est aussi le lieu où s'exile ou est exilé tout ce que l'Europe compte de révolutionnaires, d'hérétiques et de millénaristes. L'échec de la première révolution anglaise et la répression qui s'ensuit en produit d'innombrables : Levellers, Diggers, Ranters, et autres Antinomians. Les *West Indies* offrent un refuge où les divers mouvements antisystémiques de l'époque entrent en contact, et où la fusion des utopies qu'ils charrient produit des effets inattendus. Le radicalisme pirate naît de ce processus d'acculturation idéologique <sup>17</sup>. Il est d'ailleurs fréquent que des radicaux en déshérence se fassent eux-mêmes pirates. Du point de vue de leurs valeurs politiques, la flibuste est certainement préférable à l'installation d'une plantation esclavagiste sur l'une des îles de l'archipel. Les défaites des révolutionnaires anglais au cours de la guerre civile ont donc suscité, moyennant un déplacement de l'autre côté de l'Atlantique, de nouvelles formes de radicalité portées par des acteurs sociaux inattendus.

<sup>15</sup>/ Sur les mouvements politico-religieux radicaux du XVII<sup>e</sup> siècle, voir Christopher Hill, *The World Turned Upside Down. Radical Ideas During the English Revolution*, Londres, Penguin, 1984.

<sup>16</sup>/ Sur l'histoire de l'« Atlantique révolutionnaire », voir Peter Linebaugh, Marcus Rediker, *The Many-Headed Hydra. Sailors, Slaves, Commoners, and the Hidden History of the Revolutionary Atlantic*, Boston, Beacon Press, 2000.

<sup>17</sup>/ Voir Christopher Hill, « Radical Pirates ? », in *The Collected Essays of Christopher Hill*, vol. III, Brighton, The Harvester Press, 1986.

### Le destin des théories

Université des catacombes, marxisme occidental, piraterie des Caraïbes. Le croisement de ces trois cas sans rapports apparents permet de concevoir certaines conséquences théoriques récurrentes des défaites politiques.

La défaite change parfois la nature d'une doctrine. C'est la différence qui sépare *Minima Moralia* d'Adorno (1951) ou le *Flaubert* de Sartre (1971-1972) de *Que faire ?* de Lénine (1902) ou du *Capital financier* de Hilferding (1910). Ces ouvrages se situent de part et d'autre de la turbulente histoire du marxisme, et sont le fruit de déterminations sociopolitiques profondément divergentes. On constate une différence analogue entre le socialisme argentin d'avant sa collision avec le péronisme, et ce qui lui succède sur le plan doctrinal, à savoir ce courant de pensée sans équivalent qu'est le péronisme révolutionnaire. Faire sortir une tradition de ses gonds est le propre de ce type de défaite qui rend problématique l'appartenance de ce qui la précède et la suit à une même famille d'idées.

Dans d'autres cas, la défaite conduit la doctrine à changer de main, à transiter d'un acteur social à un autre. Le premier est la victime de la défaite, le second en est le produit. Les pirates des Caraïbes sont exemplaires de cette situation, en ceci qu'ils prennent le relais d'idées portées jusqu'à l'archipel par les proscrits de la Révolution anglaise. La doctrine elle-même se modifie, bien entendu, plus ou moins substantiellement dans l'opération. L'environnement naturel de la piraterie est la mer, où les représentations ne circulent pas de la même façon que sur terre. La structure réticulaire des équipages pirates a en outre peu à voir avec celle des sectes hérétiques anglaises de la même époque. L'élément intéressant dans ce cas, c'est davantage la contamination d'un nouvel acteur social par une doctrine déjà existante que les mutations survenues au sein de cette dernière.

Les défaites sont souvent l'occasion d'hybridations entre théories de provenances distinctes. Ces hybridations peuvent revêtir au moins deux formes. La première voit entrer en fusion deux doctrines (ou davantage), et émerger au cours du processus un troisième ensemble d'idées. Le croisement entre le marxisme et le péronisme est de cet ordre. L'un des courants en présence domine certes le plus souvent l'autre. Malgré des divergences théoriques et stratégiques importantes, les Montoneros ont toujours été plus proches des autres secteurs de la gauche révolutionnaire argentine – guévariste, trotskiste – que de l'aile droite du péronisme. Cela n'empêche toutefois pas le péronisme révolutionnaire d'être une théorie politique *sui generis*.

Un second type d'hybridation inclut les cas où le contact entre des théories ne suscite pas la création d'une nouvelle doctrine mais modifie plus ou moins sensiblement l'une d'elles. Il arrive ainsi fréquemment que les tenants d'une théorie défaite cherchent dans l'œuvre de penseurs qui lui sont étrangers des ressources visant à la réarmer. Perry Anderson a montré qu'il s'agissait là de l'une des principales opérations cognitives sur la base desquelles s'est développé le marxisme occidental<sup>18</sup>. L'influence de Max Weber sur Lukács, de Croce sur Gramsci, de Heidegger sur Sartre, de Spinoza sur Althusser, ou de Hjelmslev sur Della Volpe, en sont des illustrations. Le marxisme occidental est bien une variante de marxisme, mais il est « déplacé » par l'importation en son sein de catégories empruntées à ces penseurs.

Ces formes d'hybridation sont toutes deux présentes dans les théo-

<sup>18</sup>/ Perry Anderson, *Sur le marxisme occidental*, op. cit., p. 80.

ries critiques actuelles. Le mélange de marxisme et de « deleuzo-foucauldisme » que proposent Michael Hardt et Toni Negri est un exemple de la première. *Empire* et *Multitude*<sup>19</sup> se tiennent à distance du marxisme tel que traditionnellement conçu, tout en étant « travaillés » par des problématiques qui en relèvent, comme celle de l'impérialisme ou du travail, qui sont absentes des œuvres de Foucault et Deleuze. D'un autre ordre est le rapport qu'entretiennent certains théoriciens critiques actuels – Giorgio Agamben, Etienne Balibar, Daniel Bensaïd – avec Carl Schmitt. Ce rapport relève davantage du second type d'hybridation, en ceci que l'influence du penseur allemand sur leurs travaux est circonscrite à certains thèmes<sup>20</sup>. Saint Paul est un point de fixation théorique du même type chez des auteurs comme Alain Badiou, Slavoj Žižek et Giorgio Agamben. Quoi que Illek ait pu dire de son « matérialisme paulinien », la fusion du marxisme et de la doctrine sociale de l'Église n'est pas à l'ordre du jour (en tout cas pas dans son œuvre).

Les défaites s'inscrivent dans la durée. Leur impact sur les idées ne se fait ressentir, en effet, que sur le long terme. Elles possèdent également des coordonnées spatiales. Celles-ci influent souvent de façon décisive sur les mutations qu'elles font subir aux théories. Ainsi les Caraïbes possèdent-elles deux caractéristiques spatiales notables. Elles jouissent d'abord d'une forme d'exterritorialité dans l'ordre international moderne en cours de formation aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. C'est la raison pour laquelle l'on y bannit ceux qui doivent l'être. Ensuite, les Caraïbes sont un archipel. Cette configuration géographique n'a jamais manqué de stimuler les facultés utopiques – ou dystopiques, se rappeler *L'Archipel du goulag*<sup>21</sup> – de ses occupants. La transmission des idées radicales issues de la Révolution anglaise aux pirates des Caraïbes a pour condition de possibilité la géographie singulière des lieux. La rencontre entre des révolutionnaires en déroute et des bandits des mers eut difficilement été concevable dans un espace constitué différemment.

Le concept de « fixe spatial » (*spatial fix*) élaboré par David Harvey pour rendre compte de la production de l'espace en régime capitaliste pourrait ainsi être mis à contribution dans le domaine de la production théorique<sup>22</sup>. Le marxisme occidental est « occidental » dans la mesure où il a

été développé par des penseurs ouest-européens dont la localisation géographique a eu des conséquences doctrinales significatives. L'argument vaut également pour le marxisme classique, dont la productivité théorique se rattache au Centre et à l'Est de l'Europe<sup>23</sup>. Selon Harvey, la transition d'un « fixe spatial » à un autre résulte de l'incapacité du capitalisme à enrayer le déclin du taux de profit, ce qui l'oblige régulièrement, selon la formule de Marx, à « détruire l'espace

<sup>19</sup>/ Michael Hardt, Toni Negri, *Empire*, Paris, Exils, 2000 ; *Multitude. Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, Paris, La Découverte, 2004.

<sup>20</sup>/ Sur les « néo-schmittiens de gauche », voir Jean-Claude Monod, *Penser l'ennemi, affronter l'exception. Réflexions critiques sur l'actualité de Carl Schmitt*, Paris, La Découverte, 2006.

<sup>21</sup>/ Alexandre Soljenitsyne, *L'Archipel du goulag*, Paris, Seuil, 1974.

<sup>22</sup>/ Voir David Harvey, *The New Imperialism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

<sup>23</sup>/ Le marxisme n'a pas interrompu son mouvement vers l'ouest au cours des décennies suivantes. Dès la seconde moitié des années 1970, son centre de gravité se déplaçait en Grande-Bretagne, puis aux États-Unis. Sur l'évolution géographique du marxisme, voir Perry Anderson, *In the Tracks of Historical Materialism*, *op. cit.*

## INTERVENTIONS

grâce au temps ». Dans le domaine de la théorie, les déplacements géographiques reposent sur des motifs multiples. Ils découlent, par exemple, de l'évolution de la structure des champs académiques et éditoriaux en vigueur dans les régions concernées. A l'évidence, les rapports de forces entre théories en concurrence ont également une influence déterminante sur eux.

Une conséquence fréquente des défaites est l'intégration par les théories qu'elles affectent de la possibilité, voire de l'inéluctabilité, de leur propre échec. Les théories de l'« anti-pouvoir » – John Holloway, Miguel Benasayag, Raúl Zibechi – constituent une expression de ce phénomène. « Fuir, mais en fuyant, chercher une arme », comme le dit la célèbre phrase de Deleuze qui pourrait servir d'exergue à l'ensemble de ce corpus théorique <sup>24</sup>. Non pas chercher une arme malgré la fuite, mais fuir pour pouvoir chercher une arme, ou en tant que fuir est une arme. Au sein de ces théories, la fuite procède de l'anticipation de la défaite, que celle-ci résulte de la confrontation malheureuse avec l'adversaire ou de la trahison des idéaux au cours de la lutte. La défaite agit en ce sens de manière « préventive », avant même que les théories n'en subissent les conséquences. Ce phénomène ne s'observe cependant dans aucun des trois cas que nous avons évoqués. L'université des catacombes, le marxisme occidental et la piraterie des Caraïbes ont représenté à chaque fois une occasion de relancer les dés de la critique théorique et politique.

<sup>24</sup>/ Gilles Deleuze et Claire Parnet, *Dialogues*, Paris, Flammarion, 1977, p. 164.

## MILLE MARXISMES

### Le socialisme introuvable de Marx : une lecture de la *Critique du programme de Gotha*

Isabelle Garo

LA QUESTION CONTEMPORAINE du dépassement du capitalisme fait ressurgir la thématique du socialisme et de ses diverses variantes. Dans tous les cas, le terme de « socialisme » désigne la remise en cause du primat des critères marchands et associe la perspective de la socialisation des moyens de production à la promotion des besoins humains et sociaux comme critère alternatif. Un certain nombre de ces propositions s'inscrivent explicitement dans une tradition marxiste et font de Marx, et à juste titre, le premier théoricien d'un autre mode de production qui inclut et surtout combine refonte des rapports sociaux, démocratie et émancipation des individus. Pourtant, Marx nomme pour sa part « communisme » et non pas « socialisme » une telle invention postcapitaliste. Pour une part, cette question de dénomination renvoie à l'usage historique de ces termes à la fois au cours de sa vie et après sa mort : cet usage est multiple, complexe et leur promotion respective correspond à une structuration politique différenciée et conflictuelle du mouvement ouvrier, qui autorise les divers usages contemporains à se réclamer ou à se séparer d'usages antérieurs, chacun des termes véhiculant d'ailleurs, de ce point de vue, des connotations positives et négatives qui assurent à un tel débat sa postérité infinie.

Pour une autre part, et de façon plus cruciale, c'est-à-dire par-delà une simple question d'un choix terminologique qui peut dans tous les cas être argumenté de façon convaincante, il s'agit de la nature même de ce post-capitalisme et de ce qu'une référence non formelle à Marx peut alors avoir de décisif en la matière. La question porte alors tout autant sur les caractéristiques du mode de production à venir que sur les conditions et médiations de sa survenue, notamment du point de vue de leur dimension politique. L'urgence et la complexité d'une telle question, loin d'évacuer comme mineure – ou pire : comme scolastique – la référence à Marx, lui confèrent à l'inverse un rôle essentiel quant à l'articulation des dimensions économiques, sociales et politiques, et c'est ce qu'on s'efforcera de montrer. En ce sens, le débat autour des termes de « socialisme » ou de « communisme » a pour principal mérite de renvoyer aussitôt à la question des voies de passage et des modes de construction d'un monde non capitaliste, modes et voies à ce point inséparables de leurs finalités qu'on peut se risquer à inverser l'ordre éthico-politique habituel : les moyens ne sont pas une transition vers des fins distinctes qui en actualiseraient les promesses, ils sont des médiations coextensives à la détermination progressive de ces mêmes fins au cours du mouvement même de leur réalisation, au point d'en être l'origine et la matrice en même temps que la résultante. Pourtant, les affirmations présentées par Marx dans la *Critique du programme de Gotha* sem-

blent être incompatibles avec cette conception et distinguer clairement deux phases d'un même processus, distinction qui fonde la définition classique du socialisme et du communisme en tant que moments successifs et associés. C'est précisément au sujet de ce texte célèbre que je voudrais présenter l'hypothèse suivante, qui bouscule les tenants et aboutissants de la lecture traditionnelle : Marx n'y propose en réalité aucune distinction de phase, son objet n'étant pas de définir le socialisme et le communisme, mais de présenter comme crucial le problème de la transition et des médiations politiques qui conduisent à l'abolition-dépassement du capitalisme.

La distinction entre socialisme et communisme s'autorise en effet d'un seul texte, la *Critique du programme de Gotha*, devenu texte canonique sous la plume de Lénine, dans *L'Etat et la révolution*, puis dans le cadre de la III<sup>e</sup> Internationale. Ce texte n'est cependant présenté par Marx lui-même que comme simples « gloses marginales » (*Randglossen*), qu'il adresse par lettre aux dirigeants de la social-démocratie allemande au moment de sa réunification, en 1875. La récente traduction et réédition de ce texte par la Geme<sup>1</sup>, accompagné d'un appareil critique nouveau, proposé par Sonia Dayan-Herzbrun et Jean-Numa Ducange, permet d'entreprendre sa relecture sous un angle inédit. En effet, resitué précisément dans son contexte, ce texte apparaît nettement comme discussion serrée et tacticienne de Marx avec des thèses qui ne sont pas les siennes, mais qui ne sont pas de simples énoncés théoriques dans la mesure où elles structurent d'ores et déjà les partis ouvriers allemands en voie de réunification. En ce sens, le texte de Marx doit être lu en gardant à l'esprit qu'il constitue une intervention politico-théorique, c'est-à-dire qu'il inclut dans ses formulations mêmes les conditions et les visées précises de sa rédaction. Si Marx écrit ici aussi en théoricien, enrageant devant les naïvetés d'une plate-forme qui méconnaît et contredit ses propres analyses du capitalisme, il rédige ces gloses avant tout en militant, s'efforçant d'influer sur le texte programmatique du futur parti avant qu'il ne soit trop tard, dans des conditions très peu favorables et qu'il sait parfaitement être telles : c'est bien ce qui explique ses réticences à prendre le temps de rédiger ces quelques pages, dont témoigne la lettre d'accompagnement à Wilhelm Bracke<sup>2</sup>.

Pourtant, c'est en étant radicalement coupé de son contexte immédiat et de ces circonstances historiques que le texte sur la « société communiste » a été présenté comme théorisation autonome et aboutie de Marx sur la question, et cela d'autant plus qu'il n'en traite jamais de façon aussi précise qu'ici : au lieu d'être l'indice d'une singularité, qui devrait conduire à s'interroger sur le statut exact de ce texte, cette exceptionnalité a justifié sa sacralisation, et c'est précisément cette situation qui appelle une nouvelle exégèse critique. Ainsi, ce bref passage, sans équivalent dans le reste de l'œuvre marxienne, décrit selon deux phases le passage du capitalisme au communisme : la première remarque est

<sup>1</sup>/ Karl Marx, *Critique du programme de Gotha*, GEME-Editions sociales, trad. S. Dayan-Herzbrun, 2008.

<sup>2</sup>/ *Ibid.*, p. 45-48.

que Marx y traite exclusivement de la question de la répartition des richesses, dont Lassalle, inspirateur

des deux partis en voie de réunification, fait pour sa part la clé de la transformation politico-sociale. Le thème de la « répartition équitable » fait l'impasse sur les conditions capitalistes de la production, sur la dépendance foncière entre rapports de production et répartition ainsi que sur les luttes de classes et sur leurs perspectives politiques. Ces points sont à la fois cruciaux aux yeux de Marx et trop complexes pour être exposés par lui dans le détail : c'est tout *Le Capital* qu'il lui faudrait résumer pour dénoncer la façon dont Lassalle réduit la question du travail à une simple abstraction.

Or, dans le contexte du moment, et dans la perspective de simples projets d'amendement à un texte reçu très tardivement, Marx n'est aucunement en position d'imposer ses propres choix et il le sait bien : exilé à Londres depuis 1849, préoccupé par l'édition et la diffusion du *Capital*, Marx a opté pour un investissement militant du côté de la 1<sup>re</sup> Internationale après avoir hésité pendant un temps puis renoncé à prendre la direction de l'Adav, l'Association générale des travailleurs allemands, après la mort de Lassalle en 1864 et sur la sollicitation de Wilhelm Liebknecht. N'étant pas associé à la rédaction du programme d'unification entre l'Adav et le Parti social-démocrate des travailleurs, le SDAP, Marx réagit dans l'urgence à un projet de programme qui est déjà paru dans la presse allemande, le 7 mars 1875. C'est alors qu'il décide d'adresser à Wilhelm Bracke, son correspondant, ses « commentaires en marge du programme du parti ouvrier allemand » accompagnés d'une lettre expliquant ses motivations.

Ce rappel de ce contexte complexe et épineux oblige à lire le texte de Marx pour ce qu'il est, un ensemble de « notes marginales », qui ne prend sens qu'au titre de commentaire du programme déjà rédigé. Et ce programme déçoit grandement Marx par la pauvreté de son analyse du travail et des rapports de production capitalistes en même temps que par son indigence politique. Cette dernière critique est bien entendu et de loin la plus déterminante à ses yeux, dans une conjoncture comme celle de la fondation d'un parti ouvrier. Le programme de Gotha se concentre en effet sur la répartition équitable des richesses, tablant sur la formation d'associations aptes à réorienter le fonctionnement de l'Etat allemand en direction d'une telle répartition, plus égalitaire. C'est donc sous un angle strictement juridique que le programme de Gotha envisage la transformation sociale, faisant de la revendication de droits nouveaux des travailleurs le seul levier politique de ce qui apparaît alors comme un projet de socialisme d'Etat, sans rapport avec les thèses de Marx en la matière.

Dans la lettre à Wilhelm Bracke qui accompagne ces gloses, Marx se décrit comme piégé par une situation qui lui pèse, contraint de donner son avis à distance et contre son gré, mais contraint de le faire justement parce qu'il se trouve en désaccord complet avec ce texte, « absolument condamnable » et qui « démoralise le parti <sup>3</sup> ». S'engageant ensuite dans la lecture suivie du programme, il commente longuement les premiers paragraphes qui affirment la valeur du travail « utile » sans rien préciser de sa nature et défendent une « répartition équitable » de son « apport ». C'est bien

<sup>3/</sup> *Ibid.*, p. 46.

- et à tort selon Marx - sur le terrain du droit et de la morale que se situe le texte, évacuant la question des rapports de production et des classes, question centrale pour séparer un parti ouvrier des partis simplement démocrates et des « sectes socialistes <sup>4</sup> ». C'est ici que prend place le fameux texte sur les deux phases :

« Ce à quoi nous avons affaire ici, c'est à une société communiste, non pas telle qu'elle s'est développée à partir de ses propres fondements, mais au contraire telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste : elle porte encore les taches de naissance de la vieille société capitaliste du sein de laquelle elle est sortie, à tous égards, économiques, moraux, intellectuels <sup>5</sup> ».

La tournure affirmative et l'emploi du présent de l'indicatif semblent accréditer la thèse que Marx endosse effectivement la description qui suit et l'intègre à un projet plus vaste, le sien. Le socialisme est alors, à l'évidence, la première étape du communisme.

Pourtant, pour plusieurs raisons, cette lecture se révèle intenable. La première est la lettre à Bracke et la condamnation, deux fois réitérées, de la totalité de ce programme, sur le fond et sans que Marx ne fasse la moindre concession. La deuxième raison est l'absence de toute autre description analogue ou même apparentée dans le reste de son œuvre : en dépit de son inachèvement, si la thèse de Marx présentée ici de façon extrêmement claire et succincte lui semblait si politiquement opportune et importante, il est difficile de comprendre qu'il ne la reprenne nulle part. La troisième raison est tout simplement fournie par la suite de son texte si l'on s'avise qu'il est stratégiquement structuré, à la mesure de sa nature d'intervention visant quelques effets modestes sur ses destinataires. En effet, l'axe juridique est selon Marx inepte avant tout parce qu'il interdit que l'on conçoive comme tels les rapports d'exploitation. S'il semble en adopter un instant l'angle de vue qu'il condamne, c'est pour mieux souligner les aberrations auxquelles conduisent les thèses lassaliennes. Ainsi : à supposer que « chaque producteur pris séparément » reçoive son « quantum de travail individuel », le principe de la répartition reste fondamentalement celui de l'échange marchand entre individus propriétaires, un échange de « valeurs égales » donc, qu'elles soient mesurées par le temps de travail ou par les prix de marché. C'est pourquoi Marx en conclut que « le droit égal reste toujours en son principe le droit bourgeois », la revendication d'équité n'entamant en rien les principes mêmes du capitalisme, mais les masquant un peu plus : et c'est précisément ce qu'il avait objecté dès 1846 à la proposition de Proudhon de remplacer la monnaie par des bons-heures.

En effet, cette question de la valeur et de sa mesure, qui recoupe celle des fonctions de la monnaie, court à travers toute l'œuvre de Marx, des textes des années 1845 au *Capital*. Dans *Misère de la philosophie*, Marx reprochait à Proudhon de ne pas comprendre la nature de la monnaie et le

range dans la descendance du mercantilisme du XVIII<sup>e</sup> siècle, tradition déjà réfutée en son temps par Boisguilbert <sup>6</sup>. La monnaie « n'est pas

<sup>4</sup>/ *Ibid.*, p. 54.

<sup>5</sup>/ *Ibid.*, p. 57.

<sup>6</sup>/ Karl Marx, *Misère de la philosophie*, Editions sociales, 1977, p. 99.

une chose, mais un rapport social <sup>7</sup> » : la monnaie sous la forme d'or et d'argent est d'abord une marchandise, résultant des rapports sociaux qui sélectionnent ces deux métaux précieux pour assumer la fonction de représentants de la valeur. Et c'est bien la formation même de la valeur et l'organisation capitaliste de la production qui sont les vraies questions, questions que Marx développera dans *Le Capital*. Si la réfutation théorique est aisée, l'importance du problème est à ses yeux de nature politique et c'est en tant que proposition de réforme que Marx y revient à plusieurs reprises.

Ainsi, sur ce même point, dans la *Contribution à la critique de l'économie politique*, c'est sur un autre auteur qu'il s'arrête : John Gray, socialiste utopique dans la descendance d'Owen, cherche à éliminer les perturbations monétaires de l'économie bourgeoise et imagine une mise en relation immédiate des marchandises entre elles sans l'intermédiaire de la monnaie. Absurde, explique Marx : pour Gray, « les produits doivent être fabriqués comme marchandises, mais non être échangés comme marchandises » <sup>7</sup>. Il se trouve que John Gray proposera sa réforme au gouvernement français provisoire issu de février 1848 et c'est à lui que Proudhon emprunte sans le dire ses thèses. Le terme de « socialisme » apparaît sous la plume de Marx pour caractériser ce projet inconséquent ou, plus exactement, pour souligner qu'un certain socialisme se trouve désormais caractérisé par une telle proposition : « Il était réservé à M. Proudhon et à son école de prôner très sérieusement la dégradation de l'argent et l'apothéose de la marchandise comme étant l'essence même du socialisme et de réduire ainsi le socialisme à une méconnaissance élémentaire de la nécessaire connexion entre la marchandise et l'argent <sup>8</sup>. »

Au moment même où le terme de « socialisme » se trouve marqué négativement par ces élucubrations, l'optique proudhonienne des associations révèle son incompatibilité avec un projet communiste tel que Marx le conçoit, manifestant la divergence foncière entre une voie d'inspiration saint-simonienne d'un côté et un projet de révolution politique de l'autre. Du côté des sources françaises de cette option socialiste, c'est Buchez, saint-simonien évoluant vers le socialisme chrétien, qui, avant Proudhon, est le promoteur d'associations ouvrières aidées par l'État. Or dans une lettre de 1869 à Ludlow, Marx attribue également à Lassalle un pareil emprunt et il les oppose expressément à la tradition du communisme français <sup>9</sup>. Si l'on ajoute que ce « communisme français » est notamment représenté par des penseurs politiques situés dans la descendance du babouvisme, et qui ont précisément pour originalité d'associer la perspective d'une prise de pouvoir politique à celle d'une abolition de la propriété privée des moyens de

production, l'hypothèse que la théorie des deux phases serait endossée comme telle par Marx en 1875 devient franchement incohérente. Pour sa part, Marx n'a jamais cessé de penser que les sociétés coopératives sont un leurre, qui constitue

<sup>7</sup>/ Karl Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, trad. M. Husson et G. Badia, Paris, Éditions sociales, 1977, p. 57.

<sup>8</sup>/ Ibid., p. 57.

<sup>9</sup>/ Karl Marx, Friedrich Engels, *Lettres sur Le Capital*, trad. G. Badia, J. Chabbert, P. Meier, Paris, Éditions sociales, 1964, Lettre à John Malcolm Ludlow du 10 avril 1869, p. 242.

une impasse du mouvement ouvrier en même temps qu'elles se fondent sur une économie politique inconsistante.

En outre, et pour des raisons de fond sur lesquelles il ne variera jamais, Marx ne cesse de condamner toute programmation détaillée et par avance d'un mouvement politique qui à ses yeux ne saurait se plier à un scénario préconçu. On peut par exemple songer à sa lettre de 1881 à Nieuwenhuis, quelques années donc après la rédaction des gloses. Alors que son correspondant lui demande quelles mesures politiques doivent, à ses yeux, être inscrites dans le programme du parti socialiste néerlandais, Marx répond, non par la reprise d'une distinction de phases, mais bien plutôt par sa condamnation, en se référant à la Révolution française et à l'absence de toute représentation *a priori* chez ses acteurs : « L'anticipation doctrinale et nécessairement imaginaire du programme d'action d'une révolution future ne fait que détourner du combat présent <sup>10</sup>. » Or l'héritage revendiqué de la Révolution française, incluant la question de la violence et de la soudaineté de l'explosion révolutionnaire, est précisément l'un des éléments qui distinguent la tradition communiste de la tradition socialiste <sup>11</sup>. Il ajoute que « concernant le moment de l'explosion d'une révolution réellement prolétarienne, les conditions de son *modus operandi* immédiat, proche (lequel, c'est vrai, ne sera sûrement pas idyllique) seront données en même temps ». C'est bien, une fois encore, la dimension politique de la question qui prime : si l'on peut distinguer des moments, c'est donc seulement sous cet angle, en tant que médiations politiques à inventer en cours de route et non comme étapes socio-économiques prédéfinies.

La suite des gloses pourra alors adopter un ton plus rude, supposant atteint le but de cette ouverture critique qui procède en effet, elle, par étapes. Mais ces étapes de l'argumentation ne sont pas celles du réel. De fait, considéré hors contexte, comme une affirmation pleinement endossée par Marx, l'énoncé de la phase socialiste s'autodétruit : « Mais ces dysfonctionnements sont inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'organisation économique et que le développement civilisationnel qui y correspond <sup>12</sup>. » Si l'on s'y arrête, il apparaît en effet que la seconde phrase annule en partie la première : si le droit est un simple écho sans effectivité, la réforme des conditions de l'échange et des modalités de la répartition est nécessairement sans conséquence. Elle est en outre tout simplement impossible puisqu'elle implique une décision politique portée par un mouvement révolutionnaire en cours, auquel le programme de Gotha ne fait pas la moindre allusion, désignant pour sa part un processus strictement électoral et juridique. Par suite, une stratégie politique qui se

donne la réforme du droit pour moyen (et en l'occurrence ici, pour fin) ne saurait produire la moindre transformation réelle radicale puisqu'elle suppose acquis ce qu'en

<sup>10</sup>/ Karl Marx, Friedrich Engels, *Sur la révolution française*, Paris, Éditions sociales, 1985, p. 220.

<sup>11</sup>/ Claude Willard, *Socialisme et communisme français*, Paris, Armand Colin, 1967, p. 24.

<sup>12</sup>/ Karl Marx, *Critique du programme de Gotha*, *op. cit.*, p. 59.

réalité elle vise, la conquête du pouvoir politique, ici conservé dans sa nature d'Etat.

Dans ces conditions, il semble décidément bien plus cohérent de renverser l'interprétation habituelle : la première phase correspond à un stade politico-théorique premier et immature de l'analyse, à la bévue des socialistes allemands, à laquelle Marx pense judicieux de concéder en apparence et de façon très ambiguë une relative pertinence, en tant que premier temps de la compréhension, préjugé et opinion mal dégrossie qui reconduit désastreusement aux étapes qui furent celles du socialisme depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle et qu'on aurait pu espérer dépassées. Il ne s'agit par contre en aucun cas de décrire un moment historiquement premier, d'autant plus essentiel au sein d'une dynamique révolutionnaire qu'il a pour fonction d'être ce qui enclenche une abolition réelle des rapports de production capitalistes. Toute son œuvre, dès les textes de jeunesse dont il retrouve ici les thématiques, dément une option dont il a depuis longtemps condamné les illusions. Il faut en conclure que la « première phase » ne désigne alors ni le « socialisme », ni même une quelconque « socialisation des moyens de production » (dont les mentions sont remarquablement absentes, à la fois du texte de Marx et du programme de Gotha), mais une illusion à corriger, celle d'un droit équitable comme fer de lance d'un renversement du capitalisme ou même comme simple moyen de son amélioration en vue de la justice sociale (le programme de Gotha revendiquant pour sa part « l'abolition du système salarié » et « l'élimination de toute inégalité sociale et politique <sup>13</sup> »). Sur ce plan, l'effort de Marx est sans grand résultat : outre que sa lettre ne sera pas diffusée par Wilhelm Liebknecht et qu'elle reste inconnue de Bebel lui-même, la nouvelle rédaction du programme ajoutera simplement le qualificatif de « socialiste » à la mention des « coopératives de production », sans autre précision <sup>14</sup>. Difficile de dire si les remarques de Marx y sont pour quoi que ce soit.

Si elle ne désigne aucun socialisme, ni passé ni futur, l'expression de « première phase » possède en fait trois fonctions combinées, qui rendent la lecture de ce texte particulièrement malaisée. D'abord, elle caractérise un moment de l'analyse politique, anachronique en 1875, qui conduit à des solutions socialistes déjà expérimentées et vouées à l'échec. Par ailleurs, elle préserve la possibilité d'un dialogue avec les dirigeants de la social-démocratie allemande, au moment même du congrès de réunification, mais aussi après celui-ci. Enfin, elle pointe vers une question bien réelle pour Marx, celle des transitions, mais qu'il pense pour sa part politiquement et que vise partiellement la suite du texte, consacrée à cet aspect et à la dictature du prolétariat. Ainsi, la question du socialisme, si l'on entend par là la question de la transition politique, mais aussi, et inséparablement, économique et sociale n'est ni décrite ni répudiée par ce texte : elle n'est tout simplement pas abordée dans la *Critique du programme de Gotha* en dépit de toutes les lectures !

Il faut aborder à présent le passage du texte le plus problématique par rapport au choix interprétatif choisi, car Marx écrit bien : « dans une

<sup>13</sup> / *Ibid.*, p. 42.

<sup>14</sup> / *Ibid.*, p. 82.

phase supérieure ». Le style affirmatif et la tournure descriptive du passage donnent de nouveau fortement à penser qu'on rencontre bien et enfin ici la désignation adéquate du stade ultime de la transformation révolutionnaire du capitalisme. Mais l'anonymat du processus doit pourtant alerter tout lecteur averti : « quand aura disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail, et avec elle l'opposition entre travail manuel et travail intellectuel, etc. ». Quand « aura disparu » ? Et par quel miracle ? Aucune lutte, aucun moment politique ici. Qui peut penser que Marx croie aux effets induits et automatiques qu'initierait une réforme de caractère juridique, par ailleurs infaisable et dont il affirme quelques lignes plus haut le caractère constitutivement « bourgeois » ? Comment, en outre, penser que Marx a soudain oublié la remise en cause de la propriété capitaliste, celle des moyens de production, dont il faut souligner qu'elle n'est pas mentionnée ici alors qu'elle est précisément pour Marx, en tant que visée immédiate, le lieu de la connexion du juridique, du politique et de l'économique ? L'équitable répartition et ses visées confuses, son projet indéfini car indéfinissable, seraient la source d'une transformation radicale : autant rayer d'un trait de plume tous les textes antérieurs, y compris le *Manifeste*, pourtant le plus marqué par l'optimisme historique quant à une révolution victorieuse imminente, pourtant mentionné ici quelques lignes plus loin, et qui ne prête aucune linéarité simple à cette dernière. C'est le télescopage du niveau individuel et du niveau politique qui frappe ici, tant manque la médiation des luttes sociales : si l'on adopte la lecture orthodoxe de cette œuvre, la *Critique du programme de Gotha* serait alors le texte de Marx le plus impolitique qui soit, et cela alors même qu'il se veut une intervention éminemment partisane dans le cadre de la constitution de l'un des premiers partis ouvriers européens ! Réciproquement, cette relecture critique interdit tout aussi bien de condamner en général des mesures de réappropriation collectives ou une transformation de la répartition des richesses comme étape première d'un processus de dépassement du capitalisme, ce texte n'en traitant à aucun moment. Et c'est précisément la question cruciale de leurs conditions et de leur instauration qui reste en suspens, question par essence politique à laquelle Marx fait allusion dans la dernière partie de ce texte, lorsqu'il aborde les questions de l'Etat et de la dictature du prolétariat, qu'on ne pourra aborder ici.

La suite du passage, après le paragraphe consacré à la « phase supérieure de la société communiste », poursuit la critique entamée du juridisme et de l'étatisme : Marx reprend les expressions de « droit égal » et de « répartition équitable » soulignant alors « l'ignominie que l'on commet quand, d'une part, on veut imposer en guise de dogmes à notre parti des représentations qui ont eu du sens à une certaine époque, mais qui sont devenues un vieux fatras de mots <sup>15</sup> ». Quant à l'autre aspect, il réside pour Marx dans ce qu'il nomme « l'idéologie juridique et le reste des bobards familiers aux démocrates et aux socialistes français ». Difficile de considérer qu'une « idéologie », des « bobards » et un propos au total « ignominieux »

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 60.

soient adéquats à la description de la première étape du communisme. On peut juger incomplète une telle phase initiale, mais on voit mal comment des conceptions condamnées en ces termes violents et méprisants pourraient décrire et inspirer un moment constitutif du procès historique d'émancipation humaine, dont Marx pense qu'il doit être l'effort le plus gigantesque de la compréhension et de l'action collectives. Comme si cela ne suffisait pas, le texte qui suit reprend en détail la critique de la thématique de la répartition, référée au « socialisme vulgaire » et rappelle les conditions élémentaires d'une analyse du capitalisme comme mode de production.

Dans ces conditions et si l'on adopte l'hypothèse de lecture qui fait de la description de la phase première une simple concession rhétorique permettant de développer par ailleurs une condamnation vigoureuse du socialisme vulgaire, c'est encore une fois le paragraphe sur le communisme proprement dit qui soulève un problème considérable : suite du processus, bifurcation entre socialisme et communisme, ou opération plus complexe encore ? De quoi parle Marx, au juste, et selon quelle modalité ? Relisons ce texte :

« Dans une phase supérieure de la société communiste, quand aura disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail, et avec elle l'opposition entre travail intellectuel et travail manuel ; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais sera devenu le premier besoin vital ; quand avec le développement des individus à tous égards leurs forces productives se seront également accrues et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins <sup>16</sup> ! »

Si le texte correspond mieux aux thèses qui sont effectivement celles de Marx en la matière, on peut être frappé cependant par deux choses : la première est le caractère incomplet et succinct de cette description, qui a pour conclusion la seule exigence de dépassement du droit bourgeois, qu'on admette ou non que son maintien caractérise effectivement la première phase. Comme si l'argumentaire marxien gardait ici encore sa visée polémique et pédagogique à l'intention de ceux qui pensent avant tout en termes de droit et en termes de travail, l'un comme l'autre conçus abstraitement, Marx ajustant à leurs catégories une suggestion de correction des articles incriminés. Rectifiant du même mouvement l'abstraction du « travail utile » en introduisant la question de la division capitaliste du travail et celle de forces productives incluant les individus, Marx met l'accent sur ce qui serait un progrès de l'analyse, bien plus qu'un progrès historique concret, une phase logique plus qu'une phase réelle. Compte tenu des insuffisances qu'il déplore, son but ne saurait être de conduire le parti allemand au raffinement d'un processus en deux temps, très étranger à la réflexion de ses promoteurs autant qu'à ses propres options et, qui plus est, se révèle peu opportun s'il s'agit de formuler synthétiquement, pour les militants et les destinataires

<sup>16</sup>/ *Ibid.*, p. 60.

de ce programme, une visée politique définissant de façon aussi exacte que possible l'identité politique de la nouvelle formation.

On peut faire l'hypothèse qu'il s'agit pour Marx, de façon encore une fois relativement diplomatique, d'insister sur ce que devrait proposer *a minima* ce programme en matière de perspective politique : le projet de l'abolition des rapports de production capitalistes, de la division du travail qui en est indissociable et d'un dépassement démocratique radical de la vision juridique qui contamine jusqu'aux traditions socialistes les plus politiques : ce qu'il nomme explicitement quelques pages plus loin le « processus révolutionnaire de transformation de la société »<sup>17</sup>. En effet, outre la référence tacite à Proudhon rencontrée précédemment, le paragraphe se conclut par la formule empruntée à Louis Blanc : « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins », formule qui désigne à nouveau un simple principe de répartition individuelle des richesses. Si le socialisme n'est pas nommé, c'est bien à cette tradition politique née en France que songe ici Marx, sous l'angle de ses limites constitutives et de ses insuffisances criantes, même si et précisément parce qu'il en connaît la fonction historique décisive. De fait, la proposition politique centrale de Louis Blanc était aussi la création d'ateliers nationaux subventionnés par l'Etat, conception dont hérite le programme de Gotha. Indépendamment même de ce que Marx peut penser sur le fond d'un tel énoncé lapidaire, ou lui faire dire, puisqu'il peut à l'évidence être acclimaté à une visée politique mieux construite, il est bien placé pour savoir que la formule relaie une conception étatiste des associations ouvrières comme voie politique de sortie du capitalisme ou de réforme de celui-ci. La conception de Louis Blanc lui semblant probablement un peu plus avancée et souple que celle de Lassalle, il en suggère un mot d'ordre à la fois conforme à l'esprit des rédacteurs du programme et relativement apte à se colorer d'une dimension véritablement révolutionnaire.

On peut donc, une fois encore, affirmer qu'il est impossible de lire ce paragraphe comme l'expression la plus aboutie des conceptions originales de Marx en la matière, lui qui pense le communisme sous le double angle d'une abolition des rapports capitalistes et comme résultat d'un processus politique non étatique, de mobilisation populaire révolutionnaire et qui peut à l'occasion utiliser le suffrage universel, processus totalement absent ici en tant que tel. La définition de la société communiste ne peut être, en effet, pour Marx qu'une définition en acte, selon un mouvement de démocratisation expansive et sans modèle préconçu, inséparable d'un processus historique concret d'émancipation et d'invention, qui ne saurait pour cette raison être par avance décrit de façon programmatique même si ses visées globales sont définies. Et la suite des gloses marginales va ensuite aborder la question du pouvoir, en la séparant artificiellement des considérations anticipées qu'on rencontre ici : cet ordre d'exposition, qui prend à revers l'ordre historique et désarticule son unité concrète, n'est pas celui de Marx, mais il lui est imposé par le texte qu'il commente, qu'il tente de faire mo-

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 70.

difier, conscient du caractère forcément marginal et limité des modifications qui pourront être ainsi obtenues. En un sens, cet ordre du commentaire, imposé par le texte commenté, tombe bien : il permet de passer à la vraie question de la transition, telle que Marx la conçoit, c'est-à-dire comme transition politique, en la séparant des propositions inopportunes antérieures.

Si l'on admet les tenants et aboutissants de cette lecture fort peu orthodoxe, le texte de Marx change radicalement de nature : loin d'être ce bréviaire de la révolution qu'il s'est toujours refusé à fournir, il ne s'agit que d'une intervention de circonstance, destinée à faire accepter quelques corrections, réparant au moins les pires bévues dont ce programme est truffé aux yeux de Marx. Ainsi la « première phase » est-elle la désignation euphémisée d'une tradition socialiste qui reste immature et étatiste, tandis que la seconde cherche à conduire par la main les rédacteurs pour qu'ils admettent de faire un pas de plus en direction de ce qu'on leur présente comme n'étant rien d'autre, au fond, que leurs propres thèses, sous la prudente et peu compromettante caution d'un Louis Blanc. Mais cette seconde formulation reste elle-même en décalage radical avec la conception marxienne du communisme, développée par ailleurs même si elle ne donne jamais lieu chez Marx à une description précise, incompatible avec sa définition d'un processus politique qui a pour vraie définition de créer à mesure ses présuppositions en même temps qu'il se corrige et se réoriente sans cesse.

Ce qui importe à Marx n'est donc pas la détermination de phases par avance définies voire prescrites mais la réflexion sur un processus de transition, associant en permanence mobilisation politique, fonctionnement démocratique, transformation économique et sociale et redistribution égalitaire. Ce processus présente néanmoins deux faces : d'un côté, il consiste dans cette mobilisation politique qui définit à mesure ses buts et échappe à tout séquençage préalable. De l'autre, il désigne d'emblée un fonctionnement alternatif, dont il reste à définir les conditions de cohérence et de viabilité. Transition et hypothèses de fonctionnement : si l'on nomme socialisme cette démarche de nature à la fois épistémologique et politique, le terme n'y perd nullement sa pertinence précisément parce qu'il cesse d'être réduit à son sens d'étape figée. Bref, il faut affirmer que si le terme de socialisme n'a pas perdu sa validité c'est dans la mesure où il se situe du côté de l'expérience réelle, compte tenu de toutes les limites qui sont les siennes, mais aussi de sa valeur irremplaçable. Contre l'idée que le communisme ou plus vaguement encore, l'émancipation, devraient rompre leurs amarres théoriques et historiques avec un passé complexe, à la fois fondateur et tragique, c'est sous l'angle de leurs enjeux présents, persistants et renaissants, qu'on peut aborder les tentatives et les modèles socialistes du XXI<sup>e</sup> siècle pour autant qu'ils visent clairement une sortie du capitalisme.



# Georges Labica, parcours d'un intellectuel communiste

Stathis Kouvélakis

AVEC LE DÉCÈS DE GEORGES LABICA, en février dernier, la pensée marxiste a perdu une figure majeure, en France et dans le monde. Il est assurément difficile de rendre compte dans ces quelques notes d'une personnalité et d'une trajectoire aussi riches que les siennes. Disons d'emblée que Labica n'avait strictement rien de l'intellectuel coupé de la pratique et qu'il était tout le contraire du militant qui aurait abandonné le terrain de la recherche théorique. Comme l'atteste son parcours biographique et intellectuel, chez lui, le marxisme en tant qu'unité de la théorie et de la pratique atteignait sa vérité même. Et le marxisme de Labica était aux antipodes d'une pensée d'école : nourri des débats et des figures majeures des années de l'après-guerre, il se caractérise par une grande singularité, signe d'un écart persistant aux tendances dominantes de son temps, auxquelles il a pourtant pleinement participé et dont il est, par bien des aspects, un représentant éminent.

Le premier élément saillant dans le parcours de Labica, à la fois dans un sens chronologique et, surtout, parce qu'il est central à son intelligibilité, est le rôle décisif de sa participation à la lutte anticoloniale, qui est, ne l'oublions pas, la grande affaire de l'après-guerre en France. Né à Toulon en 1930, dans une famille ouvrière, Labica étudie la philosophie, découvre le marxisme, et rejoint en 1954 le PCF, alors au sommet de son influence. Son premier poste d'enseignant en philosophie le destine à Alger, et c'est là, à partir de 1956, que, plutôt que de rejoindre les rangs du PC algérien, il entre en contact avec les réseaux du FLN et participe à la lutte du peuple algérien pour sa libération. Voulant éviter son incorporation au contingent français en Algérie pour cause de service militaire, il est nommé dans un bataillon disciplinaire de chasseurs alpins à Barcelonnette, où il reste pendant plus de deux ans, entre 1958 et 1960. De retour à Alger, Labica plonge à nouveau dans l'activité clandestine, devient l'un des responsables de l'organe du FLN *El Moudjahid*, et se cache dans la kasbah d'Alger. Sa tête est mise à prix par l'OAS. Il reste en Algérie après l'indépendance (jusqu'à l'automne 1968), obtient un poste à l'université d'Alger et participe activement à la formation des cadres du jeune Etat indépendant, vers lequel se tournent alors les regards des révolutionnaires et des militants anti-impérialistes du monde entier.

Ses premiers travaux portent sur de grandes figures de la pensée arabomusulmane<sup>1</sup>, ainsi que sur les rapports du marxisme aux spécificités nationales et culturelles des pays non-européens. Ces thèmes : le rapport de la politique

<sup>1</sup>/ cf. l'ouvrage majeur qu'il publie en 1965 à Alger : *Politique et Religion chez Ibn Khaldoun*. Pour les références des ouvrages cités de Georges Labica, se reporter à la bibliographie en fin d'article.

et de la religion, la puissance sub-  
jectivante et mobilisatrice de celle-ci,  
le rôle de l'idéologie dans les pra-  
tiques sociales, la réinvention (et non

l'« application ») du marxisme dans les contextes spatio-temporels particuliers comme véritable épreuve de son universalité, resteront au centre de sa recherche.

Au printemps 1968, peu avant son retour définitif en France, Labica se trouve à Paris en tant que délégué au congrès du SneSup. Il participe avec enthousiasme aux événements de mai-juin. A partir de la rentrée de cette année là, et jusqu'à la fin de son activité professionnelle, il enseignera la philosophie, et fera découvrir Marx et la tradition marxiste à de nombreuses générations étudiantes, à l'université de Nanterre. Il milite au PCF, devient membre du comité fédéral des Hauts-de-Seine, et enseigne à l'école centrale des cadres du parti. Il participe en même temps activement à la revue *Dialectiques*, animée par des intellectuels membres du PCF mais indépendante du parti (et à distance de celui-ci), qui connaîtra un succès considérable entre 1974 et la fin des années 1970 (elle s'arrête en 1982), avec une diffusion atteignant souvent les dix mille exemplaires. Elle servira de lieu stratégique à la réflexion des intellectuels communistes critiques et de passerelle entre l'aire intellectuelle proche du philosophe communiste Louis Althusser et l'euro-communisme de gauche tel qu'il était proposé par certains secteurs des PC italien et espagnol et des intellectuels basés en France comme Nicos Poulantzas et Christine Buci-Glucksmann. Les travaux de Labica de cette époque portent pour une large part sur Lénine, et la marque d'Althusser y est visible. Ils comportent une dimension critique implicite mais évidente vis-à-vis de la stratégie électoraliste et bureaucratique de la direction du PCF. Avec Althusser et ses proches, Labica critiquera l'abandon de la « dictature du prolétariat » par le PCF en 1976, et défendra une approche que l'on pourrait qualifier de « léniniste non-dogmatique » des questions de l'État, de la stratégie révolutionnaire et des rapports de la démocratie et de la révolution.

Pourtant, sa thèse <sup>2</sup> révèle une prise de distance décisive à l'égard d'Althusser, dont les conséquences s'avèrent considérables : si Labica reprend l'idée d'une séquence de ruptures, qui conduit le jeune Marx à se séparer de sa « conscience philosophique d'autrefois », et tout particulièrement de son moment humaniste-feuerbachien (et plus largement jeune-hégélien), cette rupture ne conduit pas Marx vers une nouvelle philosophie, à la mesure de la science nouvelle qu'il fonde, le « matérialisme historique ». Pour Labica, Marx rompt avec toute philosophie, sa voie est celle d'une « sortie de la philosophie », vers son dehors : la lutte de classes et les découvertes de la science révolutionnaire qui émerge de sa critique de l'économie politique et de sa rencontre avec le mouvement ouvrier. « Pour un marxiste, pas de philosophie », telle est la thèse qu'il défend, contre l'idée archi-dominante d'une « philosophie marxiste », qui serait restée à l'état latent chez Marx et qu'il reviendrait à la postérité de développer. En réalité, comme le montrera Labica dans ses travaux ultérieurs, cette « philosophie marxiste » n'est autre chose que la construction d'une orthodoxie théorique par les organisations, puis par les

États, qui se sont appropriés la doctrine de Marx pour leurs fins propres. S'ils lui ont ainsi assuré une diffusion

<sup>2/</sup> Publiée en 1976 sous le titre *Le Statut marxiste de la philosophie* et dirigée par Maurice de Gandillac.

de masse, ce fut au prix d'une instrumentalisation, d'une transformation de la théorie en caution des choix tactiques des groupes dirigeants. Sur ce point crucial, Labica critiquera Althusser de n'être pas allé jusqu'au bout de sa rupture avec le moule théorique de l'orthodoxie, avec son obstination à défendre l'idée d'une « philosophie marxiste », et revendiquera sa filiation avec le « marxisme *underground* »<sup>3</sup> des grands hérétiques du siècle passé (de Bloch à Sartre), et tout particulièrement avec Henri Lefebvre. De ce dernier, il partage plus particulièrement la critique de la philosophie comme co-substantielle à l'Etat, avec Hegel en tête et Staline (le « Hegel du pauvre ») en fin de cortège, ainsi que la recherche d'une voie « métaphilosophique » (quoique sur un mode moins poétique).

Ainsi, ce débat en apparence spéculatif renvoie à des enjeux politico-intellectuels tout à fait immédiats dans la France des années 1970. Le décor était planté pour les grandes ruptures qui allaient suivre. Avec la fin de l'Union de la gauche, la crise du PCF et la grande sécession de l'intelligentsia communiste, Labica rejoint les rangs des militants en rupture de ban, plus précisément ceux qui critiquent la direction du parti « sur sa gauche ». Il est l'un des animateurs de l'appel « union dans les luttes », lancé en 1978, et publie l'année suivante, avec Etienne Balibar, Guy Bois et Jean-Pierre Lefebvre, l'ouvrage *Ouvrons la fenêtre camarades !*, l'une des meilleures analyses marxistes de l'Union de la gauche et des raisons profondes de son échec. Labica quitte le PCF en 1982, mais demeure politiquement actif et inébranlable dans son engagement communiste.

C'est paradoxalement, en un sens, au cours des années qui suivent, que son rôle deviendra le plus central dans la destinée du marxisme en France, c'est-à-dire dans la période de défaite historique du projet révolutionnaire, de déferlement d'un anti-marxisme virulent dans l'ensemble de la sphère culturelle et de démission politique des intellectuels. Comme l'a souligné André Tosel, c'est Labica qui « permet de fixer les limites du retrait de la théorie marxiste en le transformant en retraite intelligente, base de nouveaux re-traitements (dont lui-même donna quelques échantillons) »<sup>4</sup>. Et c'est grâce au travail collectif de très grande ampleur dont il fut l'infatigable animateur qu'une telle tâche put être menée à bien. Les jalons principaux en sont le *Dictionnaire critique du marxisme* (1<sup>re</sup> édition 1982), le colloque du centenaire de la mort de Marx (1983), puis, jusqu'en 1995, les activités foisonnantes de l'équipe de recherche « Philosophie politique, économique et sociale ».

Au cours de cette période, Labica se rapproche de la LCR. Il sera lui-même candidat aux législatives de 1986, dans les Hauts-de-Seine, dans des listes « alternatives » soutenues notamment par la LCR, le PSU et des militants associatifs. S'il soutient la candidature de Pierre Juquin (dirigeant du PCF exclu du parti) à l'élection présidentielle de 1988, il désavouera ce dernier, et ses

3/ Selon son expression, en hommage à la musique, et avant tout au jazz, dont il était fêru.

4/ André Tosel, « Devenirs du marxisme 1968-2005. Du marxisme léninisme aux mille marxismes », texte disponible sur le site du séminaire Marx [www.marxau21.fr](http://www.marxau21.fr)

anciens camarades rénovateurs, lorsqu'ils rompent l'alliance avec la Ligue. Dans les travaux de cette période, il revient sur la question de l'idéologie, avec un « grand petit

livre», *Le Paradigme du Grand Hornu*, qu'il publie aux éditions La Brèche (liées à la LCR) en 1987, et sur la rupture de Marx avec la philosophie, dans un ouvrage de référence portant sur les « thèses sur Feuerbach ». Dans la foulée du bicentenaire de la Révolution française, il publie un essai marquant sur Robespierre, qui place au centre de l'analyse le dirigeant-philosophe, inventeur de concepts adéquats à une situation inouïe – une révolution inédite dans l'histoire humaine –, au premier rangs desquels ceux de la doctrine du « gouvernement révolutionnaire ». Une doctrine que Labica situe à l'origine d'une séquence qui se poursuit avec la « dictature du prolétariat » de Marx et de Lénine, et que, à rebours de tous les « antitotalitarismes », il place au centre de la politique démocratique moderne, en tant qu'état d'exception fondateur, saut périlleux hors de la légalité existante constitutif du moment inaugural de la souveraineté populaire.

Ce sont ces thèmes qu'il approfondira dans ses deux derniers livres, que l'on peut considérer comme son testament théorique : *Démocratie et Révolution* et *Théorie de la violence* <sup>5</sup>. Là encore, point de spéculation détachée du réel, mais une interrogation serrée des réalités nouvelles du capitalisme mondialisé, suivant de près une expérience militante à dominante anti-impérialiste, qui l'amène à entreprendre de nombreux voyages, tout particulièrement en Amérique latine et en Palestine. Au cours de ses dernières interventions, Labica n'a cessé de mettre l'accent sur trois aspects qu'il considérait comme essentiels à la reconstruction d'une pensée et d'une action révolutionnaires :

- la nécessité d'une rupture, du bris de la mondialisation en tant que forme renouvelée de *domination impérialiste*, consubstantielle à l'ordre capitaliste et cela dès son origine ;
- la critique radicale des conceptions libertaires qui refusent la prise du pouvoir d'État comme condition d'une transformation sociale d'ensemble. A ces impasses, il convient d'opposer l'exigence démocratique qui s'affirme de toute part, celle d'une démocratie de masse s'attaquant aux fondements de l'ordre existant, que seule une révolution anticapitaliste est susceptible de porter et de maintenir en vie ;
- la défense de la violence révolutionnaire en tant que violence émancipatrice, nécessaire réponse à celle du système qu'il s'agit de détruire.

Inutile de dire à quel point ces thèses sont « inactuelles », peu susceptibles de faire « consensus » – terme qu'il détestait sans doute plus que tout autre. Autant qu'il détestait cette posture politique et intellectuelle, si répandue dans la gauche actuelle, qui consiste à intérioriser la défaite, pour s'en accommoder ou s'y complaire. Il n'est nullement exagéré de dire que toute son énergie au cours des dernières décennies a été consacrée à forger les outils nécessaires pour se défaire de cette défaite là, et ouvrir de la sorte des voies concrètes à un projet révolutionnaire lui-même transformé par les dures leçons du passé. C'est pour tout cela que son travail et, disons-le, son courage, sont à un tel point nécessaires pour nous, à ce moment précis où tant de chantiers sont à reprendre et d'expériences nouvelles à vivre.

<sup>5</sup>/ Sur le premier ouvrage, voir notre recension « Intervenir en marxiste », *Contretemps*, n° 13 (ancienne série), 2005 ; sur le second, voir le texte qui suit.

precis où tant de chantiers sont à reprendre et d'expériences nouvelles à vivre.

# La violence émancipatrice

Georges Labica et Slavoj Zizek, réflexions croisées sur la violence

Stathis Kouvélakis

LA CONDAMNATION catégorique de toute forme de violence est le principe le mieux partagé à l'heure actuelle. A l'exception naturellement de l'Autre absolu, nommé « terroriste » (en général « musulman »), ou, plus occasionnellement, « extrémiste ». L'agent supposé de cette violence est donc tant la cible de la condamnation portée envers celle-ci que l'objet de tout un dispositif sous-tendant cette condamnation et qui repose néanmoins lui-même sur l'usage de la violence. Un usage certes codifié et « légal » (du moins en partie), mais qui tend de plus en plus clairement vers le statut d'une législation d'exception – quand ce n'est celui de procédures occultes telles que les extraditions vers les pays pratiquant la torture. Ce dispositif est supposé neutraliser la menace que représente l'intrusion possible de l'agent en question, mais ce qu'il vise en un sens à neutraliser avant tout, c'est sa propre présence, la réalité de son fonctionnement. La violence d'Etat est donc la violence « normale », puisque celui-ci en concentre l'usage légitime, elle est invisible, puisqu'« on » ne la remarque pas (sauf circonstances exceptionnelles), tout comme « on » ne remarque pas les suicides induits par les licenciements, le chômage, les accidents (et les conditions) de travail, bref la violence « ordinaire » des rapports sociaux existants.

Nous voici au cœur des paradoxes actuels de la violence. Ou plutôt, ces paradoxes n'apparaissent comme tels que dans la mesure où nous nous situons dans le cadre des coordonnées idéologiques et des schèmes de pensée dominants, dont l'effet est de rendre impossible toute analyse véritable de, et toute discussion argumentée sur, la violence. Pour le dire autrement, la question de la violence est le grand refoulé de la configuration idéologique dans laquelle nous vivons. Ce n'est donc pas un hasard si elle est l'objet d'ouvrages de deux des penseurs qui se situent résolument en dehors du consensus existant, Slavoj Zizek et le récemment disparu Georges Labica <sup>1</sup>, qui partagent la référence à Marx et, surtout, la recherche des conditions d'une politique émancipatrice.

Le caractère protéiforme du sujet, sa véritable ubiquité, en font une épreuve redoutable pour la pensée : il est en un sens impossible de parler directement de la violence, dès que l'on s'approche du sujet, celui-ci glisse entre les doigts, entraîne vers d'autres directions, brouille toutes les pistes, les définitions, les partages du savoir. De là sans doute les particularités de forme des livres en question : Zizek part avantagé par l'aspect digressif de sa démarche. Fidèle à ses habitudes, il propose avec *Violence* six parcours latéraux, articulant références à des textes classiques (de la Bible à La-

<sup>1</sup>/ Georges Labica, *Théorie de la violence*, Naples/Paris, Città del Sole & Vrin, 2007 ; Slavoj Zizek, *Violence. Six sideways reflections*, Londres, Profile Books, 2008.

can en passant par Benjamin) et réflexions sur les thèmes contemporains – du « terrorisme » et du « fondamentalisme religieux » aux questions du « multiculturalisme » et autres figures du discours actuel de la « tolérance » et de la « reconnaissance ».

*Théorie de la violence*, ultime publication de Labica, se présente en revanche comme un ouvrage soigneusement composé, sans véritable équivalent dans l'œuvre de son auteur, dont la singularité ne manquera pas de frapper, voire même de dérouter le lecteur. A l'instar de Zizek, mais de façon bien plus calculée et systématisée, Labica s'engouffre dans un tourbillon de références (qui, nous le verrons, recourent à de nombreuses reprises celles de l'auteur de *Violence*), allant d'une étude fouillée de passages de la Bible à un parcours étourdissant de la peinture italienne, et couvrant une vaste littérature sociologique, philosophique, cinématographique, théâtrale, et, naturellement, littéraire, le tout dans une aire culturelle de dimension quasi-planétaire. Et pourtant, il y a dans cette profusion tout autre chose qu'un exercice gratuit d'érudition : comme une forme expérimentale, adéquate à une pensée qui s'empare de tout objet pour en révéler le potentiel antagoniste.

La comparaison qui nous semble s'imposer est celle avec l'Ernst Bloch du *Principe Espérance* : Labica s'évertue, en effet, à montrer l'omniprésence de son thème, la manière dont la violence travaille de l'intérieur la totalité des expressions et productions humaines. D'où l'impossibilité de la fixer, de la saisir comme un concept. Pour lui, « la violence n'est pas un concept », elle n'existe et ne peut se comprendre « qu'en situation ». Elle se caractérise, en d'autres termes, par un principe de dispersion radicale, dont la forme de l'ouvrage se veut l'allégorie. Dans le même ordre d'idées, Zizek souligne que la violence n'est pas la « propriété directe de certains actes », qu'elle « se distribue entre les actes et leur contexte », car un même acte peut être compté comme violent ou non en fonction de ce dernier.

Zizek place d'emblée au centre de son analyse la violence comme impensé, point aveugle de tous les discours idéologiques qui se présentent comme son opposé, ou son dépassement, et qui se révèlent être en réalité secrètement fondés précisément sur ce noyau violent dont ils organisent l'oubli, la dénégation. La partie principale de son propos, et sans doute la plus forte, porte sur la question de la violence symbolique, comprise non pas comme déplacement, diversion ou forme adoucie de la violence, mais bien comme violence au sens propre, et ce d'un double point de vue : d'une part, la violence spécifique du langage fait partie intégrante de la violence des relations sociales et, de l'autre, en tant que champ symbolique, le langage est (lui aussi) fondé sur l'imposition violente d'un élément dominant (le Signifiant-Maître en termes lacaniens), qui le structure en tant que tel. Le langage est donc « le premier, et le plus grand, diviseur » : c'est précisément en tant que médium de la non-violence, opérateur de la reconnaissance par inscription dans le champ symbolique, qu'il peut rendre une réalité intolérable, et induire une violence potentiellement illimitée. Mais qui demeure en un sens cachée car, justement, médiée par le fonctionnement même du lan-

gage : la « forme la plus élevée de violence, écrit Zizek, est l'imposition de la norme par rapport à laquelle certains actes apparaîtront comme violents ». C'est pourquoi, poursuit-il, toute la condamnation qui a cours de nos jours de la « violence » se concentre sur les formes subjectives, celles qui peuvent être rapportées à des agents identifiables, et laisse de côté la violence « objective », qui est celle du système lui-même, la violence « normale » de l'état de choses actuel qui fonde la norme par rapport à laquelle la condamnable violence subjective est perçue comme telle.

Suivant un parcours plus complexe, c'est un fil parallèle que suit Labica, qui le conduit à des conditions identiques, avec une plus grande insistance toutefois sur le rôle de l'Etat (et donc du Droit) dans l'imposition de la norme et de la construction du champ symbolique. Au cours d'analyses serrées, il montre que notre perception de la violence se caractérise par une subjectivisation exacerbée de son mécanisme et de son exercice, aussi bien pour la « victime souffrante », qui subit la violence et a droit à notre compassion, que pour celle ou celui qui l'exerce, dans un acte transgressif absolument et unanimement condamnable. Or, cette vision, si partagée qu'elle acquiert la force d'une évidence, n'est en réalité (et pour cette raison même) que l'effet de l'idéologie dominante en tant qu'idéologie *juridique*, fondatrice de l'« Etat de droit » moderne. C'est parce que le droit est la diction, la mise en forme, étatique des rapports sociaux qu'il fait apparaître comme transgressifs et violents les écarts à la norme qu'il constitue en même temps qu'il érige celle-ci en norme de droit. Dire la loi, c'est en même temps définir, présupposer et, dans une large mesure, façonner la possibilité et les formes mêmes de sa transgression.

Pour le dire autrement, le droit n'est pas l'opposé de l'illégalité, mais le moyen de sa constitution et de sa transformation en fonction des conjonctures. Il n'est pas l'opposé de la violence mais sa codification, le traçage et le déplacement continu de ses frontières, tout autant que son exercice et sa concentration « légitimes » dans les appareils d'Etat. Il en résulte non pas une quelconque « fin », ou même diminution tendancielle de la violence, mais, dans les conditions de « normalité » (lorsque le pouvoir de la classe dominante n'est pas menacé au point d'exiger l'instauration d'un état d'exception), une occultation massive de la violence « objective », plus exactement « structurelle », du système. C'est-à-dire, avant tout, la violence sociale et économique, celle des mécanismes impersonnels de la domination capitaliste, que vient compléter la violence « légale » mais néanmoins meurtrière des appareils répressifs de l'Etat. Même quand elle demeure contenue dans les limites « constitutionnelles », cette violence, il convient d'y insister, comporte toujours des mécanismes punitifs et anthropophages, soustraits de l'espace public (combien ont une connaissance, même approximative, de la réalité de l'univers carcéral?), intimement liés à la domination de classe, et dont l'Etat pénal du néolibéralisme mondialisé représente la forme actuelle. Comme le rappelle ironiquement Zizek, les tortures auxquelles étaient soumis les détenus irakiens d'Abou Ghraib n'étaient pas un écart mais bien un mode d'introduction aux normes les plus essentielles de la « civilisation occidentale ».

Voilà qui nous amène à la question cruciale, celle du rapport entre violence et émancipation, celle donc du recours à la violence par celles et ceux qui subissent la violence objective du système. Zizek et Labica se rejoignent pour en souligner le caractère fondamentalement *réactif*, le retournement qu'elle opère de la violence ordinaire du système contre lui-même. D'où un refus partagé de toute position de condamnation morale, car la contre-violence des dominés n'est pas affaire de choix, mais de contexte, et, en tant que violence réactive à celle du système elle est essentiellement asymétrique eu égard à l'inouïe puissance meurtrière de ce dernier. De là également une critique largement convergente des discours actuellement dominants, surtout à gauche, en faveur de la « non-violence ». La cible préférée de Zizek est le discours « multiculturaliste » de la « tolérance ». Discours doublement aveugle, à la fois au caractère antagoniste des rapports sociaux qui sous-tendent les formes de discrimination et de stigmatisation auxquelles il prétend s'attaquer, et au présupposé violent de sa propre problématique : l'autre doit être reconnu mais à la condition que son altérité soit ramenée à une question de « choix culturel », rendue ainsi compatible avec « nos » valeurs, et, en fait, dépouillée de son altérité. Labica place au centre de sa critique les stratégies de la « non-violence » prônées par certains secteurs de la gauche <sup>2</sup> et qui, lorsqu'elles ne sont pas sélectives, donc autocontradictaires, s'avèrent en un sens pire que le vœu pieux. Véritable proclamation d'impuissance, elles sont au sens strict insoutenables : car s'il y a des degrés de violence dans les pratiques de transformation, il n'y pas de « degré zéro », « il n'y a donc pas de non-violence ».

Reste à aborder une dernière étape, sans doute la plus décisive : celle de la violence révolutionnaire, que, de façon très frappante, et qui ne doit assurément rien au hasard, les deux auteurs explorent à partir de références largement convergentes, en premier lieu la *Bible*, plus particulièrement le livre de Job, et Walter Benjamin <sup>3</sup>. On peut résumer la direction d'ensemble de la réflexion comme une invitation à penser la violence révolutionnaire en tant que vérité de la « violence divine », celle de Dieu punissant le fidèle et vertueux Job sans raison rationnelle. Dans sa radicalité (que les interlocuteurs de Job cherchent à tout prix à émousser), cette dernière se présente ainsi comme violence *absurde*, au-delà du bien et du mal, échappant à tout critère de jugement « objectif », car elle est précisément *fondatrice* de sens, surgissement absolu d'un monde dont seule la totale acceptation permet d'en dégager les possibilités internes de sens : seul Job, croyant absolu, peut « comprendre » l'absurdité même de sa punition.

Reprenant la lecture de Walter Benjamin, il nous faut ainsi voir dans cette violence divine une métaphore, encore enveloppée de transcendance religieuse, de la violence révolutionnaire, nommée dans la tradition jacobine « terreur » et dans celle du marxisme « dictature du prolétariat » : non pas simplement une violence dé-

<sup>2</sup>/ On pense notamment à l'ex-dirigeant italien de Refondation communiste, Fausto Bertinotti, dont la doctrine de « non-violence absolue » s'est toutefois révélée compatible avec un soutien enthousiaste à la participation de l'armée italienne aux missions de l'ONU et de l'OTAN.

<sup>3</sup>/ cf. « Critique de la violence », in Walter Benjamin, *Œuvres*, Paris, Gallimard-Folio, 2000, t. 1, p. 210-243.

fensive, assurément nécessaire pour riposter à la violence contre-révolutionnaire des classes menacées, ou déchues, dans leur domination. Ni simplement la violence extra-ordinaire, le geste d'exception fondateur d'une nouvelle souveraineté étatique. Certes, la violence révolutionnaire se doit de s'emparer du pouvoir d'Etat, briser son appareil et instaurer une nouvelle légalité. Mais, justement, ce pouvoir nouveau n'est pas simple répétition de la violence fondatrice de tout Etat, c'est l'irruption d'une « idée neuve de bonheur », pour reprendre les termes de Saint-Just, le surgissement d'un monde éthico-politique inédit, un événement donc, en dehors duquel ce nouveau pouvoir ne pourrait jamais se poser comme Etat déperissant, contenant sa propre négation.

Avant de revenir sur cette question cruciale, relevons que nous avons atteint ici le point de résistance maximale de l'idéologie dominante, l'interdit de penser qui pèse actuellement sur la gauche. « Résister » à la violence dominante, y compris en transgressant les limites de la légalité (par la « désobéissance civile » par exemple), diront les plus radicaux, pourquoi pas ? Mais assumer la violence révolutionnaire, prendre le pouvoir pour changer le monde, non, cela ne peut que conduire au « totalitarisme » de l'Etat-parti de funeste mémoire. De l'avis des philosophes contemporains <sup>4</sup>, s'il faut assumer la *Gewalt* <sup>5</sup> au sens de « puissance », d'une politique visant à contenir la contrainte en la soumettant au droit, s'il faut « civiliser » la politique, voire même, disent certains (qui pensent dépasser ainsi Lénine par Gandhi <sup>6</sup>), la « révolution », il ne saurait être question de s'engager dans la *Gewalt* au sens de la violence, d'envisager une politique (ou une politisation) de la violence, comme Marx, Engels et Lénine nous ont invités à le faire. Or, pour Labica, comme pour Zizek, il est parfaitement illusoire de vouloir séparer ces deux aspects : accomplir, au sens fort, l'acte politique, c'est assumer le pouvoir/puissance, et celui-ci ne saurait être séparé de la violence, dont il procède, et qu'il présuppose, depuis sa constitution et jusqu'à son fonctionnement le plus ordinaire. La véritable ligne de démarcation ne passe pas entre violence et pouvoir, mais entre violence systémique (et contre-révolutionnaire) et violence révolutionnaire, émancipatrice.

A l'heure de la mondialisation, régie par l'accumulation expropriatrice dont la brutalité renvoie directement à la violence inscrite dans le système depuis le moment de l'accumulation dite « primitive », « la violence anti-système est bien à l'ordre du jour » écrit Labica. Celle, ajoute-t-il, que porte le « devoir de haine », « qui rend productives les colères que le système suscite de toutes parts ». Citant Che Guevara et Kierkegaard, Zizek se livre également à une défense éloquent de ce devoir de haine, montrant, à l'instar d'un Ernst Bloch, qu'il n'est que l'autre versant de l'amour véritable, celui qui

tend agir effectivement dans le monde. « Il faut aimer avec haine », affirme-t-il, et c'est en ce sens que la violence révolutionnaire « divine » est « une œuvre d'amour du sujet » : un risque et une tâche qui ne peuvent

<sup>4</sup>/ Labica cite explicitement Etienne Balibar, Jean-François Kervégan et Catherine Colliot-Thélène.

<sup>5</sup>/ Terme allemand significatif à la fois « violence » et « autorité », ou « puissance », par exemple au sens de « puissance publique ».

<sup>6</sup>/ cf. Etienne Balibar, « Gewalt », texte français disponible sur [www.ciepcf.fr/spip.php?article68](http://www.ciepcf.fr/spip.php?article68)

être assumés que par celui-ci, sans aucune sorte de garantie préexistante. Robespierre, auquel – nouvelle « coïncidence » – nos deux auteurs ont consacré de brillants essais<sup>7</sup>, ne parlait-il pas de « cet amour plus sublime et plus saint de l'humanité, sans lequel une grande révolution n'est qu'un crime éclatant qui détruit un autre crime » ? Laissons toutefois le mot de la fin à Labica, pour qui la violence révolutionnaire est, selon les termes de Fanon, « médiation royale » vers cette espérance simple, et pourtant radicale, qu'énoncent les dernières lignes de son ultime ouvrage : « Fin de toute occupation de territoires, fin des ingérences, qu'elles soient politiques, militaires ou humanitaires ; suppression des forces armées ; fermeture des prisons. Autrement dit la paix libératrice en lieu et place de la violence systémique. »

### **Bibliographie sélective et ressources internet**

*Politique et Religion chez Ibn Khaldoun*, Alger, SNED, 1965.

*Le Statut marxiste de la philosophie*, Bruxelles/Paris, Complexe & PUF.

*Ouvrons la fenêtre camarades !* (avec E. Balibar, G. Bois, J.-P. Lefebvre), Paris, Maspero, 1979.

*Dictionnaire critique du marxisme* (avec G. Bensussan), Paris, PUF, 1<sup>re</sup> édition 1982, 2<sup>e</sup> édition 1985, réédition Quadrige, 2003.

*Le Marxisme-léninisme. Eléments pour une critique*, Paris, Bruno Huisman, 1984.

*Le Paradigme du Grand Hornu. Essai sur l'idéologie*, Paris, La Brèche, 1987.

*Karl Marx. Les thèses sur Feuerbach*, Paris, PUF, 1987.

*Robespierre, une politique de la philosophie*, Paris, PUF, 1990.

*Démocratie et Révolution*, Pantin, Le Temps des cerises, 2003.

*Théorie de la violence*, Paris/Naples, Vrin & Città del Sole, 2007.

Plusieurs textes de G. Labica sont disponibles sur le site [labica.lahaine.org](http://labica.lahaine.org) et sur le site du séminaire « Marx au XXI<sup>e</sup> siècle » [marxau21.fr](http://marxau21.fr)

Une vidéo de sa communication du 12 janvier 2008 à ce séminaire, qui porte sur son dernier ouvrage, est disponible sur le site du réseau académique parisien : [rap.prd.fr/ressources/vod.php?videotheque=paris1/chspm](http://rap.prd.fr/ressources/vod.php?videotheque=paris1/chspm)

Son entretien avec Francis Sitel, paru dans le n° 188 (2008) de *Critique communiste*, est disponible sur le site *ContreTemps* : <http://contretemps.eu>

A lire également le texte qu'André Tosel lui a consacré dans l'hommage rendu par *L'Humanité* : [humanite.fr/2009-02-16\\_Tribune-libre\\_La-lecon-de-maintien-marxiste-de-Georges-Labica](http://humanite.fr/2009-02-16_Tribune-libre_La-lecon-de-maintien-marxiste-de-Georges-Labica)

<sup>7</sup>/ Georges Labica, *Robespierre, une politique de la philosophie*, Paris, PUF, 1990; Slavoj Žižek, *Robespierre : entre vertu et terreur*, Paris, Stock, 2008.

LITTÉRATURES

44

17

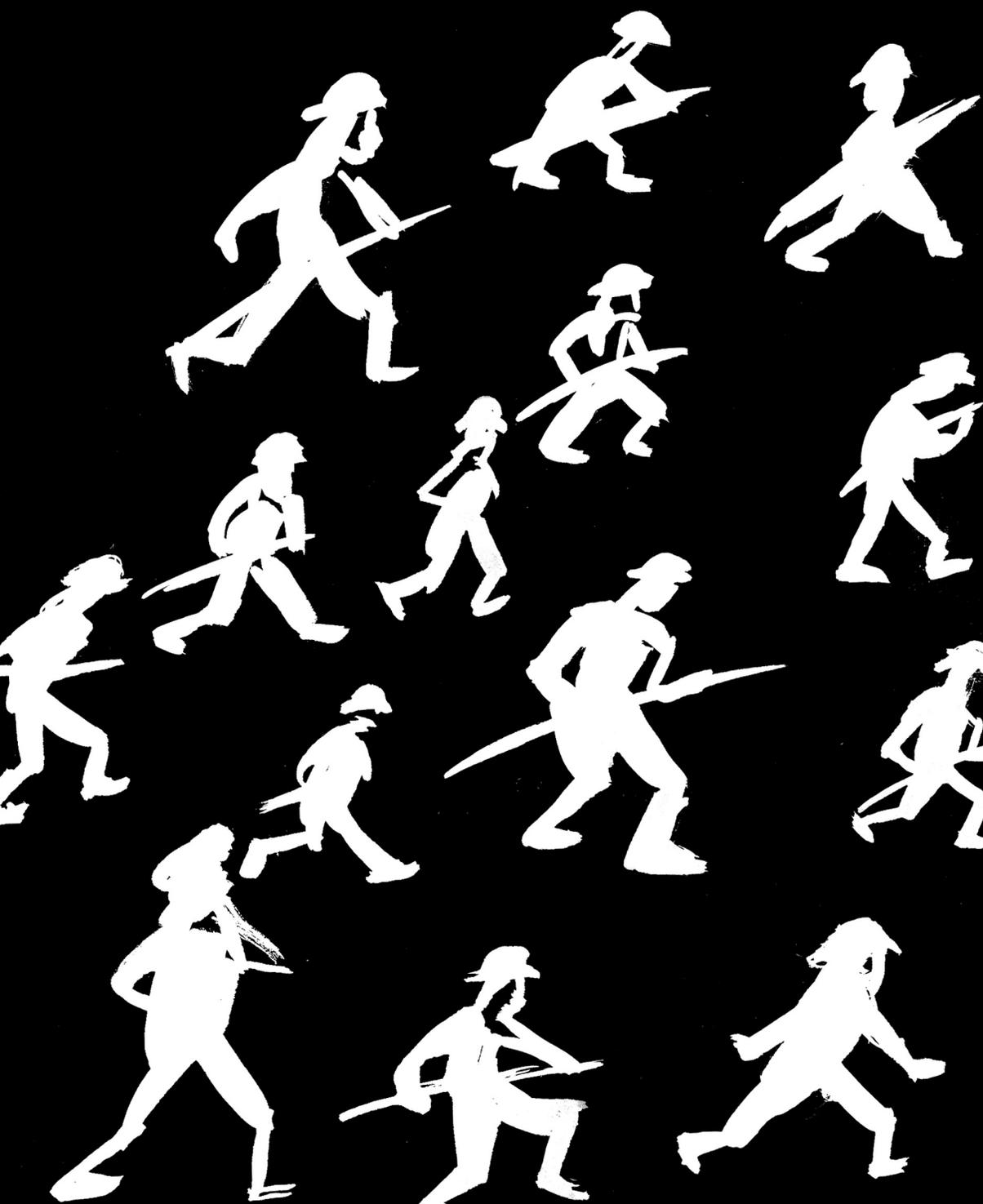
—

+

14

UNE NOUVELLE DE

TRISTAN GARCIA



## *Avant-propos*

*Grèves massives, manifestations houleuses, revendications relatives au pouvoir d'achat, sabotage de voies ferrées... Nous sommes pourtant en 1947, pas en 2009. Etrangement, la situation de la France des rues, deux ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, fait parfois écho à celle de ces derniers mois.*

*Une donnée essentielle diffère cependant : au début de 1947, le Parti communiste est le premier parti de France, qui rassemble 29 % des électeurs et obtient 182 sièges à l'Assemblée nationale (pour mémoire, la SFIO en a alors 102 et le parti gaulliste zéro). Auréolé de son rôle dans la Résistance, le PCF paraît presque amorcer alors un tournant « républicain » et s'accommoder à l'idée de bientôt devenir un parti durable de gouvernement. 1947 coupera court à cette impulsion, par un violent rappel à l'ordre de Moscou.*

*Tout au long de l'année, le PCF se trouve donc pris entre au moins trois feux : les mouvements sociaux spontanés, populaires, qu'il ne soutient qu'à demi, qu'il freine même parfois, par défaut ; les exigences de ses alliés socialistes au gouvernement ; les plans de Staline, qui recadrera violemment les délégués français et italiens lors de la fameuse réunion de Szklarska-Poreba, dont on trouve un saisissant tableau vécu dans le livre d'Eugenio Reale, Sur le banc des accusés avec Jacques Duclos.*

*1947 est aussi l'année qui voit la France s'engager dans sa première grande guerre coloniale perdue, en Indochine, avant l'Algérie, deux ans après les massacres de Madagascar. J'ai longuement consulté certains sites internet qui rendent disponibles les émouvants carnets de voyage, les journaux, les mémoires d'engagés partis pour le Tonkin ; la plupart paraissent avoir conscience de s'embarquer pour un autre monde, un univers qui se termine désormais, bien malgré eux.*

*Paradoxalement, c'est, me semble-t-il, aussi l'année qui marque le passage d'un mode ancien de répression des grèves et des conflits sociaux (par la baïonnette et le canon, en tirant sur la foule lorsque le préfet, en accord avec le patronat et les pouvoirs locaux, le décide) à un mode moderne, plus complexe, de gestion par le pouvoir de ces mouvements : négociation, contournement, diversion, pourrissement aussi... A quelques exceptions près, non négligeables, on ne tirera plus en France sur des manifestants. 1947 est meurtrier, 1968 ne le sera pas.*

*Cette apparente pacification est liée, entre autres, à l'intégration dans les forces de maintien de l'ordre qui se constituent cette année-là (les CRS sont une invention de 1947, encore une) de militants communistes mis, plus ou moins volontairement, face à leurs contradictions par l'Etat : on voit dans ces années d'après-guerre des policiers communistes fidèles serviteurs de la République charger face à des ouvriers syndiqués descendus dans la rue. J'ai essayé de rendre compte des dilemmes qui naquirent de cette situation, comparable en un sens à celle de Dussardier, placé par Flaubert, dans L'Education sentimentale, au sein des troupes populaires qui durent réprimer les insurgés de juin 1848.*

*Comme certains autres moments historiques, 1947 – année méconnue mais cruciale – me paraît une pelote de laine où s’emmêlent jusqu’à ce qu’on ne parvienne plus du tout à les distinguer un nombre de fils infini : crépuscule mélancolique de la Résistance pour certains, tragédie de militants sincères du PCF coincés entre le destin national du Parti et les ordres de Moscou, frustration d’une jeune génération adolescente qui a manqué la guerre de ses parents comme les Romantiques ont raté Napoléon, pacification relative des forces du maintien de l’ordre dans leur rapport à la rue, violence naissante des guerres de décolonisation, ressentiment irrémédiable des collaborateurs après l’épuration... J’y ai même ajouté la vie des Arméniens réfugiés dans la région de Valence, et qui venaient tout juste de payer leur lourd tribut aux récents maquis voisins.*

*Cette nouvelle, malicieusement titrée « 44 – 17 + 14 » en guise d’équation historique (la Libération minus la Révolution plus le souvenir de la Première Guerre...), tente de tisser par ces divers fils un petit tableau à la manière d’un canevas, à plus d’un demi-siècle de distance, grâce à cinq ou six voix qui se croisent, à l’occasion de quelques mois de l’année 1947. Beaucoup d’historiens de qualité ont déjà travaillé sur cette courte période, en la resituant dans une perspective plus large, en la décomposant aussi en ses multiples éléments politiques, économiques, culturels. Mais comme il reste toujours des blancs, des points aveugles dans le tableau, j’ai tenté d’y introduire de la fiction, comme pour colmater les brèches de l’historiographie par du récit, des personnages, de l’invention discrète. Le résultat n’est donc pas une peinture d’historien, de spécialiste, mais un travail approximatif de crochet narratif : une maille de fait avéré, une maille de mensonge, d’exagération, de subjectivité ou de pourquoi pas ? Le tout en espérant que le paysage dessiné par les monologues de ces quelques personnages pris dans la toile des événements réels de 1947 trouve son sens à bonne distance : la représentation des multiples fins d’une époque, peut-être le début de la nôtre, son image aussi, qui sait ? par un effet de miroir déformé.*

*Je remercie vivement Mathieu Bonzom et Séverine Chauvel, à l’origine de ce projet !*

Tristan Garcia

## I

Le garde mobile de réserve qui pissait dans le brouillard portait sur son uniforme fraîchement nettoyé l'écusson de la francisque ; il pissait dans le fossé, la peau blême, un filet de sang tombé sur sa lèvre supérieure depuis le bas de son nez. Devant lui, sous le vol des corbeaux, des champs de betterave, les terrils et de la boue piétinée par le passage des chevaux, le long des routes trop défoncées pour permettre encore le passage des voitures, jugea-t-il d'un œil creux, il y avait tout simplement le néant. L'automne tournait mal et Philippe Lantin, officier dans un escadron de la Garde républicaine mobile avant la guerre, membre du service d'ordre de ce qui était devenu la Garde après la retraite, milicien de cœur dans le chaos qui prévalait depuis plus d'une année, vidait sa vessie seul, sans hommes, enfuis ou fusillés, quelque part entre la Picardie et la Champagne, défait mais toujours debout.

Il n'avait pas replacé son pénis derrière son pantalon que deux hommes le saisirent violemment aux épaules et le plaquèrent par terre, la face écrasée contre la flaque encore chaude de sa pisse, sur l'humus verglacé du bas-côté ; le temps qu'il se débatta, cherche à la ceinture son arme et balance un fort coup de talon dans les genoux du premier, le second l'assomma d'un direct du droit, qu'il reçut en pleine tempe, avec un râle trop court pour indiquer vraiment sa douleur.

A mi-chemin du champ, les mains dans les poches, un homme, en tenue de mineur, le visage charbonné, observait en silence.

\*

C'est Ferdinand Turbot qui remarqua que Lantin s'était réveillé, en se penchant sur lui, avant de le relever d'un mouvement sec, pour le faire monter à l'arrière du camion bâché. Turbot, en uniforme des FFI, grand, châtain clair, le nez trop long et le menton relevé comme l'extrémité d'un sabot, éclata de rire et cracha à côté des roues en secouant Lantin, qui toussait du sang.

« Regarde-moi ce salaud... »

Lantin n'eut pas l'occasion de voir le second, mais il entendit son prénom : Alain.

D'instinct, il grava dans sa mémoire endolorie les traits de Turbot, pour ne jamais les oublier.

On le fit monter à genoux, tandis que Ferdinand Turbot soupesait son pistolet.

Lantin cracha un peu de sang et dit calmement : « Vous perdrez. On a perdu, mais vous perdrez lentement. Peut-être que ça prendra un an, peut-être que ça prendra dix ans... »

« Je voudrais t'abattre sur place. »

Lantin le regarda droit dans les yeux et essaya de fixer sa voix tout autant que ses traits. L'impuissance de tout son corps, ligoté, permettait à la haine qui le submergeait de se transformer en pure contemplation.

Turbot se tourna vers celui qui s'appelait Alain et qui se trouvait hors de son champ de vision, derrière la bâche. Il avait le ton d'un intellectuel, métallique, nasal et terminant toujours ses phrases.

« Ferdi... Je pense comme toi. Au Parti, il faut penser à l'alliance. Staline a parlé de cohabitation et de respect des appareils d'État. On ne va pas liquider toutes les

petites crevures de son genre dans la Garde. J'ai des contacts avec un socialiste, il parle d'une épuration administrative *raisonnable*. Je crois qu'on va en envoyer derrière les barreaux, ou dans les colonies. C'est ce que veulent les socialistes. Pourquoi pas ? »

Il se racla la gorge.

« Hé hé », rit franchement Turbot, avec un fort accent du Sud, « tu parles comme un homme d'Etat, déjà ! »

« Hé... Il se pourrait, Ferdi, il se pourrait. Le Parti veut qu'on fasse amis, j'ai fait ami, moi ! Allez, on finit la clope et j'envoie ce salaud à mon socialo. En démocratie, Ferdinand, il faut faire des compromis. »

« Donc, on en tue un sur deux. »

Celui qui s'appelait Alain et qui semblait le plus gradé eut comme un sourire sonore. Le brouillard se levait lentement, inégalement sur la plaine maigre et sale. Après un silence, Turbot, presque triste, remarqua : « Quel âge tu as ? »

L'autre fit crisser du gravier sous ses bottes, en se relevant, vraisemblablement, et Lantin se tint prêt à l'observer, même si ça ne devait durer qu'une demi-seconde : « Né en 17, tu te rends compte. Au Parti à 14 ans. Fais le calcul, camarade. »

Ferdinand Turbot commença à refermer l'arrière du véhicule, tout en donnant du coude une pichenette dans les côtes de Lantin, qui eut le souffle coupé : « Né en 14. J'avais 3 ans, en 17... »

Et il croisa une dernière fois les yeux mi-clos mais parfaitement conscients de Lantin, en murmurant : « J'aurais dû te tuer. »

Lantin, soudain débordé par sa propre haine, hurla alors incroyablement fort : « Je t'aurai ! » et l'homme en tenue de mineur, qui s'était à peine approché, à partir du champ, depuis l'arrivée du camion, sursauta, effrayé.

« Je t'aurai ! »

Le camion accéléra et Lantin s'écrouta au démarrage, heurtant de rage avec le front le banc dont il venait à peine de chuter.

Le mineur le regarda partir sans rien dire et tourna promptement le dos lorsque les deux hommes en uniforme des FFI-FTP le remarquèrent et lui firent signe. Ils haussèrent les épaules, dépités.

Bringuebalant dans les ornières trop profondes, le camion marron s'éloigna et s'effiloqua dans la brume, le milicien Lantin à son bord.

Philippe Lantin avait 14 ans en 17.  
C'était l'année 44.

## 2

*« Au mois d'octobre, en uniforme de lieutenant-colonel des FFI, je revins enfin à la villa au volant d'une Rosengart Super Traction modèle LR 4N<sub>2</sub> de 1939 modifiée avec roues avant indépendantes et boîte quatre vitesses, de couleur blanche, capote noire et ailerons à peine éraflés, reprise à un officier allemand en fuite, dans le Nord-Est.*

*Le sentiment de plénitude et de victoire que je ressentis lors des dix derniers kilomètres, sur une route mouillée par la pluie nocturne et sur le point de sécher tout à fait au soleil, en contemplant les abords de la côte, les paysans, les camarades plus nombreux, les femmes plus belles et le pays libre, je ne l'ai jamais retrouvé. Il fut de courte durée.*

*Brouillé avec Danielle par courrier, j'avais tenté, sans grande conviction, de passer prendre la jeune sœur d'André, dit Popeye, au hameau, mais face à la porte close, j'avais rebroussé chemin, secrètement convaincu de profiter plus intensément encore du spectacle de la liberté si je restai seul derrière le pare-brise immaculé de ma Rosengart blanche, sur les derniers lacets de la colline.*

*Très temporairement, la villa Calmet avait servi au moment de l'insurrection de PC à la vingtaine de FFI-FTP que je commandais, épaulé par André, par Leduc et le François. Dans le vallon, un seul détachement de chars légers, du capitaine Lavezzi, avait pu pénétrer, en rayonnant à partir de la route nationale ; malheureusement, encerclée par l'ennemi allemand, la colonne s'était bientôt trouvée prise au piège du feu nourri de la position désespérée des deux collines d'en face. Trente heures durant, mes hommes l'aidèrent à résister, dans l'attente des renforts du commandant de Beaufort, tandis qu'au sud, hélas, Lazaroni en profitait pour investir la mairie de ma ville. Lazaroni, commissaire de police notoirement véreux, lié aux activités du milieu, m'avait convoqué à la fin de 42, en me laissant entendre qu'il savait mais que, faute de preuves, je restai sous la surveillance de ses hommes. En janvier 1944, Lazaroni, qui avait toujours gardé au chaud quelques-uns de ses réseaux parmi la résistance nationaliste et qui n'avait démontré, il est vrai, qu'une loyauté toute relative à l'égard de l'occupant, fidèle seulement à ses propres intérêts, était sorti de sa réserve, pour livrer une série de collaborateurs et rejoindre les rangs des partisans ; interrogé par Grandin, un des responsables que je connaissais, dans une grotte des Basses-Alpes, il avait retourné toute la situation en affirmant m'avoir couvert et protégé, dissimulant aux yeux de l'occupant des documents compromettants sur mes activités. Il est évident que si le vent avait tourné, la girouette aurait indiqué la direction contraire, les dossiers sous le bras, prête à livrer ma tête à qui de droit.*

*Sur la route desséchée des collines à la ville, en escortant les chars ou bien escortés par eux, qui le sait ?, fumant la première cigarette après deux jours de fusillade, j'avais découvert une dizaine de cadavres disposés en travers du chemin, parfois déjà dépouillés, du matériel abandonné et des chevaux à l'agonie. Obsédé par l'image d'une main à demi séparée de son bras, tendue vers je ne savais trop quoi, comme une flèche dont l'extrémité n'a plus pour cible que le néant, je pénétrai dans le bureau de Lazaroni, en pleine discussion avec le commandant, rue Decazes, et sans prendre la peine de m'annoncer, écrasant sous le talon mon mégot, la main tremblante, accusatrice, je menaçai de le faire immédiatement révoquer, et je lui demandai de se souvenir de ce que je savais, et qu'il savait que je savais.*

*Des hommes de troupe me firent poliment sortir et c'est sans doute pour me calmer que Lazaroni, avec l'accord endormi du commandant de Beaufort, offrit à ma Milice patriotique la garde des deux batteries allemandes des collines jumelles et surtout la possession de la villa Calmet, délaissée par ses propriétaires, de riches notables en voyage vers l'Allemagne de leurs maîtres, le Danemark ou plus probablement à l'heure qu'il est, je l'espère, les Enfers. Un mois durant, prétextant la publication, sur des presses démenagées dans les caves de la villa, dont le stock de bon vin arrivait bientôt à sa fin, du Journal du Combattant, nous vécûmes la vraie vie de bons camarades sur les hauteurs, avec André, sa sœur, Danielle, le François et tous les autres, et nous fîmes la loi dans le pays. Réellement, le soir, en conversant joyeusement sur les grands bancs vernis du verger, avec André notamment, qui avait ses sources au Parti, et qui était devenu le responsable CGT de la région, il m'a semblé que la Révolution et la prise de pouvoir, par les ouvriers,*

*par nous, par les forces progressistes de la Nation étaient une évidence proche, à portée de la main. Et puis un matin, je ne sais trop pourquoi, dans les draps de la grande chambre du second, parce qu'il pleuvait, je l'ai vue progressivement s'éloigner, insaisissable ; André plus taciturne, moins net et moins franc dans ses réponses, une certaine lassitude des contrôles au bord de la route, en contrebas, la routine des tours de garde au central télégraphique, à la gare, dans les deux garages, l'absence avérée désormais de miliciens, d'ennemis, la perspective de la victoire et l'éclatante certitude qu'elle serait américaine d'abord, les combines que je voyais se tramer sans bien les comprendre, entre les gaullistes, les socialistes, Aubrac et mille responsables de cellules du PC, dont le nombre grandissant me fit tourner la tête.*

*Je me déclarai volontaire pour monter à la frontière, dans le Nord, soutenir les camarades encore au feu du combat, faire profiter les unités les plus récentes de mon expérience de formation, d'organisation, collaborer et prendre des contacts avec d'autres camarades.*

*C'est là que j'ai rencontré Alain, en Champagne.*

*Et lorsque je revins, André et sa sœur partis, le groupe à peine dispersé, j'appris la dissolution des Milices patriotiques, décidée depuis une semaine à peine, sur ordre officiel contresigné par Tixier, le socialiste de de Gaulle, au gouvernement ; j'appris de la bouche du François que le Parti, hésitant, penchait déjà vers une acceptation digne et honorable de la dissolution des groupes armés. Ils avaient eu leur raison d'être avant et pendant l'insurrection, me répéta André lorsque je le recroisai, à la mairie avec Grandin, mais la situation a changé.*

*Et c'est pourquoi, ce vendredi-là, en freinant doucement sur les chemins en pente qui sinuaient à travers un maquis inchangé, je découvris à travers les arbres fruitiers aux feuilles aux trois-quarts déjà tombées, les volets clos de la villa et, bien visible depuis l'abord des grilles fermées, le large panneau qui annonçait : « Bâtiment réquisitionné par la République française. Entrée interdite. »*

*Je retournai en ville, il plut de nouveau, et on m'indiqua qu'en qualité d'ancien membre des Milices patriotiques, dissoutes, j'appartenais désormais de plein droit aux Forces républicaines de sécurité. Le plus beau de mes vêtements de combattant tomba, et je me sentis d'ores et déjà à l'étroit dans mon nouvel uniforme des FRS. Je demandai où se trouvait le commandement, et une main négligente se tendit pour m'en indiquer la direction, que je suivis :*

*« Vous, Ferdinand Turbot, c'est par ici, m'avait-on dit. »*

### 3

Lantin, sauvé malgré lui par Marquet et protégé par un député SFIO rémois qui lui était redevable de quelques services d'avant-guerre, rejoignit le RICM par le camp de Mazargues, dans le Sud-Est, en septembre 1945, après un court passage dans les prisons de Champagne.

« On se refait une virginité, Lantin ? », grimaça un attaché aux paperasses du Vieux-Port en lui rendant passeport et carte d'embarquement, une dent en moins dans son sourire de fonctionnaire, et sa main resta quelques secondes tendue dans le vide, le temps que Lantin récupère, humilié, ses papiers. Par la suite, plus personne ne fit allusion à son passé.

En août, les Japs avaient capitulé et la nomination, par de Gaulle, de d'Argenlieu – un amiral qui avait puissamment le sens de la nation – en Cochinchine avait

marqué le retour à l'ordre français dans les provinces indigènes menacées par les rouges, d'après ce qu'en savait Lantin, qui embarqua quelques jours après la reprise de Saïgon par les troupes métropolitaines, avec pour conséquence la perte d'une centaine d'expatriés dans la cité Heyraud, abattus par des autochtones le crâne bourré de propagande bolchévico-indépendantiste.

Lantin vit le Vieux-Port de Marseille s'éloigner avec le sentiment d'apporter la dernière part saine de sa civilisation dans le combat qui l'attendait à l'autre extrémité du globe ; il fumait. Leur paquebot, l'*Orontes* assurait la liaison entre l'Angleterre et l'Australie, de sorte que Lantin eut la désagréable surprise de côtoyer de l'Anglais, du colonial gras, inculte et sûr de lui. Quant aux hommes de troupes, auprès desquels, engagé solitaire des forces de gendarmerie, formé au combat dès 1939, il faisait figure d'avant-garde exotique des Forces de sécurité vichystes qui iraient bientôt appuyer par petits milliers les troufions en vadrouille dans la belle aventure tonkinoise, eh bien... il y avait là, comme Lantin put s'en apercevoir, après l'escale de Suez, sous un ciel bleu et une lumière blanche comme le port, aveuglante, une majorité de bons gars, patriotes, fiers de l'uniforme, simples d'esprit mais valeureux de cœur, comme il aimait à défaut de mieux.

C'est une semaine après Djibouti, aux abords de Colombo, que l'atmosphère commença à peser sur la peau fragile de Lantin, qui dormait dans un coin de l'entrepont, loin des cabines d'officiers qu'il aurait, si les circonstances avaient mieux tourné, probablement mérité d'occuper ; il fumait sans dormir, et marchait de long en large, au pied des escaliers, sous la pluie qui tombait par énormes gouttes séparées de plusieurs centimètres les unes des autres. Dieu n'envoyait l'eau que parcimonieusement sous ce ciel chargé, moite, comme si les créatures de ce continent ne méritaient sa météo qu'à moitié. Il eut pour la première fois l'impression que maudit, il rejoignait une terre qui ne l'était pas moins.

C'est au tout début du mois de novembre 1945, après le cap Saint-Jacques et la baie d'Along, accoudé au bastingage en contemplant dans un tiers à peine de brume les concrétions rocheuses et la végétation humide et flasque comme des toisons pubiennes émergées lasses de quelque sauna, que Lantin débarqua avec son régiment dans la banlieue de Saïgon, en jonque et par plus de trente degrés. Il ne trouva pas le sommeil, dès la première nuit, entièrement nu sous la moustiquaire, allongé près d'Hennetier, un petit sergent avec lequel il avait sympathisé, et qui ronflait.

Le sommeil, si vous ne l'attrapez pas la première fois que vous fermez les yeux, en pays étranger, vous ne mettrez jamais plus la main dessus. Il se cachait sans doute avec l'ennemi, quelque part dans les campagnes, loin des villes à l'européenne que Lantin découvrit, ravi.

Il lui sembla d'emblée que le siècle dernier, dont il regrettait la mort, depuis l'Amérique et les bolcheviques, était resté debout, vivant, dans les quartiers blancs mais aussi dans les résidences indigènes de Saïgon : les femmes y avaient de la tenue, des ombrelles, les hommes n'étaient ni des marchands de coca-cola vulgaires et racoleurs, ni de faux prêtres marxistes à la barbe sale, les autochtones souriaient, ils étaient beaux et ils avaient, plus que les Africains, le sens du travail. C'était, en quelque sorte, les derniers feux de son paradis.

Lantin, Hennetier, le grand Claude et le reste du régiment attendirent patiemment le débarquement de leur matériel, tout en assurant paisiblement le maintien de

l'ordre dans les baraques de Tâ Dinh ; un bon coup de bâton suffisait à remettre les choses en place, quand un accident commençait à enfler jusqu'à l'incident. On entendait parler, il est vrai, aux alentours, d'attentats et Lantin comprit progressivement comment les hommes du chef rebelle tribal, Hô Chi Minh, multipliaient, loin de Saïgon, les embuscades, terrorisant sous couvert d'un patriotisme qui n'était qu'idéologie et aucunement sentiment, les villageois, brûlant les paillotes de ceux qui n'adhéraient pas au Viêt Minh, pratiquant le racket et réclamant, comme les terroristes gaullistes et communistes qu'il avait connus en zone occupée, une allégeance totale à de pauvres gens qu'ils prétendaient libérer en asservissant leur bonté souriante au masque du stalinisme.

C'est pourquoi Lantin, plus que ses camarades, qui goûtaient mollement aux joies lentes des femmes, de la nourriture et du campement, prit en main les opérations, avec l'assentiment de l'envoyé de d'Argenlieu, dès l'instant où ils reçurent, malgré la perte d'une bonne moitié, leur équipement. Organisant, avec la fermeté qui s'imposait sur un régiment dont le colonel lui-même paraissait tiède, à l'usage, Lantin fit sortir aux hommes le cambouis, parfaire la protection des armes contre l'humidité, graisser les canons et huiler les mécanismes. Les corps, liquéfiés par la sueur, demandaient plutôt la diète et l'assèchement, pensa-t-il, en rationalisant les bivouacs.

Considéré bientôt comme un colonel *de facto* de la petite unité, Lantin, qui en était incontestablement l'élément le plus expérimenté, déposa sur le bureau de son officier de liaison le projet d'une expédition vers l'est, dans la direction des derniers attentats fomentés, à ce qu'on disait, par le Viêt Minh auquel l'armée avait trop longtemps lâché la bride en province.

Lantin, il faut le reconnaître, savait entraîner des hommes et aucun ne renâcla quand il promit à ses marsouins une totale indépendance vis-à-vis de l'état-major dans les jungles orientales, de village en village, parlant des femmes, des paysages, des combats et de la puissance.

A Bien-Hoa, le long du Dannoï, harcelés par les moustiques, ils perdirent quelque peu patience, sans parvenir à voir l'ennemi, trompant l'ennui dans une chasse au tigre, qui échoua elle aussi, avant de capturer leurs deux premiers rebelles, apeurés, ne parlant pas un mot de français, et construisant pitoyablement un abri à mitrailleuse pour y installer un petit coin d'où tirer seulement à la sarbacane, faute de matériel lourd.

Lantin ne les fit pas abattre, malgré l'impatience des hommes, expliquant qu'il faudrait, face aux craintes et à l'hostilité un peu animale des villageois, gagner le cœur des indigènes. Il réalisa non sans stupeur que le Viêt Minh savait à peine construire des lignes téléphoniques, n'avait jamais que des arbalètes à opposer à leurs mitrailleuses de gros calibre et protégeait ses membres contre les bombardements à venir dans des abris de bambous, croulant dès la première pluie. Sous 40°, incapable de dormir, tourmenté par l'impression lancinante d'étouffer sous une moustiquaire d'acier, Lantin se prit de pitié pour ces sauvages, manipulés par Moscou, petits pions du grand échiquier de bonimenteurs tels que Hô Chi Minh, qui prétendait avoir reçu de l'éducation à Paris, comme un singe savant, et qui promettait à ces pauvres hères un Paradis qu'ils étaient en train de détruire.

Lantin n'eut aucun mal à pacifier l'Est, jusqu'au Laos, et pensa même s'être assuré le sourire et la bonne humeur des villageois, mais la Nature le rongea petit à petit. Les hommes, qui négligeaient leurs uniformes, et qu'il se fatiguait à

recadrer, chaque fois qu'il entendait parler d'histoires de femmes, adoraient les manguiers, les bananiers, grimper aux cocotiers, regarder les papillons et se baigner dans les torrents à flanc de montagne verte. Mais Lantin sentait la fièvre monter, et dut lutter près de deux mois sans rien dire.

Le camp presque sédentaire qu'ils installèrent à l'été 46, à 1 500 mètres d'altitude représenta le sommet de leur expérience heureuse : les hommes, par plaisanterie, avaient rebaptisé plusieurs tentes et quelques cabanes du nom des grands music-halls parisiens, et ils y organisaient des soirées avec les femmes et même les hommes du village, en buvant. Lantin repensa à Paris, il repensa à la défaite, à la Champagne, à son visage, et la fièvre prit alors définitivement le dessus.

Il ne sortait presque plus.

En juin, la proclamation de la République cochinchinoise de pacotille, voulue par d'Argenlieu, avait déjà réveillé le Viêt Minh dans les environs, en contrebas, mais Lantin tenait le secteur. Il apprit que les Chinois, alliés des Français, avaient évacué la baie et comprit lentement ce qui se tramait.

L'automne vint, et Lantin dut accepter de se faire soigner. Un médecin, qui mit cinq jours à les rejoindre, se montra plutôt encourageant. Mais son corps se préparait à lâcher comme le pays.

En novembre, le village bruissait de la rumeur d'un massacre, d'une jonque chinoise à l'équipage vietnamien, arrêtée et prise en flagrant délit de contrebande par des Français, qui avaient ouvert le feu. Les rebelles s'étaient vengés en massacrant des ressortissants européens, à Hanoi.

Lantin vit venir le début d'une guerre qui sonnerait la fin de la sienne.

Quelques jours plus tard, la marine bombarda massivement Haiphong, mais aussi des positions, au sud du secteur tenu par les hommes de Lantin, qui ne put que constater les dégâts : plusieurs centaines de cadavres de villageois, d'hommes et d'enfants. Dès cet instant, il ne parvint plus à maîtriser les indigènes, affolés, haineux, qui se retournèrent contre eux. Un peu partout, il vit monter la face du Viêt Minh, qui se nourrissait du désarroi des campagnards. C'était perdu.

Lantin dut ordonner la retraite, mais perdit tout de même trois hommes, dont Hennetier, fauché par un tir saccadé de mitrailleuse, à l'endroit précis où quelques mois auparavant ils avaient découvert les hommes aux sarbacanes.

Arrivé à Saigon, Lantin, délirant, parla de déshonneur, mais après un mois à l'hôpital militaire, le colonel en charge de la garnison vint à son chevet le réconforter, lui parler de sa fièvre, du climat et en lui dévoilant ses nouveaux galons, pour ses initiatives au combat, lui assurant avec un sourire entendu :

« Vous avez regagné votre honneur, lieutenant Lantin. Vous êtes blanc comme neige. Innocent. La République sait passer l'éponge quand un homme montre comme vous sa valeur à l'instant où le pays a besoin de lui. Mais vous savez, en métropole, ils ont oublié le passé, et ils nous ont oubliés. Rentrez là-bas, vous ne pouvez plus rien pour nous ici. Il faut soigner votre fièvre. Et dites aux marionnettes qui s'agitent là-bas, à Paris, à Marseille, que nous combattons pour eux, et qu'ils n'ont rien compris. »

Puis le colonel se leva, en s'épongeant le front :

« Votre navire part vendredi. »

Lantin demanda des nouvelles de son unité, dispersée, repartie au feu, même si on ne parvenait pas à localiser l'incendie. Puis il se tut.

Et c'est ainsi qu'il laissa ses hommes au début de l'année 47.

- J'avais 17 ans en 14. Et en 17, j'avais, voyons...
- 20 ans ?
- Oui, c'est ça. Eh bien, à peu près comme vous.
- J'en ai 24, monsieur Wisniewski.
- Ah, bien. Je disais, oui... J'étais près de Craonne, dans l'Aisne, pas loin de la Picardie. 164<sup>e</sup> régiment d'infanterie. Je ne sais pas trop pourquoi, je n'ai été incorporé qu'en 16.
- Vous êtes allé au front ?
- Oui, oui.
- Vous voulez en parler ?
- Je sais pas, moi, ça vous intéresse ?
- Ce n'est pas vraiment dans le sujet, mais c'est important.
- J'étais le troisième garçon. Je me suis retrouvé en avril 2017, pendant l'offensive Nivelle, sur le chemin des Dames. Avec les Sénégalais. J'avais pas vu de Noirs, avant ça. On n'a pas atteint Laon, et on s'est trouvés pris au piège, à l'endroit où le plateau était le plus étroit, soixante mètres en hauteur, les Allemands avaient la Caverne du Dragon. Il faisait noir.
- C'est un lieu célèbre, n'est-ce pas ?
- Ah ça, j'sais pas. Ptêt, depuis. Les Allemands avaient creusé un tunnel, qui nous ont pris à revers pendant qu'on d'vait gagner le grand isthme, il en sortait de partout. Les Noirs ils étaient paniqués.
- Vous en êtes sorti indemne ?
- C'est la chance, ma petite. Dès le jeune âge, je me suis dis, reste où tu es, si la mort doit venir, elle viendra, va pas la chercher. J'ai pas trop forcé, j'étais derrière. Après...
- Oui ?
- Il y en a eu vous savez, des qui disaient ci, qui disaient ça, comme quoi...
- Comme quoi ?
- Que tout ça, et les officiers, enfin vous voyez. Ils parlaient. Moi, je n'ai pas participé.
- Vous parlez des mutineries, à Craonne, en Champagne.
- C'est, oui, il y en a qui disaient ça.
- Et vous êtes restés de côté ?
- Toujours. En juin, on est repartis à la Caverne du Dragon. Les Allemands étaient prévenus la première fois, ils avaient fait parler des prisonniers. Mais cette fois-là, on a tenu les tranchées, on a attaqué, les officiers connaissaient l'entrée du tunnel, on a surpris les Allemands, c'était...
- Oui ?
- Beaucoup de sang. De, vous voyez. Je n'aime pas trop en parler. Et après, il y a eu Château-Thierry, mais je n'étais plus là.
- Pourquoi ?
- Malade. La fièvre. J'ai rencontré Marie à l'infirmerie, elle était très jolie, son père était gendarme.
- Vous vous êtes mariés à la fin de la guerre ?
- Non, c'était compliqué. Il fallait que je trouve le travail, et le travail, vous savez, je ne voulais pas aller à la mine, mais...



- Mais vous y êtes allé ?
- Oui, oui. Finalement.
- Et vous l'avez épousée ?
- Oui.
- Vous avez eu un premier enfant ?
- Oui, Jacques. Marie ne voulait pas du prénom polonais. En 25.
- Si tard ?
- C'était compliqué. Marie, on ne savait pas si elle pouvait avoir des enfants.
- Et comme vous aviez vécu la Première Guerre mondiale, comment vous avez pris l'arrivée de la Deuxième ?
- Il y avait le deuxième enfant. La Deuxième Guerre, je ne voulais pas. Il avait dix ans. Je ne voulais pas.
- Pas quoi ?
- Je suis resté de côté, les Allemands, une fois, j'avais vu, ça suffisait. Je voulais être tranquille et les enfants. On a eu la fille.
- Vous avez travaillé pendant toute la guerre, dans le bassin houiller du Nord-Pas de Calais ?
- Oui, c'est ça. Je ne voulais pas, la politique. Pourquoi vous vous intéressez à ça ?
- Ce sont mes études. Je fais de l'histoire.
- Ah. C'est un dossier pour le lycée.
- Pour la faculté. Nous revenons au sujet, monsieur Wisniewski ?
- Oui.
- L'année 47.

## 5

Membre du Mouvement national de libération serbe à moins de vingt ans, Latinka Vasovic avait conservé le long du cou une cicatrice qui vieillissait son profil et qu'elle masquait généralement d'une écharpe austère et presque incolore, après avoir rassemblé ses cheveux roux en chignon. Elle était moins belle que Jeanne, son épouse, mais le peu de beauté qu'elle avait, elle le portait plus joliment, pensait Marquet, qui craqua difficilement trois allumettes avant d'allumer sa cigarette, tenant de l'autre main la porte de l'hôtel presque luxueux, sur la vitre de laquelle il s'aperçut, par-dessus la silhouette de Latinka Vasovic, bel homme décidé, la mâchoire carrée, le haut du crâne dégagé.

Les doutes qu'il avait confiés à Latinka Vasovic, depuis six mois, repeignaient néanmoins son visage gris d'un air faible et comme empâté, au point qu'il s'empressa de regarder ailleurs, en attendant le taxi, le temps qu'elle lui tourne le dos et disparaisse au coin de la rue, où un camarade vendait son dernier exemplaire de *L'Huma*. Il était en retard.

Marquet avait pris le temps de s'habituer au rituel du Conseil des ministres et sachant qu'il assistait ce mercredi au tout dernier, il ne put s'empêcher de regretter par avance le protocole républicain, l'impression coupable, pour un communiste authentique, de prendre goût aux privilèges d'homme d'Etat, tout en s'ennuyant à ces réunions comme à celles du Bureau politique, à ceci près qu'assis à la gauche de Thorez, dans un siège autrement plus confortable, pressé d'attentions de la part des huissiers de Matignon, il ne sentait pas le poids du regard de ceux qui le surveillaient, en prenant des notes pour qui de droit, à sa gauche, à sa droite.

Il est évident qu'avec Thorez, il n'avait pas suffisamment pris la mesure de l'influence de Blum, le vieux, finissant, sur le comité directeur de la SFIO, et il se le reprochait déjà intérieurement par la voix, par avance, de ceux qui ne manqueraient de le lui reprocher directement en mai, après le Conseil national. Le vieux Blum a retenu les leçons de son long séjour en Amérique, Marquet le comprenait mieux, à présent, et imposerait la formation d'un gouvernement sans eux, avec les ministres MRP, de telle sorte qu'aucun socialiste ne se laisserait entraîner à revenir au pouvoir avec le Parti, en posant sur la table de nouvelles exigences plus fortes, des demandes de garantie sur l'exclusion des éléments les plus américains du gouvernement. Ce serait tout le contraire : plus de communistes et Washington à la manœuvre.

Malgré le souci des ministres communistes d'évoquer la crise du Viêt Nam, on s'accorda à passer rapidement aux affaires économiques et sociales intérieures.

Marquet eut soudain le sentiment d'avoir laissé sa braguette ouverte et s'assura du contraire sous la table massive du Conseil, écoutant distraitemment l'intervention d'André Philipp, fort prévisible, en attendant les quelques mots mielleux d'Auriol. Thorez, Marquet le sentait, en écartant d'un doigt l'ouverture de son col, le pauvre Thorez était sensible au Président Auriol comme à la promesse déçue d'être un authentique serviteur de la République, un homme d'Etat. Thorez, si fleur bleue... Ce n'était qu'un homme de parti, et Marquet y veillerait personnellement. Il le surveillait, en sous-main.

« Est-ce que vous êtes d'accord ? », finit par dire Auriol, se tournant vers Thorez rougeaud, dont la sueur trop parfumée agaçait maintenant Marquet, certain d'avoir oublié quelque chose auprès de Latinka, dans la chambre d'hôtel délicate et ouatée, farfouillant la poche de son veston, le bras à demi apposé sur l'accoudoir du siège républicain d'or et de velours.

Qu'on en finisse... Mais Thorez réfléchit, et c'est un piètre acteur. Marquet aurait voulu le secouer, que la rupture soit claire et nette, avec les socialos, le MRP, la République, le Conseil et cet interminable jeu de go ; tout le monde savait ce que Thorez disait, la SFIO qui venait de s'accorder avec les gaullistes, qui poussait le Parti vers la sortie, et le Parti qui avait lui-même ouvert la porte : il valait mieux cracher dedans en se tenant à l'extérieur, que cracher dehors en restant à l'intérieur...

Thorez, le visage gonflé tel un poisson pris dans les filets du pêcheur qui le remonte à la surface, prit le ton emphatique des débuts de réunion publique, et sa voix s'éleva trop fort dans la salle du Conseil ; il approuvait les revendications des métallurgistes en grève, dans la Seine, il restait fidèle à l'appel des camarades qui les poussaient à diminuer le coût de la production, à augmenter la productivité, en réponse à la crise, sous le contrôle implacable des comités d'entreprise et des syndicats, de manière à associer consommateurs, petits commerçants, petits producteurs, dans la lutte contre la vie chère, en consentant à d'importantes hausses de salaires, nécessaires, à la garantie d'un salaire minimum vital pour tous les travailleurs, par la lutte sans faille contre la spéculation, les bénéfices du grand Capital, pour le redressement de la France.

Sous son aisselle, Marquet chercha la sueur.

Les grèves trotskistes avaient salement secoué Thorez, qui s'était embourgeoisé, avait glissé un camarade à Marquet, ici mal à l'aise, qui laissa ses désormais ex-collègues ministres se lever, se disperser, avec le sentiment de voir vraiment s'éloigner le pouvoir, officiel, pompeux, décevant mais seul réel à ses yeux lors-

qu'il était désabusé, des chaises d'or et de velours de la République sur lesquelles il s'était assis quelques mois avant de retrouver les chaises en bois du Parti auquel seul, en définitive, il appartenait, qui les rappelait, par la voix de Moscou, il le savait.

Il chercha ses allumettes, persuadé de les avoir perdues en chemin, dans le dos de Thorez, ému comme un mauvais élève méritant à la fin de l'année qu'Auriol, le Président, saluait avec tout le pathos républicain que Thorez ne pourrait plus réserver qu'au Parti.

« Vous avez été très courageux... Vous vous êtes jeté dans la mêlée. Faites-le encore, je vous en prie, au nom de la Nation, au nom de la République... »

Marquet toussa, signalant ainsi sa présence dans le couloir, en dépassant un huis-sier, qui sembla déjà l'ignorer, et Thorez, la tête droite bégaya : « Je ne peux plus rien, j'ai fait tout ce que j'ai pu... »

Pauvre Thorez, si heureux d'avoir été vice-président de ce Conseil, à peine Staline lui avait-il fait goûter à ce plat qu'il le lui retirait d'un geste sec, sous le nez, avec encore entre les narines le doux fumet élyséen des meilleures tables de la République, pour lui replonger la tête, au brave homme d'Etat qu'il aspirait de tout son être à devenir, sur les estrades des réunions publiques, sous le grand portrait de Joseph, qui l'observait.

« Qu'est-ce que j'ai oublié là-bas ? », se demanda une dernière fois Marquet sur le perron, sous le soleil rosissant, en tâtant du bout des doigts son porte-dossiers de cuir noir, lorsqu'il vit monter à sa rencontre Jeanne, sa femme, qui passait, devant les journalistes surexcités, les chercher en compagnie de quelques camarades, l'air maussade, regardant du coin de l'œil les petits escaliers blancs de Matignon, la livrée luisante des huissiers, les gardes et le ventre rond des ministres MRP.

Il dit quelques mots de sa voix métallique, nasillarde et toujours trop professorale.

Jeanne voulut lui prendre la main, et il la lâcha immédiatement, froidement, en quittant comme Thorez, Billoux, Croizat et Marrane, le gouvernement de la France.

Elle murmura : « Alain... »

Mais Alain Marquet était déjà parti.

## 6

*« Si je fais bien le calcul, j'avais 14 ans en 44, j'ai 17 ans en 47 et Fredo est mort à 26 ans en 44, je peux quand même pas attendre 56 pour faire comme lui. Fredo c'est colonel Fabien, moi ce sera commandant Micha Manoukian, comme Missak Manouchian. C'est la sœur de Garechian, celle qui habite près de la gare, qui m'a dit que Missak Manouchian et sa femme, Mélinée, avaient été fusillés en février, au Mont Valérien, à ce qu'il paraît. Et moi, j'étais où ? J'avais 14 ans, je venais d'avoir mes nouvelles lunettes, j'étais à Valence, encore, et les parents se faisaient pas mal de souci.*

*Quelle merde ! A trois ans près j'avais 17 ans en 44, j'aurais fait comme Fredo, pour sûr ! Je sais tenir une arme. Mais pas à 14 ans, je savais pas, c'est à cause des parents. J'y voyais rien et papa ne m'aurait pas laissé sortir. Les bombardements. Je crois bien, je l'ai lu dans L'Huma, que Fredo, colonel Fabien, il est entré au Parti à 14 ans, lui. Qu'est-ce que j'ai fait de ma vie ?*

*Je suis assis côté rive gauche du Rhône, en ce moment, à l'abri des taillis, ce sont des charmes, j'aime bien les arbres. Je vois mieux, aujourd'hui, si je regarde dans l'eau, je ressemble presque au colonel, j'ai les cheveux comme lui, mais plus crépu, tu as l'air d'un vrai Arménien, dit ma mère, mon père préférerait que je fasse français, tu parles !*

*A quoi ressemble cette ville ? Tu m'en diras tant, c'est pas plus compliqué que ça : sur la terrasse basse de la rive gauche, c'est les pêcheurs, et quelques ouvriers aussi, ils sont les premiers à se prendre les crues. Sur la troisième terrasse, en haut, là où c'est le moins beau, ils construisent les baraques, ils vont monter des immeubles, à ce qui se dit, c'est où j'habite. C'est le repaire des travailleurs. Entre les deux, la bourgeoisie, mon vieux. Au soleil, à l'ombre quand il faut. Derrière les remparts ou juste au pied, faut pas se gêner. A l'abri de la montée des eaux, mais pas quand on leur descendra sur la gueule, de tout en haut, ils sentiront passer l'orage ! Les bourgeois à Valence, des collabos.*

*Je me lève et j'ai le cul trempé, le bord du Rhône est humide, et je me frotte le pantalon au tronc d'un acacia avant que de rentrer, sous les peupliers, jusqu'au pont.*

*Le pont... Moi, Micha, j'étais pas là, parti en mai. Les Alliés ont bombardé le pont. Le Rhône a pris feu, à ce qu'on disait. Le 15 août, personne à l'église, racontait ma grande sœur, les bombes ont détruit sacrément les édifices du centre, les bourgeois aussi en ont pris pour leur grade. La préfecture, pfff... En fumée. Mais le 19 août, la merde...*

*Je passe le pont les mains dans les poches. Comme un gamin, on m'avait envoyé seul à Villard, des amis disait mon père. Lui, il a rien fait. J'ai une sacrée honte. Jamais la politique, il disait quand il voulait bien parler. Tu parles, je me dis... Je regarde le Rhône couler, le pont est resté debout. Dans une ferme de la Drôme où on nous demandait juste de garder la vache, voilà ce que c'était ma guerre. Enfermés entre les roches, les grands murs de je sais pas trop quoi, du calcaire, je crois, au fond de la vallée, bien au fond, on a vu à peine passer les bombardiers. Moi, je tenais compagnie à une grande vache blonde et blanche comme la farine, maigre, l'air bête et je voyais pas plus loin que le bout de mon nez.*

*A 14 ans, mon garçon, il y en a qui ont fait la révolution. Et juste à côté, la merde, c'est un Ghazarian qui me l'a dit, on était à deux pas du Vercors, y avait les maquis, ils parlaient d'Autrans, de Corrençon ! Depuis l'été 43, la première fois que mon père nous a envoyés avec la grande sœur en vacances à Villard-de-Lans, 70 kilomètres de Valence, en pleine vallée, j'étais juste là où ça se passait ! Et Ghazarian qu'était aux FFI, mort, qu'on m'a dit, plus tard, toujours plus tard, les Darakadjian, Dernigoghossian, les Djarayan ou les Taboyan, on les connaissait pourtant, morts dans le maquis ! Ils ont dû connaître les vraies fermes, là où on tenait les armes !*

*Pas mon père.*

*Je remonte rive droite, vers la maison de la maman, en passant par là où ma grande sœur, elle travaille la fourrure pour les bourgeoises, je lui fais « salut » à travers la vitrine, faut pas trop que je m'montre, et puis j leur cracherais à la gueule, cette canaille des grandes familles qui lui parle d'en haut, qui sert que d'portemanteau pour toutes ces peaux d'bêtes.*

*Mon père avait déjà fui l'Arménie, au moment de la Révolution, mais c'était pas son problème, six mois avant le Génocide. Il a rien vu. On pourrait dire qu'il avait bien senti l'coup, mais il a fait comme un courant d'air quand il a senti le souffle de*

*l'Histoire, c'était bien son genre. Et le 19 août, quand l'train allemand bourré de nitroglycérine, sous le feu, a explosé dans le quartier de La Palla, il était pas loin de là, avec les trois cents autres qui sont morts, après l'incendie.*

*On me l'a dit qu'en septembre, quand j'suis r'venu et que sur le pont de Valence j'ai vu les fanions, les drapeaux tricolores, le reste des cotillons d'la fête, après la Libération. Il restait des soldats. Depuis le 1<sup>er</sup> septembre, Valence était à nouveau dans la France, et mon père, enterré, mais pas comme ceux qu'on connaissait qu'avaient combattu, lui, il était mort tout bêtement dans la rue.*

*Il paraît que le jour d'après, à la gare, pas loin de là où ça avait flambé, ma sœur m'a raconté, elle sortait avec le cousin de Garechian, celui du maquis, le dernier train de déportés est passé, direction Dachau, c'est en Pologne, il venait de Toulouse, des prisonniers, et puis des Juifs, comme dans les camps. Il y en a qui se sont évadés, et puis les autres sont repartis, le temps que les Allemands changent de locomotive. Les gars sont partis de là pour l'Allemagne, le Train fantôme, qu'on disait, dix jours avant la Libération.*

*Tout, c'est qu'une histoire de calendrier.*

*Moi, j'suis arrivé dix jours après, en train, de Villard-de-Lans.*

*La maman était en noir à la gare, avec la petite sœur qu'avait qu'un an dans les bras, et je l'ai tout de suite vue de loin, depuis le quai, grâce aux lunettes.*

*Elle m'a pris dans les bras comme si j'étais un enfant, pour me protéger. Quelle merde.*

*Aujourd'hui, j'suis prêt. Je dépasse la maison et je vais à la cellule du Parti, saluer le frère Taboyan et Georges, ils étaient à Autrans, ils ont les médailles. Je sais viser avec le fusil, ils m'ont appris, et j'attends qu'ça.*

*Mais ptêt bien qu'il est trop tard, de toute façon, et qu'i se passera plus jamais rien, maintenant.»*

## 7

*«Moi, Ferdinand Turbot, j'ai toujours effectué mon travail honnêtement, sans considération politique lorsqu'il s'agissait de porter les trois couleurs de l'Etat français légitime, je ne me ralliais pas plus à la troisième qu'aux deux autres.*

*Dès le mois de décembre 1944, nous apprîmes, François, Albert, qui était gaulliste, Jeannot et moi, la création des Compagnies républicaines de sécurité, à peu près au moment où Aubrac, gouverneur de la région se trouvait sur le point d'être révoqué, soupçonné de positions crypto-communistes par ceux qui ne digéraient pas la nationalisation à marche forcée d'entreprises privées du département, dont la trésorerie avait été bloquée et desquelles il nous arriva même de garder l'entrée en armes. La création des CRS, qui nous laissait dans l'expectative, avait été confiée à un haut fonctionnaire qui nous paraissait alors relativement louche et droitier, un bureaucrate du nom de Guillaume Fourt, ancien commissaire de la PJ, dont nous n'apprîmes que bien plus tard qu'il avait averti des Juifs menacés des rafles décidées par les nazis à leur encontre, à Bordeaux. A l'époque, il entra en scène à nos yeux plus comme un ennemi, je le concède, que comme un appui. Aubrac, encore en poste, lui avait déclaré, nous disait-on, n'avoir nul besoin de ses CRS et se contenter parfaitement de nous, Forces républicaines de sécurité.*

*Son successeur à Marseille, Paul Haag, ne tint bien évidemment pas le même discours et nous présenta les choses sous un jour considérablement enjolivé, magnifiant un « mariage de raison » républicain entre nous et les éléments non-com-*

*promis des GMR, c'est-à-dire ceux qui n'avaient pas trempé dans les opérations de Milice, nous assurait-on, ceux qui s'étaient racheté une virginité en Indochine, mais contre qui nous avons fort bien pu nous battre voici à peine un an, nous le savions. Quant à notre général, torturé par la Gestapo et qui avait commandé l'épuration avec la main de fer qu'il nous fallait alors, il partit aux oubliettes de l'Etat, au Ministère de l'Air ou de la Marine, je crois bien.*

*Albert, solide nationaliste qui mesurait toujours ses paroles en s'adressant à moi, ne sachant jusqu'à quel point j'étais un rouge, ne fut pas le moins choqué, et commanda solennellement une réunion, chez lui, dans l'appartement au-dessus du bar-tabac tenu par ses cousins, à laquelle, plus ou moins mandaté, j'assistai. Je restai muet et il ressortit de cette soirée, qui n'avait plus que le mauvais goût de la clandestinité sans la gloire de naguère, une forme fatale d'impuissance, qui ne se résorba que dans la boisson. Nous étions des CRS, et défroqués habit après habit de nos oripeaux de résistants, de révolutionnaires, de combattants de la liberté, nous n'étions plus guère que les représentants casqués du maintien de l'ordre. Lequel? L'avenir nous le dirait.*

*Ce soir-là, je fis la rencontre de la cousine frisée d'Albert, Nicole, qui n'avait d'avis sur rien, sinon sur moi, qu'elle me trouva probablement à son goût. Et je m'y fis, la raccompagnant chez moi en Rosengart blanche sous la pluie, abrité par la capote, trois piles de L'Humanité prises au François pour rendre service, à livrer le lendemain sur le marché.*

*Je laissai Nicole dormir, après lui avoir dit combien je l'aimais parce que j'avais sommeil, ivre, et qu'elle restait interminablement au-dessus de moi, la main sur mon torse, qui m'étouffait, lorsque je sortis au petit matin les apporter en retard aux camarades furieux, qui ne pipèrent pas un mot.»*

## 8

– En 47, j'avais, voyons...

– 50 ans, monsieur Wisniewski?

– Oui, c'est ça.

– Racontez-moi, d'abord, le contexte, les conditions de vie...

– Oh, c'était dur, c'était très dur dans tout le bassin. La colère montait. Vous comprenez, on sortait de la guerre, on nous avait promis.

– Promis quoi?

– La vie, je ne sais pas, je veux dire, l'amélioration de cette vie.

– Et?

– C'était la misère, mademoiselle, ce n'est plus comme ça.

– Cela dépend des points de vue.

– Pardon? Non, c'était la misère. Il y a eu la colère. Bien sûr, c'était, il y avait la politique.

– Quelle politique?

– Il y en avait qui disaient. Il y en avait qui parlaient, de ci de là, qui disaient que le gouvernement, et les patrons. Vous savez.

– Le Parti communiste?

– Il y en avait. Il y a eu des grèves en juin, je crois bien. Je ne sais plus. Moi, je travaillais, s'il y avait grève, je ne voulais pas faire grève, mais je ne travaillais pas, je ne voulais pas d'ennui, je disais oui, c'était je voulais la tranquillité dans mon coin, les enfants, elle et lui.

- Ils étaient déjà grands.
- Oui, ils avaient leurs idées, ils parlaient. Du fait que leur frère. Lui. Elle, elle était petite. Mais je voulais les études. Comme vous. Pour les deux.
- Jacques est allé à l'université?
- Non, mais il a eu son baccalauréat. Il l'a eu.
- Et, le second... ?
- Daniel. Il n'a pas eu.
- Et, donc, les grèves?
- C'était les manifestations. Il y en a qui disaient, les salaires, qui parlaient, les tickets de rationnement, et les Américains. Il faisait très froid, après l'été. Des milliers, dizaines de milliers, les femmes.
- Comment étaient ces manifestations, dans le Nord?
- C'était des cortèges, tambours, clairons, il y en avait toujours un pour parler, c'était très politique. Parfois le drapeau, parfois non.
- Quel drapeau?
- Parfois rouge, parfois non, trois couleurs. La police, devant.
- Elle réagissait?
- Non, mitrailleuses. Certains c'était du combat. Ils voulaient se battre.
- Qui?
- C'est compliqué.
- Et vos fils?
- Il avait ses idées. Je préfère ne pas en parler.
- Pourquoi?
- Ecoutez, madame...
- Mademoiselle.
- Mademoiselle. Chaque puits, les cokeries, vous savez comment c'était? Non, alors écoutez-moi bien. Les centrales, les baraques, ils avaient fait des citadelles, tout le bassin était occupé. Jacques, il n'avait pas connu les Allemands, la Guerre, il avait vu, mais le sang, comme la Caverne du Dragon, et les combats, il croyait. Parce que son frère...
- Il croyait quoi?
- Laissez-moi finir. Ils croyaient que c'était pareil. C'est différent. Il y en a qui parlaient, il les a écoutés, à cause de ce que son frère. Ils disaient que les policiers, ils parlaient en allemand. Dehors les soviets en allemand, ils disaient qu'ils disaient.
- C'était vrai?
- Ecoutez, il y en a qui disaient. Je ne sais pas. Mademoiselle... Ce n'est pas une bonne période. Pas une bonne période.
- Et en décembre?
- Béthune, Valenciennes, à l'ouest, à l'est, il y en a qui ont vu venir les chars, les tanks, ils disaient. Ils ont coupé le bassin en deux, c'était les soldats, comme moi j'avais été, ils avaient leurs fusils sur mon fils, vous comprenez... Et ils leur jetaient des pierres dessus, eux. Vous comprenez?
- Oui.
- Non, le peuple avait peur. C'était deux ans d'après la guerre. Deux ans, deux années. Tout est dans le calendrier. L'armée blindée, et les motos side-cars, et la cavalerie, les gens avaient peur, vous voyez, pas comme le Jacques et les autres, eux, ils voulaient ça. Ils voulaient.
- Et?

- Ils n'ont pas eu. Fini. Ceux qui parlaient de la grève ont fini. C'était parti.
- Vous avez eu peur ?
- Ecoutez, mademoiselle... ?
- Mademoiselle Manoukian.
- Le prénom.
- Sonia.
- C'est les enfants. Elle, lui. J'avais peur de la Caverne du Dragon, vous comprenez ? Ils n'avaient pas vu, eux, ils voulaient voir.
- Bien. Merci, monsieur Wisniewski. Terminons par ce qui m'a amené ici. Ce sont des recherches d'ordre personnel. Cela concerne 44, cette fois.
- Je vous écoute.

## 9

*« C'est ça ! Depuis juin, je peux dire que je l'ai vu venir ! Ah ça, comme des vagues successives, ils ont pris conscience, ils se sont rendu compte ! J'étais engagé à l'usine en mai, j'ai pas eu le temps de faire une demi-journée, les camarades ont tout bloqué. Le frère Ghazarian n'était pas très content, je n'ai pas compris, au début, lui qui a combattu, mais il dit que les gens sont fatigués, qu'ils ont besoin de paix, de se refaire et de se reposer. Je crois qu'il est fini. J'ai discuté avec un camarade de Saint-Etienne, un vrai, c'est vraiment chaud, là-bas, la bagarre de tous les jours. Sur une table, avec une baguette de métal, il m'a montré comment contourner le barrage des gardes mobiles, et avec les mains et la salière, il m'a expliqué la manière qu'il faut toujours rester dans le sens du vent, pour que leurs gaz passent et que toi, tu passes à travers. Il m'a dit que le comité de Sainté nous apporterait par auto des masques à gaz comme ils avaient à Clermont. Il connaît Georges, mais c'est un camarade de résistance de Louis, qu'est le responsable CGT sur le site, il me l'a présenté.*

*Tout le monde sait que ça peut pas continuer comme ça va, la police, c'est les mêmes que la milice, c'est GMR et compagnie, les nazis sont partis, mais la bourgeoisie d'ici, elle est restée, et pour nous ça a pas changé. Avec le rationnement, la maman n'a plus de quoi pour le repas, la grande sœur a perdu sa place au magasin, elle dit que c'est à cause de moi et des fréquentations, les bourgeoises ne veulent pas de notre famille, les Arméniens sont bons pour le ménage. Y a que la petite sœur qui comprend rien, elle marche, elle parle, la pauvre, je lui fais toujours la lecture, comme avant, mais je dors plus là-bas, toujours sur le qui-vive, je reste à l'usine avec les camarades et j'ai donné mon premier coup de poing contre des jaunes, l'abbé et un proche du maire qu'avaient des patrouilles de non-grévistes, au bas des remparts, on a fait une descente, le mardi soir.*

*L'Huma dit que toutes les corpos vont s'y mettre. On attend le signal, quelque part dans le Parti, sans doute que ça décide. Georges dit que ceux du Bureau politique veulent qu'on rende les armes qui restent des maquis, et Ghazarian s'est engueulé là-dessus avec Louis, mais à côté du dépôt et près du puits, j'ai jamais vu que de la pierre, de la fonte ramenée par les camarades de la métallurgie, des barres de fer, des tuyaux de plomb et des boulons.*

*On va se les faire. C'est l'occupation comme au temps des Boches, et le patronat veut la guerre, il l'aura. On dit qu'à Marseille ou qu'à Sainté, les CRS sont de notre côté, les vieux camarades parlent de copains c'est des résistants, mais on a bien vu à Béziers qui c'est qu'a bastonné.*

*Pour l'instant, jour et nuit, c'est la tactique, on joue la dispersion, le camarade de Sainté nous a expliqué, avec trois ou quatre en tenue de sécurité, blouson de cuir, casque de cuir et barre de fer, comme le frère Valenti, dans tout le coin, loin derrière Valence, on fait partout des barrages avec les arbres, en travers des routes, on avait commencé à monter une barricade dans un quartier d'en haut, mais c'était stratégique, un camarade avait déjà téléphoné avant qu'on ait arrêté, pour prévenir la police de ce qu'on fabriquait une barricade, et on s'est tirés comme des lapins. Comme ça, ils enrageaient, ils courent à droite à gauche, ils font des déplacements, à ce qu'il paraît, ils manquent de véhicules, on fait marcher la troupe le jour, la nuit, et quand ils approcheront des piquets de grève, ils seront trop crevés, et on se les fait.*

*Cheminots, mineurs, même le Parti ne sait plus compter, je sais pas ce qui se passe, mais je crois bien que c'est 17 en France, et je suis là.*

*On a commencé à placer des blocs de béton sur les voies, avant la gare, pas pour faire dérailler, mais pour arrêter la circulation tout à fait. Montpellier, Nice, Grenoble, c'est bien ça.*

*A l'aube, quand la flicaille a chargé au petit pas, ils avaient la langue pendue ! J'ai pris un pavé, en remontant sur le pont à quatre pattes, j'ai balancé en criant du plus fort possible : « CRS, SS ! »*

*Commandant Micha ! C'était à mon tour, je laisserai pas passer le mouvement comme le papa. J'avais expliqué à la petite sœur, il avait fui ses responsabilités en 17, à Erevan, il avait fui ses responsabilités en 44. Pas moi. 47, c'est la mienne, à Valence, ici.*

*Elle avait rien compris, Sonia, la petite sœur.*

*La pauvre Sonia. »*

## IO

Philippe Lantin se trouva réintégré dans les forces de maintien de l'ordre de deuxième catégorie quelques mois avant la création par décret des Compagnies républicaines de sécurité. Ayant quitté les forces de troisième catégorie que représentaient les troupes de lignes au rang desquelles on comptait les trois armes, dont la Légion de gendarmerie mobile que son aventure indochinoise l'avait contraint à rejoindre, Lantin conçut son retour parmi la Garde républicaine mobile, sur le point d'être dissoute et restructurée, comme une forme d'absolution et de reconnaissance de son sacrifice pour un Etat ingrat qui l'avait abandonné au gré des fluctuations politiques, de l'influence des gaullistes et des communistes, dont il découvrit bientôt la portée dans sa Garde et dans la gendarmerie cégétiste de province.

Lantin n'avait pas de goût particulier pour le Sud et lorsqu'il débarqua à la gare de Valence afin de prendre ses fonctions au sein de son régiment, un sac sur le dos, le soleil l'éblouit et la sécheresse de l'air l'étouffa, après les mois humides, marécageux et sales du Tonkin, au bord de la cuvette des chiottes du Viêt Minh.

Là où il était tombé à présent, c'était un trou, il le savait, plus profond, et sa tête dépassait à peine pour apercevoir encore l'horizon rouge et faible de la France qu'il avait quittée le front haut ; Lantin, tout au long de juillet et d'août, sans un camarade, logé loin de la caserne chez l'habitant, une vieille anglophile sans patrie qui lisait les bulletins de la SFIO et pleurait son fils terroriste fusillé, connu des retours de fièvre jaune qui, malgré les hallucinations, n'eurent jamais raison



de sa volonté, à peine remarquée par des supérieurs qui ne méritaient ni ce nom ni leur grade, de participer aux entraînements quotidiens, avec qui, avec quoi, une vingtaine de salopards qui lui crachaient dans le dos, qui n'osaient jamais le provoquer en face, en murmurant « milicien » quand il tournait au coin du couloir du petit gymnase, derrière les grillages, sans vareuse ou sous des capotes dépareillées, rêches, non couvrantes, la tête protégée à grand peine par un casque militaire d'il y a dix ans, la nuque offerte au bâton de l'assaillant, le visage nu, un pistolet pour deux hommes, un fusil MAS à baïonnette modèle 1936 et pas de matraque.

L'arme est lourde à la main, cassante, et si un coup bien porté de la crosse brise une vertèbre ou deux quand la position vous est favorable, les réserves de munitions sont réduites à leur strict minimum et l'amateurisme environnant donne à ces vieilleries la puissance d'un mauvais jouet.

Lantin réclama un mousqueton, en vain, et à sa grande rage l'unique mitrailleuse opérationnelle du régiment resta couverte, bâchée et inemployée. Il demanda l'autorisation d'ajouter à son maigre trésor sa collection personnelle de couteaux, enrichie de deux lames courbes à Vientiane, mais jamais il ne lui fut laissé une autre possibilité d'en user que celle de se raser, chaque matin, avant l'aube, au coutelas et sans miroir.

Amagri considérablement, mais endurci aussi, piégé dans un monde d'après-guerre qui n'était plus le sien, Lantin s'ennuya au point de ne plus chercher la compagnie des filles, vulgaires, et qui progressivement le fuyaient, tant et si bien qu'il dut d'abord baisser d'un cran ses exigences et accepter de ne plus plaire qu'aux prostituées d'âge moyen, puis aux basses putains, comme lui nostalgiques, mais vidées bientôt de ce qui leur restait de morgue contre la perte de l'ordre ancien ; la jeunesse qui montait avec la marée du temps âcre d'après la fin, la défaite, l'affaiblissement, le révolait : filles sans dignité ni classe, amatrices de métèques et de musiques négroïdes, épurateurs et résistants de la dernière heure, jeunes coqs sans virilité à l'esprit pédéraste passif d'étudiants contestataires, la mièvrerie de petits adolescents castrés sans goût pour la mort, pour leur corps et pour la beauté, des cafards revendiquant la liberté sans plus aucun sens du service, du devoir, du tragique, de la grâce et de la Nation.

Il ne se trouva à Valence, en plein été, allongé sur son lit sans drap blanc, agenouillé à l'église fréquentée par des étrangers, assis à la table d'un restaurant d'Italiens, debout à l'exercice, ni ami ni confident, et pelant au couteau l'écorce des bâtons tombés devant sa fenêtre, au bas du jardin de la vieille qui le méprisait et qu'il ignorait, à l'ombre, il attendit que la France sombre, que le front rance de l'universel Ennemi se découvre, et si Dieu lui en donnait alors la force encore, il porterait, au moment où la pourriture gonflerait la poche de cette ville, le dernier coup pour l'éclater.

Et Lantin priait les yeux souvent clos, lorsque la fièvre restreignait son champ de vision au point de l'aveugler tout à fait, que l'instant tombe au plus tôt, car l'intuition des puissances en jeu et du combat à livrer que depuis la remontée par tous les égouts de tous les rats, en 17, il avait toujours tenue sans faille, s'effritait et le laissait de plus en plus hagard, inconscient de la lutte, de l'identité des lutteurs, de son sens, de sa destination et des raisons qu'il avait de vouloir encore faire face, faire mal et tuer.

Était-ce toujours possible ?

Car tout – les camps, les armes, les idées – s'était retourné.

## II

Dans le train depuis Varsovie qui emmenait Jacques Duclos, numéro deux du Parti, et Alain Marquet, jusqu'à la station d'hiver de Szklarska-Poreba, dans les montagnes, Marquet ne pouvait qu'imaginer, à partir des hésitations et des réponses elliptiques de Duclos, la raison pour laquelle Thorez – pas plus que Togliatti, le responsable du PCI – ne s'était pas déplacé jusqu'à ce village froid et lointain où Moscou les appelait, en compagnie des autres Partis frères, comme à travers la conque orientale qui sonnait l'appel aux camarades les plus éloignés, l'appel du ralliement.

Duclos était nerveux, il ôtait régulièrement ses lunettes, et son air de petit bonhomme était obscurci, au rythme des tunnels, par les ombres du train, et les reflets hasardeux des vitres du compartiment en bois.

Marquet savait que le Parti communiste français avait répondu aux souhaits de Staline, en 44, en refusant toute stratégie de confrontation directe, en choisissant la collaboration, l'entrée au gouvernement, et Marquet savait que la sortie du Conseil des ministres, dans laquelle se lisait peut-être lointainement la main des Américains, serait aux yeux des Soviétiques une répétition générale avant quelque retour triomphal de Thorez au Conseil de la République, appuyé par la légitimité du peuple, avec les socialistes sans doute, débarrassés des plus atlantistes et des gaullistes.

Marquet s'attendait à voir le Parti communiste français traité en modèle occidental d'une prise réfléchie du pouvoir en Europe, au gré d'alliances bien pesées et d'une stratégie responsable de gouvernement.

C'est ce qu'il croyait, en s'endormant, au rythme de la machine motrice, en pensant à Latinka, en repoussant loin de son attention le visage de Jeanne, et en souriant légèrement, la tête penchée à l'idée qu'il était le seul à qui Latinka Vasovic offrait à contempler la longue cicatrice de sa nuque, jusqu'à sa gorge. Le séjour de Latinka à Paris, d'abord provisoire, avait des chances de se prolonger. Elle lui avait confié qu'opposante en interne à la ligne titiste du rude Kardelj, elle avait malheureusement de bons espoirs de devenir l'antenne régulière du Parti à l'ambassade yougoslave à Paris, dans le but avoué de la tenir éloignée de son pays, de Belgrade et des intrigues qui s'y nouaient.

Duclos réveilla Marquet en cherchant sur la pointe des pieds l'anse de ses deux valises au-dessus de lui. « Nous sommes arrivés. » Et il aperçut par la fenêtre les flocons de neige, la gare du grand village, les montagnes hautes et le comité d'accueil sur le quai, en manteau long, sombre, et chapeau large.

D'ici une semaine, il serait de retour à la gare de l'Est, il retrouverait Latinka et s'ouvrirait à Jeanne de ses sentiments. Il bâilla et se recoiffa dans le reflet, grand, les tempes grisées, légèrement déplumé mais les traits doux et séduisants, sans doute.

Nous arrivons certainement les premiers, glissa-t-il à Duclos, en lui tenant la porte coulissante du compartiment, puisqu'il était à peine midi.

Un peu déçu, il reconnut immédiatement la délégation italienne, qui venait de débarquer, en voiture, et salua le grand Longo, aux airs d'intellectuel, les cheveux frisés s'évasant autour de son crâne, les paupières plissées, inquiètes, puis, surtout, le bon Reale, un vieil ami, un type discret qui était pour ainsi dire son équivalent italien.

C'est seulement en se retournant, s'apercevant que Duclos ne bougeait plus vraiment, qu'il réalisa qu'ils étaient tous là.

« Vous arrivez les derniers. »

Jdanov se tenait visiblement en avant, la mèche plaquée sur le haut du front, les joues rougies et gonflées par le froid, une petite moustache lui donnant l'air d'un Staline reconstitué en latex, en cas d'urgence. Il ne prit presque pas la peine de les remarquer. C'est Malenkov qui s'en chargea, lourd, enveloppé dans un imper trop long, les cheveux irréguliers qui lui tombaient passionnément sur le front, avec cet air fiévreux dont jamais il ne se départait, le bas large du visage bouffi, et les mains boudinées, en les serrant contre lui.

En silence, Marquet passa devant les différents membres de la haie de vêtements longs marrons et de chapeaux à peine blanchis par la neige tombant faiblement, sous la vapeur des machines ; il inclina la tête en reconnaissant les Bulgares, Tchernenkov et Paptomov, l'air indifférent et impénétrables, les Hongrois Farkas et Revaï, qui sourirent péniblement, le bon Gomulka, le visage d'une statue antique, un air de Cicéron, deux rides au coin des lèvres, la calvitie plus avancée que la dernière fois, flanqué de Minc, comme d'un petit secrétaire à la moustache régulière, aux cheveux bruns visiblement bien peignés autour des oreilles, le couple roumain de Dej Pauker, les bajoues rosissantes, le nez potelé, et d'Ana, sévère, une mèche blanche dépassant de ce qu'on pouvait voir de ses cheveux ondulés, sur son visage fort et pourtant sec. Il retrouva aussi les tempes découvertes et l'air douloureux de Slansky, le Tchèque slovaque, qui lui jeta un regard compatissant en coin, avant de s'effacer derrière Bastovansky.

Et en dernière position, il tomba en arrêt devant Kardelj, le Yougoslave qui lui refusa net sa main, et une femme à la chevelure retenue, emmitouflée et la bouche pincée, dans les traits de laquelle il reconnut soudain l'air si souvent rêvé de Latinka Vasovic, qui ne dit pas un mot.

Elle, ici, il ne comprit pas et se figea.

Ils prirent plusieurs autos, passèrent devant l'usine de verre qui donnait son nom nouvellement polonais à la petite ville, apprirent que les habitants allemands avaient été chassés de l'endroit et s'engagèrent devant le bâtiment où devaient commencer sans plus tarder les réunions.

« On n'attendait que vous. »

La suite des événements se déroula tel un mauvais cauchemar aux yeux affaiblis de Marquet, assis près de Duclos, à côté des Italiens. La première journée prit un tour déroutant, Jdanov déclamant un long rapport de synthèse dont Marquet comprit immédiatement qu'il les condamnait sans appel.

« Dans la situation internationale résultant de la Deuxième Guerre mondiale et de la période d'après-guerre, des changements essentiels sont intervenus. Ces changements sont caractérisés par une nouvelle disposition des forces politiques fondamentales agissant sur l'arène internationale, par la modification des rapports entre les Etats vainqueurs dans la Deuxième Guerre mondiale, par un nouveau regroupement de ces Etats. Pendant la guerre contre l'Allemagne et le Japon, les Etats alliés marchaient ensemble et constituaient un seul camp. Cependant, il existait déjà dans le camp des alliés une différence dans la détermination des buts de la guerre, ainsi que dans la détermination des tâches relatives à l'organisation du monde après la guerre. Pour l'Union soviétique et pour les autres pays démocratiques, les buts fondamentaux de la guerre comportaient le rétablissement, l'affermissement des régimes démocratiques en Europe, la liquida-

tion du fascisme, les mesures propres à prévenir la possibilité d'une nouvelle guerre d'agression de la part de l'Allemagne, l'établissement d'une coopération dans tous les domaines et pour une longue période entre les peuples d'Europe. Les Etats-Unis d'Amérique et, en accord avec eux, l'Angleterre se fixaient d'autres buts de guerre. »

Il était évident que la politique du Parti communiste français dont Marquet avait solidement appuyé les intentions légalistes ne serait pas compatible avec le langage guerrier que Jdanov, sous le regard de Malenkov et avec les hochements de tête réguliers des Partis de l'Est, imposait à la réunion de constitution de ce Kominform qui devait s'apparenter à une mise à mort de l'action du PCF et du PCI. Ils seraient sacrifiés sur l'autel de la nouvelle guerre qui se préparait.

Après le repas où Italiens et Français se sentirent ignorés, et la nuit fiévreuse que Duclos passa à relire les notes de son intervention, la deuxième journée fut conforme aux attentes de Marquet, déjà hagard, qui avait baissé les bras et qui rendait la nuque.

Mais l'attaque ne vint pas de Jdanov, qui restait impassible sous sa moustache, ni de Malenkov, en retrait.

Elle vint de Latinka Vasovic.

Plusieurs heures durant, ce fut une humiliation telle que Marquet n'en avait pas connu depuis l'école primaire.

Vasovic, qui venait d'ôter son châle et qui offrait aux regards de tous sa cicatrice de guerre, plongeant dans son bustier anonyme et serré, entraîna derrière elle Roumains, Bulgares, Polonais ou même Tchécoslovaques.

Régulièrement, Jdanov, tel un proviseur zélé, revenait en appui, réaffirmant la nécessité de condamner la politique de collaboration irresponsable, incorrecte et contre-nature avec les ennemis des Partis occidentaux. Longo baissait la tête et Duclos tenta de se défendre, affirmant la conformité des actes du PCF avec les souhaits du grand Staline lui-même, qui...

Peine perdue. Malenkov l'écrasa d'un regard et Latinka Vasovic se relevant, les cheveux tombant à présent le long de son cou dont une veine battait la chamade, pointa son index vers Marquet, qui restait figé : ce qui est contre-nature, c'est le conformisme bourgeois de dirigeants trompant les masses, jouissant de privilèges accordés par le gouvernement du patronat, fréquentant les mêmes hôtels, s'asseyant sur les mêmes sièges, tandis que le peuple de France se soulève, crie au secours et prend les armes... Ce qui est contre-nature, c'est le cynisme de dirigeants, comme le camarade Marquet, confessant intimement des doutes quant à la direction du mouvement communiste international, perdant la foi dans une masse qu'il ne fréquente plus, devenu bureaucrate et agent d'un Conseil des ministres dont il reconnaît lui-même que l'ordre du jour vient de Washington... Et que le camarade Marquet affirme le contraire, ici même, qu'il nous parle de la loyauté de sa femme, nommée au Bureau politique sans être passée par la voie démocratique du militant de cellule... Que le camarade Marquet reconnaisse qu'il n'est aujourd'hui que le symptôme d'un Parti au bord de la trahison, en proie au démon de l'opportunisme bourgeois, de la gestion et effrayé par une prise de pouvoir qu'il m'a en personne affirmé croire impossible et peu souhaitable, dans les conditions nationales et internationales actuelles.

Duclos, bientôt, ne répondit plus, et comme un enfant, reconnut un à un tous les torts qui leur étaient imputés. Il affirma haut et fort, deux fois, puis une troi-

sième, debout, sa culpabilité personnelle, déclara d'une voix blanche qu'il avait oublié, par négligence indigne, que l'objectif unique était de détruire le système de l'économie capitaliste, que son effort pour unifier les masses en direction de ce seul but avait été insuffisant et paresseux.

Ce fut au tour de Marquet, sous les yeux apeurés de Reale, de se lever, tandis que Malenkov, qui avait arrêté d'une main les débats, remerciant Latinka qui se rasseyait en frôlant la main de Kardelj, faisait remarquer que les Partis de l'Ouest, affaiblis par une discipline désastreuse, ne pourraient jamais rallier les masses sur la seule base de la foi marxiste, mais seulement par l'influence conjointe des Partis frères, organisés structurellement à cet effet.

Marquet chercha en titubant le regard de Latinka Vasovic, ne trouva que les visages glacés de ses pairs et reconnut intérieurement qu'il avait appris à interpréter toute l'existence en des termes de luttes qui dépassaient sa seule vie, qu'il avait vécu profondément par la conviction d'une vérité du Parti, qu'il avait combattu par cette épée, par laquelle aussi il périrait, et que sacrifié, il l'aurait au moins été par ses semblables.

Il savait que sa carrière, vraisemblablement, prenait fin ici, à Szklarska-Poreba, au pied des montagnes, sans un regard de Latinka Vasovic, et que tout avait été pensé pour qu'il en fut ainsi.

Alors il reconnut.

Quoi ? Il ne sait même plus.

Mais il reconnut.

Et à mesure qu'il disait oui, à Jdanov, à l'assemblée de ses pairs, au Parti, il sentit le long de sa jambe, froide et presque acide, relâchée nerveusement, son urine dégouliner jusque dans ses chaussettes.

## 12

*« C'est au retour du stage de formation, à Paris, en train, à l'automne 45, que commença contre moi la calomnie.*

*J'appartenais à la deuxième section de la 153<sup>e</sup> compagnie de Marseille, dirigée par Poisson, un bon gars des FMR, mais la compagnie tout entière était placée sous les ordres du commandant Maury, qui venait des GMR, avec pour adjoint le capitaine Gros, un résistant très estimé. Dans la mesure où le cantonnement de notre compagnie ne pouvait être assuré en centre-ville, la conférence pour la création des CRS dans la région de Marseille, issue du compromis entre Fourt, le contrôleur général du gouvernement, notre général et le commissaire de la République Haag, qui avait succédé à Aubrac, décida de nous placer dans les collines du nord, au pied de la villa Calmet, dans mon propre district, que chaque matin, je voyais s'éveiller, occupée par la commandement d'anciens adversaires des GMR.*

*Je rentrais le moins souvent possible en ville, depuis que j'avais rompu avec Nicole, après lui avoir négligemment promis le mariage, et je vis moins les amis, moins les camarades. Mes camarades, aujourd'hui, c'était pour le pire et le meilleur les CRS de la 153<sup>e</sup> compagnie. On connaissait le passé de chacun, on n'en parlait qu'à mots couverts. Qui avait fait quoi... Que voulez-vous, lorsque l'envie vous prenait de recracher le passé à leur face, l'Etat vous le faisait immédiatement ravalier.*

*La compagnie était plutôt pauvre, étant donné qu'on ne comptait pas plus de quatre mitrailleuses, deux mortiers 81, seize fusils-mitrailleurs, trente-deux PM 45 et en-*

viron deux cents fusils automatiques pour nous tous, en sus d'un armement individuel qui mit du temps à venir, et qui ne vint jamais vraiment. Et il y avait les deux voitures légères, les deux camions, les quatre camionnettes, trop peu nombreuses pour acheminer tout ce qui avait besoin de l'être, les quelques motos, souvent à court d'essence, et les side-cars.

Même si son identité m'est restée secrète, je sais que les accusations vinrent d'abord de Nicole, qui était entrée au secrétariat de l'unité, sur recommandation d'Albert, qui ne me parlait plus vraiment. L'affaire remonta jusqu'au ministère de l'Intérieur, à la Direction générale de la sûreté nationale, avant le licenciement de Nicole, sous le prétexte de son embauche de complaisance, mais plus sûrement du fait des deux lettres qu'elle avait envoyées, j'en suis certain.

Le commandant Maury, dont je m'étais tant méfié, et qui m'apparaissait de l'autre côté, me soutint dignement et écrivit plusieurs courriers attestant de la qualité de mon travail, de mon souci de la discipline, de mon sens de l'honneur et de mon œuvre d'épuration des docks de Marseille aussi bien que de mon effort, pendant et en dehors des heures de service, pour faire de la caserne de Calmet, sous la villa, un lieu propre, ordonné, convivial. Il assurait enfin que des préoccupations d'ordre politique n'avaient jamais guidé mes décisions.

Il me fallut attendre le printemps 46 pour passer devant une commission de discipline ; je n'eus durant toute cette période, où je m'efforçais de m'entretenir, de soigner mon apparence et de calmer mes esprits, la visite ni d'Albert, qui travaillait pour le groupe communiste à la mairie de Marseille, ni de Popeye, qui avait des soucis familiaux et s'en était retourné aux alentours de Toulon aujourd'hui ou bien d'Hyères, ni du François, qui m'évita. Le jour dit, le commandant principal de la sous-direction des CRS à Paris, un résistant qui portait la Légion d'honneur au revers de sa veste, l'air sévère, les lunettes plongées dans le dossier, sur la recommandation de Grandin devenu parisien, m'accueillit cordialement dans les bureaux du Var, au premier étage, et m'invita à m'asseoir, en uniforme, à la table près de la fenêtre, devant un verre d'eau et sur une chaise sans accoudoir.

Il s'accouda confortablement pour sa part et me désigna de l'index plusieurs papiers noircis étalés devant lui lorsqu'il commença à m'interroger sur d'éventuelles munitions en excédent de ma dotation que j'aurais conservées en dehors de la soute.

Avec la désagréable – d'autant plus que fausse – impression de ne m'être pas convenablement rasé, en me grattant régulièrement la frontière des deux joues, j'expliquai, comme victime d'une crise d'urticaire, comment, commandant d'un bataillon des Forces républicaines de sécurité en 44, j'avais fait cacher dans les appentis de la villa Calmet des armes et des munitions récupérées sur l'ennemi que dès 45, apprenant mon intégration au corps des Compagnies républicaines de sécurité j'avais fait verser au maigre compte des munitions ramassées par les services compétents de l'armée régulière.

Il en prit bonne note et m'observant du coin de ses lunettes carrées me frotter le fantôme de ma moustache, que je n'avais pas, il en vint après moult circonlocutions au point et à mon utilisation supposée de véhicules administratifs pour la distribution de journaux d'un « certain parti politique ».

Je sursautai et lui expliquai en bredouillant sans doute plus qu'il n'aurait fallu, devant cet homme dont je savais qu'il n'avait rien fait d'autre, à la Libération, qu'attendre depuis l'étranger les résultats de sa planification administrative des

*réseaux, que je n'avais jamais, en toute conscience, utilisé les véhicules de la compagnie à d'autres fins que celles du service, que le registre des entrées et des sorties et les carnets de bord des différentes automobiles et camionnettes l'attestaient.*

*Tournant lentement une page sous un rayon du soleil qui avait traversé les carreaux poussiéreux de la pièce trop vide, il fronça les sourcils et s'étonna à haute voix que, précisément, ainsi que l'indiquaient les lettres considérées néanmoins comme calomnieuses et sans objet, il était fait mention dans les registres de la compagnie de déplacements onze dimanches de suite, avec pour chargement des journaux et des tracts, sous ma responsabilité.*

*Je me rappelai soudain qu'Albert s'occupait ce mois-là de la paperasse et je demandai le plus calmement possible, en frottant mes cheveux là où ils devenaient des poils, avec le sentiment que la sueur gonflait mes pores comme des cloques, de quel véhicule il pouvait bien être question*

*Il releva la tête et dit alors : « Il s'agit d'une automobile de type Rosengart, Super Traction, de modèle 1939. »*

*Je restai un instant muet et tendit vaguement le doigt de la main droite, comme pour désigner sur ma poitrine le lieu même de mon innocence, que je ne parvins pas à trouver, en baissant le regard. « C'est que », expliquai-je, « cette voiture m'appartient en propre et n'est en aucun cas propriété de la compagnie. »*

*Il hocha la tête, affirma qu'il n'en doutait pas un instant, puis me salua en se levant et me conseilla de prendre un peu de repos, ce que je fis, après être passé aux toilettes pour me rafraîchir vigoureusement la face, comme si du fil de fer militaire poussait sous mon épiderme soigneusement et paisiblement entretenu.*

*Le commissaire en fonction au nord de Marseille fut chargé de perquisitionner mon domicile et d'inspecter les garages de la compagnie, tandis que je fus suspendu de mes fonctions, suspecté d'activité subversive. Il resta tranquille et ne fouilla guère dans les recoins. « Je ne suis pas là pour faire des tracasseries », déclara-t-il en partant.*

*C'était Lazaroni.*

*Grand seigneur, signe suprême d'humiliation, il m'innocenta à demi, comme si je lui devais désormais quelque chose, et déclara dans son rapport que la preuve ne pouvait en aucun cas être faite que le véhicule incriminé ait été intégré à l'équipement de la compagnie à la date des faits qui m'étaient reprochés.*

*Je fus réintégré, blanchi, mais par souci de la bonne tenue, de la respectabilité en externe et de l'ambiance en interne de la compagnie, je me retrouvai muté, à un échelon de facto inférieur à celui qui avait été le mien, dans la petite compagnie de CRS de Valence.*

*Depuis dix mois environ j'avais rompu avec le Parti et lorsque je descendis par le train, privé de permis de conduire, sous le soleil trop jaune et dans la pleine trop plate de Valence, je buvais déjà trop et je ratai la flèche qui m'indiquait le chemin de mon cantonnement, au milieu des champs. »*

### 13

*« C'est la merde à Marseille. Paraît même qui vont dissoudre les CRS de la région. Il y a trois semaines là-bas, quatre camarades ont été arrêtés par les ouailles du sale Moch et envoyés directement devant le tribunal correctionnel, sans motif. La manif devant le Palais de Justice pour leur libération a été pas mal réprimée, à ce*



*qu'on m'a dit, une dizaine de milliers de personnes, femmes et enfants, mais c'était rien comparé à l'après-midi, on a forcé l'entrée du conseil municipal et on a failli faire la peau à ce salopard de maire, un RPF, qui a tout manigancé l'augmentation des tickets de tramway et le blocage des salaires pour nous mettre la pression, on raconte qu'ils se sont sauvés la queue entre les jambes pour peu qu'on les aurait lynchés.*

*Le soir, pendant la descente des camarades au quartier de l'Opéra, dans les établissements du Milieu, vu que ça se sait que la pègre est de leur côté, on a perdu un homme, c'est le premier depuis la guerre, je crois bien, quelle merde. On sait à qui on a affaire : le patronat reste au chaud, nous c'est les maquereaux de Marseille, de Toulon, et les anciens fascistes de la Milice reconvertis dans la police, même combat.*

*Le camarade de Sainté vient de nous faire le compte-rendu de la marche et de l'assaut de la préfecture, mais je sens pas les responsables de la cellule, ils tergiversent, on sait jamais ce qu'ils pensent, et avec Louis, on dit que c'est aux travailleurs, aux grévistes de le dire. On est dans la rue, et Thorez, on le voit pas. Où est le Parti ? j'ai demandé. On m'a répondu, il est derrière vous. Je veux bien. Mais devant nous on a le petit Moch, les socialos et tout le gouvernement qui vaut pas mieux que les Allemands, on le sait bien, et vous étiez avec eux il y a pas bien longtemps. On m'a répondu, on n'y est plus.*

*J'ai rien dit au responsable de cellule, j'ai rassemblé les camarades, sans parler au frère Garechian, le soir, après avoir fait la lecture avec les images de la sœur Sonia, sans un mot pour la maman, qui aime pas trop la tournure que ça prend, et rendez-vous à la gare, on va marcher sur la préfecture nous aussi, j'ai dit, et j'ai parlé en tant que commandant Micha, j'ai bien parlé, j'ai 17 ans, j'avais une vingtaine de gars déjà avec moi.*

*Le 1er décembre au matin, on bloquait la gare, façade barricadée, le personnel sur le côté, on a mis une paire de baffes à une qui nous a insultés, et la mémoire des camarades. La population est avec nous, au-dessus et au-dessous de la ville. Les bourgeois peuvent nous envoyer la troupe, on tient la gare de Valence et on bougera pas. Ils ont nationalisé tout ça, à ce qu'ils disent, à Paris, nous on a vu les mêmes qui s'engraissaient du marché noir s'en remettre plein les poches de l'inflation, et pour le peuple, c'était le rationnement, depuis deux ans. La vie coûte cher, et on vendra notre peau encore plus chèrement, qu'ils le sachent.*

*J pense bien que c'est comme ça et pas autrement qu'ils se sentaient, à Corrençon, dans le maquis, près de Villard, comme nous aujourd'hui, exactement.*

*Voilà comment j'ai parlé aux camarades, et on m'a applaudi, la plupart des gars n'étaient pas bien plus vieux que moi. J'avais de la condensation sur les lunettes, et comme il faisait chaud, derrière la barricade de l'entrée de la gare, j'ai passé la main dans mes cheveux frisés, sous mon casque de cuir, et j'ai posé par terre la barre de fer.*

*Je pensais bien à la petite sœur.*

*Et puis on a attendu. »*

- J'ai une question plus précise à vous poser, monsieur Wisniewski.
- Ah.
- Connaissez-vous monsieur Philippe Lantin ?

- Non. Non.
- Vraiment ?
- Pourquoi ? Qui c'est ? Il est où ?
- Il est mort, monsieur Wisniewski.
- Ah bon.
- Au Vietnam. Il était conseiller auprès de l'armée américaine, à la frontière laotienne. Vous savez pourquoi ?
- Qu'est-ce que j'en sais ?
- Il avait quitté la gendarmerie française. Il avait vendu son savoir-faire aux Américains, il connaissait l'Indochine.
- Très bien. Pourquoi vous me dites ça ?
- Et Ferdinand Turbot, vous en avez entendu parler ?
- Non.
- Jamais ?
- Qu'est-ce que vous racontez, mademoiselle, euh, Manouchian ?
- Alain Marquet, lui, par contre, vous connaissez ?
- Eh oui, pourquoi je le connaîtrais pas, il suffit d'allumer la télévision. Il paraît qu'il va se présenter, aux prochaines présidentielles.
- Vous ne le connaissez que comme secrétaire national du Parti communiste français ?
- Pourquoi je le connaîtrais autrement, mademoiselle, j'ai pas aimé la politique, je vous ai dit, ce n'est pas pour moi.
- Mais Lantin, ce n'est pas que de la politique, n'est-ce pas ? Il sévissait dans la région, en 43, pas vrai ?
- Peut-être.
- Vous le savez, monsieur Wisniewski, je ne veux pas vous brusquer. Lantin était milicien. J'ai les papiers. Je sais qu'il a participé...
- Oui, oui.
- Il a participé à l'arrestation de votre deuxième fils, Daniel.
- Oui. Pourquoi vous dites ça ? Il est mort. Il est mort aussi.
- Je suis désolé, monsieur Wisniewski, sincèrement. Moi aussi, j'ai connu ça. Je veux juste des renseignements. Vous n'êtes pas toujours resté de côté, n'est-ce pas ? C'est vous qui avez donné Lantin à la Milice patriotique ?
- Ils auraient dû le fusiller. Ils auraient dû le tuer.
- J'ai les rapports FFI sur l'arrestation. Vous l'avez dénoncé, et Turbot et Marquet l'ont arrêté, n'est-ce pas ?
- Oui.
- Est-ce que vous avez assisté à la scène ? Est-ce que vous souvenez de quelque chose qu'il aurait dit ? Est-ce que vous vous souvenez de quelque chose, un détail qui ne serait pas dans les rapports officiels ?
- Non.
- Turbot est décédé, il y a longtemps. Marquet, je ne pourrai jamais le contacter, bien sûr. Mais vous étiez sur place, hein ? Vous ne vous souvenez pas de ce qu'ils se sont dit ?
- Non.
- Vraiment ? Il n'a rien dit ?
- Pourquoi vous vous intéressez à cette ordure ? Et les autres, avec toute cette politique ? Pourquoi vous voulez savoir ça ?
- Parce qu'il est devenu l'assassin de mon frère.

«Au matin, pour mon incorporation, Récamier, l'adjutant, m'avait promis de l'action. Je n'avais pas bu, mais je n'avais pas non plus dormi. Je couchais chez lui, avec sa famille, il m'avait accueilli : Récamier était un ancien FFI, il avait été dans le maquis d'Autrans, non loin de Villard-de-Lans, c'était un gars du Vercors, gauliste de conviction.

Les gars sont déchaînés, les ouvriers sont à cran, c'est difficile, m'avait-il prévenu. Il remarqua tristement, le soir, au dessert : « Il y a des gamins qui nous traitent de SS, tu te rends compte, en 44, quel âge ils avaient ? » Et il s'était tu devant sa femme, avant d'ajouter, en grimaçant féroce : « Remarque, au régiment, y en a bien, tu me diras, Ferdinand, qui le méritent. Une petite tête d'ordure, ancien milicien, j'ai pas le dossier, mais ça se sait, tu parles, un gars des GMR, et Paris nous a mis ça dans les pattes. Ce sont les socialistes, au gouvernement, évidemment. »

Le lendemain, sous la conduite du commissaire Marcassin et de deux officiers de gendarmerie, avec une cinquantaine d'hommes, à la grenade lacrymogène, qu'on ne savait pas encore très bien manier et qui nous revenait souvent dans le nez, sur le parvis, et à la matraque à l'intérieur de la gare, nous avons délogé une petite vingtaine de grévistes désorganisés. Je ne crois pas avoir frappé. Des petits gars en casquette de moins de vingt ans me crachaient à la figure en fuyant : « Saloperie de flicaille ! » Récamier m'a réconforté, il m'a conseillé de bien ranger mon arme de service, parce que les gars vous ceinturaient par l'arrière pour vous les voler, dans la mêlée, et il m'a dit de me protéger la nuque, sous le casque.

Nous avons attendu Monsieur le Préfet, qui venait à l'inspection des locaux, tandis qu'on nous annonçait un peu tard un groupement massif de personnes dans les rues, à cinq cent mètres, par talkie-walkie, nous n'avions pas l'habitude et nous attendions plutôt la radio ; Récamier a pesté contre le manque de moyens, en recomptant les hommes pour le nouveau commissaire, Djerkijian, qui venait de débarquer avec à peine une quinzaine de gendarmes dépareillés, non spécialisés. Le gaz, devant le parvis, faisait encore tousser, et c'est à ce moment-là que je l'ai vu, derrière les nuées vagues et moutardées. Le visage blême, sous le casque, le même que le mien. Il me dévisageait, je peux le jurer, c'est moi qu'il regardait. Le nuage est remonté.

Je l'avais déjà vu, quelque part. Mal à l'aise, le passé coincé dans ma gorge irritée, j'ai toussé, les yeux rougis par le manque de sommeil aussi.

Nous avons pris position, en voyant descendre la longue et bruyante manifestation. Nous avons attendu, les mains dans le dos et en épiant par-dessus mon épaule, je pouvais le voir, immobile, derrière moi, qui m'observait. »

« Quelle merde. J'étais bloqué dans les toilettes de la gare. Oh merde merde merde, ça avait bastonné, la flicaille nous avait chopé par surprise et j'ai eu mal. Commandant Missa, je me suis dit, regarde-toi un peu, assis par terre, l'épaule déboîtée, en me mordant la main de douleur, adossé à la cuvette des chiottes en bloquant la porte devant moi, les deux jambes tendues, j'attendais.

Dans le couloir, j'ai entendu qu'ils parlaient au Préfet, ce salaud. Le Préfet était là. Je savais pas quoi faire, je jure, je savais pas quoi faire. »

« Deux mille cinq cent manifestants, à vue d'œil m'a glissé Récamier à l'oreille, parce

qu'il entendait les deux commissaires et les officiers de gendarmerie qui discutillaient, dans son dos. Les responsables restent toujours derrière leurs hommes, en position d'attente de confrontation, c'est une règle.

Aussi n'a-t-on pas compris. La foule était haineuse, elle sifflait. Bon Dieu, je me suis dit, Ferdinand, qu'est-ce que tu fais là ? Ton devoir, j'ai pensé. Et eux, alors ? J'étais sûr d'en reconnaître un, dans les premiers rangs, à une vingtaine de mètres, avec le blouson de cuir, un camarade. Un camarade, quel camarade, j'ai pensé ? J'ai regardé par-dessus mon épaule, dans les rangs serrés de notre soixantaine d'hommes, l'autre souriait, j'en suis certain, c'est moi qu'il regardait, blafard, immobile, dur et droit. Cette cicatrice, sur la tempe.

Je regarde devant moi, Récamier m'a sifflé. On peut pas tenir, il faut évacuer.

La colère roule par vagues dans la masse des grévistes, des familles et des hommes de syndicats qui s'approchent centimètre par centimètre, c'est comme un front de mer, et une marée prévisible, mais on ne peut pas bouger, les pieds dans le sable, à l'entrée de la gare, entre les six colonnes de la façade, sous les fenêtres du premier étage, d'où nous regarde sans doute Monsieur le Préfet. Il doit voir au loin, sur l'allée, les deux milliers de gens. Est-ce qu'il ne s'appelait pas Jean ? Un résistant, derrière la troisième vague, sous la banderole ? Et la femme qui hurle, à dix pas ? Je l'ai vue. 43.

Est-ce que ça va, mon vieux ? dit Récamier, il tripote l'embout de son MAS 36, pour les grenades. Il faudra y aller à la grenade offensive, il dit en serrant les lèvres.

Non, ce n'était pas en 43. C'était un an après, le blond cendré, celui qui fait un bras d'honneur. Où ça ?

L'autre est derrière moi.

Où sont les camarades ? je me dis, en clignant des yeux. De quel côté ?

Où sont passés les camarades ? »

« Je peux dire que j'ai sangloté, j'avais honte. J'étais mal réveillé, dans le flot, quand ils ont chargé. J'ai pas eu le temps de penser au corps à corps, ils tapaient. On reculait. Il y avait plus d'unité, on était pas assez. C'était la mêlée, et bientôt, plus rien, tout éparpillé, ils avaient une tenue de combat, comme des soldats, à peine sortis de la gare, la grêle des grenades lacrymo, la bagarre est finie. J'ai couru à l'abri du gaz qui stagnait, j'ai vu un couloir, j'ai entendu les voix, je me suis retrouvé là, coincé comme un con.

Oh, Fredo, Fabien, comment t'aurais fait, hein, toi, avec les Allemands, comment ?

J'ai entendu le Préfet qui remontait. Charger, il disait. Et les copains qui sont là-bas. J'avais tellement mal à la côte, sous le sein, je pouvais même pas placer ma main sous mon blouson. »

« Récamier a dit « merde » quand il a vu sur notre gauche les deux commissaires et les deux officiers de gendarmerie s'avancer, pour parlementer, sous les insultes. Qu'est-ce qu'ils foutent ? A peine le temps de siffler, la tête du cortège a explosé : c'était le pugilat, on n'a rien vu venir, barre de fer, morceaux de fonte, des pavés. Le commissaire Marcassin d'abord est tombé, puis les trois autres, blessés, allongés sur la chaussée.

Y a plus de commandement, a crié un homme, y a plus de commandement, qu'est-ce qu'on fait ?

C'était la débandade, en quelques secondes, comme si les milliers de manifestants venaient de prendre conscience de leur nombre et du nôtre.

*Il faut reculer, reculer, en rangs, a hurlé Récamier, moi, je chancelais. J'avais pas de bouclier, j'ai cherché mon bâton, perdu dans l'affolement. Un, deux, trois visages, j'ai vu des airs familiers, les gars de la Drôme, les gars de Toulon, qu'est-ce que j'en sais ? Peut-être qu'ils se ressemblaient. J'ai cru voir le François, Albert et même Popeye. Popeye, j'ai dit, qu'est-ce que tu fiches là ? Un coup sur le genou. Je dois courir quand même, à l'intérieur du bâtiment, c'est le chaos. Les manifestants poursuivent les camarades, les camarades poursuivent les... Ils se battent. Tout et n'importe quoi vole, du béton, des chaises, des battes, des pots.*

*Je ne vois plus Récamier, je me planque vers le couloir, près des toilettes, et au coin, j'aperçois l'autre, à l'abri des coups, qui me regarde encore. Quelqu'un a sorti une grenade, je tousse, j'étouffe, je crois voir l'autre qui sort peut-être son arme. Je ne sais pas. Où est l'ennemi, je ne le vois pas.*

*Paniqué, je porte la main à ma ceinture... »*

*« Et je suis sorti, Fredo, colonel Fabien, regarde-moi, je ne laisserai pas les copains sous les coups, pas question de laisser passer l'Histoire sans moi, je me suis dit. J'ai balancé un grand coup de pied dans la porte en hurlant de douleur, à cause de ce que ma côte me rentrait dans le poumon et, le souffle coupé, j'ai trébuché en pénétrant dans le couloir enfumé, où je voyais rien, le poing prêt à frapper. J'ai tapé dans le vide, je crois bien, en rampant, je distinguais rien.*

*Soudain, ça m'a arrêté. J'ai ouvert la bouche, je pouvais plus. »*

*« J'ai regardé mon arme, comme si ce n'était pas moi derrière mes propres yeux, j'ai tiré encore, deux, trois fois, vers le sol, je crois, pour défendre qui, défendre quoi, je ne savais pas. C'était la panique. D'autres se sont mis à tirer. Tout était confus. Des grappes de gars tombaient en courant, sous les cris. Un manifestant s'approche, en cachant sous son bras un...*

*L'autre n'avait pas bougé, je l'aurais juré. Mais il n'était pas là, dans le couloir, il n'y avait que moi, et sur le sol...*

*Où est-il ? Je suis frappé violemment à la tempe, je pousse un cri très court et je m'écroute. »*

*« Et c'est fini. En 47 j'avais... J'ai oublié mon âge et je suis mort aussi sec. »*

*« Je crois que Récamier a décidé avec la vingtaine d'hommes repliés sur les quais une contre-attaque, malgré les cris du Préfet, à la fenêtre, la baïonnette au canon, qui a cassé en deux le cortège houleux contre les murs d'entrée de la gare, puis tout, gaz, foule, cris, s'est dispersé, et sans doute que je me suis réveillé, du sang dans le nez jusqu'à la bouche*

\*

*Par terre, il restait un corps dans le couloir, deux corps, trois corps. Des hommes assis qui se tenaient le crâne. L'autre était là, contre un pilier, blafard, la tête nue, et je crois bien que je l'ai reconnu, mais... Il souriait, blessé au nez. Son arme, à la ceinture, n'était pas sortie. Il regardait le corps du gamin, à ses pieds.*

*« Turbot a été touché à la tête, barre de fer ! », a crié Récamier, qui s'est précipité. Il a vu le corps. Les hommes du régiment, les gendarmes sont restés silencieux et ont baissé la tête.*

*J'ai bafouillé que j'avais... Le gamin...*

*Après une seconde de réflexion, la bouche ouverte, Récamier s'est tourné vers les hommes, il a dit à peu de choses près : c'est lui, il a fait usage de son arme sans sommation, état de légitime défense à déterminer, désarmez-le et amenez-le au Préfet, avant que les journalistes ne débarquent.*

*Et il a fait signe vers l'autre, blême mais souriant, qui n'a pas dit non et s'est laissé conduire par les hommes de la compagnie, sans cesser de me regarder, après leur avoir rendu son arme et ses cartouches. Il a simplement tendu la main vers moi, et c'est comme s'il désignait le néant.*

*Je me suis souvenu de lui.*

*Pierre Lantin.*

*L'année touchait à sa fin.*

*Je n'étais plus rien.»*

## 16

Alain Marquet soufflait vigoureusement dans ses mains afin d'en expulser le froid piquant, au pied des marches de l'Assemblée, après avoir discuté avec un jeune camarade distribuant *L'Humanité*.

Trois morts à Valence. La police abat un jeune communiste devant la gare. Halte au gouvernement assassin !

Lorsque Mitterrand sortit, sa mallette sous la main, Duclos siffla et envoya à destination du Ministre quelques mots qui firent sourire Marquet : « Salaud ! Boche ! Collabo ! »

Et Mitterrand s'engouffra loin de là, dans sa voiture noire de fonction.

Marquet savait ce que Duclos voulait dire. Il avait été résistant, il avait de la mémoire.

Et la Résistance avait perdu. Elle avait perdu sa victoire, volée. Il s'y était fait.

Même au Parti. Thorez, depuis quelques semaines, à son retour de Moscou, où il avait rencontré Staline en personne, avait réglé ses comptes avec les résistants communistes de l'intérieur. Le bon Thorez, planqué à Moscou toute la guerre, résistant de l'extérieur, n'avait jamais digéré certaines remarques sardoniques à son retour. Duclos, Marquet ou Tillon en faisaient maintenant les frais. Et il les avait laissés seuls sombrer, tomber à Szklarska-Poreba. Est-ce que ce serait l'épuration de nouveau, bientôt ?

Il cria à l'attention des députés qui se risquaient sur le perron : « Assassins ! »

Puis Marquet chercha autour de lui Jeanne, qui distribuait des tracts. Trois morts à Valence.

C'est Duclos qui vint lui taper sur l'épaule. « Dis-moi, tu connaissais pas Turbot, Ferdinand ? FTP. Il était venu en soutien dans ta région. »

« Si. » Marquet fronça les sourcils. « Pourquoi ? »

Trois morts. Dans la police, d'anciens miliciens.

Duclos reprit son air bonhomme et lui posa gentiment la main dans le dos. « Il est mort. Il était à Valence. C'est un camarade de la Drôme qui vient de me le dire. »

« Comment ça ? A Valence. »

« Côté police. »

« Des victimes dans la police ? Ils ont... »

« Non. Suicide. Ce matin. »

Marquet laissa Duclos repartir et ne trouva pas quoi dire.

Trois morts à Valence.

Il releva la tête, amaigri et bafouilla :

« Le pauvre. Il... Il faut savoir en terminer. »

Dans sa main il trouva celle de Jeanne qui se penchait en lui demandant si ça allait. Il sourit, il lui expliqua.

« C'était un bon camarade. »

Trois morts à Valence. Policiers assassins.

Elle acquiesça, lui effleura la joue et reprit la distribution en criant :

« Quatre morts à Valence ! »

## 17

- Merci, monsieur Wisniewski. Et je suis désolée de vous avoir brusqué, d'avoir fait remonter ces souvenirs à la surface.
- Tout ça est fini, mademoiselle. A part nous les parents et les historiens, ça n'intéresse personne, ils pensent à autre chose. Même mon fils, il est à la mine, dans les bureaux, mais il paraît que ça va fermer. Ma fille est bientôt institutrice, elle a votre âge, mais elle ne parle pas de ça. L'Histoire, c'est mort.
- Il ne faut pas dire ça, ce n'est pas vrai.
- Si. Je ne sais pas où va la France, mademoiselle. Je crois que la pente est, vous voyez, vers le bas.
- C'est plus compliqué, monsieur Wisniewski.
- La jeunesse, mademoiselle, je ne sais pas trop ce que ça va donner. C'est un mauvais siècle. Mauvais.
- Pourquoi ?
- Vous êtes historienne, vous devez savoir, je ne sais pas.
- Les choses peuvent changer, monsieur Wisniewski.
- Changer... C'est pareil. Je ne vais pas changer, moi, à mon âge. Tout est vieux. D'un côté, de l'autre, ça fait plus de différence, le temps a passé.
- Bien. Je vais vous laisser, à présent. Il fait bien froid, je vais reprendre la voiture.
- Bonne chance pour votre mémoire de, d'Histoire, à la faculté, mademoiselle Manoukian. Pour le reste, vos recherches, vous ne trouverez rien. Vous êtes à Paris, n'est-ce pas ?
- Oui.
- A quelle université ?
- Nanterre.
- Je ne connais pas.
- Au revoir et bonne année, monsieur Wisniewski.
- Bonne année 68, jeune fille.

## La fin des faims

Sur John McGahern (1934-2006)

Angelo Rinaldi, de l'Académie française

QUE N'AURAIT-IL DIT s'il avait poussé une pointe en Irlande, Casanova le voyageur, quand il prévient dans ses *Mémoires* : « Le prêtre en Espagne est une canaille qu'il faut respecter plus qu'ailleurs » ? On y songeait, à la fin du mois de mai, lorsque des abus de tous ordres, commis par des congrégations religieuses, dans un passé récent, occupaient la une du *Irish Times*, des actions en justice étant en cours.

Cependant, par un paradoxe, c'est le catholicisme qui, de la même façon que pour les Polonais sous l'oppression soviétique, aura permis de sauver l'identité gaélique de la première colonie anglaise, en Europe, de résister à l'assimilation complète, bien que l'effroyable famine qui sévit au XIX<sup>e</sup> siècle eût anéanti la moitié de sa population, et peuplé de mortsvivants tant de navires en partance pour l'Amérique. Viendrait ensuite la guerre d'indépendance, et qui serait gagnée. Alors commencerait le long règne d'Eamon De Valera, sorte de Pie XII laïque, auprès de qui le Portugais Salazar, son contemporain, d'un règne politique analogue par la longévité, a des allures d'amuseur pour noces et banquets. Pour se faire une idée de ce qu'étaient la censure et l'ordre moral en Eire, on n'aurait qu'à se reporter aux chroniques que Stendhal, sous Charles X, en quête de piges pour améliorer son ordinaire, envoyait sous pseudonyme à des revues britanniques, y dénonçant à longueur de papiers les jésuites de « robe courte ». Ainsi baptisait-il les politiciens de la Restauration, qui imposaient aux ouvriers de montrer un billet de confession garantissant leurs bonnes mœurs pour obtenir un travail ; et de fourrer dans le lot Chateaubriand, dont les poses et le pompeux l'accablaient, le soupçonnant d'avoir, sous l'Empire, acheté des actions pontificales alors à la baisse, en vue d'un bénéfice à terme. Bon calcul au demeurant.

Cela posé, et comprenez qui pourra, dans cette Saint-Barthélemy en miroir et sans fin, dont le glas sonnait hier à peine sa dernière note au Nord, où la paix demeure fragile, les hommes de liberté qui, dans les lettres, ont grandi ce petit pays, les Wilde, Shaw, Yeats, Synge, O'Casey, Beckett, lui choisissant la langue française, relèvent de l'espèce protestante, au moins de formation. John McGahern, dont on peut dire que l'œuvre accompagna son île dans sa sortie des ténèbres, son accostage à la modernité, tranche, avec Joyce, à cet égard : il est de souche catholique. Et dans ses nouvelles et romans, on croise autant de soutanes que chez Mauriac et Bernanos. Elles étaient dans son paysage, bénédicités, prières du soir, pèlerinages, neuvaines, qui ne diminuent pas l'isolement affectif, ponctuant les journées de son enfance, après la guerre, dans un pays qui avait observé la neutralité dans le conflit (se battre aux côtés des Anglais, et puis

quoi encore ?). Mais les croyances chez ses personnages ont plutôt l'air d'exciter in petto les passions censées les refouler, et il n'y a rien de plus étonnant que l'aventure de cette jeune femme qui voulut connaître l'amour physique avec un homme, juste à la veille de prononcer ses vœux pour mesurer ce à quoi elle allait renoncer à jamais. Ces histoires, on les croirait narrées entre deux pintes de bière, au comptoir d'un pub de Dublin, dans la fumée des pipes et cigarettes, tandis que dehors tombe sans rémission une pluie aussi familière à l'indigène que la neige à un Esquimau, étouffant sous le bruit d'averse quelque pétarade de l'IRA. Le pub est à McGahern ce que la salle de rédaction fut à Balzac et le salon à Proust. Où irait-on scruter la société avec plus d'aisance, recueillir les rumeurs, donner la parole à un chœur de simples, paysans et employés mêlés, qui a plus souvent l'occasion de commenter des peines que des joies, si un certain humour prouve que l'on ne doit pas s'arrêter à l'apparence de cette résignation qu'impose une Eglise qui n'aurait certes pas inventé la théologie de la libération ?

Quand on me demande ce qu'il convient de lire, je conseille en général d'entrer d'abord dans une librairie et de se faire confiance. N'aurais-je pas, par principe, prêché d'exemple, il ne me serait jamais arrivé ce qui m'advint avec McGahern, que je classe maintenant dans la vingtaine de noms, Français compris, qui m'auront procuré d'emblée la sensation d'entendre une voix ne ressemblant à nulle autre, au cours de décennies d'exercice d'un métier bizarre consistant à donner son opinion à des gens qui ne vous la réclament pas, et s'en moquent presque tous. Ce fut un jour lointain des années soixante-dix, Marlène Dietrich chantait encore quelques fois du haut de ses talons aiguilles et de ses quatre-vingts ans, au Théâtre du Rond-Point des Champs-Élysées, cornaquée en coulisse par l'acteur Jean-Claude Brialy, dont la gérontophilie nous manque déjà beaucoup. Je me trouvais par désœuvrement au Divan, qui n'existe plus maintenant, à Saint-Germain-des-Prés, et j'avisai sur un présentoir un livre du Mercure de France dans une collection reconnaissable à sa couverture couleur de pomme reinette, avec des rabats à l'intérieur, comme ceux des cahiers d'écolier, si les écoliers sont soignés. Je flairai, ignorant tout de l'auteur. Toutefois le traducteur, Pierre Leyris, avait la réputation de ne servir que l'excellent. Il garantissait par sa signature un minimum de qualité. Aussi achetai-je sans hésitation *Lignes de fond*, un recueil de nouvelles. La première, je l'ai lue debout pendant que les employés – où êtes-vous, Jean, à la maigreur d'étudiant tchekovien, qui en saviez autant sur l'actualité que sur le passé ? – s'apprêtaient à fermer boutique. Trente pages avaient suffi à recruter un admirateur, calculant que si l'auteur atteignait à ce moment-là le cap de la trentaine, c'était de la plume d'un garçon de vingt-cinq ans qu'était sorti ce récit très lisse d'une partie de pêche où il n'y avait de quiétude que sur la surface de la rivière, et quelques battements d'ailes au-dessus des roseaux sur les berges. Un père et un fils étaient montrés dans l'accomplissement de gestes obligés, exécutés en silence, mais toute la haine du monde glissait au fil de l'eau, à bord de la barque.

Par la suite, j'allais me précipiter sur les ouvrages de cet Irlandais au fur et à mesure qu'on les traduisait, et m'interrogeai sur le mystère du passage d'un écrivain d'une langue à l'autre, de son acclimatation à un pays étranger. Selon un vocabulaire de commis de cuisine, pourquoi la sauce, avec les mêmes ingrédients, et qui a du succès là-bas, ne prend pas ici ? Pourquoi untel qui est banal (mais de préférence, aujourd'hui, un Américain péniblement naturaliste) est-il fêté alors qu'il n'a pas un monde à lui ?

Est-ce le ton tranquille sur lequel McGahern considère la réalité qui dérange ? Ou bien ne veut-on pas admettre que tant de vies perdues se reproduisent et se reproduiront ? Il est vrai que ce n'est pas vraiment viser la séduction que de raconter le cancer de la femme d'un fonctionnaire de police, dans une caserne où, sur la main courante, le fait de la semaine est un délit de vagabondage de vaches. La retenue en matière de sexualité, bien qu'elle se décuple le sentiment du péché aidant, ne vend pas davantage.

Pour compliquer encore le problème, ce romancier s'est trouvé bloqué un moment en France par la disparition de son éditeur, au point qu'il parut naître lorsque Albin Michel parvint à le recueillir, republiant *Le Pornographe*, offrant de l'inédit avec *Les Créatures de la terre* et, titre prophétique, *Pour qu'ils soient face au soleil levant*, car les morts eux aussi ont droit aux promesses de l'aube. Il y a trois ans McGahern nous quittait sur ce chef-d'œuvre, jouissant d'une grande réputation dans le public anglophone.

Nous étions résignés à ne plus l'entendre – si l'on se résigne jamais à propos d'un artiste –, lorsque nous avons découvert qu'il avait, avant de mourir, mis la dernière main à une confession. Voici donc *Mémoire*, les clés de l'inspiration, et l'enfance qui explique tout, avec son cortège de pères tyranniques, bigots, ce veuf aux attouchements suspects quand l'adolescent doit faire lit commun avec lui. Voici la mère lumineuse et trop tôt disparue. Voici la bande des frères et des sœurs. Voici le prodige de l'art qui, par des mots très simples, insuffle une densité humaine au livreur de lait, à la fille et au garçon s'exilant sur les bords de l'Hudson et ceux de la Tamise pour fuir la pauvreté – toutes irlandaises les aides-soignantes dans les hôpitaux londoniens, comme elles sont ici antillaises – les uns et les autres bien plus chaleureux que la tourbe dont on tire le chauffage des maisons, et plutôt ironiques devant « les énormes vagues d'une dévotion orchestrée » qui n'apportent pas beaucoup de porridge dans l'assiette. Et ici la nature n'est jamais absente, par petites touches, qui ne sont pas sans évoquer Giono à ses débuts ou, de la même génération que John et insulaire comme lui, le Sicilien Leonardo Sciascia, dernière autorité morale d'une nation qui semble avoir perdu la boussole sous la férule d'un *Cavaliere* lifté, César de Bas-Empire.

John McGahern devint instituteur, pour être assuré de toujours manger à sa faim, et surtout ne jamais abandonner l'écriture. Mais les instituteurs ? « De simples sous-officiers auprès des prêtres pour les aider à gérer leur paroisse, notre avis venant après le leur en toutes choses, y compris l'instruction, simple rouage dans la machine. » L'écrivain, après *L'Obscur*, son

## LITTÉRATURES

deuxième roman, fut chassé de l'enseignement. Et la pression morale et religieuse d'alors le contraignit en 1966 à émigrer, d'abord en France, puis en Espagne, en Angleterre et enfin aux Etats-Unis, dont il ne revint pas avant 1975, et acheta finalement une petite ferme en ruine du comté de Leitrim, dans cette pauvre région de l'Ouest qui avait été celle de sa jeunesse, et dont sa femme, pourtant d'ailleurs, se trouva aimer aussi les gens et le décor. Il vécut là ses vingt dernières années.

Quand on était enfants à la campagne, on nous persuadait que si l'on enfonce un noyau d'abricot dans la terre, un arbre, tôt ou tard, pousserait à cette place. L'expérience fut décevante avec régularité. Mais plus tard j'aurai vu, vaille que vaille, pousser un Irlandais aux branches chargées de fruits et de fleurs qui ne passeront pas.

30 juin 2009

Manquent aujourd'hui, épuisés, plusieurs des titres de John McGahern traduits en français jadis. Espérons les revoir, et à l'occasion, peut-être, enfin, d'une édition complète. En attendant, chez Albin Michel, outre *Mémoire* (traduction par Françoise Cartano et Marie-Lise Marlière, 2009), *Pour qu'ils soient face au soleil levant* et *Créatures de la terre et autres nouvelles*, l'un et l'autre disponibles au Livre de poche, où l'on trouve aussi *L'Obscur*, ce deuxième roman, paru en 1965, qui valut à son auteur d'être chassé de l'enseignement.

## LIVRES EN DÉBAT

Elvire Maurouard  
**Juifs de Martinique  
et Juifs portugais  
sous Louis XIV  
et Les Juifs  
de Saint-Domingue (Haïti)**

Paris, Editions du Signe,  
2009 et 2008

Michel Lequenne

Avec ce nouveau livre, *Juifs de Martinique et Juifs portugais sous Louis XIV*, l'historienne haïtienne Elvire Mourouard poursuit le travail commencé en 2005 avec ses *Juifs de Saint-Domingue*, et consacré aux problèmes des Juifs dans la colonisation française des Antilles, cette fois en remontant dans le temps du XVIII<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle.

Le problème juif n'est ni aussi simple ni aussi rectiligne que tend à l'imposer le mythe d'une éternelle persécution d'un peuple errant en quête d'intégrations refusées, et ce sont ces rapports complexes qu'Elvire Maurouard débroussaille, et pour plus de deux siècles de l'implication des Juifs dans le colonialisme.

Ce qui en ressort de façon éclatante, c'est que, sous le manteau d'un conflit de nature religieuse, il s'est agi – et du début à la fin du colonialisme d'Ancien Régime – d'une guerre économique, et même de ce que l'on pourrait appeler une lutte de classes, en considérant, selon la définition d'Abraham Léon dans sa *Conception matérialiste de la question juive*<sup>1</sup> (ici bien vérifiée), que l'on trouve là les Juifs en tant que peuplécasse, pratiquant déjà une économie bourgeoise au sein de l'écono-

<sup>1</sup> Abraham Léon, *La Conception matérialiste de la question juive*, EDI, 1968.

mie du monde féodalo-aristocratique.

Ce second livre d'Elvire Maurouard peut-être lu à l'envers avec profit, puisque c'est dans ses derniers chapitres et les documents donnés en annexe que l'on trouve l'explication et l'ambiguïté de la notion de « Juif portugais », d'abord dans les « Lettres patentes » d'Henri II de 1550, qui les naturalisent de plein droit en tant que « Nouveaux Chrétiens ». Mais c'est sans cette précision religieuse que les « Lettres patentes » d'Henri III, de 1574, validées par Henri IV, et celles de Louis XIV, de 1656 (donc encore sous la tutelle de Mazarin), confirment solennellement leur pleine égalité de droits avec les négociants des grands ports français, particulièrement de Bordeaux. A noter tout de même qu'entre temps, Louis XIII, en 1615, avait signé un texte d'expulsion qui servit plus tard de référence au Code noir.

Les rapports sont complexes qu'eurent les Juifs entre les colons « de souche » et l'Etat monarchique, où intervinrent les contradictions des problèmes politiques, économiques et de religion, en un étonnant ballet d'interdits, de tolérances et de droits. Ces Juifs portugais, souvent d'origine espagnole, et venus se réfugier au Portugal après l'expulsion de 1492, n'avaient pas tardé à trouver un peu plus tard la même féroce persécution religieuse qu'en Espagne, qu'ils soient restés juifs ou se soient convertis, l'Inquisition faisant peu de différence ! Et ceux qui avaient pu échapper avaient essaimé de la France aux Pays-Bas. Et là donc, nulle persécution étatique en cela qu'ils apportaient un surplus éco-

nomique, et propulsaient un enrichissement général. Si, en Hollande, comme on le sait, au moins par l'histoire de Spinoza, ils purent à peu près librement exercer leur culte et devinrent la base stable de leur système économique, en France le silence sur leurs pratiques religieuses couvre la probabilité que certains étaient revenus à leur culte d'origine ou « judaïsaient » plus ou moins en secret. Et cette situation dura donc plus d'un siècle, alors que le colonialisme français était encore dans les limbes.

Tout allait changer avec le développement des colonies antillaises. Pas simplement comme opposition entre colons chrétiens et Juifs planteurs et marchands, mais rapidement dans un triangle : grands colons/intérêts d'État, souvent appuyé par les petits colons en besoin de crédits/Juifs, puis en carré avec l'intervention des Jésuites qui combinèrent puissance politique et activité économique propre.

Tant que Colbert vécut, il exerça le pouvoir économique et, avec des agents fidèles dans la colonie, il s'efforça de protéger les Juifs, dont il appréciait l'apport. Il dut pour cela, pendant plus de vingt ans, ruser avec Louis XIV pour qui l'Église, puis les Jésuites comptaient plus que ces questions vulgaires de l'économie politique.

Il n'est pas sans importance de noter que le sinistre Code noir, qui interdit aux Juifs, en article liminaire, de s'installer dans les Iles françaises d'Amérique, a été promulgué en 1685, soit au lendemain de la mort du grand ministre, et sept mois après l'abrogation de l'Édit de Nantes, le despote étant totalement

sous la direction du jésuite La Chaise.

Quoique plus radicale que les précédentes, cette nouvelle interdiction n'eut cependant pas la capacité d'empêcher de rester ceux qui étaient déjà là, et même à d'autres d'y venir, l'administration continuant à fermer les yeux tant que l'intérêt économique qu'elle y trouvait ne se heurtait pas à celui, opposé, des colons, voire, en France, entre négociants.

Cette tolérance grandit encore au XVIII<sup>e</sup> siècle, avec le progrès de l'esprit des Lumières, et d'autant plus que des Juifs avaient pris une bonne place dans le grand négoce de Bordeaux, base pour de nouvelles arrivées. Mais dans les Iles, les rivalités économiques grandissaient en même temps, du fait que là les Juifs avaient l'avantage de relations avec leurs coreligionnaires des colonies étrangères, esquissant ainsi celles du capitalisme moderne, et en préféraient souvent la sécurité à la fixation dans des plantations. Au gré des guerres et des paix, la tension tendait à s'aiguiser, les colons s'en tenant au « droit » des vieux interdits contre la logique économique des temps nouveaux.

Et l'amiral d'Estaing vint ! En décembre 1763, ce gouverneur arrivait avec l'appui de Paris, et il allait tenter de régler le conflit, selon lui pour le mieux des intérêts de l'État, avec une méthode et des moyens qu'Elvire Maurouard analyse en détail dans ses *Juifs de Saint-Domingue*. Il s'agit tout simplement de racketter les Juifs pour protéger leur présence en échange de « dons » ou d'emprunts (qui seront peu ou pas remboursés) et ainsi financer les

dépenses qui incombent à l'administration. Malgré ruses et provocations, il va créer un tel chaos dans la colonie que Choiseul le traitera de fou dangereux.

Il est intéressant de remarquer que, pendant ces dernières décennies de l'Ancien Régime, le conflit entre colonie et intérêts bourgeois généraux voit ces derniers déjà soutenus par le pouvoir judiciaire et, avec éclipses, par le pouvoir royal, et cela jusqu'à la Révolution française où il s'étendra jusqu'au sein du pouvoir révolutionnaire.

Par toutes les précisions et les documents qu'elle apporte, les deux petits livres d'Elvire Maurouard sont précieux. Mais le second laisse dans le silence deux « détails » que la préface de Claude Gozlan rend assourdissants en assimilant la persécution des Juifs de ces colonies françaises et le sort des esclaves : 1/ le fait que les planteurs juifs avaient des esclaves tout comme les chrétiens, et que rien n'indique qu'ils les traitaient mieux qu'eux ; 2/ que de grands négociants juifs d'Amsterdam furent aussi négriers. <sup>2</sup>

Philippe Marlière

**La Social-démocratie domestiquée.**

**La voie blairiste**

Bruxelles, Les éditions Aden, 2008

Noëlle Burgi

ANALYSANT à la fin des années 1970 la théorie du néolibéralisme et son emprise grandissante sur les sociétés européennes, Michel Foucault avait souligné de façon très prémonitoire que la social-démocratie n'avait pas de politique autonome et qu'elle ne parvenait donc pas à se distinguer de ses adversaires <sup>1</sup>. Tels qu'ils sont présentés par Philippe Marlière dans son dernier livre, *La Social-démocratie domestiquée, l'aggiornamento travailliste* et la décennie d'exercice du pouvoir par Tony Blair et ses gouvernements (1997-2007) offrent une bonne illustration de cette thèse. A cette nuance près que le défaut d'autonomie politique dans le cas britannique était délibéré, parfaitement assumé par le dirigeant du New Labour dont l'adhésion au néolibéralisme, les capacités de communication et l'art de centraliser et concentrer le pouvoir lui ont valu, face à un parti conservateur en pleine déconfiture, une série de beaux succès électoraux.

Quoique Tony Blair soit maintenant (déjà) relégué aux oubliettes de l'Histoire (malgré ses nouvelles fonctions publiques et privées fort lucratives), son action passée à la tête de son parti et de l'Etat, ainsi que ses méthodes de « gouvernance »

<sup>2</sup> Voir Henry Méchoulan, *Etre juif à Amsterdam au temps de Spinoza*, Paris, Albin Michel, 1991.

<sup>1</sup> Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique, Cours du Collège de France. 1978-1979*, Paris, Gallimard-Seuil, p. 93-94.

semblent encore inspirer nombre d'élites politiques de droite ou de gauche. Préoccupé par le sort du parti socialiste français, Philippe Marlière lance un avertissement à ses dirigeants en mettant au jour les faux-semblants du néotravailleursisme et de la « troisième voie ».

Malgré les apparences, la « troisième voie » ne se voulait pas tant le point médian entre socialisme et néolibéralisme qu'une formule habile et suggestive masquant la « thatchérification du Parti travailliste », comme avait pu le dire l'une des grandes figures de la gauche du Labour, Tony Benn, cité par l'auteur. Elle a été, on le sait, théorisée par Anthony Giddens. Cet universitaire britannique très proche de Blair s'appuyait sur l'idée d'un affaiblissement, sinon d'une disparition des traditions, pour affirmer que le monde contemporain serait caractérisé par une nouvelle « réflexivité sociale ».

Les traditions seraient devenues l'objet de discussions et d'appréciations critiques, les actions et les relations humaines seraient laissées au libre-arbitre et à l'autonomie des individus, la division sociale du travail et la poursuite de l'égalité sociale auraient cédé la place à la défense des « styles de vie ». Le politique ne serait plus vraiment un champ de luttes entre individus et structures partisans, car les nouveaux enjeux sociaux lui échapperaient pour l'essentiel. Aussi la modernité supposerait-elle que soit inventé un projet politique « radical », reposant sur une « démocratie dialogique », voire une « démocratie des émotions » — c'est-à-dire un espace public de discussions et d'échanges où chaque

individu, comptant sur la « solidarité » et la « confiance » de ses interlocuteurs, pourrait exprimer ses opinions.

Comme le note Philippe Marlière, cette pensée, non dépourvue d'accents humanistes, s'adresse avant tout à la fraction des classes supérieures suffisamment privilégiée pour considérer le salaire minimum, les allocations sociales ou la gratuité des services de santé et d'éducation comme autant de « contingences vulgaires », et pour s'imaginer que de nouvelles « politiques de la personne » pourraient tendre vers l'établissement du « droit universel au bonheur ». Cependant, adroitement reformulée par la rhétorique politique, la mise en scène savante d'une société individualiste, consensuelle et dépolitisée, a contribué à embrouiller les esprits, à faire passer pour obsolètes les distinctions entre droite et gauche, pour miraculeuses les performances économiques les plus fragiles et pour démocratiques et « participatives » les pratiques politiques autoritaires et répressives.

Droite et gauche n'avaient plus aucune raison de s'opposer à partir du moment où les élites politiques étaient parvenues à un diagnostic commun. A partir du début des années 1980, elles se sont progressivement ralliées à l'idée que des forces économiques impersonnelles auraient contraint l'Etat à se « moderniser » et à réorienter son action. Débordé « par le haut », dépourvu de marges de manœuvre du fait de la mondialisation, l'Etat aurait été, pour cette même raison, impuissant face à la résurgence des inégalités sociales. Aussi ne lui restait-il plus qu'à gérer la « contrainte exté-

rière » ou, pour emprunter la formule de Lionel Jospin rappelée par l'auteur vers la fin de son ouvrage, admettre que le temps de « l'économie administrée était terminé ». Au passage, cela semblait justifier, comme dans le cas du blairisme (notamment), le regroupement, « en une sorte d'union sacrée, d'individus et d'institutions venus de droite et gauche ».

Bien sûr, cette représentation du monde ne s'est pas imposée d'elle-même, abstraitement. Trois événements décisifs y ont contribué : la grève des contrôleurs aériens d'août 1981 aux Etats-Unis, le tournant de la rigueur en France (1981-1982) et, en Grande-Bretagne, la grève des mineurs britanniques (1984-1985) - un fait capital insuffisamment mis en valeur par Philippe Marlière. Ces événements ont permis de cristalliser le consensus sur l'« épuisement » du compromis social keynésien et sur la « nécessaire » et rigoureuse subordination des politiques sociales aux impératifs de « compétitivité ».

Pour sa part, Margaret Thatcher ne doutait pas de l'effet dissuasif que provoquerait une défaite des mineurs. Elle s'était préparée de longue date à l'éventualité de ce conflit dont l'issue désastreuse pour les mineurs a simultanément « fermé la vie des gens »<sup>2</sup>, affaibli le mou-

vement social dans son ensemble, accéléré la flexibilisation de la main-d'œuvre et la précarisation de la population, et donné l'exemple au reste de l'Europe. Vécue par l'aile droite du Labour comme « une « année perdue » dans le processus de « modernisation » du parti »<sup>3</sup>, cette grève lui a pourtant largement profité. Elle a permis de sceller le rapport de forces en sa faveur. *A fortiori*, elle a levé les obstacles aux réformes internes au parti, des réformes qui le videraient en dix ans de sa composante de gauche et prépareraient le terrain au futur « modernisateur de choc », Tony Blair.

La « modernisation » du Labour a servi de laboratoire à celle de la société britannique. Sous la direction de Tony Blair, elle a été, dans un premier temps, conduite avec succès. Les méthodes qui l'ont guidée ont été du même ordre que celles choisies pour mener à bien la « gouvernance » de la Cité : une rhétorique de la « nouveauté » qui se voulait « inclusive » au point de rendre illégitime l'idée même du conflit<sup>4</sup>; le flirt avec les grosses fortunes et la mise à distance des syndicats; l'individualisation de la relation aux adhérents et des recrutements tous azimuts; la dépolitisation des débats... Cela, tandis que s'accroissait toujours plus la tendance à la personnalisation et à la centralisation du pouvoir.

A bien des égards, les succès apparents de cette « modernisation » ont été éphémères (le mot lui-même inspire du dégoût dans l'opinion publique). Le nombre d'adhérents a fondu comme neige au soleil. Il est évalué aux alentours de 200 000, après avoir approché les 450 000

<sup>2</sup>/ Comme l'avait dit à l'époque une femme de mineur.

<sup>3</sup>/ Expression de Neil Kinnock, ancien leader du Parti travailliste, citée par Philippe Marlière (p. 25).

<sup>4</sup>/ La négation du conflit - ou le consensus imposé - a été largement utilisée comme technique de dépolitisation ces trente dernières années. Pour des approches européennes, voir Roser Cusso, Anne Dufresne, Corinne Gobin, Geoffroy Matagne, Jean-Louis Siroux (dir.), *Le Conflit social éludé*, Louvain-la-Neuve, Bruylant-Academia, 2008.

en 1997. Les syndicats se sont révélés des alliés indispensables, bien plus fiables et utiles que le *big business* dont les contributions aux recettes du Parti se sont assez rapidement taries. Comme le souligne Philippe Marlière, non seulement Tony Blair n'a pas réussi à créer un « néosyndicalisme » à l'image du New Labour, mais encore, à force de museler le débat et de traiter les syndicats comme des adversaires politiques, il a favorisé la renaissance d'un syndicalisme combatif qui se renforce depuis 1999.

Tony Blair a été loué par les grands de ce monde pour sa capacité à flexibiliser le marché du travail, faire baisser le taux officiel du chômage et commercialiser les biens sociaux en usant et abusant d'indicateurs de performance. Y avait-il un lien de causalité entre flexibilisation et taux de chômage ? Philippe Marlière constate que les « performances » du Royaume-Uni en matière d'emplois et de chômage ne s'expliquaient pas par la flexibilité, le *workfare* (la mise au travail) ou les

politiques d'activation <sup>5</sup>. Elles masquaient de fortes disparités et inégalités régionales ainsi que des phénomènes comme le report sur l'inactivité <sup>6</sup> et la quasi-stagnation de la population active sur la décennie 1990. En outre, elles ont tenu pour beaucoup à une croissance relative soutenue par une politique classique de dépenses budgétaires. Ainsi, les deux tiers des emplois créés après 1998 – souvent des temps partiels – l'avaient été dans le secteur public.

Ce recours pragmatique (et discret) à des instruments de type keynésien pour étoffer les politiques d'emploi ne mettait pas en question le fondamentalisme de marché du Premier ministre britannique. Indispensable tant leur état est déplorable, l'investissement dans les services publics a été piloté sans perdre de vue l'objectif premier de leur « modernisation », c'est-à-dire leur privatisation au moins partielle. Les néotravailleurs ont amplement recouru à la technique des PPF (partenariats public-privé) <sup>7</sup> qui permet à l'Etat d'aménager des modes de financement et de gestion par le privé de services publics aussi vitaux que les écoles publiques, les logements sociaux, le contrôle du trafic aérien, le métro de Londres, la santé publique ou les soins hospitaliers. Or le secteur privé fonctionne sur la base de critères de rentabilité mal adaptés – c'est le moins que l'on puisse dire – aux besoins sociaux et aux exigences de qualité et de sûreté des services publics. Il en découle inmanquablement de graves dysfonctionnements.

Ainsi, Philippe Marlière cite le cas de cette nouvelle infirmerie

<sup>5/</sup> Au sens strict, l'activation consiste à reconverter une allocation sociale en tout ou partie de la rémunération d'un travail. Dans bien des cas (sinon la plupart), c'est une forme déguisée de subvention aux bas salaires.

<sup>6/</sup> Au Royaume-Uni, les chômeurs marginalisés ou rejetés par le marché du travail sont très nombreux à avoir échoué dans le régime d'invalidité. On comptait 2,7 millions de personnes « invalides » en 2003, selon les sources officielles, dont une proportion significative d'hommes de 25 à 54 ans, un chiffre en progression de 1 million en dix ans. Voir Florence Lefresne, « Les trappes du modèle social britannique », *Politique. Revue de débats*, n° 42, décembre 2005 et « Les politiques d'emploi et la transformation des normes : une comparaison européenne », *Sociologie du travail*, vol. 47, n° 3, juillet-septembre 2006.

<sup>7/</sup> Nom donné à cette technique en France, où elle est également mobilisée. En Grande-Bretagne, il s'agit de la PFI (*Private Finance Initiative*).

construite par un contractant privé chargé d'offrir des services « de soins de meilleure qualité, davantage adaptés aux besoins des patients et plus sûrs ». A peine l'infirmier venait-elle d'ouvrir que deux plafonds aux matériaux de qualité médiocre s'écroulaient et que l'on constatait des conditions d'hygiène et de sécurité inadéquates ainsi qu'un nombre insuffisant de lits pour faire face à la demande de soins.

Cette politique a une cohérence qu'il importe de souligner. A plusieurs reprises, Philippe Marlière souligne que la composante théoriquement « de gauche » du programme néotravailleiste n'a été rien d'autre qu'une « béquille sociale », un « volet social-démocrate subalterne », un « aspect mineur » d'une politique subordonnant la dimension sociale-démocrate à la dimension néolibérale. « D'une certaine manière, le génie du blairisme est de feindre de redécouvrir la « question sociale » (la pauvreté infantile, par exemple) et de mettre en œuvre des politiques sociales minimalistes pour s'exonérer de l'accusation de « trahison ». » Ajoutons que le minimalisme social – c'est-à-dire le renoncement aux politiques de protection sociale à visée universaliste au profit de politiques d'assistance aux pauvres et d'une généralisation des prestations sous conditions de ressources – a été activement recherché par les hautes autorités nationales (de droite ou de gauche) qui se sont appuyées sur l'échelon européen pour coordonner leurs efforts et les rendre plus efficaces.

On a de sérieuses raisons d'estimer que la « préservation » d'un « mo-

dèle social européen » se traduit par l'institutionnalisation volontariste du minimalisme social dans tous les pays européens – même si, selon les sociétés concernées, c'est à des rythmes, suivant des modalités et à des degrés divers. Pour le dire autrement, « l'Etat social minimal » représente aux yeux des élites un modèle à suivre. Il sous-tend les restructurations et réorganisations permanentes des systèmes nationaux de protection sociale, leur donne une cohérence et sa mise en place conduit à la multiplication de dispositifs destinés à contrôler, mettre au pas et sanctionner les pauvres. Du point de vue de la Commission européenne, la valorisation du minimalisme social s'explique par son souci d'économies budgétaires, d'efficacité gestionnaire et de promotion de la concurrence. En effet, dans l'état actuel de la réglementation et de l'idéologie communautaires, limiter la « solidarité » publique à un socle « assistantiel », à une très faible prestation accordée aux seuls nécessiteux, c'est créer des conditions jugées souhaitables pour soumettre au droit européen de la concurrence tout ce qui ne relève pas de ce socle « assistantiel »<sup>8</sup>. L'actuelle crise économique ébranle la légitimité de ce modèle parce qu'il transfère les risques sociaux sur les individus au nom de leur « responsabilisation », sans toutefois leur donner les moyens d'y faire face. Il est urgent de rompre avec cette approche et d'en finir avec une social-démocratie *domestiquée* qui n'a plus aucune raison d'être.

<sup>8</sup>/ Voir Noëlle Burgi, « La construction de l'Etat social minimal en Europe », *Politique européenne*, n° 27, hiver 2009, p. 201-232.

Stathis Kouvélakis (dir.),

**Y a-t-il une vie  
après le capitalisme ?**

Pantin, Le Temps des Cerises, 2008

André Tosef

La question de la possibilité d'une vie après le capitalisme n'est pas rhétorique. Le bilan global du capitalisme mondialisé s'alourdit chaque jour davantage. Il ne suffit plus de développer une critique lucide des aspects de ce qui peut devenir une catastrophe historique en raison de l'expansion extraordinaire des inégalités entre classes, nations, groupes humains, de la production d'une humanité superflue, des périls d'une guerre globale et de confrontations nucléaires, du franchissement de seuils irréversibles dans la dévastation écologique. C'est la possibilité de la vie humaine qu'atteint la domination capitaliste, si se poursuivait dans le même sens la course effrénée à la production pour la production, l'accumulation pour l'accumulation, une consommation qui est pour les uns surconsommation et pour les autres privation de la satisfaction des besoins fondamentaux.

Pour les auteurs divers de ce volume collectif, comme l'explicite avec vigueur son maître d'œuvre Stathis Kouvélakis, le temps de la critique ne saurait s'enfermer dans la répétition morose de ces cruelles vérités, sous peine de contribuer à sa propre impuissance en se démoralisant et en acceptant la clôture de toute possibilité alternative. A défaut d'une imagination anticipant des conduites raisonnées de transformation de la servitude actuelle, la possibilité im-

manente d'une vie supérieure éprouvant la capacité d'agir de tous et de chacun, ainsi que celle de la puissance de penser, s'impossibilise.

Il est aujourd'hui urgent de lever l'interdit que le savoir du pouvoir, propre au capitalisme mondialisé, impose même à ses critiques les plus lucides, en les habituant à la perte de tout sens du futur, au sacrifice de toute fonction de l'imagination anticipatrice, en bref, en succombant au refus de toute utopie. La pensée critique doit renouer des liens avec la fonction utopienne, et non pas avec les utopies abstraites qui se donnent imaginairement des solutions fondées sur l'ignorance des possibilités réelles en souffrance dans le présent. L'époque impose un tournant dans la pensée critique de l'anticapitalisme et ce tournant doit se faire dans le sens de l'anti-anti-utopisme.

Kouvélakis convoque, pour appuyer sa thèse anti-anti-utopienne, les élaborations d'Ernst Bloch qui, en plein milieu de la catastrophe de la victoire du nazisme, formulait les principes du *Principe Espérance*. Il s'aide aussi des analyses de Sartre de *L'Imaginaire* et surtout des thèses contemporaines du grand marxiste américain Fredric Jameson, qui participe au volume avec une passionnante contribution intitulée « La méthode utopienne » et dont viennent d'être traduits en français les deux tomes de ses *Archéologies du futur*. La critique doit désormais s'articuler en fonction de l'anticipation imaginative de possibilités rendues disponibles visant au dépassement des formes économiques, politiques, culturelles, des modes d'organisation de la vie quotidienne.

C'est cette méthode utopienne réaliste qui est supposée unifier les diverses études du volume consacrées aux perspectives d'une transformation économique immédiate dans le sens de la démarchandisation, aux transformations politiques dans le sens d'une articulation de la démocratie directe de type conseilliste et de la démocratie représentative, aux révolutionnements de la vie quotidienne par une nouvelle vie urbaine et surtout par une prise en compte des exigences d'une réorientation écologique radicale.

Cette unité de projets demeure toutefois unité d'analogie, dans la mesure où la réappropriation des fonctions sociales dominées par la soumission réelle imposée par le capitalisme rencontre des difficultés spécifiques selon les fonctions considérées et oblige à spécifier la méthode utopienne en sa différence d'avec l'utopie comme programme voué à se donner une structure d'enclave distinguant l'utopien et le non utopien.

Jameson préfère toutefois, à cette utopie symbolique correspondant à un plan d'ensemble, une interprétation utopienne de type allégorique qui « traite de fragments que le désir utopien investit de multiples façons inattendues ». Il s'agit alors d'un « travail d'enquête policière visant à déchiffrer et à lire des indices et des traces d'utopies dans le paysage du réel même en des réalités très éloignées de l'utopie. Des phénomènes les plus nocifs peuvent servir de dépôt et de cachette pour toute sorte de souhaits insoupçonnés et de gratifications utopiennes (p. 182). L'exemple choisi par Jameson est paradoxal puisqu'il s'agit

du monopole états-unien de l'alimentaire et de la grande distribution, de Wal Mart qui exerce la terreur sur ses fournisseurs, produit des dysfonctions écologiques, détruit les emplois de proximité, crée des emplois sous-payés et dépourvus d'allocations et de sécurité sociale, pratique les délocalisations d'entreprises en privilégiant le travail à temps partiel et le travail des enfants surexploités à l'étranger.

Ce tableau négatif peut être cependant investi par la méthode utopienne : ce qui est négatif peut être imaginé de façon positive et dans le changement de valence du futur utopien. Dans le cas de Wal Mart, la puissance de ce monopole pourrait être inversée selon un exercice de pensée qui passerait par une réorientation de l'énorme pouvoir d'achat en relèvement du niveau de vie des fournisseurs, par une direction écologique imprimée aux producteurs. Il suffirait d'utiliser les structures de l'immense machine en les inversant et en prenant pour acquises leurs efficiences en ce qu'elles évitent la pénurie des magasins d'Etat de feu le socialisme administré.

Nous ne sommes plus dans la conception de l'utopie chère à Bloch, qui veut lire l'ébauche du futur dans le présent ou identifier les « images-souhaits » au sein des phénomènes négatifs à dépasser. L'utopie blochienne a pour objet des macro-situations globales et la modification massive du rapport de forces idéologiques.

C'est elles que l'on trouve dans les diverses propositions d'un écosocialisme avancées dans le volume par Michael Löwy, David Schwartz-

man, Jean-Marie Harribey, ou dans les suggestions de transformations de la vie quotidienne avec les contributions de David Harvey (une nouvelle utopie urbaine échappant à la récupération capitaliste), de Smaïn Laacher (expérimentant des systèmes d'échanges locaux non monétarisés) ou de Samuel Johsua évoquant l'élaboration d'un système d'éducation émancipatrice délivré des contraintes des divisions de classe et maintenant une tension entre travail manuel et intellectuel. C'est elle aussi que l'on trouve dans les propositions faites par Antoine Artous d'une politique anticapitaliste, fondée sur la combinaison de démocratie directe et de démocratie représentative au sein d'une démocratie sociale attaquant la propriété capitaliste des grands moyens de production et d'échange. C'est celle, enfin, de la thèse de notre ami disparu Georges Labica – dont c'est là une des dernières interventions – soutenant l'urgence d'ouvrir à nouveaux frais la question de la révolution comme réponse à la violence accrue du capitalisme mondialisé, donc comme contre-violence aussi nécessaire que légitime.

Ce n'est pas dans le même sens que Jameson oriente sa méthode utopienne, qu'il qualifie d'analogique en ce qui concerne le futur, en référence à la méthode généalogique de Foucault en ce qui concerne le passé. Comme dans le cas de Wal Mart, qui est une sorte d'exemple contre-intuitif, il s'agit de lire des figures du présent comme composantes possibles d'un système différent. Il s'agit de poser comme susceptibles « d'expérimentations positives des choses qui sont claire-

ment négatives dans notre présent » (p. 190). Est-ce que cette méthode concerne l'économie à venir ?

La question des transformations possibles de l'économie est, en effet, celle qui fait l'objet du développement le plus soutenu en ce volume. Si la perspective générale d'une dé-marchandisation de la vie sociale réunit tous les contributeurs – développement des biens collectifs par des moyens non marchands, constitution d'un secteur planifié de consommation sociale comme l'école, la santé, les transports, à terme suppression de la condition salariale et de la marchandisation de la force de travail – demeure pendant la question du marché. La question : « Y a-t-il une vie après le capitalisme ? » se concentre alors dans une question plus spécifique : « Y a-t-il une vie après le marché ? ». La méthode utopienne perd alors de son apparente univocité. La perspective d'ensemble de la dé-marchandisation relève de l'utopie blochienne en ce qu'elle « image » une déconnexion globale des processus producteurs de biens publics lors de l'échange marchand. Mais demeure ouverte la question des fonctions du marché encore pertinentes et des formes spécifiques possibles de dé-marchandisation. Comment mettre en route la méthode utopienne à partir des points les plus négatifs de l'économie capitaliste comme dans l'exemple Wal Mart de Jameson ? A ce sujet, les thèses présentées ne vont pas toutes dans la même direction, tout en ayant le mérite d'affronter la question. La thèse néolibérale soutenue en particulier par Hayek et Milton Friedman – qui est la cible de la critique – se développe

en deux moments : tout d'abord, elle fait du marché le mécanisme sélectionné par l'histoire pour procéder à l'allocation et à la circulation des ressources, dont la force de travail, ainsi que celle des biens produits. D'autre part, le marché sanctionne la séparation des travailleurs et des moyens de production par l'assignation à la condition salariale. La raison qui justifie le marché est l'impossibilité de direction collective de la production *ex ante* [en amont]. Ce sont les prix de marché qui donnent aux acteurs économiques les informations et les connaissances nécessaires pour toutes les opérations à entreprendre, et cette information ne peut être donnée qu'*ex post* [après-coup], une fois la production mise sur le marché pour affronter l'épreuve de la concurrence fixant les prix de marché.

Les auteurs refusent le principe d'un socialisme de marché, tout comme ils tiennent compte de l'échec d'une économie totalement administrée. Mais ils varient sur la part qu'il faut laisser à un marché minimum dans une économie qui doit restaurer aussi une planification minimale. Ainsi, Michel Husson maintient les rapports marchands pour les seuls biens de consommation. D'autres, comme Thomas Coutrot, donnent aux mécanismes de marché une place plus grande ; tout en limitant le maintien du salariat, Coutrot justifie sa position en soulignant la nécessité d'incitations monétaires pour motiver les producteurs.

Ce sont là des problèmes difficiles, qui exigent la compréhension des expériences passées du socialisme, ainsi que le fait de manière exemplaire Catherine Samary, à propos

de l'autogestion yougoslave, en réaffirmant l'actualité d'un nouveau cours autogestionnaire. Cette proposition est discutée par Pat Devine qui élabore un ingénieux modèle de planification participative. Une économie socialiste « mixte » intégrerait une grande part des mécanismes marchands : les échanges entre entreprises et entre celles-ci et les ménages se feraient par achat et vente, les entreprises déterminant les prix. Mais Devine imagine une forme de coordination originale, avec une planification concertée des investissements au triple niveau, entrepreneurial, local, national. Cette coordination limiterait et contrôlerait le mécanisme marchand pur.

Cette diversité de positions atteste le besoin d'expérimentations qui ne peuvent demeurer logiques. Il est réservé aux luttes de se faire banc d'essai de ces modélisations qui unissent abstraction et imagination. En tout cas, une chose est sûre. Par ses tensions heureuses, ce volume atteste qu'est en mouvement une recherche qui a pour horizon la fin de la forme prix et l'abolition du salariat. La modalité, actualisée ici ou là, de pensée anti-anti-utopienne n'est pas ce qui importe le plus. Ce qui importe est de faire face à l'urgence de rendre impossibles tous les aspects de la dévastation capitaliste devenue mondiale. Car il urge d'inventer une vie après le capitalisme sans plus attendre, sans nécessairement se mettre à la place des classes dirigeantes, en partant des problèmes vifs. Cet ouvrage apporte un riche matériau pour aller en ce sens.

## Les auteurs

**Daniel Bensaïd** est professeur de philosophie à l'université de Paris 8. Il a publié récemment *Marx mode d'emploi*, en collaboration avec le dessinateur Charb (La Découverte, 2009), *Eloge de la politique profane* (Albin Michel, 2007) *Penser/Agir* (Lignes, 2008) et *Inventer l'inconnu. Textes et correspondance de Marx et Engels autour de la Commune* (La fabrique, 2008).

**Sophie Béroud** est maître de conférence en science politique à l'université Lyon 2. Elle a notamment publié *Le Mouvement social en France. Essai de sociologie politique*, avec René Mouriaux et Michel Vakaloulis, La Dispute, 1998 ; *Les Robins des bois de l'énergie*, Le Cherche midi, 2002 ; *Le Souffle de l'hiver 1995*, 2001, Editions Syllepse.

**Mathieu Bonzom** est doctorant, assistant temporaire de recherche à l'université de Nanterre (département des études anglo-américaines). Animateur du collectif des doctorants de Nanterre, il a été l'un des porte-parole de la coordination nationale des universités. Mathieu Bonzom est également membre du Snesup-FSU.

**Bruno Bosteels** est professeur associé de littérature espagnole à Cornell University. Il est notamment l'auteur de *Badiou o el comienzo del materialismo dialectico* (Palinodia, 2007) et de *Badiou and Politics* (Duke University Press, 2009). Il prépare actuellement un essai sur *Marx et Freud en Amérique latine*.

**Noëlle Burgi** est docteur en science politique, chargée de recherches au CNRS, actuellement rattachée au Centre de recherches politiques de la Sorbonne. Elle a notamment publié, en 2006, aux éditions la Découverte, *La Machine à exclure. Les faux-semblants du retour à l'emploi*.

**Keith Dixon** est professeur de civilisation britannique à l'université Lyon 2. Il est également membre du collectif Raisons d'Agir et militant syndical. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *Les Evangélistes du marché. Les intellectuels britanniques et le néo-libéralisme* (Raisons d'Agir, 1998), *Un Digne Héritier. Blair et le thatchérisme* (Raisons d'Agir, 2000).

**Tristan Garcia** est docteur en philosophie, vacataire à l'Université de Picardie-Jules Verne. Il est l'auteur du roman *La Meilleure Part des hommes* paru aux éditions Gallimard en 2008.

**Isabelle Garo** est enseignante en philosophie. Elle a notamment publié *Marx, une critique de la philosophie* (Points Seuil, 1999) et, récemment, *L'Idéologie ou la pensée embarquée* (La Fabrique, 2009). Elle est présidente de la Grande édition Marx/Engels (Geme).

**André Grimaldi** est professeur de médecine, chef de service à la Pitié-Salpêtrière. Il est connu pour son engagement contre la réforme actuelle de l'hôpital (voir l'appel du 18 juin 2008 pour sauver l'hôpital public, appel-sauver-hopital. fr). Il

vient de publier *L'Hôpital public malade de la rentabilité*, Fayard, avril 2009.

**Razmig Keucheyan** est maître de conférences en sociologie à l'université de Paris-Sorbonne (Paris 4). Il est l'auteur de *Le Constructivisme. Des origines à nos jours* (Hermann, 2007), et de « Philosophie politique du pirate », *Critique*, n° 733-734, 2008.

**Stathis Kouvelakis** est maître de conférences en philosophie politique au King's College de l'université de Londres. Il a récemment publié *Y a-t-il une vie après le capitalisme ?* (collectif, Le temps des cerises, 2008), *La France en révolte. Luttres sociales et cycles politiques* (Textuel, 2007).

**Michel Lequenne** a été un des principaux animateurs de la revue *Critique communiste*. Il est l'auteur de nombreux ouvrages touchant à des domaines divers, politique, histoire, art, littérature. Il a notamment publié *Le Trotskisme. Une histoire sans fard*, Syllepse, 2005. Il met actuellement la dernière main à ses mémoires, qui doivent paraître à l'automne chez le même éditeur.

**Angelo Rinaldi** est écrivain et critique littéraire, prix Fémina 1971 pour *La Maison des Atlantes*, membre de l'Académie française. Son dernier roman, *Résidence des étoiles*, est paru cette année chez Fayard. Un recueil de ses critiques littéraires a été publié chez Plon sous le titre *Service de presse*.

**André Tosel** est professeur émérite de philosophie à l'université de Nice, est l'auteur de nombreux ouvrages sur le marxisme, la théorie politique et Spinoza. Parmi ses dernières publications *Un monde en abîme. Essai sur la mondialisation capitaliste* (Kimé, 2008) et *Les Marxismes du XX<sup>e</sup> siècle* (Syllepse, 2009, à paraître).

**Karel Yon** est docteur en science politique. Il travaille actuellement sur la socialisation et les apprentissages militants dans les organisations syndicales de salariés en France. Il est l'auteur de « Quand le syndicalisme s'éprouve hors du lieu de travail : la production du sens confédéral à Force ouvrière », *Politix*, vol. 22, 85, 2009.